ROGER GARAUDY

LES MYTHES FONDATEURS DE LA POLITIQUE ISRAÉLIENNE

AAARGH

Les Mythes fondateurs de la politique israélienne, de Roger Garaudy, été édité d'abord par la Vieille Taupe, puis, ensuite, dans une version corrigée, par Samiszdat Roger Garaudy, en 1996, ISBN: 2-951-000-5. On peut le trouver à la Librairie du Savoir, 5 rue Malebranche, 75005 Paris, Tel 01 43 54 22 46, Fax 01 43 26 07 19 ou à l'Association Roger Garaudy pour le dialogue des civilisations, 69 rue de Sucy, 94430 Chennevières sur Marne. Cet ouvrage a été condamné en première instance, en janvier 1998, par la justice politique française. Mais il n'est pas interdit en France.

[page 1 à 49]

Après avoir, pendant plus d'un demi-siècle, publié mes ouvrages chez les plus grands éditeurs français, je suis contraint d'éditer aujourd'hui en *samizdat,* à compte d'auteur, cette anthologie de l'hérésie sioniste, parce que j'ai, depuis 1982, violé un tabou: la critique de la politique israélienne, défendue désormais par la loi scélérate Gayssot-Fabius du 13 juillet 1990, qui restaure en France le *délit d'opinion* du Second Empire, en suppléant par une loi répressive à la carence des arguments.

C'est pourquoi les libraires qui entendent continuer à faire leur métier doivent passer leurs commandes à la Librairie du Savoir, Librairie Roumaine de Paris, qui a accepté le dépôt de ce *samizdat* comme elle le faisait au temps de Ceaucescu où régnait déjà - mais ailleurs qu'en France - la *pensée unique* et le terrorisme intellectuel.

R.G.

POURQUOI CE LIVRE ?

Les intégrismes, générateurs de violences et de guerres, sont une maladie mortelle de notre temps.

Ce livre fait partie d'une trilogie que j'ai consacrée à les combattre :

Grandeur et décadence de l'Islam, dans lequel je dénonce l'épicentre de l'intégrisme musulman : l'Arabie Saoudite. J'y ai désigné le Roi Fahd, complice de l'invasion américaine au Moyen-Orient, comme "prostituée politique", qui fait de l'islamisme une maladie de l'Islam.

Deux ouvrages consacrés à l'intégrisme catholique romain qui, tout en prétendant "défendre la vie", disserte sur l'embryon, mais se tait lorsque 13 millions et demi d'enfants meurent chaque année de malnutrition et de faim, victimes du "monothéisme du marché" imposé par la domination américaine. Ces ouvrages s'intitulent : *Avons-nous besoin de Dieu ?* et *Vers une guerre de religion ?* (contre le monothéisme du marché).

Le troisième volet du triptyque: *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne,* dénonce l'hérésie du sionisme politique qui consiste à substituer au *Dieu* d'Israël l'Etat d'Israël, porte-avions nucléaire et insubmersible des provisoires maîtres du monde: Les Etats-Unis, qui entendent s'approprier les pétroles du Moyen-Orient, nerf de la croissance à l'occidentale. (Modèle de "croissance" qui, par le truchement du F.M.I., coûte au Tiers Monde l'équivalent en morts d'un Hiroshima tous les deux jours).

Depuis Lord Balfour, déclarant, lorsqu'il livrait aux sionistes un pays qui ne lui appartenait pas : "Peu importe le système mis en œuvre pour que nous conservions le pétrole du Moyen-Orient. Il est essentiel que ce pétrole demeure accessible." (Kimhe John, *Palestine et Israël,* Ed. Albin Michel, 1973, p. 27), jusqu'au secrétaire d'Etat américain, Cordell Hull : "Il faut bien comprendre que le pétrole d'Arabie Saoudite constitue l'un des plus puissants leviers du monde" (*ibidem*, p. 240), une même politique assigne la même mission aux dirigeants sionistes israéliens, celle qu'a définie Joseph Luns, ancien secrétaire général de l'O.T.A.N. : "Israël a été le

mercenaire le moins coûteux de notre époque moderne." (Nadav Shragaï, *Haaretz* du 13 mars 1992).

Un mercenaire pourtant bien payé puisque, par exemple, de 1951 à 1959, deux millions d'Israéliens ont reçu, par tête, cent fois plus que deux milliards d'habitants du Tiers Monde; et surtout mercenaire bien protégé: de 1972 à 1996, les Etats-Unis ont opposé trente fois leur veto, aux Nations Unies, à toute condamnation d'Israël, alors que ses dirigeants appliquaient leur programme de désintégration de tous les Etats du Moyen-Orient, programme exposé par la revue *Kivounim* (Orientations) , février 1982, p. 50 à 59, à l'époque de l'invasion du Liban. Cette politique repose, grâce à l'appui inconditionnel des Etats-Unis, sur l'idée que la loi internationale est un "chiffon de papier" (Ben Gourion), et que par exemple, les résolutions 242 et 338 des Nations Unies, qui exigent qu'Israël se retire de la Cisjordanie et du Golan, sont destinées à rester lettre morte, de même que la condamnation unanime de l'annexion de Jérusalem, que même les Etats-Unis votèrent, mais en excluant toute sanction.

Une politique aussi inavouable en son fond exige le camouflage que mon livre a pour objet de dévoiler.

D'abord, une prétendue justification "théologique" des agressions par une lecture intégriste des textes révélés, transformant le mythe en histoire : le grandiose symbole de la soumission inconditionnelle d'Abraham à la volonté de Dieu, et sa bénédiction de "toutes les familles de la terre", transformé en son contraire tribal : la terre conquise devenant "terre promise", comme chez tous les peuples du Moyen-Orient, de la Mésopotamie aux Hittites et à l'Egypte.

Il en est de même pour l'Exode, cet éternel symbole de la libération des peuples contre l'oppression et la tyrannie, invoqué aussi bien par le Coran (XLIV, 31-32) que par les actuels "théologiens de la libération". Alors qu'il s'adresse à tous les peuples fidèles à la volonté d'un Dieu Universel, il devient un miracle unique, et le privilège qu'aurait accordé un Dieu partiel et partial à un *peuple élu,* comme dans toutes les religions tribales et tous les nationalismes, qui prétendent être le peuple élu dont la mission serait d'accomplir la volonté de Dieu: *Gesta Dei pert Francos,* pour les Français, *Gott mit uns*, pour les Allemands, *Faire Christ Roi,* pour Franco, *In God We Trust*, blasphème inscrit sur chaque dollar, dieu tout puissant du monothéisme de l'argent et du marché.

Et puis une mythologie plus moderne: celle de l'Etat d'Israël qui serait "la réponse de Dieu à l'Holocauste", comme si Israël était le seul refuge des victimes de la barbarie de Hitler, alors qu'Itzhak Shamir lui-même (qui offrait son alliance à Hitler jusqu'à son arrestation par les Anglais, pour collaboration avec l'ennemi et terrorisme) écrit: "Contrairement à l'opinion commune, la plupart des immigrants israéliens n'étaient pas les restes survivants de l'Holocauste, mais des Juifs de pays arabes, indigènes à la région." (Itzhak Shamir, *Looking Back,Looking Ahead*, 1987, p. 574).

Il fallait donc gonfler les chiffres des victimes. Par exemple, la plaque commémorative du monument d'Auschwitz disait, en dix-neuf langues, jusqu'en 1994 : quatre millions de victimes. Les nouvelles plaques proclament aujourd’hui : "environ un million et demi". Il fallait faire croire, avec le mythe des six millions, que l'humanité avait assisté là "au plus grand génocide de l'histoire", en oubliant 60

millions d'indiens d'Amérique, cent millions de Noirs (10 tués pour un captif), oubliant même Hiroshima et Nagasaki, et les cinquante millions de morts de cette deuxième guerre mondiale, dont 17 millions de slaves, comme si l'hitlérisme n'avait été qu'un vaste pogrom et non pas un crime contre l'humanité entière. Serait-on antisémite pour dire que les Juifs ont été très durement frappés, mais qu'ils ne furent pas les seuls, sous prétexte que la télévision ne parle que de ces victimes mais pas des autres ?

En outre, pour compléter le camouflage, il fallait, par un nom théologique : "Holocauste", donner un caractère sacrificiel à ces massacres réels, et les insérer en quelque sorte dans le plan divin, comme par exemple la crucifixion de Jésus.

Notre livre n'a d'autre objet que de dénoncer ce camouflage idéologique d'une politique, pour empêcher qu'on la confonde avec la grande tradition des prophètes d'Israël. Avec mon ami Bernard Lecache, fondateur de la L.I.C.A. (devenue la L.I.C.*R*.A.) déporté dans le même camp de concentration que moi, nous apprenions, en des cours du soir, à nos compagnons, la grandeur, l'universalisme, et la puissance libératrice de ces prophètes juifs.

A ce message prophétique, je n'ai jamais cessé d'être fidèle, même lorsqu'après 35 ans de militantisme au Parti communiste, et membre de son Bureau politique, j'en étais exclu, en 1970, pour avoir dit, dés 1968 : "L'Union soviétique n'est pas un pays socialiste". Comme je dis aujourd'hui : La théologie de la domination de la Curie romaine n'est pas fidèle au Christ, l'Islamisme trahit l'Islam, et le sionisme politique est aux antipodes du grand prophétisme juif.

Déjà, lorsqu'au temps de la guerre du Liban, en 1982, avec le Père Lelong, le Pasteur Matthiot, et Jacques Fauvet, nous étions traduits en justice par la L.I.C.R.A. pour avoir montré, dans *Le Monde* du 17 juin 1982, avec la bienveillance de son directeur, que l'invasion du Liban était dans la logique du sionisme politique, le tribunal de Paris par jugement du 24 mars 1983, confirmé en appel, puis définitivement par la Cour de Cassation, "considérant qu'il s'agit de la critique licite de la politique d'un Etat et de l'idéologie qui l'inspire, et non de provocation raciale... la déboute [la L.I.C.R.A.] de toutes ses demandes, et la condamne aux dépens."

Le présent livre est strictement fidèle à notre critique politique et idéologique d'alors, même si la loi scélérate du "communiste" Gayssot a voulu renforcer, depuis lors, la répression contre la liberté d'expression en faisant du jugement de Nuremberg le critère de la vérité historique et en instituant un "délit d'opinion". Ce projet de loi fut combattu à l'Assemblée Nationale d'alors par l'actuel ministre de la Justice.

Nous pensons apporter une contribution à la lutte pour une paix véritable, fondée sur le respect de la vérité et de la loi internationale.

Courageusement, en Israël même, des Juifs fidèles à leurs prophètes, de "nouveaux historiens" de l'Université hébraïque de Jérusalem, et les partisans israéliens d'une paix juste, après la révélation de leur malfaisance, pour l'Etat d'Israël lui-même, et pour la paix du monde, s'interrogent sur les "mythes" du sionisme politique qui ont conduit aux assassinats commis par Baruch Goldstein à Hébron, et par Ygal Amir contre le Premier ministre Ytzhak Rabin.

La vérité est en marche, et rien ne l'arrêtera.

Le terrorisme intellectuel d'un "lobby" déjà dénoncé par le Général de Gaulle pour "son influence excessive sur l'information" m'a conduit, en France, à procéder à une pré-publication de ce texte dans un numéro spécial hors commerce, réservé aux abonnés, d'une revue. Ce fait, expression de la situation en France, semble avoir beaucoup plus retenu l'attention des commentateurs que le contenu de mon texte.

Je le publie donc aujourd'hui moi-même, sous ma seule responsabilité, sous forme de *Samizdat*, au sens strict de ce terme qui signifie en russe : "édité par soi-même"

Ce livre est déjà traduit et en cours de publication aux États-Unis, en Italie, au Liban, en Turquie, au Brésil. Il est en cours de traduction en allemand et en russe.

Le texte français est accessible sur le réseau télématique Internet.

Contre les mythologies dévoyées, ce sera une nouvelle contribution à l'histoire critique du monde contemporain.

TABLE DES MATIERES

Introduction

Ce livre est l'histoire d'une hérésie.

Celle qui consiste, par une lecture littérale et sélective d'une parole révélée, à faire de la religion l'instrument d'une politique en la sacralisant.

C'est une maladie mortelle de cette fin de siècle que j'ai définie déjà dans *Intégrismes*.

Je l'ai combattue chez les musulmans dans *Grandeur et décadence de l'Islam,* au risque de déplaire à ceux qui n'aimaient pas que je dise : " L'Islamisme est une maladie de l'Islam."

Je l'ai combattue chez les chrétiens dans *Vers une guerre de religion,* au risque de déplaire à ceux qui n'aimaient pas que je dise : "Le Christ de Paul n'est pas Jésus."

Je la combats aujourd'hui chez les Juifs dans *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, au risque de m'attirer les foudres des israélo-sionistes qui déjà n'aimaient pas que le Rabbin Hirsh leur rappelle : "Le sionisme veut définir le peuple juif comme une entité nationale... C'est une hérésie."

Source : *Washington Post* du 3 octobre 1978.

Qu'est-ce que le sionisme, qui est dénoncé dans mon livre (et non pas la foi juive) ?

Il s'est souvent défini lui-même :

1· C'est une doctrine politique.

"Depuis 1896, sionisme se rapporte au mouvement politique fondé par Théodore Herzl."

Source : *Encyclopaedia of Zionism and Israel,* Herzl Press, New York 1971, volume II, p. 1262.

2· C'est une doctrine nationaliste qui n'est pas née du judaïsme mais du nationalisme européen du XIXe siècle. Le fondateur du sionisme politique, Herzl, ne se réclamait pas de la religion : "Je n'obéis pas à une impulsion religieuse."

Source : Th. Herzl : *Diaries* (Mémoires). Ed. Victor Gollancz. 1958.

"Je suis un agnostique" (p. 54)

Ce qui l'intéresse, n'est pas particulièrement la *terre sainte* : il accepte aussi bien, pour ses objectifs nationalistes, l'Ouganda ou la Tripolitaine, Chypre ou l'Argentine, le Mozambique ou le Congo.

Source : Herzl, *Diaries*. (passim)

Mais devant l'opposition de ses amis de foi juive, il prend conscience de l'importance de la puissante légende ("*mighty legend*"), comme il le dit (*Diaries* I, p. 6) qui "constitue un cri de ralliement d'une irrésistible puissance."

Source : Herzl, *L'Etat juif*, p. 45.

C'est un slogan mobilisateur que ce politique éminemment réaliste ne saurait ignorer. Aussi proclame-t-il, transposant la puissante légende du retour en réalité historique : "La Palestine est notre inoubliable patrie historique... ce nom seul serait un cri de ralliement puissant pour notre peuple."

Source : Herzl, *L'Etat juif*, p. 209.

"La question juive n'est pour moi ni une question sociale, ni une question religieuse..., c'est une question nationale."

3· C'est une doctrine coloniale. Là encore le lucide Théodore Herzl ne cache pas ses objectifs : comme première étape, réaliser une "Compagnie à charte", sous protection de l'Angleterre ou de toute autre puissance, en attendant d'en faire l'Etat juif.

C'est pourquoi il s'adresse à celui qui s'est révélé le maître de ce genre d'opération : le trafiquant colonial Cecil Rhodes, qui, de sa Compagnie à charte, sut faire une Afrique du Sud, l'une de ses composantes s'appelant de son nom : la Rhodésie.

Théodore Herzl lui écrit, le 11 janvier 1902 :

"Je vous en prie, envoyez-moi un texte disant que vous avez examiné mon programme et que vous l'approuvez. Vous vous demanderez pourquoi je m'adresse à vous, Monsieur Rhodes. C'est parce que mon programme est un programme colonial."

Source : Herzl, *Tagebuch*, Vol. III, p. 105.

Doctrine politique, nationaliste, coloniale, telles sont les trois caractéristiques définissant le sionisme politique tel que le fit triompher au Congrès de Bâle, en août 1897, Théodore Herzl, son génial et machiavélique fondateur, qui pouvait dire, avec juste raison au terme de ce Congrès: "J'ai fondé l'Etat juif."

Source : *Diaries*, p. 224.

Un demi-siècle plus tard c'est en effet cette politique qu'appliqueront très exactement ses disciples créant, selon ses méthodes et suivant sa ligne politique, l'Etat d'Israël (au lendemain de la Deuxième guerre mondiale.)

Mais cette entreprise politique, nationaliste et colonialiste, n'était nullement sur le prolongement de la foi et de la spiritualité juives.

Au moment même du Congrès de Bâle qui n'avait pu se tenir à Munich (comme le prévoyait Herzl) en raison de l'opposition de la communauté juive allemande, se tenait en Amérique la Conférence de Montréal (1897) où, sur la proposition du Rabbin Isaac Meyer Wise, la personnalité juive la plus représentative de l'Amérique d'alors, fut votée une motion qui opposait radicalement deux lectures de la Bible, la lecture politique et tribale du sionisme et la lecture spirituelle et universaliste des Prophètes.

"Nous désapprouvons totalement toute initiative visant à la création d'un Etat juif. Des tentatives de ce genre mettent en évidence une conception erronée de la mission d'Israël... que les Prophètes juifs furent les premiers à proclamer... Nous affirmons que l'objectif du judaïsme n'est ni politique, ni national, mais spirituel... Il vise une époque messianique où tous les hommes reconnaîtront appartenir à une seule grande communauté pour l'établissement du Royaume de Dieu sur la terre."

Source : Conférence centrale des Rabbins américains. *Yearbook* VII, 1897, p. XII.

Telle fut la première réaction des organisations juives depuis "L'Association des rabbins d'Allemagne", jusqu'à "l'Alliance Israélite universelle de France", "l'Israelitische Allianz" d'Autriche, de même que les Associations juives de Londres.

Cette opposition au sionisme politique, inspirée par l'attachement à la spiritualité de la foi juive, n'a cessé de s'exprimer, même lorsqu'à la suite de la Deuxième guerre mondiale, profitant une fois de plus, à l'O N U, des rivalités entre nations, et surtout de l'appui inconditionnel des Etats-Unis, le sionisme israélien parvint à s'imposer comme force dominante et, grâce à ses lobbies, à inverser la tendance et à faire triompher, même dans l'opinion, la politique israélo-sioniste de puissance, contre l'admirable tradition prophétique. Il ne parvint pourtant pas à étouffer la critique des grands spirituels.

Martin Buber, l'une des plus grandes voix juives de ce siècle, n'a cessé, pendant toute sa vie, et jusqu'à sa mort en Israël, de dénoncer la dégénérescence et même l'inversion du sionisme religieux en sionisme politique.

Martin Buber déclarait à New York : "Le sentiment que j'éprouvais, il y a soixante ans, lorsque je suis entré dans le mouvement sioniste, est essentiellement celui que j'éprouve aujourd'hui... J'espérais que ce nationalisme ne suivrait pas le chemin des autres -- commençant par une grande espérance -- et se dégradant ensuite jusqu'à devenir un égoïsme sacré, osant même, comme Mussolini, se proclamer *sacro egoïsmo*, comme si l'égoïsme collectif pouvait être plus sacré que l'égoïsme individuel. Lorsque nous sommes retournés en Palestine, la question décisive fut : Voulez-vous venir ici comme un ami, un frère, un membre de la communauté des peuples du Proche-Orient, ou comme les représentants du colonialisme et de l'impérialisme ?

La contradiction entre le but et les moyens pour l'atteindre a divisé les sionistes : les uns voulaient recevoir des Grandes Puissances des privilèges politiques particuliers,

les autres, surtout les jeunes, voulaient seulement qu'on leur permette de travailler en Palestine avec leurs voisins, pour la Palestine et pour l'avenir...

Tout ne fut pas toujours parfait dans nos rapports avec les Arabes, mais il y avait, en général, bon voisinage entre village juif et village arabe.

Cette phase organique de l'établissement en Palestine dura jusqu'à l'époque d'Hitler.

C'est Hitler qui a poussé des masses de juifs à venir en Palestine, et non pas une élite qui venait accomplir leur vie et préparer l'avenir. Ainsi, à un développement organique sélectif a succédé une immigration de masse avec la nécessité de trouver une force politique pour sa sécurité... La majorité des juifs a préféré apprendre d'Hitler que de nous... Hitler a montré que l'histoire ne suit pas le chemin de l'esprit, mais celui du pouvoir, et que lorsqu'un peuple est assez fort, il peut tuer avec impunité... Telle est la situation que nous avions à combattre... Au "Ihud" nous proposons... que Juifs et Arabes ne se contentent pas de coexister mais de coopérer... Cela rendrait possible un développement économique du Proche-Orient, grâce auquel le Proche-Orient pourrait apporter une grande, une essentielle contribution à l'avenir de l'humanité."

Source : *Jewish Newsletter* du 2 juin 1958.

S'adressant au XIIe Congrès sioniste à Karlsbad, le 5 septembre 1921, il disait : "Nous parlons de l'esprit d'Israël, et nous croyons n'être pas semblables aux autres nations... Mais si l'esprit d'Israël n'est rien de plus que la synthèse de notre identité nationale, rien de plus qu'une belle justification de notre égoïsme collectif... transformé en idole, nous qui avons refusé d'accepter tout prince autre que le Seigneur de l'univers, alors nous sommes comme les autres nations, et nous buvons avec elles à la coupe qui les enivre. La nation n'est pas la valeur suprême... Les juifs sont plus qu'une nation : les membres d'une communauté de foi.

"La religion juive a été déracinée, et ceci est l'essence de la maladie dont le symptôme fut la naissance du nationalisme juif au milieu du XIXe siècle. Cette forme nouvelle du désir de la terre est l'arrière-fond qui marque ce que le judaïsme national moderne a emprunté au nationalisme moderne de l'Occident...

"Qu'est-ce-que l'idée "d'élection" d'Israël a à faire en tout cela ?"l'élection" ne désigne pas un sentiment de supériorité, mais un sens de la destinée. Ce sentiment ne naît pas d'une comparaison avec les autres, mais d'une vocation et d'une responsabilité d'accomplir une tâche que les prophètes n'ont cessé de rappeler : si vous vous vantez d'être choisis au lieu de vivre dans l'obéissance à Dieu, c'est une forfaiture."

Evoquant cette "crise nationaliste" du sionisme politique qui est perversion de la spiritualité du judaïsme, il concluait :

"Nous espérions sauver le nationalisme juif de l'erreur de faire d'un peuple une idole. Nous avons échoué."

Source : Martin Buber, *Israel and the world*. Ed. Schocken, New-York, 1948, p. 263.

Le Professeur Judas Magnes, Président de l'Université hébraïque de Jérusalem depuis 1926, considérait que le "Programme de Biltmore" de 1942, exigeant la création d'un Etat Juif en Palestine "conduirait à la guerre contre les Arabes.".

Source : Norman Bentwich. *For Zion's sake.* Biographie de Judas Magnes. Philadelphie. Jewish Publication society of America. 1954. p. 352.

Prononçant, à la rentrée de 1946, le discours d'ouverture de cette Université hébraïque de Jérusalem qu'il présidait depuis 20 ans il disait :

"La nouvelle voix juive parle par la bouche des fusils... Telle est la nouvelle Thora de la terre d'Israël. Le monde a été enchaîné à la folie de la force physique. Le ciel nous garde d'enchaîner maintenant le judaïsme et le peuple d'Israël à cette folie. C'est un judaïsme païen qui a conquis une grande partie de la puissante diaspora. Nous avions pensé, au temps du sionisme romantique, que Sion devait être racheté par la droiture. Tous les juifs d'Amérique portent la responsabilité de cette faute, de cette mutation... même ceux qui ne sont pas d'accord avec les agissements de la direction païenne, mais qui restent assis, les bras croisés. L'anesthésie du sens moral conduit à son atrophie."

Source : *Ibidem,* p. 131.

En Amérique, en effet, depuis la Déclaration de Biltmore, les dirigeants sionistes avaient désormais le plus puissant protecteur : les Etats-Unis. L'Organisation sioniste mondiale avait balayé l'opposition des juifs fidèles aux traditions spirituelles des prophètes d'Israël, et exigé la création, non plus d'un "foyer national juif en Palestine", selon les termes (sinon l'esprit) de la Déclaration Balfour de la précédente guerre, mais la création d'un Etat juif de Palestine.

Déjà, en 1938, Albert Einstein avait condamné cette orientation :

"Il serait, à mon avis, plus raisonnable d'arriver à un accord avec les Arabes sur la base d'une vie commune pacifique que de créer un Etat juif... La conscience que j'ai de la nature essentielle du judaïsme se heurte à l'idée d'un Etat juif doté de frontières, d'une armée, et d'un projet de pouvoir temporel, aussi modeste soit-il. Je crains les dommages internes que le judaïsme subira en raison du développement, dans nos rangs, d'un nationalisme étroit... Nous ne sommes plus les juifs de la période des Macchabées. Redevenir une nation, dans le sens politique du mot, équivaudrait à se détourner de la spiritualisation de notre communauté que nous devons au génie de nos prophètes."

Source : Rabbin Moshé Menuhin : *The Decadence of Judaism in our time.* 1969, p. 324.

Les rappels n'ont pas manqué lors de chaque violation, par Israël, de la loi internationale.

Pour ne citer que deux exemples, où il fut dit à haute voix ce que des millions de juifs pensent -- mais sans pouvoir le dire publiquement sous l'inquisition intellectuelle des

lobbies israélo-sionistes : en 1960, lors du procès d'Eichmann à Jérusalem l'American Council for judaism déclarait :

"Le Conseil américain du Judaïsme a adressé hier lundi une lettre à M. Christian Herter pour dénier au gouvernement israélien le droit de parler au nom de tous les Juifs.

Le Conseil déclare que le Judaïsme est une affaire de religion et non de nationalité."

Source : *Le Monde*, du 21 juin 1960.

Le 8 juin 1982, le Professeur Benjamin Cohen, de l'Université de Tel-Aviv, lors de l'invasion sanglante des Israéliens au Liban, écrit à P. Vidal-Naquet :

"Je vous écris en écoutant le transistor qui vient d'annoncer que "nous" sommes en train d'atteindre notre objectif" au Liban : assurer "la paix" aux habitants de Galilée. Ces mensonges dignes de Goebbels me rendent fou. Il est clair que cette guerre sauvage, plus barbare que toutes les précédentes, n'a rien à voir, ni avec l'attentat de Londres, ni avec la sécurité de la Galilée... Des juifs, fils d'Abraham... Des juifs victimes eux-mêmes de tant de cruautés, peuvent-ils devenir tellement cruels ?... Le plus grand succès du sionisme n'est donc que ceci : la "déjudaïsation"... des juifs.

Faites, chers amis, tout ce qui est en votre pouvoir pour que les Begin et les Sharon n'atteignent pas leur double objectif : la liquidation finale (expression à la mode ici ces jours-ci) des Palestiniens en tant que peuple et des Israéliens en tant qu'êtres humains".

Source : Lettre publiée dans *Le Monde* du 19 juin 1982. p. 9.

"Le professeur Leibowitz, traite la politique israélienne au Liban de judéo-nazie."

Source : *Yediot Aharonoth*, 2 juillet 1982, p. 6.

Tel est l'enjeu de la lutte entre la foi juive prophétique et le nationalisme sioniste, fondé, comme tout nationalisme, sur le refus de l'autre et la sacralisation de soi.

Tout nationalisme a besoin de sacraliser ses prétentions : après la dislocation de la chrétienté, les Etats-nations ont eu chacun la prétention d'avoir recueilli l'héritage du sacré et d'avoir reçu l'investiture de Dieu :

La France, est la "Fille aînée de l'Eglise", par laquelle s'accomplit l'action de Dieu (*Gesta Dei per Francos*). L'Allemagne est "au-dessus de tout" parce que Dieu est avec elle (*Gott mit uns*). Eva Peron proclame que "la Mission de l'Argentine est d'apporter Dieu au monde", et, en 1972, le Premier ministre de l'Afrique du Sud, Vorster, célèbre par le racisme sauvage de "l'apartheid", vaticine à son tour: "N'oublions pas que nous sommes le peuple de Dieu, investi d'une mission"... Le nationalisme sioniste partage cette ivresse de tous les nationalismes.

Même les plus lucides se laissent tenter par cette "ivresse".

Même un homme comme le Professeur André Neher, dans son beau livre : *L'essence du prophétisme* (Ed. Calmann-Lévy. 1972. p. 311.) après avoir si bien évoqué le sens universel de l'Alliance : alliance de Dieu avec l'homme, en arrive à écrire qu'Israël est "le signe, par excellence, de l'histoire divine dans le monde. Israël est l'axe du monde, il en est le nerf, le centre, le coeur." (p. 311)

De tels propos évoquent fâcheusement le "mythe aryen" dont l'idéologie fonda le pangermanisme et l'hitlérisme. Dans cette voie l'on est aux antipodes de l'enseignement des Prophètes et de l'admirable *Je et Tu* de Martin Buber.

L'exclusivisme interdit le dialogue : l'on ne peut "dialoguer" ni avec Hitler, ni avec Begin, puisque leur supériorité raciale ou leur alliance exclusive avec le divin ne leur laisse plus rien à attendre de l'autre.

Parce que nous avons conscience qu'à notre époque il n'existe d'autre alternative que le dialogue ou la guerre, et que le dialogue exige, comme nous ne cessons de le répéter, que chacun ait, au départ, conscience de ce qui manque à sa propre foi, et qu'il a besoin de l'autre pour combler en soi ce vide qui est la condition de tout dépassement et de tout désir de plénitude (qui est l'âme de toute foi vivante.)

Notre anthologie du crime sioniste se situe dans le prolongement des efforts de ceux des Juifs qui ont tenté de défendre un judaïsme prophétique contre un sionisme tribal.

Ce qui nourrit l'antisémitisme, ce n'est pas la critique de la politique d'agression, d'imposture et de sang du sionisme israélien, c'est le soutien inconditionnel de cette politique qui ne retient, des grandes traditions du judaïsme, que ce qui justifierait, par une interprétation littéraliste, cette politique, et l'élèverait au-dessus de toute loi internationale en la sacralisant par les mythes d'hier et d'aujourd'hui.

I

Les mythes théologiques

1. Le mythe de la "promesse" : terre promise ou terre conquise ?

> "A ta postérité je donne ce pays, du fleuve d'Egypte jusqu' au grand fleuve, le fleuve d'Euphrate."
>
> Genèse XV, 18

La lecture intégriste du sionisme politique :

"Si l'on possède le livre de la Bible, si l'on se considère comme le peuple de la Bible, on devrait posséder toutes les terres bibliques."

Général Moshé Dayan. *Jerusalem Post*, 10 août 1967.

Le 25 février 1994, le Docteur Baruch Goldstein massacre les Arabes en prières dans le tombeau des patriarches.

Le 4 novembre 1995, Ygal Amir assassine Ytzhak Rabin, "*sur l'ordre de Dieu*", et de son groupe de "guerriers d'Israël", d'exécuter quiconque céderait aux Arabes la "terre promise" de "Judée et de Samarie" (l'actuelle Cisjordanie).

a) Dans l'exégèse chrétienne

Albert de Pury, professeur d'Ancien Testament à la faculté de Théologie protestante de Genève, résume ainsi sa thèse de doctorat "Promesse divine et légende cultuelle dans le cycle de Jacob" (2 vol., éd. Gabalda, Paris, 1975), dans laquelle il intègre, discute et prolonge les recherches des plus grands historiens et exégètes contemporains notamment: Albrecht Alt et Martin Noth (voir: *Histoire d'Israël*, de M. Noth, traduction française, chez Payot 1954; *Théologie de l'Ancien Testament*, 1971 Ed. Labor et Fides, Genève, par Von Rad; le Père R. de Vaux : *Histoire ancienne d'Israël* (2 volumes), Paris 1971.

"Le thème biblique du don du pays a son origine dans la "promesse patriarcale", c'est-à-dire dans cette promesse divine adressée, selon la tradition de la Genèse, au patriarche Abraham. Les récits de la Genèse nous rapportent à plusieurs reprises et sous des formes diverses que Dieu a promis aux patriarches et à leurs descendants la possession du pays dans lequel ils étaient en train de s'établir. Prononcée à Sichem (Gn 12/7), à Béthel (Gn 13/14-16; 28/13-15; 35/11-12) et à Mamré (près d'Hébron, Gn 15/18-21; 17/4-8), donc aux sanctuaires principaux de Samarie et de Judée, cette promesse semble s'appliquer avant tout aux régions de l'actuelle Cisjordanie.

Les narrateurs bibliques nous présentent l'histoire des origines d'Israël comme une suite d'époques bien délimitées. Tous les souvenirs, histoires, légendes, contes ou poèmes qui leur sont parvenus, charriés par la tradition orale, ils les insèrent dans un cadre généalogique et chronologique précis. Comme en conviennent presque tous les exégètes modernes, ce schéma historique est largement fictif.

Les travaux d'Albrecht Alt et de Martin Noth ont montré en particulier que la division en époques successives (Patriarches -- servitude en Egypte -- conquête de Canaan) est artificielle." [1]

Résumant, en accord avec la thèse d'Albert de Pury, les travaux de l'exégèse contemporaine, Madame Françoise Smyth, doyenne de la Faculté de théologie protestante de Paris, écrit :

"La recherche historique récente a réduit à l'état de fiction les représentations classiques d'exode hors d'Egypte, de conquête de Canaan, d'unité nationale israélite avant l'exil, de frontières précises; l'historiographie biblique ne renseigne pas sur ce qu'elle raconte mais sur ceux qui l'élaborent."

Source : Françoise Smyth. "Les protestants, la Bible et Israël depuis 1948". Dans *la Lettre* de novembre 1984, No 313, p. 23.

Madame Françoise Smyth-Florentin a fait une mise au point rigoureuse sur le mythe de la promesse dans le livre *Les Mythes illégitimes. Essai sur la "terre promise"*. Ed. Labor et Fides. Genève 1994.

Albert de Pury poursuit : "La plupart des exégètes ont tenu et tiennent la promesse patriarcale dans son expression classique (cf. par exemple Gn 13/14-17 ou Gn 15/18-21) pour une légitimation post eventum de la conquête israélite de la Palestine ou, plus concrètement encore, de l'extension de la souveraineté israélite sous le règne de David. En d'autres termes, la promesse aurait été introduite dans les récits patriarcaux afin de faire de cette "épopée ancestrale" un prélude et une annonce de l'âge d'or davidique et salomonien.

Nous pouvons maintenant circonscrire sommairement les origines de la promesse patriarcale :

1. La promesse de la terre, entendue comme une promesse de sédentarisation, a été adressée en premier à des groupes de nomades qui étaient soumis au régime des transhumances et qui aspiraient à se fixer quelque part dans les régions habitables. Sous cette forme-là, la promesse a pu faire partie du patrimoine religieux et narratif de plusieurs groupes tribaux différents. [2]

---

[1] Cf. A. Alt, "Der Gott der Väter" (1929), in A. Alt, *Kleine Schriften zur Geschichte des Volkes Israel, I,* Munich, 1953 (= 1963), p. 1-78 (tr. angl. in *Essays on old Testament History and Religion*, Oxford, Blackwell, 1966, p. 1-77 "Die Landnahme der Israeliten in Palästina" (1925), in *Kleine Schriften* , I, p.89-125 (tr. angl. *idem*, p. 133-169)

[2] " La lecture des textes sacrés du Moyen-Orient nous montre que tous les peuples y ont reçu des promesses semblables de leur dieu leur promettant la terre, de la Mésopotamie à l'Egypte, en passant par les Hittites.

2. La promesse nomade avait pour objet, non pas la conquête politique et militaire d'une région ou de tout un pays, mais la sédentarisation dans un territoire limité.

3. A l'origine, la promesse patriarcale dont nous parle la Genèse n'a pas été accordée par Yahvé (le dieu qui est entré en Palestine avec le "groupe de l'Exode"), mais par le dieu cananéen El dans une de ses hypostases locales. Seul le dieu local, possesseur du territoire, pouvait offrir à des nomades la sédentarisation sur ses terres.

4. Plus tard, lorsque les clans nomades sédentarisés se sont regroupés avec d'autres tribus pour former le "peuple d'Israël", les anciennes promesses ont pris une nouvelle dimension. La sédentarisation était un objectif atteint, et la promesse prenait désormais une portée politique, militaire et "nationale". Ainsi réinterprétée, la promesse fut comprise comme la préfiguration de la conquête définitive de la Palestine, comme l'annonce et la légitimation de l'empire davidique."

Le contenu de la promesse patriarcale

"Alors que la promesse "nomade", visant la sédentarisation d'un clan moutonnier, remonte sans doute à une origine *ante eventum*, il n'en va pas de même de la promesse élargie aux dimensions "nationales". Etant donné que les tribus "israélites" ne se sont unies qu'après leur installation en Palestine, la réinterprétation de la promesse nomade en une promesse de souveraineté politique doit avoir été opérée post eventum. Ainsi, la promesse de Gn 15/18-21, qui envisage la souveraineté du peuple élu sur toutes les régions situées "entre le Torrent d'Egypte (= le wadi `Arish) et le Grand Fleuve, le fleuve Euphrate" et sur tous les peuples qui y habitent, est manifestement un *vaticinium ex eventu* s'inspirant des conquêtes davidiques.

Les recherches exégétiques ont permis d'établir que l'élargissement de la promesse "nomade" en une promesse "nationale" a dû se faire avant la première mise par écrit des récits patriarcaux.

Le Yahviste, qui peut être considéré comme le premier grand narrateur (ou plutôt : éditeur de récits) de l'Ancien Testament, a vécu à l'époque de Salomon. Il a été par conséquent le contemporain et le témoin de ces quelques décennies où la promesse patriarcale, réinterprétée à la lumière de David, semblait s'être réalisée au delà de toutes les espérances.

En Egypte, sur la stèle de Karnak, dressée par Toutmosis III (entre 1480 et 1475 av. J.C.) pour célébrer les victoires qu'il avait accumulées sur la route de Gaza, Megiddo, Qadesh, et jusqu'à Karkemish (sur l'Euphrate), le dieu déclare : " je t'assigne, par décret, la terre de long en large. Je suis venu et je te donne d'écraser la terre d'Occident. "
A l'autre bout du "croissant fertile", en Mésopotamie, dans la 6e tablette du "Poème babylonien de la création", le dieu, Mardouk, "fixe à chacun son lot" (verset 46), et pour sceller l'Alliance ordonne de construire Babylone et son temple ". (a)
Entre les deux, les Hittites chantent à Arinna, la déesse solaire :
"Tu veilles sur la sécurité des cieux et de la terre
Tu établis les frontières du pays. " (b)
Si les Hébreux n'avaient pas reçu une telle promesse, alors ils constitueraient vraiment une exception ! (c)
(a) - *Les religions du Proche-Orient*, par René Labet, Fayard, 1970, p. 60. (b) - *Ibidem* p. 557. (c) - Voir, sur la promesse, la thèse du Père Landouzies, à l'Institut catholique de Paris., sur *Le don de la terre de Palestine* (1974), pp. 10-15.

Le passage de Gn 12/3b est un des textes-clef pour la compréhension de l'œuvre du Yahviste. D'après ce texte, la bénédiction d'Israël doit avoir pour corollaire la bénédiction de tous "les clans de la terre (*`adâmâh*)". Les clans de la terre, ce sont d'abord toutes les peuplades qui partagent avec Israël la Palestine et la Transjordanie.

Ainsi nous ne sommes pas en mesure d'affirmer qu'à tel ou tel moment dans l'histoire Dieu se soit présenté devant un personnage historique nommé Abraham et qu'il lui ait conféré les titres légaux de la possession du pays de Canaan. Du point de vue juridique, nous n'avons entre nos mains aucun acte de donation signé "Dieu", et nous avons même de bonnes raisons de penser que la scène de Gn-12/1-8; 13/14-18, par exemple, n'est pas le reflet d'un événement historique.

Est-il possible, dès lors, d'actualiser la promesse patriarcale ? Si actualiser la promesse signifie s'en servir comme d'un titre de propriété ou la mettre au service d'une revendication politique, alors certainement pas.

Nulle politique n'est en droit de revendiquer pour elle-même la caution de la promesse.

L'on ne saurait se rallier en aucune manière à ceux d'entre les chrétiens qui considèrent les promesses de l'Ancien Testament comme une légitimation des revendications territoriales actuelles de l'Etat d'Israël."

Source : Tous ces textes sont extraits de la conférence donnée le 10 février 1975 à Crêt-Bérard (Suisse) lors d'un colloque sur les interprétations théologiques du conflit israélo-arabe, publié dans la revue *Etudes théologiques et religieuses*, No 3, 1976 (Montpellier).

b) Dans l'exégèse prophétique juive

(Conférence du Rabbin Elmer Berger, ancien Président de la Ligue pour le judaïsme aux Etats-Unis.)

"Il est inadmissible pour quiconque de prétendre que l'implantation actuelle de l'Etat d'Israël est l'accomplissement d'une prophétie biblique et, par conséquent, que toutes les actions accomplies par les Israéliens pour instaurer leur Etat et pour le maintenir sont d'avance ratifiées par Dieu.

La politique actuelle d'Israël a détruit, ou, au moins, obscurci la signification spirituelle d'Israël.

Je me propose d'examiner deux éléments fondamentaux de la tradition prophétique.

a -- D'abord, lorsque les Prophètes ont évoqué la restauration de Sion, ce n'était pas la terre qui avait par elle-même un caractère sacré. Le critère absolu et indiscutable de la conception prophétique de la Rédemption, c'était la restauration de l'Alliance avec Dieu, alors que cette Alliance avait été rompue par le Roi et par son peuple.

Michée le dit en toute clarté, "Ecoutez-donc, chefs de la maison de Jacob, et dirigeants de la maison d'Israël, vous qui haïssez le bien et aimez le mal, ... qui

bâtissez Sion dans le sang et Jérusalem dans le crime…Sion sera labourée comme un champ, Jérusalem deviendra un monceau de ruines, et la montagne du Temple un haut lieu d'idolâtrie."

Source : Michée III, 1 -- 12.

Sion n'est sainte que si la Loi de Dieu règne sur elle. Et cela ne signifie pas que toute Loi édictée à Jérusalem est une Loi sainte.

b -- Ce n'est pas seulement la terre qui dépend de l'observance et de la fidélité à l'Alliance : le peuple réinstallé à Sion est tenu aux mêmes exigences de justice, de droiture, et de fidélité à l'Alliance de Dieu.

Sion ne pouvait attendre une restauration d'un peuple s'appuyant sur des traités, des alliances, des rapports militaires de force, ou d'une hiérarchie militaire cherchant à établir sa supériorité sur les voisins d'Israël.

...La tradition prophétique montre clairement que la sainteté de la terre ne dépend pas de son sol, ni celle de son peuple, de sa seule présence sur ce territoire.

Seule est sacrée, et digne de Sion, l'Alliance divine qui s'exprime dans le comportement de son peuple.

Or l'actuel Etat d'Israël n'a aucun droit à se réclamer de l'accomplissement du projet divin pour une ère messianique...

C'est là pure démagogie du sol et du sang.

Ni le peuple ni la terre ne sont sacrés et ne méritent aucun privilège spirituel du monde.

Le totalitarisme sioniste qui cherche à se soumettre tout le peuple juif, fût-ce par la violence et la force, en fait un peuple parmi les autres et comme les autres."

Source : Rabbin Elmer Berger : *Prophecy, Zionism and the state of Israël*, Ed. American Jewish Alternatives to Zionism. Conférence prononcée à l'Université de Leiden (Pays-Bas) le 20 mars 1968.

* * *

Ygal Amir, l'assassin d'Ytzhak Rabin, n'est ni un voyou ni un fou mais un pur produit de l'éducation sioniste. Fils de rabbin, excellent étudiant de l'Université cléricale de Bar Ilan près de Tel-Aviv, nourri des enseignements des écoles talmudiques, soldat d'élite dans le Golan, ayant dans sa bibliothèque la biographie de Baruch Goldstein (celui qui assassina, il y a quelques mois, à Hébron, 27 Arabes en prière dans le tombeau des patriarches). Il avait pu voir, à la télévision officielle israélienne, le grand reportage sur le groupe "Eyal" (Les guerriers d'Israël) jurant, sur la tombe du fondateur du sionisme politique, Théodore Herzl, d'"exécuter quiconque céderait aux Arabes la "terre promise" de Judée et de Samarie" (l'actuelle Cisjordanie).

L'assassinat du Président Rabin, (comme celui que perpétra Goldstein) s'inscrit dans la stricte logique de la mythologie des intégristes sionistes : l'ordre de tuer, dit Ygal Amir "vient de Dieu", comme au temps de Josué.

Source : *Le Monde* (A.F.P.) du 8 novembre 1995.

Ce n'était pas un marginal dans la société israélienne: le jour du meurtre d'Ytzhak Rabin, les colons de Kiryat Arba et d'Hébron dansaient de joie en récitant des psaumes de David autour du mausolée érigé à la gloire de Baruch Goldstein.

Source : *El Paìs* (Espagne) du 7 novembre 1995, p. 4.

Ytzhak Rabin était une cible symbolique, non pas, comme Bill Clinton l'a prétendu à ses obsèques, parce qu'il aurait "combattu toute sa vie pour la paix". (Commandant les troupes d'occupation au début de l'Intifada, c'est lui qui donnait l'ordre de "casser les os des bras" aux enfants de la terre palestinienne qui n'avaient d'autre arme que les vieilles pierres de leur pays se levant avec eux pour défendre la terre de leurs ancêtres.)

Mais Ytzhak Rabin, avec réalisme, avait compris (comme les Américains au Viêt-Nam ou les Français en Algérie) qu'aucune solution militaire définitive n'est possible lorsqu' une armée se heurte, non à une autre armée, mais à tout un Peuple.

Il s'était donc engagé, avec Yasser Arafat, dans la voie d'un compromis : une autonomie administrative était octroyée à une partie des territoires dont l'occupation avait été condamnée par les Nations Unies, tout en maintenant la protection militaire israélienne des "colonies" volées aux autochtones et devenues, comme à Hébron, des séminaires de la haine.

C'était trop déjà pour les intégristes bénéficiaires de ce colonialisme : ils créèrent, contre Rabin qu'ils présentaient comme un "traître", le climat conduisant à l'infamie de son assassinat.

Ytzhak Rabin a été victime, après des milliers de Palestiniens, du mythe de la "terre promise", prétexte millénaire des colonialismes sanglants.

Cet assassinat fanatique montre, une fois de plus, qu'une paix véritable entre un Etat d'Israël en sécurité dans les frontières fixées par le partage de 1947, et un Etat palestinien totalement indépendant, exige l'élimination radicale du colonialisme actuel, c'est-à-dire de toutes les colonies qui constituent, à l'intérieur du futur Etat palestinien, d'incessantes sources de provocation et autant de détonateurs pour des guerres futures.

***

2. Le mythe du "peuple élu"

"Ainsi parle le Seigneur : mon fils premier né c'est Israël."

Exode IV, 22.

La lecture intégriste du sionisme politique :

"Les habitants du monde peuvent être répartis entre Israël et les autres nations prises en bloc. Israël est le peuple élu : dogme capital."

Source : Rabbin Cohen, dans son livre, *Le Talmud*. Ed. Payot, Paris, 1986, p. 104.

Ce mythe c'est la croyance, sans aucun fondement historique, selon laquelle le monothéisme serait né avec l'Ancien Testament. Il ressort au contraire, de la Bible elle-même, que ses deux principaux rédacteurs : le Yahviste et l'Elohiste, n'étaient ni l'un ni l'autre des monothéistes : ils proclamaient seulement la supériorité du Dieu hébreu sur les autres dieux, et sa "jalousie" à leur égard (Exode XX, 2-5). Le Dieu de Moab : Kamosh, est reconnu (Juges XI, 24 et II Rois, 27) comme "les autres dieux" (I. Samuel XXVII, 19).

La T.O.B souligne en note : "Très longtemps, en Israël on a cru à l'existence et à la puissance des dieux étrangers." (p. 680 note d) [1]

Ce n'est qu'après l'exil, et notamment chez les Prophètes, que le monothéisme s'affirmera, c'est-à-dire que l'on passera des formules comme celles de l'Exode : "Tu n'auras pas d'autres dieux que moi." (XX, 3) à celle qui ne se contente pas d'exiger l'obéissance à Yahvé et non aux autres dieux (comme il est même répété dans le Deutéronome : "Vous n'irez pas à la suite d'autres dieux." (VI, 14)), mais qui proclame : "Je suis Dieu, il n'y en a pas d'autre." (Esaïe XLV, 22). Cette affirmation indiscutable du monothéisme date de la deuxième moitié du VIe siècle (entre 550- et 539).

Le monothéisme est en effet le fruit d'un long mûrissement des grandes cultures du Moyen-Orient, celle de la Mésopotamie et celle de l'Egypte.

Dès le XIIIe siècle, le Pharaon Akhenaton avait fait effacer de tous les temples le pluriel du mot "Dieu". Son "Hymne au soleil" est paraphrasé presque textuellement dans le Psaume 104. La religion babylonienne s'achemine vers le monothéisme; évoquant le Dieu Mardouk, l'historien Albright marque les étapes de cette transformation : "Quand on a reconnu que de nombreuses divinités différentes ne sont que les manifestations d'un seul Dieu... il n'y a qu'un pas à faire pour parvenir à un certain monothéisme."

Source : Albright, *Les religions dans le Moyen-Orient*, p. 159.

Le "Poème babylonien de la Création" (qui date du XIe siècle avant notre ère) porte témoignage de ces "derniers pas": "Si les humains sont divisés quant aux dieux, nous, par tous les noms dont nous l'aurons nommé, qu'il soit, Lui, notre Dieu."

Cette religion a atteint ce degré d'intériorité où apparaît l'image du Juste souffrant :

"Je veux louer le Seigneur de la sagesse... Mon Dieu m'a abandonné...
Je paradais comme un Seigneur, et je rase les murs...

[1] TOB : Traduction œcuménique de la Bible.

Tous les jours je gémis comme une colombe et les larmes brûlent mes joues.
Et pourtant la prière était pour moi sagesse,
et le sacrifice ma loi.
Je croyais être au service de Dieu,
mais les desseins divins, au fond des abîmes, qui peut les comprendre ?
Qui donc, sinon Mardouk, est le maître de la résurrection ? Vous dont il modela l'argile originelle,
Chantez la gloire de Mardouk."

Source : *op. cit.* p. 329 à 341.

Cette image de Job lui est antérieure de plusieurs siècles. Une image semblable du juste souffrant, celle de Danel (pas celui de la Bible hébreue) puni par Dieu et ramené par lui sur la terre, se trouve dans les textes ougaritiques de Ras Shamra, dans ce qu'on a pu appeler "La Bible cananéenne" antérieure à celle des Hébreux puisqu' Ezéchiel cite Danel à côté de Job (Ez. XIV, 14 et 20).

Ce sont là des paraboles dont la signification spirituelle ne dépend nullement de la vérification historique.

C'est, par exemple, le cas de cette merveilleuse parabole de la résistance à l'oppression et de la libération qu'est le récit de l'Exode.

Il importe peu que "le passage de la mer de roseaux ne puisse être considéré comme un événement historique", écrit Mircea Eliade [1] et ne concerne pas l'ensemble des Hébreux, mais quelques groupes de fugitifs. Il est par contre signifiant que la sortie d'Egypte, dans cette version grandiose, ait été "mise" en relation avec la célébration de Pâques... revalorisée et intégrée à l'histoire sainte du Yahvisme. [2]

A partir de 621 avant J.-C. la célébration de l'Exode prend en effet la place d'un rite agraire cananéen de la Pâques au printemps : la fête de la résurrection d'Adonis. L'Exode devient ainsi l'acte fondateur de la renaissance d'un peuple arraché à l'esclavage par son dieu.

L'expérience divine de cet arrachement de l'homme à ses servitudes anciennes se retrouve dans les peuples les plus divers : la longue errance, au XIIIe siècle, de la tribu aztèque "mexica" qui après plus d'un siècle d'épreuves arrive dans la vallée sous la conduite de son dieu. Il lui ouvre la voie là où nulle route n'était jusque là tracée. Il en est de même des voyages initiatiques vers la liberté du Kaïdara africain. La fixation au sol de tribus nomades ou errantes est liée chez tous les peuples -- en particulier au Moyen-Orient -- à la donation de la terre promise par un dieu.

Des mythes jalonnent le chemin de l'humanisation et de la divinisation de l'homme. Celui du Déluge, par lequel Dieu punit les fautes des hommes et recommence sa création, se retrouve dans toutes les civilisations depuis le Gilgamesh mésopotamien jusqu'au *Popol Vuh* des Mayas (1ère partie, chap. 3).

---

[1] Mircea Eliade. "Histoire des croyances et des idées religieuses" (T. I., p. 190).
[2] *Ibidem*. p. 191.

Les hymnes de louange à Dieu naissent dans toutes les religions comme les psaumes en l'honneur de Pachamama, la déesse mère ou du Dieu des Incas,

"Wiraqocha, racine de l'être,
Dieu toujours proche...
qui crée en disant :
que l'homme soit !
que la femme soit !
Wiraqocha, Seigneur lumineux,
Dieu qui fait être et qui fait mourir...
Toi qui renouvelles la création
Garde ta créature
de longs jours
pour qu'elle puisse
se parfaire...
marchant sur la route droite."

Si un préjugé ethnocentrique n'y faisait obstacle, pourquoi, sur ces textes sacrés, qui sont, pour chaque peuple, leur "Ancien Testament", ne déploierait-on pas une réflexion théologique sur les moments de la découverte du sens de la vie?

Alors seulement, le message de la vie et des paroles de Jésus atteindraient la véritable universalité : il serait enraciné dans toutes les expériences vécues du divin et non pas étriqué et même étouffé par une tradition unilatérale. La vie propre de Jésus, sa vision radicalement nouvelle du Royaume de Dieu, non plus portée par la puissance des grands, mais par l'espérance des pauvres, ne serait plus gommée au profit d'un schéma historique allant seulement des promesses de victoire faites à un peuple jusqu'à leur accomplissement.

Nous n'avons évoqué ici, dans leur antériorité, que les religions du Proche-Orient, au sein desquelles a germé le monothéisme et parmi lesquelles se sont formés les Hébreux.

Dans d'autres cultures, non-occidentales, la marche au monothéisme est plus ancienne encore.

Par exemple en Inde dans les Vedas.

"Les sages donnent à l'Etre Unique plus d'un nom" (Hymne du *Rig-Veda* III, 7).

Vrihaspati "c'est notre Père, qui contient tous les dieux." (III, 18)

"Celui qui est notre Père, a engendré et contient tous les êtres. Dieu unique, il fait les autres dieux. Tout ce qui existe le reconnaît pour maître... Vous connaissez Celui qui a fait toutes choses; c'est le même qui est au dedans de vous." (CXI, 11).

"Ses noms sont multiples mais Il est Un."

Ces textes sacrés, s'échelonnent entre le XVIe et le VIe siècle avant Jésus-Christ, et le père Monchanin (S.J.) dans son effort d'intuition pour se situer à l'intérieur des Vedas, les appelait : "Le poème liturgique absolu."

Source : Jules Monchanin : *Mystique de l'Inde, mystère chrétien*. p. 231-229.

[page 49 à 106]

3. Le mythe de Josué : la purification ethnique

"Josué, et tout Israël avec lui, passa de Lakish à Hébron. Yahvé livra Lakish aux mains d'Israël. Ils s'en emparèrent et la passèrent au tranchant de l'épée au point de ne lui laisser aucun survivant... Josué, et tout Israël avec lui, monta de Eglôn à Hébron".

Livre de Josué X, 34.

La lecture intégriste du sionisme politique :

Le 9 avril 1948, Menahem Begin, avec ses troupes de l'Irgoun, massacre les 254 habitants du village de Deir Yassin, hommes, femmes et enfants.

Nous n'étudierons ce passage de la fossilisation du mythe en histoire et des prétentions de ce "bricolage historique" à la justification d'une politique que dans un cas particulier: celui de l'instrumentalisation des récits bibliques, parce qu'ils n'ont cessé de jouer un rôle déterminant dans le devenir de l'Occident en couvrant ses entreprises les plus sanglantes, depuis la persécution des Juifs par les Romains, puis par les chrétiens, jusqu'aux Croisades, aux Inquisitions, aux Saintes-alliances, aux dominations coloniales exercées par les "peuples élus", jusqu'aux exactions de l'Etat d'Israël, non pas seulement par sa politique d'expansion au Moyen-Orient, mais par les pressions de ses lobbies, dont le plus puissant, dans la "puissance la plus puissante": les Etats-Unis, joue un rôle de premier plan dans la politique américaine de domination mondiale et d'agression militaire.

Telle est la raison de notre choix : l'exploitation d'un passé mythique oriente l'avenir vers ce qui pourrait être un suicide planétaire.

* * *

La Bible contient, au-delà du récit des massacres ordonnés par un "Dieu des armées", le grand prophétisme d'Amos, d'Ezéchiel, d'Isaïe, et de Job, jusqu'à Annonciation d'une "nouvelle alliance" avec Daniel.

Cette *nouvelle alliance* (ce *Nouveau Testament*) marquera, à la fois, la plus grande mutation dans l'histoire des hommes et des dieux, avec la levée de Jésus, en laquelle, comme le disent les Pères de l'Eglise d'Orient: "Dieu s'est fait homme pour que l'homme puisse devenir Dieu". Puis ce fut le retour, avec Saint Paul, à la vision traditionnelle du Dieu souverain et tout puissant, dirigeant de l'extérieur et d'en haut la vie des hommes et des communautés, non plus par la "loi" juive, mais par une "grâce" chrétienne qui aurait la même extériorité détruisant la responsabilité de l'homme. "C'est par la grâce que vous êtes sauvés. Vous n'y êtes pour rien. C'est le don de Dieu." (Ephésiens, II, 8)

Nous ne traiterons pas de la Bible en général, mais seulement de la partie dont prétendent s'inspirer aujourd'hui le régime théocratique israélien et le mouvement sioniste : la Thora (que les chrétiens appellent le Pentateuque, c'est-à-dire les cinq livres initiaux : la Genèse, l'Exode, le Lévitique, les Nombres et le Deutéronome) et ses annexes dites "historiques", les livres de Josué, des Juges, des Rois et de Samuel. De la Thora juive ne fait pas partie la grandiose critique *prophétique* rappelant constamment que "l'alliance de Dieu avec les hommes", est conditionnelle et universelle, liée à l'observance de la loi divine et s'ouvre à tous les peuples et à tous les hommes.

* * *

La Thora (le Pentateuque) et les livres "historiques" (comme depuis plus d'un siècle les exégètes l'ont prouvé), sont une compilation écrite de traditions orales qui ont été faites par des chroniqueurs du IXe siècle, et par des scribes de Salomon ayant pour préoccupation centrale de légitimer, en les amplifiant, les conquêtes de David et de son empire, dont il n'existe d'ailleurs aucune possibilité de recoupement historique, ni par des traces archéologiques, ni par des documents autres que les récits bibliques. Le premier événement confirmé par des histoires extérieures, concerne Salomon, dont on trouve des traces dans les archives assyriennes.

Jusque là, il n'y a aucune source extérieure aux récits de la Bible pour en contrôler l'historicité.

Par exemple, les vestiges archéologiques d'Ur, en Iraq, ne nous donnent pas plus d'informations sur Abraham, que les excavations sur les ruines de Troie ne nous informent sur Hector ou Priam.

Au livre des "Nombres" (XXXI, 7-18) l'on nous raconte les exploits des "fils d'Israël" qui, vainqueurs des Madianites, "comme le seigneur l'avait ordonné à Moïse, tuèrent tous les hommes", "firent prisonnières les femmes", "incendièrent toutes les villes". Lorsqu'ils retournèrent vers Moïse, "Moïse se fâcha. Quoi, leur dit-il, vous avez laissé la vie à toutes les femmes...! Eh bien, maintenant, tuez tous les garçons et tuez toutes les femmes qui ont connu un homme dans l'étreinte conjugale... Mais toutes les vierges... gardez-les pour vous." (14-18).

Le successeur de Moïse, Josué, poursuivit, lors de la conquête de Canaan, de manière systématique, cette politique de "purification ethnique" commandée par le Dieu des armées.

"En ce jour-là, Josué s'empara de Maqqeda et la passa, ainsi que son roi, au tranchant de l’épée : il les voua à l'interdit, eux et toutes les personnes qui s'y trouvaient; il ne laissa pas un survivant et il traita le roi de Maqqeda comme il avait traité le roi de Jéricho.

Josué, et tout Israël avec lui, passa de Maqqeda à Livna et il engagea le combat avec Livna. Le Seigneur la livra aussi, avec son roi, aux mains d'Israël, qui la passa au tranchant de l'épée avec toutes les personnes qui s'y trouvaient; il ne lui laissa pas de survivant et il a traité son roi comme il avait traité le roi de Jéricho.

Josué, et tout Israël avec lui, passa de Livna à Lakish; il l'assiégea et lui fit la guerre. Le Seigneur livra Lakish aux mains d'Israël qui s'en empara le second jour, la passa au tranchant de l'épée avec toutes les personnes qui s'y trouvaient, tout comme il avait traité Livna. Alors Horam, roi de Guezer, monta secourir Lakish. Mais Josué le frappa ainsi que son peuple au point de ne lui laisser aucun survivant.

Josué, et tout Israël avec lui, passa de Lakish à Eglôn; ils l'assiégèrent et lui firent la guerre. Ils s'en emparèrent ce jour-là et la passèrent au tranchant de l'épée. Toutes les personnes qui s'y trouvaient, il les voua à l'interdit en ce jour-là, tout comme il avait traité Lakish.

Josué, et tout Israël avec lui, monta de Eglôn à Hébron."

Source : Livre de Josué, X, 34 à X, 36.

Et la litanie continue énumérant les "exterminations sacrées" perpétrées en Cisjordanie.

Nous devons, devant ces récits, poser deux questions fondamentales :

1· Celle de leur vérité historique;

2· Celle des conséquences d'une imitation littérale de cette exaltation d'une politique d'extermination.

a) Sur le premier point

Nous nous heurtons ici à l'archéologie. Les fouilles paraissent avoir démontré que les Israélites arrivant à la fin du XIIIe siècle av. J.-C. n'ont pas pu prendre Jéricho parce que Jéricho était alors inhabitée. La ville du Moyen Bronze a été détruite vers 1550 et a été ensuite abandonnée. Au XIVe siècle elle a été pauvrement réoccupée : on a trouvé de la poterie de cette époque dans des tombes du Moyen Bronze qui ont été réutilisées, et une maison où se trouvait une cruchette du milieu du XIVe siècle. Rien ne peut être attribué au XIIIe siècle. Il n'y a pas de traces de fortifications du Récent Bronze. La conclusion de Miss K.M. Kenyon est qu'il est impossible d'associer une destruction de Jéricho avec une entrée des Israélites à la fin du XIIIe siècle av. J.-C.

Source : Cf. K.M. Kenyon, *Digging up Jericho*, London, 1957, p. 256-265; *Jericho*, dans *Archaeology and Old Testament Study*, éd. D. Winton, Oxford, 1967, spéc. p. 272-274; H.J. Franken, *Tell es-Sultan and Old Testament Jericho*, dans *OTS*, 14 (1965), p. 189-200. M. Weippert, *Die Landnahme der israelitischen Stämme*, p. 54-55.

Il en est de même pour la prise de ‘Ay :

"De tous les récits de la conquête, celui-ci est le plus détaillé; il ne comporte aucun élément miraculeux et apparaît comme le plus vraisemblable. Il est malheureusement démenti par l'archéologie.

Le site a été fouillé par deux expéditions différentes. Les résultats sont concordants : Et-Tell était à l'Ancien Bronze une grande ville dont nous ignorons le nom et qui a été détruite au cours de l'Ancien Bronze III, vers 2400 av. J.-C. Elle est restée déserte jusqu'après 1200, où un pauvre village non fortifié s'est installé sur une partie des ruines. Celui-ci n'a subsisté que jusqu'au début du Xe siècle av. J.-C. au plus tard; après quoi le site a été définitivement abandonné. Au moment de l'arrivée des Israélites, il n'y avait pas de ville à `Ay, il n'y avait pas de roi de `Ay, il y avait une ruine vieille de 1200 ans."

Source Père de Vaux (O.P.), *Histoire ancienne d'Israël*. Ed. Lecoffre et Gabalda. Paris 1971 T I, p. 565.

Voir: en 1933-35 par Judith Marquet-Krause, *Les fouilles de `Ay (Et-Tell)*, Paris, 1949, Puis par J.A. Callawy à partir de 1964, Cf. J.A. Callaway, Basor 178 (apr. 1965), p. 13-40; RB, 72 (1965), p. 409-415; K. Schoonover, RB 75 (1968), p. 243-247; 76 (1969), p. 423-426; J.A. Callaway, Basor, 196 (dec. 1969), p. 2-16.

b) Sur le deuxième point

Pourquoi, dès lors, un Juif pieux et intégriste (c'est-à-dire s'en tenant à la lecture littérale de la Bible) ne suivrait-il pas l'exemple de personnages aussi prestigieux que Moïse ou Josué ?

N'est-il pas dit dans les Nombres, lorsque commence la conquête de la Palestine (Canaan) : "Le Seigneur lui livra les Cananéens. Israël les livra à l'interdit, eux et leurs villes" (Nombres XXI, 3), puis concernant les Amorites et leur roi : "Ils le battirent, lui et ses fils et tout son peuple, au point qu'il n'en resta aucun survivant; et ils s'emparèrent de son pays." (Nombres XXI, 35).

Le Deutéronome répète, n'exigeant pas seulement la spoliation de la terre et l'expulsion des autochtones, mais le massacre : "Lorsque le Seigneur, ton Dieu t'aura fait entrer dans le pays... et qu'il aura chassé devant toi les nations nombreuses... tu les voueras totalement à l'interdit." (Deut. VII, 1-2) "et tu les supprimeras" (Deut. VII, 24).

De Sharon au Rabbin Meïr Kahane, c'est la préfiguration de la manière dont les sionistes se comportent à l'égard des Palestiniens.

La voie de Josué n'était-elle pas celle de Menahem Begin, lorsque, le 9 avril 1948, les 254 habitants du village de Deir Yassin, hommes, femmes, et enfants étaient massacrés par ses troupes de "l'Irgoun", pour faire fuir par la terreur les Arabes désarmés ?

Source : Menahem Begin, *La révolte : Histoire de l'Irgoun*, p. 200. Editions Albatros, 1978.

Il appelait les Juifs "non seulement à repousser les Arabes mais à s'emparer de toute la Palestine."

La voie de Josué n'était-elle pas celle que désignait Moshé Dayan : "Si l'on possède la Bible et si l'on se considère comme le peuple de la Bible, on devrait aussi posséder les terres de la Bible” ?

Source : *Jerusalem Post,* 10 août 1977.

La voie de Josué n'était-elle pas celle que définissait Yoram Ben Porath dans le grand journal israélien *Yediot Aharonoth,* le 14 juillet 1972 : "Il n'y a pas de sionisme, de colonisation d'Etat juif, sans l'éviction des Arabes et l'expropriation de leurs terres” ?

Quant aux moyens de cette dépossession des terres ils étaient fixés par Rabin lorsqu'il était Général en chef dans les territoires occupés : casser les os des jeteurs de pierres de l'Intifada.

Quelle est la réaction des écoles talmudiques d’Israël ? Pousser au pouvoir l'un des responsables des plus direct de Sabra et Chatila : le Général Rafael Eytan qui demande le "renforcement des colonies juives existantes".

Animé par les mêmes certitudes, le Docteur Baruch Goldstein, colon d'origine américaine, de Kiryat Arba (Cisjordanie) fit vingt-sept morts et plus de cinquante victimes en mitraillant des Palestiniens en prière dans le Tombeau des patriarches. Membre d'un groupe intégriste fondé sous le parrainage d'Ariel Sharon (sous la protection de qui furent perpétrés les massacres de Sabra et de Chatila, et qui fut récompensé de son crime par une promotion: Ministre du Logement, chargé de développer les "colonies" dans les territoires occupés), Baruch Goldstein est aujourd'hui l'objet d'un véritable culte de la part des intégristes qui viennent fleurir et baiser sa tombe, car il fut rigoureusement fidèle à la tradition de Josué exterminant tous les peuples de Canaan pour s'emparer de leurs terres.

* * *

Cette "purification ethnique" devenue systématique dans l'Etat d'Israël d'aujourd'hui, découle du principe de la pureté ethnique empêchant le mélange du sang juif avec le "sang impur" de tous les autres.

Dans les lignes qui suivent l'ordre de Dieu d'exterminer les populations qu'il leur livre, le Seigneur recommande à Moïse que son peuple n'épouse pas les filles de ces peuples (Exode, XXXIV, 16).

Dans le Deutéronome, le peuple "élu" (Deut. VII, 6) ne doit pas se mélanger aux autres : "Tu ne donneras pas ta fille à leur fils et tu ne prendras pas leur fille pour ton fils" (Deut. VII, 3).

Cet *apartheid* est la seule manière d'empêcher la souillure de la race choisie par Dieu, la foi qui le lie à lui.

Cette séparation de l'Autre est restée la loi : dans son livre sur "le Talmud" (Paris, Payot, 1986, p. 104), le Rabbin Cohen écrit : "les habitants du monde peuvent être répartis entre Israël et les autres nations prises en bloc. Israël est le peuple élu : dogme capital."

Au retour de l'exil, Esdras et Néhémie veillent au rétablissement de cet apartheid :

Esdras pleure parce que "la race sainte *(sic)* s'est mêlée avec les peuples des pays" (Esd. 9, 2)... Pinhas empale un couple mixte... Esdras ordonne la sélection raciale et l'exclusion: "tous ceux qui avaient pris des femmes étrangères, ils les renvoyèrent, femmes et enfants" (Esd. 10, 44). Néhémie dit des Juifs : "je les purifiais de tout élément étranger" (Néh. 13, 30).

Cette mixophobie et ce refus de l'Autre excèdent la dimension raciale. Si l'on refuse le sang de l'autre par le mariage mixte, on refuse aussi sa religion, sa culture ou sa manière d'être.

Ainsi Yahvé fulmine après ceux qui s'écartent de sa vérité, la seule qui soit, bien sûr : Sophonie lutte contre les modes vestimentaires étrangères; Néhémie contre les langues étrangères : "Je vis des Juifs qui avaient épousé des femmes achdonites, amonites, moabites; la moitié de leurs fils parlait l'achdonien ou la langue de tel ou tel peuple, mais ne savait pas parler le judien. Je leur fis des reproches et je les maudis; je frappais quelques uns d'entre eux, je leur arrachais les cheveux..." (Néh. 13, 23-25).

Les contrevenants sont tous durement jugés. Rebecca, femme d'Isaac et mère de Jacob, affirme : "Je suis dégoûtée de la vie à cause des filles de Het (les femmes Hittites). Si Jacob prend une femme comme celle-là, d'entre les filles de Het, que m'importe la vie ?" (Gn 27, 46). Les parents de Samson qui, excédés par le mariage de leur fils avec une Philistine, s’écrient : "n' y a-t-il pas de femmes parmi les filles de tes frères et dans tout ton peuple, pour que tu ailles prendre femme chez les Philistins, ces incirconcis ?" (Jug. 14, 3).

Haïm Cohen, qui fut Juge à la Cour Suprême d'Israël, constate : "L'amère ironie du sort a voulu que les mêmes thèses biologiques et racistes propagées par les nazis et qui ont inspiré les infamantes lois de Nuremberg, servent de base à la définition de la judaïcité au sein de l'Etat d'Israël" (voir Joseph Badi, *Fundamental Laws of the State of Israel*, New York, 1960, p. 156).

En effet au procès des criminels de guerre de Nuremberg, au cours de l'interrogatoire du "théoricien" de la race, Julius Streicher, la question est posée :

"En 1935 au Congrès du Parti à Nuremberg les "lois raciales" ont été promulguées. Lors de la préparation de ce projet de loi, avez-vous été appelé en consultation et avez-vous participé d'une façon quelconque à l'élaboration de ces lois ?

Accusé Streicher : -- Oui, je crois y avoir participé en ce sens que, depuis des années, j'écrivais qu'il fallait empêcher à l'avenir tout mélange de sang allemand et de sang juif. J'ai écrit des articles dans ce sens, et j'ai toujours répété que nous devions prendre la race juive, ou le peuple juif, pour modèle. J'ai toujours répété dans mes articles que les Juifs devaient être considérés comme un modèle par les autres races, car ils se sont donné une loi raciale, la loi de Moïse, qui dit :

"Si vous allez dans un pays étranger, vous ne devez pas prendre de femmes étrangères." Et ceci, Messieurs, est d'une importance considérable pour juger les lois de Nuremberg. Ce sont ces lois juives qui ont été prises pour modèle. Quand, des

siècles plus tard, le législateur juif Esdras constata que, malgré cela, beaucoup de Juifs avaient épousé des femmes non juives, ces unions furent rompues. Ce fut l'origine de la juiverie qui, grâce à ses lois raciales, a subsisté pendant des siècles, tandis que toutes les autres races, et toutes les autres civilisations, ont été anéanties."

Source : Procès des grands criminels de guerre devant le Tribunal militaire international (Nuremberg : 14 novembre 1945-1er octobre 1946. Texte officiel en langue française. Débats du 26 avril 1946, Tome XII. D. 321)

C'est en effet ainsi que les juristes, conseillers du Ministère de l'Intérieur nazi, avaient élaboré les "Lois de Nuremberg, du droit de la population du Reich et de la protection du sang allemand et de l'honneur allemand". Ces juristes conseillers, Bernard Losener et Friedrich Knost, commentent ainsi le texte, dans le recueil : "Les lois de Nuremberg” :

"Selon la volonté du Führer, les lois de Nuremberg n'impliquent pas vraiment des mesures propres à accentuer la haine raciale et à la perpétuer; au contraire, de telles mesures signifient le début d'une accalmie dans les relations entre le peuple juif et le peuple allemand.

Si les Juifs avaient déjà leur propre Etat, dans lequel ils se sentiraient chez eux, la question juive pourrait être considérée comme résolue, tant pour les Juifs que pour les Allemands. C'est pour cette raison que les sionistes les plus convaincus n'ont pas élevé la moindre opposition contre l'esprit des lois de Nuremberg."

Ce racisme, modèle de tous les autres racismes, est une idéologie qui sert à justifier la domination de différents peuples.

Le littéralisme conduit à la perpétration des mêmes massacres que ceux effectués par Josué :

"Les colons puritains d'Amérique, dans leur chasse à l'Indien pour s'emparer de leurs terres, invoquaient Josué et les "exterminations sacrées" des Amalécites et des Philistins."

Source : Thomas Nelson, "The Puritans of Massachussets", *Judaism*, Vol XVI, no 2, 1967.

Intermédiaire entre la *shoah* cananéenne et la mixophobie s'insère actuellement l'idéologie du transfert de populations, que soutient la majorité des rabbins de Judée--Samarie. Cette politique se fonde sur une lecture intégriste des textes sacrés. La lettre du Lévitique enjoint aux juifs de ne pas pratiquer le mélange d'*espèces* (Lev. 19, 19) et leur commande de distinguer le "pur" de l'impur (Lev. 20, 25) comme lui-même a distingué Israël des autres peuples (Lev. 20, 24), pour opérer une discrimination raciale. "j'établirai une différence entre mon peuple et ton peuple" (Ex. 8, 19).

Ainsi, en 1993, le grand Rabbin Sitruk peut-il dire sans crainte d'être rappelé à l'ordre par quelque instance que ce soit :

"Je voudrais que des jeunes gens juifs n'épousent jamais que des jeunes filles juives."

Ainsi Israël qui sera saint (Lev. 20, 26) ne doit pas se souiller (Esd. 9, 11) au contact des autres nations que Dieu a pris en dégoût (Lev. 20, 23). L'interdiction est maintes et maintes fois répétée.

"Tu ne t'allieras point par mariage avec elles (les nations cananéennes); tu ne donneras pas ta fille à leur fils, tu ne prendras pas leur fille pour ton fils..." (Deut. 7, 3-4). "Si vous vous attachez à ce qui reste de ces nations qui sont demeurées avec vous, si vous vous alliez par mariage avec elles, si vous pénétrez chez elles et qu'elles pénètrent chez vous, sachez-le bien : Yahvé, votre Dieu, ne continuera pas à déposséder ces nations de devant vous. Elles deviendront pour vous un filet et un piège, un fouet sur vos flancs et des aiguilles dans vos yeux, jusqu'à ce que vous disparaissiez de dessus ce bon sol que vous a donné Yahvé, votre Dieu" (Jos. 23, 12 -- 23, 13).

Le 10 novembre 1975, en séance plénière, l'O.N.U. a considéré que le sionisme était une forme de racisme et de discrimination raciale.

Depuis l'éclatement de l'U.R.S.S., les Etats-Unis ont fait main basse sur l'O.N.U. et ont obtenu le 16 décembre 1991, l'abrogation de la juste résolution de 1975.Or, dans les faits, rien n'a changé depuis 1975, ou plutôt si : la répression, le génocide lent du peuple palestinien, la colonisation, ont pris une ampleur sans précédent.

II

Les mythes du vingtième siècle

1. Le mythe de l'antifascisme sioniste

En 1941, Itzhak Shamir commit "un crime impardonnable du point de vue moral : prôner une alliance avec Hitler, avec l'Allemagne nazie contre la Grande-Bretagne."

Bar Zohar, *Ben Gourion, Le Prophète armé.* Paris, 1966, p. 99.

Lorsque commença la guerre contre Hitler, la quasi-totalité des organisations juives s'engagea aux côtés des alliés et même quelques-uns des plus éminents dirigeants, comme Weizmann, prirent position en faveur des alliés, mais, le groupe sioniste allemand, qui pourtant, à l'époque, était très minoritaire, prit une attitude inverse et, de 1933 à 1941 s'engagea dans une politique de compromis et même de collaboration avec Hitler. Les autorités nazies, en même temps qu'elles persécutaient les juifs, par exemple, en un premier temps, en les chassant des fonctions publiques, dialoguaient avec les dirigeants sionistes allemands et leur accordaient un traitement de faveur en les distinguant des juifs "intégrationnistes" auxquels ils faisaient la chasse.

L'accusation de collusion avec les autorités hitlériennes ne s'adresse pas à l'immense majorité des juifs dont certains n'avaient pas même attendu la guerre pour lutter -- les armes à la main -- en Espagne, de 1936 à 1939, dans les Brigades internationales [1], contre le fascisme. D'autres, jusque dans le ghetto de Varsovie, créèrent un "Comité juif de lutte" et surent mourir en combattant. Mais cette accusation s'applique à la minorité fortement organisée des dirigeants sionistes dont la préoccupation unique était de créer un Etat juif puissant.

Leur préoccupation unique de créer un Etat juif puissant et même leur vision raciste du monde, les rendaient beaucoup plus anti-anglais qu'anti-nazi.

Après la guerre ils devinrent, comme Menahem Begin ou Itzhak Shamir, des dirigeants de premier plan dans l'Etat d'Israël.

* * *

[1] Plus de 30 % des Américains de la Brigade Abraham Lincoln étaient des juifs, que dénonçait la presse sioniste, parce qu'ils se battaient en Espagne, au lieu de venir en Palestine. Dans la Brigade Dombrovski, sur 5000 Polonais, 2250 étaient juifs. Ces juifs héroïques qui luttèrent sur tous les fronts du monde avec les forces antifascistes, les dirigeants sionistes, dans un article de leur représentant à Londres, intitulé : "Les Juifs doivent-ils participer aux mouvements antifascistes ?" répondait : "Non !" et fixaient l'objectif unique : "La construction de la terre d'Israël." (Source : *Oranienburg Life,* avril 1938, p. 11)

En date du 5 septembre 1939 -- deux jours après la déclaration de guerre de l'Angleterre et de la France à l'Allemagne -- M. Chaïm Weizmann, Président de l'Agence Juive, écrivit à M. Chamberlain, Premier ministre de Sa Majesté le Roi d'Angleterre, une lettre par laquelle il l'informait que "nous Juifs, sommes au côté de la Grande Bretagne et combattrons pour la Démocratie" en précisant que "les mandataires des Juifs étaient prêts à passer immédiatement un accord pour permettre l'utilisation de toutes leurs forces en hommes, de leurs techniques, de leur aide matérielle et de toutes leurs capacités". Reproduite dans le *Jewish Chronicle* du 8 septembre 1939, cette lettre constituait une authentique déclaration de guerre du monde juif à l'Allemagne. Elle posait le problème de l'internement de tous les Juifs allemands dans des camps de concentration en tant que "ressortissants d'un peuple en état de guerre avec l'Allemagne" comme le firent les américains pour leurs propres nationaux d'origine japonaise, qu'ils internèrent lorsqu'ils entrèrent en guerre contre le Japon.

* * *

Les dirigeants sionistes ont fait preuve, à l'époque du fascisme hitlérien et mussolinien, d'un comportement équivoque allant du sabotage de la lutte antifasciste à la tentative de collaboration.

L'objectif essentiel des sionistes n'était pas de sauver des vies juives mais de créer un Etat juif en Palestine. Le premier dirigeant de l'Etat d'Israël, Ben Gourion, proclame sans ambages, le 7 décembre 1938, devant les dirigeants sionistes du "Labour" : "Si je savais qu'il est possible de sauver tous les enfants d'Allemagne en les amenant en Angleterre, et seulement la moitié d'entre eux en les transportant en Eretz Israël, je choisirai la deuxième solution. Car nous devons tenir compte non seulement de la vie de ces enfants, mais aussi de l'histoire du peuple d'Israël."

Source : Yvon Gelbner, "Zionist policy and the fate of European Jewry", dans Yad Vashem studies, Jerusalem, vol. XII, p. 199.

"Le sauvetage des juifs en Europe ne figurait pas en tête de liste des priorités de la classe dirigeante. C'est la fondation de l'Etat qui était primordiale à leur yeux."

Source : Tom Segev. Le septième million. Ed. Liana Levi, Paris, 1993, p. 539.

"[...] Devons-nous aider tous ceux qui en ont besoin sans tenir compte des caractéristiques de chacun? Ne devons-nous pas donner à cette action un caractère national sioniste et tenter de sauver en priorité ceux qui peuvent être utiles à la Terre d'Israël et au judaïsme ? Je sais qu'il peut sembler cruel de poser la question de cette façon, mais nous devons malheureusement établir clairement que si nous sommes capables de sauver 10 000 personnes parmi les 50 000 personnes qui peuvent contribuer à la construction du pays et à la renaissance nationale ou bien un million de juifs qui deviendront pour nous un fardeau ou au mieux un poids mort, nous devons nous restreindre et sauver les 10 000 qui peuvent être sauvées -- malgré les accusations et les appels du million de laissés-pour-compte."

Source : Memorandum du Comité de sauvetage de l'agence juive. 1943. Cité par Tom Segev. (op. cit)

Ce fanatisme inspire, par exemple, l'attitude de la délégation sioniste à la conférence d'Evian, en juillet 1938, où 31 nations s'étaient réunies pour discuter de l'absorption des réfugiés d'Allemagne nazie : la délégation sioniste exigea, comme seule solution possible, d'admettre deux cent mille juifs en Palestine.

L'Etat juif était plus important pour eux que la vie des juifs.

L'ennemi principal, pour les dirigeants sionistes c'est l'*assimilation*. Ils rejoignent en ceci la préoccupation fondamentale de tout racisme, y compris hitlérien : la pureté du sang. C'est pourquoi, en fonction même de l'antisémitisme systématique qui les animait jusqu'à poursuivre le dessein monstrueux de chasser tous les juifs d'Allemagne puis d'Europe lorsqu'ils en furent les maîtres, les nazis considéraient les sionistes comme des interlocuteurs valables puisqu'ils servaient ce dessein.

De cette collusion existent les preuves. La Fédération sioniste d'Allemagne adresse au parti nazi le 21 juin 1933, un mémorandum déclarant notamment :

"Dans la fondation du nouvel Etat, qui a proclamé le principe de la race, nous souhaitons adapter notre communauté à ces nouvelles structures... notre reconnaissance de la nationalité juive nous permet d'établir des relations claires et sincères avec le peuple allemand et ses réalités nationales et raciales. Précisément parce que nous ne voulons pas sous-estimer ces principes fondamentaux, parce que nous aussi nous sommes contre les mariages mixtes, et pour le maintien de la pureté du groupe juif... Les Juifs conscients de leur identité, au nom desquels nous parlons, peuvent trouver place dans la structure de l'Etat allemand, car ils sont libérés du ressentiment que les Juifs assimilés doivent éprouver; ... nous croyons en la possibilité de relations loyales entre les Juifs conscients de leur communauté et l'Etat allemand.

Pour atteindre ses objectifs pratiques, le sionisme espère être capable de collaborer même avec un gouvernement fondamentalement hostile aux Juifs... La réalisation du sionisme n'est gênée que par le ressentiment des Juifs à l'extérieur, contre l'orientation allemande actuelle. La propagande pour le boycott -- actuellement dirigée contre l'Allemagne -- est, par essence, non sioniste..."

Source : Lucy Dawidowicz, A Holocaust Reader, p. 155.

Le Mémorandum ajoutait "qu'au cas où les Allemands accepteraient cette coopération les sionistes s'efforceraient de détourner les Juifs, à l'étranger, d'appeler au boycott anti-allemand."

Source : Lucy Dawidowicz, The War against Jews (1933-1945) Ed. Penguin books, 1977, p.231- 232.

Les dirigeants hitlériens accueillent favorablement l'orientation des chefs sionistes qui, par leur souci exclusif de constituer leur Etat en Palestine, rejoignent leur désir de se débarrasser des juifs. Le principal théoricien nazi, Alfred Rosenberg, écrit : *"le sionisme doit être vigoureusement soutenu afin qu'un contingent annuel de Juifs allemands soient transportés en Palestine."*

Source : A. Rosenberg : *Die Spur des Juden im Wandel der Zeiten*, Munich 1937, p. 153.

Reinhardt Heydrich, qui fut plus tard le "Protecteur" en Tchécoslovaquie, écrivait en 1935, alors qu'il était chef des Services de Sécurité S.S. dans *Das Schwarze Korps*, organe officiel de la S.S. un article sur "l'Ennemi visible", où il opérait des distinctions entre les Juifs : "Nous devons séparer les Juifs en deux catégories : les sionistes et les partisans de l'assimilation. Les sionistes professent une conception strictement raciale, et, par l'émigration en Palestine, ils aident à bâtir leur propre Etat juif ... nos bons voeux et notre bonne volonté officielle sont avec eux."

Source : Hohne. *Order of the Death's Head*, p. 333.

"Le Betar allemand reçut un nouveau nom : Herzlia. Les activités du mouvement en Allemagne devaient obtenir bien sûr l'approbation de la Gestapo; en réalité, Herzlia agissait sous la protection de cette dernière. Un jour, un groupe de SS attaqua un camp d'été du Betar. Le chef du mouvement se plaignit alors auprès de la Gestapo et, quelques jours plus tard, la police secrète annonça que les SS en question avaient été punis. La Gestapo demanda au Betar quelle compensation lui semblait la plus adéquate. Le mouvement demanda que la récente interdiction qui leur avait été faite de porter des chemises brunes soit levée; la requête fut satisfaite."

Source : Ben-Yeruham, *Le Livre de Betar*, T. II, p. 350.

Une circulaire de la Wilhelmstrasse indique : "les objectifs que s'est donnés cette catégorie (de Juifs qui s'opposent à l'assimilation et qui sont favorables à un regroupement de leurs coreligionnaires au sein d'un foyer national), au premier rang de laquelle se trouvent les sionistes, sont ceux qui s'écartent le moins des buts que poursuit en réalité la politique allemande à l'égard des Juifs".

Source : Lettre circulaire de Bülow-Schwante à toutes les missions diplomatiques du Reich, No 83, 28 février 1934.

"Il n'y a aucune raison, écrivait Bulow-Schwante au Ministère de l'Intérieur, d'entraver, par des mesures administratives, l'activité sioniste en Allemagne, car le sionisme n'est pas en contradiction avec le programme du national-socialisme dont l'objectif est de faire partir progressivement les Juifs d'Allemagne."

Source : Lettre No ZU 83-21. 28/8 du 13 avril 1935.

Cette directive confirmant des mesures antérieures était appliquée à la lettre. En vertu de ce statut privilégié du sionisme dans l'Allemagne nazie, la Gestapo de Bavière, le 28 janvier 1935, adressait à la police cette circulaire "les membres de l'organisation sioniste, en raison de leur activité orientée vers l'émigration en Palestine, ne doivent pas être traités avec la même rigueur qui est nécessaire pour les membres des organisations juives allemandes (assimilationnistes)".

Source : Kurt Grossmann, "Sionistes et non-sionistes sous la loi nazie dans les années 30", *Yearbook*, Vol. VI, p. 310.

"L'organisation sioniste des juifs allemands avait une existence légale jusqu'en 1938, cinq ans après l'avènement d'Hitler...

La *Jüdische Rundschau* (journal des sionistes allemands) parut jusqu'en 1938."

Source : Leibowitz, *Israël et Judaïsme*. Ed. Desclée de Brouwer, 1993. p. 116

En échange de leur reconnaissance officielle comme seuls représentants de la communauté juive, les dirigeants sionistes offraient de briser le boycott que tentaient de réaliser tous les antifascistes du monde.

Dès 1933 commença la collaboration économique : deux compagnies furent créées : la "Haavara Company", à Tel-Aviv, et la "Paltreu", à Berlin.

Le mécanisme de l'opération était le suivant: un juif désirant émigrer déposait à la Wasserman Bank de Berlin, où à la Warburg Bank de Hambourg, une somme d'un minimum de 1 000 livres sterling. Avec cette somme, les exportateurs juifs pouvaient acheter des marchandises allemandes à destination de la Palestine, et payaient la valeur correspondant en livres Palestiniennes, au compte de la Haavara, à la Banque Anglo-palestinienne, à Tel-Aviv. Quand l'émigrant arrivait en Palestine, il recevait l'équivalent de la somme qu'il avait déposée en Allemagne.

Plusieurs futurs premiers ministres d'Israël participèrent à l'entreprise de la "Haavara", notamment Ben Gourion, Moshé Sharret (qui s'appelait alors Moshé Shertok), Madame Golda Meir qui l'appuya depuis New York, et Levi Eshkol, qui en était le représentant à Berlin.

Source : "Ben Gourion et Shertok," dans *Black* : L'accord de la "haavara". p. 294. Cité par Tom Segev, *op. cit.* p. 30 et 595.

L'opération était avantageuse pour les deux parties : les nazis réussissaient ainsi à briser le blocus (les sionistes parvinrent à vendre des marchandises allemandes même en Angleterre); et les sionistes réalisaient une immigration "sélective", telle qu'ils la désiraient : seuls pouvaient immigrer des millionnaires (dont les capitaux permettaient le développement de la colonisation sioniste en Palestine). Conformément aux buts du sionisme il était plus important de sauver de l'Allemagne nazie des capitaux juifs, permettant le développement de leur entreprise, que des vies de juifs miséreux, ou inaptes au travail ou à la guerre, qui eussent été une charge.

Cette politique de collaboration dura jusqu'en 1941 (c'est-à-dire pendant 8 ans après l'arrivée d'Hitler au pouvoir). Eichmann faisait la liaison avec Kasztner. Le procès Eichmann découvrit, pour une part au moins, les mécanismes de ces connivences, de ces "échanges" entre juifs sionistes "utiles" à la création de l'Etat juif (personnalités riches, techniciens, jeunes gens aptes à renforcer une armée, etc...) et une masse de juifs moins avantagés abandonnée aux mains d'Hitler.

Le Président de ce Comité, Ytzhak Gruenbaum déclarait le 18 janvier 1943 : "Le sionisme passe avant tout...

"Ils vont dire que je suis antisémite, répondit Gruenbaum, que je ne veux pas sauver l'Exil, que je n'ai pas "a warm yiddish heart" [...] Laissons-les dire ce qu'ils veulent. Je n'exigerai pas de l'Agence juive qu'elle alloue la somme de 300 000 ni de 100 000 livres sterling pour aider le judaïsme européen. Et je pense que quiconque exige de telles choses accomplit un acte antisioniste".

Source : Gruenbaum : *Jours de destruction*, p. 68.

C'était aussi le point de vue de Ben Gourion :

"La tâche du sioniste n'est pas de sauver le "reste" d'Israël qui se trouve en Europe, mais de sauver la terre d'Israël pour le peuple juif."

Cité par Tom Segev. *op. cit*. p. 158.

"Les dirigeants de l'Agence juive s'entendaient sur le fait que la minorité qui pourrait être sauvée devait être choisie en fonction des besoins du projet sioniste en Palestine."

Source : *Ibidem* p. 125.

Hannah Arendt, l'un des plus éminents défenseurs de la cause juive par ses études et ses livres, assistait aux débats. Elle leur a consacré un livre : *Eichmann à Jérusalem*. Elle y a montré (p. 134-141) la passivité, et même la complicité des "conseils juifs" (*Judenrat*), dont les deux tiers étaient dirigés par des sionistes.

D'après le livre d'Isaiah Trunk : *Judenrat* (Ed. MacMillan New York 1972) : "Selon les calculs de Freudiger, cinquante pour cent des juifs auraient pu se sauver s'ils n'avaient pas suivi les instructions des Conseils juifs." (p. 141).

Il est significatif que lors de la célébration du 50ème anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie, le chef d'Etat israélien demanda à Lech Walesa de ne pas donner la parole à Marek Edelman, chef adjoint de l'insurrection et l'un des survivants.

Marek Edelman avait en effet donné au journal israélien "*Haaretz*", en 1993, à Edward Alter, une interview dans laquelle il rappelait quels avaient été les véritables instigateurs et héros du Comité juif de lutte du ghetto de Varsovie : des socialistes du Bund, antisionistes, des communistes, des trotskistes, les Mihaïl Rosenfeld et les Mala Zimetbaum, avec Edelman, et une minorité de sionistes de gauche du Poalei Zion et du Hashomer Hatzaïr.

Ceux-là luttèrent contre le nazisme les armes à la main comme le firent les juifs volontaires des Brigades internationales d'Espagne, et en France, durant l'occupation, les membres juifs de la M.O.I. (Main d'œuvre immigrée).

Nahum Goldman, Président de "l'Organisation sioniste mondiale" puis du "Congrès juif mondial" raconte, dans son *Autobiographie*, sa rencontre dramatique avec le Ministre des Affaires étrangères tchèques, Edouard Itzhak, en 1935, reprochant aux sionistes d'avoir brisé le boycott d'Hitler par la "Haavara" (les accords de transfert) et le refus de l'Organisation sioniste mondiale d'organiser la résistance contre le nazisme.

"Dans ma vie, j'ai dû prendre part à de nombreux entretiens pénibles, mais je ne me suis jamais senti aussi malheureux et honteux que pendant ces deux heures. Je sentais, de toutes les fibres de mon être, que Itzhak avait raison".

Source : Nahum Goldman. *Autobiographie, op, cit*. p. 157-158. *Ibidem* p. 260.

Misant sur son opposition à l'Angleterre, les dirigeants sionistes avaient pris contact avec Mussolini dès 1922. Il les avait reçus après sa marche sur Rome d'octobre 1922, le 20 décembre 1922.

Source : Ruth Bondy, *The Emissary : a life of Enzo Sereni* p. 45.

Weizmann fut reçu par Mussolini le 3 janvier 1923, et une autre fois le 17 septembre 1926; Nahum Goldman, Président de l'Organisation sioniste mondiale, s'entretint, le 26 octobre 1927, avec Mussolini qui lui dit: "Je vous aiderai à créer cet état juif." (Nahum Goldman : *Autobiographie* op. cit. p. 170).

Cette collaboration constituait déjà un sabotage de la lutte antifasciste internationale. Elle subordonnait toute la politique sioniste au seul dessein de construire un Etat Juif en Palestine. Elle se poursuivit pendant la guerre, même au moment où la persécution hitlérienne des juifs européens était la plus atroce.

Au moment de la déportation des juifs de Hongrie, le Vice-Président de l'organisation sioniste, Rudolf Käsztner, négocia avec Eichmann sur cette base : si Eichmann permettait le départ en Palestine de 1684 juifs "utiles" pour la construction du futur Etat d'Israël (capitalistes, techniciens, militaires, etc...) Käsztner promettait à Eichmann de faire croire aux 460.000 juifs hongrois qu'il ne s'agissait pas d'une déportation à Auschwitz, mais d'un simple transfert.

Le juge Halevi rappelle lors du procès d'Eichmann que Käsztner est intervenu pour sauver l'un de ses interlocuteurs nazis : l'un des exécuteurs de Himmler, le Standartenführer Kurt Becher. Le témoignage de Käsztner, au Procès de Nuremberg, le fit échapper au châtiment.

Le Juge est formel : "Il n'y eut ni vérité, ni bonne foi dans le témoignage de Käsztner... Käsztner s'est parjuré sciemment, dans son témoignage devant cette Cour, lorsqu'il a nié qu'il était intervenu en faveur de Becher. En outre, il a caché ce fait important : sa démarche en faveur de Becher était faite au nom de l'Agence juive et du Congrès juif mondial... Il est clair que la recommandation de Käsztner ne fut pas faite en son nom personnel, mais aussi au nom de l'Agence juive et du Congrès juif mondial... et c'est pourquoi Becher fut relâché par les Alliés."

Après le jugement, l'opinion israélienne fut ébranlée. Dans le journal *Haaretz* le Dr Moshé Keren écrivait, le 14 juillet 1955 : "Käsztner doit être inculpé de collaboration avec les nazis..." Mais le journal du soir "Yediot Aharonoth" (23 juin 1955) expliquait pourquoi il ne pouvait en être ainsi... "Si Käsztner est mis en jugement, c'est le gouvernement tout entier qui risque un effondrement total devant la nation, par suite de ce que ce procès va découvrir."

Ce qui risquait d'être découvert c'est que Käsztner n'avait pas agi seul mais avec l'accord des autres dirigeants sionistes qui siégeaient, au moment du procès, dans le gouvernement. La seule façon d'éviter que Käsztner parle et que le scandale éclate, c'est que Käsztner disparaisse. Il mourut en effet opportunément, assassiné sur les marches du palais de justice et le gouvernement israélien introduisit un recours devant la Cour Suprême pour le réhabiliter. Ce qu'il obtint.

Cette politique de collaboration atteignit son point culminant en 1941, lorsque le groupe le plus extrémiste des sionistes, le "Lehi" ("Combattants pour la libération d'Israël") dirigé par Abraham Stern et, après sa mort, par un triumvirat dont faisait partie Itzhak Shamir, commit "un crime impardonnable du point de vue moral : prôner une alliance avec Hitler, avec l'Allemagne nazie, contre la Grande-Bretagne."

Source : Bar Zohar, *Ben. Le Prophète armé*, Fayard. Paris 1966. p. 99.

M. Eliezer Halevi, syndicaliste travailliste connu, membre du Kibboutz Gueva, révèle dans l'hebdomadaire "Hotam" de Tel-Aviv (daté du 19 août 1983) l'existence d'un document signé par M. Itzhak Shamir, (qui s'appelait alors Yezernitsky) et Abraham Stern, remis à l'Ambassade d'Allemagne, à Ankara, alors que la guerre en Europe faisait rage, et que les troupes du Maréchal Rommel étaient déjà sur le sol égyptien. Il y est dit notamment : "En matière de conception, nous nous identifions à vous. Pourquoi donc ne pas collaborer l'un avec l'autre ?" *Haaretz* dans son édition du 31 janvier 1983, cite une lettre marquée du mot *secret*, envoyée en janvier 1941 par l'ambassadeur de Hitler à Ankara, Franz Von Papen, à ses supérieurs, racontant les contacts avec les membres du groupe Stern. Y est ajouté un mémorandum de l'agent des services secrets nazis à Damas, Werner Otto Von Hentig, sur les pourparlers avec les émissaires de Stern et de Shamir, où il est dit notamment que "la coopération entre le mouvement de libération d'Israël et le nouvel ordre en Europe sera conforme à l'un des discours du chancelier du IIIe Reich dans lequel Hitler soulignait la nécessité d'utiliser toute combinaison de coalition pour isoler et vaincre l'Angleterre". Il y est dit encore que le groupe Stern est "étroitement lié aux mouvements totalitaires en Europe, à leur idéologie et à leur structures." Ces documents se trouvent au Mémorial de l'holocauste (Yad Vashem) à Jérusalem, classés sous le numéro E234151-8.

L'un des chefs historiques du groupe Stern, M. Israël Eldad, confirme, dans un article publié dans le quotidien de Tel-Aviv, le Yediot Aharonoth, du 4 février 1983, l'authenticité de ces pourparlers entre son mouvement et les représentants officiels de l'Allemagne nazie. Il affirme sans ambages que ses collègues avaient expliqué aux nazis qu'une identité d'intérêts entre un nouvel ordre en Europe, selon la conception allemande, et les aspirations du peuple juif en Palestine, représenté par les combattants pour la liberté d'Israël (le groupe Stern) était probable.

Voici les principaux passages de ce texte :

"Principes de base de l'Organisation militaire nationale (NMO) en Palestine (Irgun Zevaï Leumi) concernant la solution de la question juive en Europe et la participation active du NMO à la guerre aux côtés de l'Allemagne."

"Il ressort des discours des dirigeants de l'Etat national-socialiste allemand qu'une solution radicale de la question juive implique une évacuation des masses juives de l'Europe. (Judenreines Europa).

Cette évacuation des masses juives de l'Europe est la condition première de la solution du problème juif, mais cela n'est possible que par l'installation de ces masses en Palestine, dans un Etat juif, avec ses frontières historiques.

Résoudre le problème juif de façon définitive, et libérer le peuple juif, c'est l'objectif de l'activité politique et des longues années de lutte du "mouvement pour la liberté d'Israël" (Lehi) et de son Organisation militaire nationale en Palestine (Irgun Zevaï Leumi).

Le NMO, connaissant la position bienveillante du gouvernement du Reich envers l'activité sioniste à l'intérieur de l'Allemagne, et les plans sionistes d'émigration estime que :

1) Il pourrait exister des intérêts communs entre l'instauration, en Europe, d'un ordre nouveau, selon la conception allemande, et les véritables aspirations du peuple juif telles qu'elles sont incarnées par Lehi.

2) La coopération entre l'Allemagne nouvelle et une nation hébraïque rénovée (Völkisch Nationalen Hebräertum) serait possible.

3) L'établissement de l'Etat historique juif sur une base nationale et totalitaire, et lié par un traité au Reich allemand pourrait contribuer à maintenir et à renforcer, dans l'avenir, la position de l'Allemagne au Proche-Orient.

A condition que soient reconnues, par le gouvernement allemand, les aspirations nationales du "Mouvement pour la liberté d'Israël" (Lehi), l'Organisation militaire nationale (NMO) offre de participer à la guerre aux côtés de l'Allemagne.

La coopération du mouvement de libération d'Israël irait dans le sens des récents discours du Chancelier du Reich allemand, dans lesquels Monsieur Hitler soulignait que toute négociation et toute alliance devait contribuer à isoler l'Angleterre et à la battre.

D'après sa structure et sa conception du monde, le NMO est étroitement lié avec les mouvements totalitaires européens."

Source : Le texte original, en allemand, se trouve, en Appendice No 11, dans le livre de David Yisraeli : *Le problème palestinien dans la politique allemande, de 1889 à 1945*, Bar Ilan University, Ramat Gan, Israël, 1974, p. 315-317.

Selon la presse israélienne, qui a publié une dizaine d'articles sur ce sujet, à aucun moment les nazis n'ont pris au sérieux les propositions de Stern, de M. Shamir et de leurs amis.

Les pourparlers ont subi un coup d'arrêt lorsque les troupes alliées ont arrêté en juin 1941, l'émissaire d'Abraham Stern et Itzhak Shamir, M. Naftali Loubentchik, au

bureau même des services secrets nazis à Damas. D'autres membres du groupe ont poursuivi des contacts jusqu'à l'arrestation, par les autorités britanniques, de M. Itzhak Shamir, en décembre 1941, pour "terrorisme et collaboration avec l'ennemi nazi."

Un tel passé n'empêche pas Itzhak Shamir de devenir Premier Ministre et d'être, aujourd'hui encore, le chef d'une puissante "opposition", la plus acharnée à maintenir l'occupation de la Cisjordanie. C'est qu'en réalité, les dirigeants sionistes, en dépit de leurs rivalités internes, poursuivent le même objectif raciste : chasser par la terreur, l'expropriation ou l'expulsion, tous les autochtones arabes de Palestine, pour en rester les seuls conquérants et les seuls maîtres.

Ben Gourion déclarait :

"Begin appartient incontestablement au type hitlérien. C'est un raciste disposé à détruire tous les Arabes dans son rêve d'unification d'Israël, prêt, pour réaliser ce but sacré, à user de tous les moyens."

Source : E. Haber, *Menahem Begin, the man and the legend* Ed. Delle Book. New York, 1979, p. 385.

Le même Ben Gourion n'a jamais cru à la possibilité d'une coexistence avec les Arabes. Moins il y aura d'Arabes dans les limites du futur Etat (d'Israël), mieux cela vaudra. Il ne le dit pas explicitement, mais l'impression qui se dégage de ses interventions et de ses remarques est nette : une grande offensive contre les Arabes ne briserait pas seulement leurs attaques mais aussi réduirait au maximum le pourcentage de la population arabe dans l'Etat "(...) On peut l'accuser de racisme, mais alors on devra faire le procès de tout le mouvement sioniste, qui est fondé sur le principe d'une entité purement juive en Palestine."

Source : Bar Zohar (*op. cit*) p. 146.

Au Procès d'Eichmann à Jérusalem, le Procureur Général Haïm Cohen rappelait aux juges : "Si cela ne coïncide pas avec votre philosophie, vous pouvez critiquer Käsztner... Mais qu'est-ce que cela a à voir avec la collaboration?... Il a toujours été dans notre tradition sioniste de sélectionner une élite pour organiser l'immigration en Palestine... Käsztner n'a rien fait d'autre."

Source : "Court record" 124/53. Jérusalem district court.

Ce haut magistrat invoquait en effet une doctrine constante du mouvement sioniste : il n'avait pas pour objectif de sauver des juifs mais de construire un Etat juif fort.

Le 2 mai 1948, le Rabbin Klaussner, chargé des *Personnes déplacées,* présentait un Rapport devant la Conférence juive américaine :

"Je suis convaincu qu'il faut forcer les gens à se rendre en Palestine... Pour eux un dollar américain leur apparaît comme le plus grand des objectifs. Par le mot "force", c'est un programme que je suggère... Il a déjà servi, et très récemment encore. Il a servi pour l'évacuation des juifs de Pologne, et dans l'histoire de "l'Exodus"...

Pour appliquer ce programme, il faut, au lieu de fournir du confort aux "personnes déplacées", leur créer le plus d'inconfort possible... Dans un second temps, une procédure faisant appel à la Haganah pour harceler les juifs."

Source : Alfred M. Lilienthal. *What Price Israël*. Chicago 1953, p. 194 -- 195.

Les variantes de cette méthode d'incitation et même de coercition furent multiples.

En 1940, pour soulever l'indignation contre les Anglais qui avaient décidé de sauver les Juifs menacés par Hitler, en les accueillant dans l'Ile Maurice, le navire qui les transportait, le cargo français *Patria*, ayant fait escale dans le port de Haïfa, le 25 décembre 1940, les dirigeants sionistes de la "Haganah" (dont le chef était Ben Gourion), n'hésitèrent pas à le faire exploser, entraînant la mort de 252 Juifs et de membres anglais de l'équipage.

Source : Dr. Herzl Rosenblum, directeur de *Yediot Aharonoth*, en fait révélation en 1958, et la justification en est donnée dans *Jewish Newsletter* N.Y. Novembre 1958.

Yehuda Bauer confirme la réalité de ce "sabotage" par la Haganah, et le nombre des victimes, dans son livre *Juifs à vendre*, Ed. Liana Levi, Paris 1996, p. 84.

Autre exemple, l'Irak :

la communauté juive (110.000 personnes en 1948) était bien enracinée dans le pays. Le grand Rabbin d'Iraq, Khedouri Sassoon, avait déclaré : "Les Juifs et les Arabes ont joui des mêmes droits et privilèges depuis mille ans et ne se considèrent pas comme des éléments séparés dans cette nation."

Alors, commencèrent les actions terroristes israéliennes, en 1950, à Bagdad. Devant les réticences des Juifs irakiens à s'inscrire sur les listes d'immigration vers Israël, les services secrets israéliens n'hésitèrent pas, pour convaincre les Juifs qu'ils étaient en danger, à jeter contre eux des bombes... L'attaque contre la synagogue Shem-Tov tua trois personnes et en blessa des dizaines". Ainsi commença l'exode baptisé : "Opération Ali Baba".

Source : *Ha'olam Hazeh*. 20 avril et 1er juin 1966. et Y*ediot Aharonoth* du 8 novembre 1977.

Il y a là une doctrine constante depuis que Théodore Herzl avait remplacé la définition du juif non plus par sa religion, mais par sa race.

L'article 4b de la loi fondamentale de l'Etat d'Israël (qui n'a pas de Constitution), qui définit la "Loi du retour" (5710 de 1950) stipule : "est considéré comme juive une personne née d'une mère juive, ou convertie." (Critère racial ou critère confessionnel).

Source : Klein : *L'Etat juif*, éd. Dunod. Paris. p. 156.

Ceci était dans la droite ligne de la doctrine fondatrice de Théodore Herzl. Il ne cesse d'y insister dans ses "Mémoires" (*Diaries*) Dès 1895, il précise à un interlocuteur allemand (Speidel), "Je comprends l'antisémitisme. Nous, les Juifs, nous sommes

restés, même si ce n'est pas de notre faute, des corps étrangers dans les diverses nations.".

Source : *Diaries*, p. 9.

A quelques pages de là il est plus explicite encore : "Les antisémites deviendront nos amis les plus sûrs, les pays antisémites nos alliés."

Source : *Diaries*, p. 19.

Le but était en effet commun : rassembler les Juifs dans un ghetto mondial.

Les faits ont donné raison à Théodore Herzl.

Les Juifs pieux, comme d'ailleurs beaucoup de chrétiens, répétaient chaque jour : "*L'an prochain à Jérusalem*". Ils faisaient de Jérusalem non pas un territoire déterminé, mais le symbole de l'Alliance de Dieu avec les hommes, et de l'effort personnel pour la mériter. Mais le "Retour" ne se produisit que sous l'impulsion des menaces antisémites en provenance des pays étrangers.

Le 31 août 1949, s'adressant à un groupe d'Américains en visite en Israël, Ben Gourion déclarait : "Bien que nous ayons réalisé notre rêve de créer un Etat juif, nous en sommes encore au début. Il n'y a aujourd'hui que 900 000 Juifs en Israël, tandis que la majorité du peuple juif se trouve encore à l'étranger. Notre tâche future est d'amener tous les Juifs en Israël."

L'objectif de Ben Gourion était d'amener en Israël quatre millions de Juifs entre 1951 et 1961. Il en vint 800 000. En 1960 il n'y avait, pour l'année, que trente mille immigrés. En 1975-76 l'émigration hors d'Israël dépassait l'immigration.

Seules les grandes persécutions, comme celles de Roumanie, avaient donné une certaine impulsion au "Retour".

Même les atrocités hitlériennes ne réussirent pas à exaucer le rêve de Ben Gourion.

Parmi les victimes juives du nazisme qui se sont réfugiées à l'étranger entre 1935 et 1943, à peine 8,5% sont allées s'installer en Palestine. Les Etats-Unis limitèrent leur accueil à 182 000 (moins de 7%), l'Angleterre à 67 000 (moins de 2%). L'immense majorité, c'est-à-dire 75%, trouva refuge en Union Soviétique.

Source : "Institute for Jewish Affairs" de New York, repris par Christophe Sykes dans *Crossroads to Israël*, Londres, 1965, et par Nathan Weinstock : *Le sionisme contre Israël*, p. 146.

Un exemple typique des manipulations de l'histoire par les historiens officiels nous est fourni par le dernier livre de Yehuda Bauer, membre de l'Institut d'histoire contemporaine des juifs à l'Université hébraïque de Jérusalem. Son livre s'intitule : *Juifs à vendre*, avec ce sous titre : *Les négociations entre nazis et juifs. 1933-1945*". (Ed. Liana Levi, Paris 1996. Traduction de l'anglais par Denis Authier. (Yale University Press, 1994)

L'ouvrage a toute les apparences extérieures d'un travail scientifique, avec ses 523 notes de références qui occupent 49 pages du livre, avec bibliographie, index, etc. Apparences seulement, car certaines sources traitant du même sujet, et que l'auteur ne pouvait ignorer, y sont passées sous silence (sans doute parce qu'elles vont à l'encontre de sa thèse tendant à montrer la sollicitude des dirigeants sionistes pour arracher les juifs les plus démunis aux griffes d'Hitler, alors qu'ils pratiquaient, eux aussi, une *sélection*. (Cf. supra p. 61, textes de Tom Segev.)

Parmi les témoignages sur la position de Ben Gourion, aucune référence à la célèbre biographie, pourtant apologétique, écrite par Bar Zohar : *Ben Gourion, le prophète armé*. Ed. Fayard, 1966, qui ne figure pas dans la bibliographie, ni dans l'Index. Sans doute l'approbation par Ben Gourion de la "Haavara", son principe de sauvetage sélectif des juifs à accueillir en Palestine, son appréciation de Shamir comme "appartenant au type hitlérien", l'excluent de l'horizon historique de Bauer.

Les travaux d'Yvon Gelbner, figurant pourtant dans *Yad Vashem studies* Vol. XII, p. 189, pour les mêmes raisons, ne sont pas non plus mentionnés.

Ces travaux émanent pourtant de sa famille spirituelle sioniste. Parmi bien d'autres "omissions" de ce genre : *Le septième million* de Tom Segev, qui fit, lui aussi, ses études à l'Université hébraïque de Jérusalem Il est actuellement chroniqueur à *Haaretz*, le plus grand journal israélien.

Pas davantage, dans les 7 lignes consacrées à l'Irgoun Tzvai Leumi (sans même une note) n'est évoqué l’hostilité de cette organisation envers l'Angleterre en 1944. Pas la moindre allusion à ses propositions de collaboration avec Hitler de 1941, dont les auteurs, parmi lesquels Shamir, ne sont pas non plus nommés. (Ceci dans un livre consacré aux "négociations entre nazis et juifs” !)

Le livre d'Hannah Arendt sur le même problème : *Eichmann à Jérusalem* et son jugement très dur sur les "conseils juifs" dans leurs rapports avec les nazis, est passé sous silence, dans la bibliographie comme dans l'index. Il en est de même pour le livre de Marek Edelman, chef adjoint de l'insurrection du ghetto de Varsovie, qui naturellement ne figure pas, à la page 352 du livre de Yehuda Bauer, dans son palmarès des "héros" dans lequel figurent Käsztner, bien qu'il soit "coupable d'avoir soustrait des nazis à la justice " comme le reconnaît pourtant Bauer, et qu'il s'était emparé, au profit d'Hitler, de la plus grande entreprise d'armements de Hongrie, l'entreprise Weiss. Bauer fait une liste de ces "négociateurs" avec Hitler, ajoutant (p. 352) : "Tous furent des héros ", "Tous méritent une telle reconnaissance" (p. 354) sans le moindre hommage aux résistants juifs tombés dans la lutte contre le fascisme, depuis les volontaires des Brigades Internationales d'Espagne contre Franco, allié de Hitler, jusqu'aux résistants de la M.O.I. en France et aux martyrs du soulèvement du ghetto de Varsovie.

Mais au delà des aspects scientifiques de ces distorsions du réel par l'un des historiens officiels qui exalte ou justifie toute négociation avec Hitler (mais en dissimule d'essentielles), que dire de l'*a priori* politique et moral : seuls sont des héros, ceux qui ont négocié avec Hitler ! Pas ceux qui lui ont résisté les armes à la main !

De même, ceux qui préconisaient le boycott d'Hitler à l'échelle mondiale, et dont Bauer minimise l'importance stratégique en évoquant seulement les échanges économiques entre l'Allemagne nazie et la Palestine (favorisés par la "négociation de la Haavara", ennemie du boycott) ne sont pas des "héros".

La visée du livre consiste à essayer de masquer une vérité fondamentale : la préoccupation centrale des dirigeants sionistes, pendant le règne d'Hitler, n' était pas de sauver les juifs de l'enfer nazi, mais, selon le projet du sionisme politique fondé par Théodore Herzl, de fonder un "Etat juif" puissant. Ce programme exigeait donc que, dans toute négociation on sélectionne pour l'immigration un "matériel humain utile" (qui amène avec lui des capitaux ou des compétences techniques ou militaires) et que l'on ne s'attendrisse pas sur le sort des plus démunis : (vieillards, immigrants sans ressources ou rendus malades par les mauvais traitements dans les camps) et qui eussent été une charge et non une aide pour construire le bastion.

La deuxième thèse maîtresse du livre de Bauer, consiste à faire croire que la guerre d'Hitler "c'est une guerre contre les juifs " (p. 72) et non pas, avant tout une guerre contre le communisme, faisant porter l'essentiel de sa puissance militaire à l'Est, et cherchant au contraire à faire une "paix séparée" avec les Etats-Unis et même l'Angleterre, afin de s'assurer la domination de toute l'Europe sans avoir à combattre sur deux fronts.

"Tous les historiens s'accordent pour dire que Himmler préférait une paix séparée avec l'Occident afin de consacrer toutes ses forces contre la menace bolchevique." (Bauer p. 167) "Von Papen croyait fermement à une future entente avec les Etats-Unis et l'Allemagne pour faire barrage au communisme" (Bauer p. 189).

Les "négociations" entre les sionistes et les nazis avaient précisément cet objet, c'est pourquoi Bauer est obligé de le reconnaître, et même de le rappeler souvent : Hitler permettait à Himmler de négocier avec les sionistes.

"Une note personnelle de Himmler, rédigée le 10 décembre 1942 dit : "J'ai demandé au Führer ce qu'il pensait de l'idée de relâcher les juifs contre une rançon. Il m’a donné les pleins pouvoirs pour approuver des opérations de ce type." (cité par Bauer p. 148).

Ces rapports économiques, et ces "échanges" avaient une raison politique plus profonde que Bauer lui-même avoue : "utiliser les filières juives pour entrer en contact avec les puissances occidentales." (Bauer p.?83). Cette préoccupation dominait toutes les autres, les nazis connaissant le poids des lobbies sionistes auprès des dirigeants occidentaux.

" Les nazis savaient que, contrairement aux Russes le gouvernement de Sa Majesté et celui des Etats-Unis ont la faiblesse politique de subir les pressions que les juifs exercent sur eux. " (Cité par Bauer p. 260).

Ces dirigeants hitlériens faisaient aisément passer leur antisémitisme au second plan : "A la fin de 1944, la volonté de Himmler d'établir le contact avec l'Ouest en se servant dans ce but, entre autres, des juifs, était devenue manifeste " (Bauer. p. 326).

Les dirigeants sionistes jouaient fort bien ce rôle d'entremetteur.

En avril 1944, Eichmann proposa au délégué sioniste Brand, d'échanger 1 million de juifs contre 10.000 camions (Bauer p. 227 et 229) qui seraient utilisés exclusivement sur le front russe.

Ben Gourion et Moshe Sharett (Shertok), appuyèrent cette offre, Ben Gourion, envoyant même un appel personnel à Roosevelt pour " ne pas permettre qu'on laisse passer cette chance unique et peut être ultime de sauver les derniers juifs d'Europe." (Bauer p. 265). Le but était clair : "Echanger des juifs contre des équipements stratégiques, ou même encore établir des contacts diplomatiques avec l'Ouest, contacts qui pourraient conduire à une paix séparée, voire -- telle était l'espérance -- à une guerre associant les allemands et les occidentaux contre les soviétiques." (Bauer, p. 343)

Tel était le but d'Himmler, et les dirigeants sionistes acceptaient de lui servir d'intermédiaires.

Ce complot échoua lorsque les Américains et les Anglais informèrent les soviétiques de ces tractations qui conduisaient à une véritable trahison à l'égard des juifs eux-mêmes, de tous les résistants et de toutes les victimes du nazisme, car Bauer lui-même est obligé de reconnaître : " Le rôle essentiel de l'URSS dans la lutte contre l'Allemagne nazie fut le principal soutien de la fermeté alliée. La Wehrmacht a été défaite en Russie par l'Armée rouge : l'invasion de la France, le 6 juin 1944, contribua certes, à cette victoire finale, mais ne fut pas le facteur décisif. Sans les Soviétiques, sans leurs terribles souffrances et leur héroïsme indescriptible, la guerre aurait duré encore des années, et peut-être n'aurait-elle pas été vraiment gagnée." (Bauer p. 347)

Que penser alors de ceux qui, pour leur "égoïsme collectif", comme disait Buber, proposèrent à Hitler du matériel stratégique assorti de la promesse qu'il ne servirait que sur le front russe ? Si ce marchandage, entre les dirigeants sionistes et les nazis avaient réussi, le système dont Auschwitz est le symbole aurait pu continuer ses crimes.

D'autant plus, et c'est une idée qui imprègne tout le livre, qu'il s'agissait bien d'un "égoïsme collectif".

Pour nous en tenir à la période traitée par Bauer: 1933-1945, toutes les négociations des dirigeants sionistes avec les nazis : depuis la Haavara qui brisait le boycott d'Hitler, jusqu'à l'affaire des camions dirigée contre ceux qui, à Stalingrad, avaient blessé mortellement la bête nazie, et supportaient, en 1944, le poids de 236 divisions des nazis et de leurs satellites alors que seules 19 divisions allemandes s'opposaient en Italie aux troupes américaines, et que 64 étaient réparties de la France à la Norvège -- toutes ces "négociations" ont les faveurs de Bauer.

C'est que, du début à la fin, les dirigeants sionistes (dont tous sont passés au pouvoir dans les gouvernements israéliens, y compris ceux qui, en 1941 proposaient leur collaboration à Hitler, comme Shamir) ne pensaient qu'à bâtir un Etat fort en Palestine, en y amenant "un matériel humain utilisable", subsidiairement des juifs moins efficaces, mais à aucun moment, n'ont pensé aux responsabilités qui

incombaient à toute la communauté des résistants à Hitler, comme si les nazis n'avaient eu d'autres ennemis et d'autres victimes que les juifs, et qu'il s'agissait de secourir les seuls juifs.

Même les anglais finirent par être indignés par cette volonté d'ignorer les souffrances de 50 millions de victimes de l'hitlérisme, et d'appeler au secours en faveur des juifs, exclusivement, et encore pas de tous mais avant tout en faveur de ceux qui pouvaient aider à la création d'un Etat fort en Palestine.

" La délégation londonienne du Congrès juif mondial ayant suggéré l'idée d'une déclaration commune du Pape et des Puissances occidentales, un membre du Foreign Office nota : Serions-nous les instruments de ces gens-là ? Pourquoi le Pape devrait-il condamner l'extermination des juifs de Hongrie, plutôt que l'utilisation des bombes incendiaires contre notre pays." (Cité par Bauer. p. 393.)

2. Le mythe de la justice de Nuremberg

"Ce tribunal représente une continuation des efforts de guerre des nations alliées."

Robert H. Jackson, Procureur général des Etats-Unis (séance du 26 juillet 1946)

Le 8 août 1945, les dirigeants américains, anglais, français et russes, se réunirent à Londres pour mettre au point "la poursuite et le châtiment des grands criminels de guerre des puissances européennes de l'Axe," en créant un "Tribunal militaire international" (article I, a).

Les crimes étaient définis au Titre, article 6.

1 -- "Crimes contre la paix" concernant ceux qui étaient responsables du déclenchement de la guerre.

2 -- "Crimes de guerre" pour la violation des lois et coutumes de la guerre.

3 -- "Crimes contre l'humanité" c'est-à-dire essentiellement contre les populations civiles.

La constitution d'une telle juridiction appelle déjà quelques remarques :

1·- Ce n'est pas un tribunal international puisqu'il n'est constitué que par les vainqueurs et que, par conséquent, ne seront retenus que les crimes commis par les vaincus...[1] Comme le reconnaîtra, avec juste raison, le Procureur général des Etats-Unis, Robert H. Jackson, qui présidait l'audience du 26 juillet 1946 : "Les Alliés se trouvent encore techniquement en état de guerre avec l'Allemagne... En tant que tribunal militaire, ce tribunal représente une continuation des efforts de guerre des nations alliées."

---

[1] Imaginons qu'à ce tribunal aient siégé des représentants des pays neutres, ou des représentants des pays colonisés : Indiens d'Asie ou d'Amérique, Noirs d'Afrique, Asiatiques, qui subissaient depuis 500 ans une domination féroce qu'Hitler avait infligé à des blancs.

2·- Il s'agissait donc d'un tribunal d'exception constituant le dernier acte de la guerre, et excluant, par son principe même, toute responsabilité des vainqueurs, et d'abord, dans le déclenchement de la guerre.

L'on excluait d'avance tout rappel de ce qui en fut la source première : à Nuremberg l'on ne posa pas la question de savoir si le Traité de Versailles, avec toutes ses conséquences, en particulier la multiplication des faillites, et surtout le chômage, n'avait pas permis l'ascension d'un Hitler par l'assentiment d'une majorité du peuple allemand. [1] Par exemple, en imposant à l'Allemagne vaincue de 1918, (la seule loi du plus fort faisant déjà figure de "droit") de payer, à titre de réparation, 132 milliards de marks or (l'équivalent de 165 milliards de francs or) alors qu'à cette époque la fortune nationale de l'Allemagne était évaluée à 260 milliards de marks or.

L'économie allemande s'en trouva ruinée et le peuple allemand réduit au désespoir par la faillite, l'effondrement de la monnaie, et surtout le chômage, qui permirent l'ascension de Hitler en lui donnant les plus faciles arguments pour soutenir son mot d'ordre majeur : annuler le Traité de Versailles avec son cortège de misère et d'humiliation.

La meilleure preuve est la montée parallèle du chômage et des succès du "Parti national-socialiste" aux différentes élections :

I. De 1924 à 1930

Dates......Voix obtenues.......%.........Sièges.........n° de chômeurs

4/05/24...1918000..............6,6........32................3200711

7/12/24....908000...............3..........14...................282645

20/5/28....810000...............2,6........12..................269 443

. *De 1930 à 1933*

14/4/30....6407000.............18,3.....107................1061070

31/7/32....13779000............37,3....230................5392248

6/11/32....11737000............33,1....196................5355428

5/3/33......17265000............43,7....288................5598855

Puis lorsque Hitler obtint, avec ses alliés politiques, la majorité absolue au Reichstag, l'aide apportée à son réarmement par les hommes du dollar, de la livre et du franc. Non seulement la "Caisse centrale de propagande" du parti d'Hitler était alimentée par

[1] En 1919, le célèbre économiste Lord George Maynard Keynes, disait : "Avec un tel traité, dans vingt ans vous aurez une nouvelle guerre."

la banque allemande Schreider, mais, le réarmement fut largement financé par les grands trusts américains, anglais et français.

Ce fut le cas du Consortium chimique américain Dupont de Nemours et du trust anglais Imperial Chemicals Industry, qui subventionnaient l'I.G. Farben avec laquelle ils s'étaient partagés le marché mondial de la poudre, et de la Banque Dillon de New-York qui subventionnait le Vereinigte Stahlwerke, trust allemand de l'acier. D'autres étaient subventionnés par Morgan ou Rockefeller, etc...

Ainsi la Livre et le Dollar participèrent-ils au complot qui porta Hitler au pouvoir.

Pour la France, sur une demande adressée au Ministre de l'Economie nationale, par le Sénateur Paul Laffont, sur les quantités de minerai de fer exportées en Allemagne depuis 1934, la réponse fut la suivante :

"Les quantités de minerai de fer (N·204 du tarif des douanes) exportées à destination de l'Allemagne au cours des années 1934, 1935, 1936 et 1937, sont consignées dans le tableau ci-après :

Année...............Quantités (en quintaux métriques)

1934...................17.060.916

1935...................58.616.111

1936...................77.931.756

1937...................71.329.234

Source : *Journal officiel de la République française* du 26 mars 1938.

Mais ni les dirigeants des groupes Dupont de Nemours, Dillon, Morgan, Rockefeller, ni François de Wendel, ne furent interpellés à Nuremberg sur le chapitre consacré au "complot contre la paix".

Note : Les Etats-Unis produisirent près de 135.000 tonnes d'agents chimiques toxiques durant la guerre, l'Allemagne 70.000 tonnes, le Royaume-Uni 40.000 tonnes et le Japon 7.500 tonnes.

* * *

L'on invoque souvent les imprécations de Hitler et des principaux dirigeants nazis contre les communistes et les juifs.

En particulier le chapitre XV du second volume de *Mein Kampf* où Hitler évoque le passé : celui de la guerre des gaz initiée par les Anglais lors de la Première guerre mondiale, chapitre qui s’intitule : "Le droit de légitime défense” :

"Si l'on avait, au début et au cours de la guerre, soumis une seule fois douze ou quinze mille de ces Hébreux corrupteurs du peuple aux gaz toxiques que des centaines de

milliers de nos meilleurs travailleurs allemands de toute origine et de toute profession ont dû endurer sur le front, le sacrifice de millions d'hommes n'eût pas été vain. Au contraire, si l'on s'était débarrassé à temps de ces quelques douze mille coquins, on aurait peut-être sauvé l'existence d'un million de bons et braves Allemands pleins d'avenir."

Dans un discours devant le Reichstag, le 30 janvier 1939, il dit aussi :

> "Si les milieux juifs internationaux de la finance à l'intérieur et à l'extérieur de l'Europe devaient réussir à précipiter une nouvelle fois les peuples dans une guerre mondiale, le résultat ne serait pas la bolchevisation de la terre avec pour corollaire la victoire du judaïsme, mais l'anéantissement (Vernichtung) de la race juive en Europe… Car l'époque où les peuples non juifs étaient livrés sans défense à la propagande est révolue. L'Allemagne national- socialiste et l'Italie fasciste possèdent désormais les institutions qui permettent, chaque fois qu'il est nécessaire, d'éclairer le monde sur les tenants et les aboutissants d'une question que de nombreux peuples pressentent instinctivement, sans pouvoir se l'expliquer scientifiquement.

Les juifs peuvent bien poursuivre leur campagne de harcèlement dans certains Etats, protégés qu'ils sont par le monopole qu'ils exercent sur la presse, le cinéma, la propagande radiophonique, les théâtres, la littérature, et j'en passe. Pourtant, si ce peuple devait réussir une nouvelle fois à précipiter des millions de personnes dans un conflit totalement absurde pour elles, bien qu'il puisse être profitable aux intérêts juifs, alors se manifesterait l'efficacité d'un travail d'explication qui a permis en quelques années, dans la seule Allemagne, d'abattre complètement (*restlos erlegen*) le judaïsme."

Source : I.M.T. Vol. XXXI, p. 65.

Le 30 janvier 1941, Hitler dit à l'ensemble des juifs d'Europe qu'ils "auraient fini de jouer leur rôle, en cas de guerre généralisée". Puis dans un discours du 30 janvier 1942, il aurait déclaré que la guerre verrait "l'annihilation du judaïsme en Europe".

Le testament politique d'Hitler publié par le Tribunal Militaire International de Nuremberg abonde dans ce sens. On y lit notamment :

"Mais je n'ai laissé subsister aucun doute là-dessus si ces comploteurs internationaux du monde de l'argent et de la finance se remettent à traiter les peuples d'Europe en paquets d'actions, ce peuple qui est le vrai responsable de ce conflit meurtrier aura à rendre des comptes : les juifs ! (*Das or !)*

Je n'ai laissé personne dans l'incertitude du sort qui attend celui par qui des millions d'enfants des peuples aryens d'Europe devraient mourir de faim, des millions d'hommes adultes devraient périr et des centaines de milliers de femmes et d'enfants seraient brûlés et succomberaient aux bombardements dans leur ville. Même si ce doit être avec des moyens plus humains, le coupable devra expier sa faute."

Hitler parle de détruire une "influence"; Himmler parle plus directement de détruire des personnes.

Voici, par exemple, ce que disait Himmler dans un discours adressé à des commandants des forces navales à Weimar, le 16 décembre 1943 :

"Quand n'importe où, j'ai été forcé de donner dans un village l'ordre de marcher contre des partisans et contre des commissaires juifs, alors, j'ai systématiquement donné l'ordre de faire également tuer les femmes et les enfants de ces partisans et commissaires."

Plus tard, parlant devant des généraux, le 5 mai 1944, à Sonthofen, il ajoutait :

"Dans ce conflit avec l'Asie, nous devons prendre l'habitude d'oublier les règles du jeu et les moeurs en usage au cours des guerres européennes passées, bien qu'elles nous soient devenues chères et conviennent mieux à notre mentalité."

Cette sauvagerie n'était malheureusement pas l'apanage d'un seul camp.

Le 4 septembre 1940, Hitler déclare au Sportpalast :

"Si l'aviation anglaise jette trois ou quatre mille kilos de bombes, nous en *j*etterons cent, cent cinquante, deux cents, trois cents, quatre cents mille kilos et plus encore en une seule nuit."

Ceci constitue une folle exagération des possibilités de bombardement stratégique de la Luftwaffe, mais montre quel degré de haine contre les peuples l'on soulevait dans les deux camps.

En réponse, Clifton Fadiman, éditeur du magazine hebdomadaire *New Yorker* et figure de proue des "Writers War Board", agence littéraire semi-officielle du gouvernement, demandait en 1942, aux écrivains "de susciter une haine ardente contre tous les Allemands et pas seulement contre les dirigeants nazis."

Ces propos soulevant une controverse, Fadiman poursuivit : "la seule façon de se faire comprendre des Allemands est de les tuer. Et encore je pense qu'ils ne comprendront pas."

En avril 1942, faisant l'éloge d'un livre de De Sales *The Making of Tomorrow* ("Préparer demain") il développe sa conception raciste et il écrit : "l'actuelle agression nazie n'est pas l'œuvre d'un groupe de gangsters mais plutôt l'expression finale des plus profonds instincts du peuple allemand. Hitler est l'incarnation de forces plus grandes que lui. L'hérésie qu'il prêche est vieille de 2000 ans. Quelles est cette hérésie ? Ni plus ni moins que la rébellion contre la civilisation occidentale qui commence avec Arminius... les dimensions de cette guerre apparaissent alors avec une grande clarté..."

Il approuvait la suggestion d'Hemingway : "la seule solution finale (*the only ultimate settlement)* serait de stériliser les nazis, au sens chirurgical du mot*"*.

Il ridiculisait Dorothy Thomson qui faisait une distinction entre les nazis et les autres Allemands.

Ce n'était pas une opinion isolée. Après le discours d'Hitler au Sportpalast le *Daily Herald* de Londres publiait un article du Révérend C.W. Wipp déclarant :

"Le mot d'ordre doit être : "les balayer" et, pour cela, concentrer notre science dans la découverte de nouveaux et plus terrifiants explosifs... Un Ministre de l'Evangile ne doit peut-être pas se laisser aller à de tels sentiments, mais je dis franchement que, si je le pouvais, je rayerais l'Allemagne de la carte. C'est une race diabolique qui a été la malédiction de l'Europe pendant des siècles."

Heureusement des protestations s'élevèrent, contre de telles aberrations en Angleterre où le peuple, pas plus que le peuple allemand et sa haute culture, ne pouvaient être confondus avec des dirigeants sanguinaires et des aboyeurs de la haine et de la mort.

Dès le mois de janvier 1934, le dirigeant sioniste Wladimir Jabotinsky déclarait au journal juif *Natscha Retsch* :

"Nos intérêts juifs exigent l'anéantissement définitif de l'Allemagne, le peuple allemand dans sa totalité représente pour nous un danger."

Churchill, pour sa part, confia à Paul Reynaud, le 16 mai 1940 :

"Nous affamerons l'Allemagne. Nous démolirons ses villes. Nous brûlerons ses récoltes et ses forêts."

Source : Paul Baudouin, *Neuf mois au gouvernement.* La Table Ronde, 1948, p. 57.

En 1942, le Ministre Britannique Lord Vansittart, véritable apôtre de la haine, pour justifier la terreur des bombardements britanniques :

"Les seuls bons Allemands sont les Allemands morts; donc, que les bombes pleuvent!"

En juillet 1944, Winston Churchill adressait à son chef d'Etat-major, le général Hastings Imay, un mémorandum de quatre pages où il proposait le projet suivant :

"Je veux que vous réfléchissiez très sérieusement à cette question des gaz asphyxiants...

Il est absurde de prendre en compte la moralité dans cette affaire alors que tout le monde les a mis en œuvre (les gaz asphyxiants) durant la dernière guerre sans qu'il y ait protestation de la part des moralistes ou de l'Eglise. D'un autre côté, à cette époque-là, le bombardement de villes ouvertes était considéré comme interdit; aujourd'hui tout le monde le pratique comme une chose qui va de soi. Il s'agit tout simplement d'une mode, comparable à l'évolution de la longueur des jupes des femmes....

Je veux qu'on examine froidement combien ça paierait d'utiliser des gaz asphyxiants... On ne doit pas se laisser lier les mains par des principes niais,...

Nous pourrions inonder les villes de la Ruhr et bien d'autres villes en Allemagne de telle sorte que la majorité de la population requerrait des soins médicaux constants... Il faudra attendre peut-être quelques semaines ou même quelques mois avant que je vous demande d'inonder l'Allemagne de gaz asphyxiants et, si nous le faisons, allons-y carrément. En attendant je voudrais que cette question soit examinée froidement par des gens sensés et pas par une équipe en uniforme de chanteurs de psaumes rabat-joie comme on en croise ici et là."

Source : *American Heritage*, août-septembre 1985.

Ni Churchill, ni Staline, ni Truman ne furent assis au banc des criminels de guerre.

Pas plus d'ailleurs que ne furent mis en cause les auteurs des plus ignobles appels au crime. Pour n'en citer que deux exemples parmi les plus délirants : l'appel à un "génocide", cette fois au vrai sens du mot, lancé en 1942, par le livre du Juif américain Theodor Kaufman : *Germany Must Perish* ("L'Allemagne doit périr") dont la thèse maîtresse est la suivante : "Les Allemands (quel qu'ils soient : antinazis, communistes, ou même philosémites) ne méritent pas de vivre. En conséquence, dit-il, après la guerre on mobilisera 20.000 médecins pour stériliser chacun 25 allemands ou allemandes par jour, de sorte qu'en trois mois il n'y ait plus un seul Allemand capable de se reproduire, et qu'en 60 ans la race allemande soit totalement éliminée."

Ce fut une aubaine pour nourrir l'antisémitisme : Hitler fit lire des extraits de ce livre par tous les postes de radio. Ou encore "l'Appel à l'Armée Rouge", publié par l'écrivain soviétique Ilya Ehrenbourg, en octobre 1944 :

"Tuez, tuez ! Chez les Allemands, il n'y a pas d'innocents, ni parmi les vivants, ni parmi ceux à naître ! Exécutez les Instructions du camarade Staline en écrasant pour toujours la bête fasciste dans son antre. Brisez par la violence l'orgueil des femmes germaniques. Prenez-les en butin légitime. Tuez, tuez, vaillants soldats de l'Armée Rouge, dans votre assaut irrésistible." (Cité par l'Amiral Doenitz, *Dix ans et 20 jours*, p. 343-44).

Ceux--là non plus ne figuraient pas parmi les accusés de Nuremberg, pas plus que les chefs d'Etat qui les avaient couverts.

Ni les responsables anglo-américains du bombardement de Dresde, qui fit 200.000 victimes civiles, et sans aucun intérêt militaire, puisque l'Armée soviétique avait dépassé ses objectifs.

Ni le coupable, Truman, de l'Apocalypse atomique d'Hiroshima et de Nagasaki qui fit 300.000 victimes civiles, là aussi sans nécessité militaire puisque la reddition du Japon était déjà décidée par l'Empereur.

Ni Beria et Staline, par exemple, qui rejetaient sur les Allemands le massacre de milliers d'officiers polonais à Katyn.

* * *

Les méthodes de la procédure relevaient des mêmes principes (ou plutôt de la même absence de principes) que le choix des accusés parmi les seuls vaincus.

Le statut de ce tribunal est ainsi défini

Article l9 : le Tribunal ne sera pas lié par les règles techniques relatives à l'administration des preuves. Il adoptera et appliquera autant que possible une procédure rapide (la version anglaise dit : "expéditive") et non formaliste, et admettra tout moyen qu'il estimera avoir une valeur probante.

Article 21 : le Tribunal n'exigera pas que soit apportée la preuve des faits de notoriété publique, mais les tiendra pour acquis. Il considère également comme preuves authentiques les documents et rapports officiels des gouvernements des Alliés.

Tel est le monstre juridique, dont les décisions doivent être canonisées et tenues pour critères d'une intouchable vérité historique, selon la loi Gayssot-Fabius du 13 juillet 1990.

Ce texte insère en effet dans la loi sur la liberté de la presse de 1981, un article 24 bis, disant :

"Seront punis des peines prévues par le sixième alinéa de l'article 24 {un emprisonnement d'un mois à un ans, et d'une amende de 2000 à 300 000 F. ou de l'une de ces deux peines seulement} ceux qui auront contesté, par un des moyens énoncés à l'article 23, l'existence d'un ou plusieurs crimes contre l'humanité tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945 et qui ont été commis soit par les membres d'une organisation déclarée criminelle en application de l'article 9 dudit statut, soit par une personne reconnue coupable de tels crimes par une juridiction française ou internationale.

Le tribunal pourra en outre ordonner :

1· L'affichage de sa décision dans les conditions prévues par l'article 51 du Code pénal;

2· La publication de celle-ci ou l'insertion d'un communiqué dans les conditions prévues par l'article 51-1 du Code pénal, sans que les frais de publication ou d'insertion puissent excéder le maximum de l'amende encourue."

* * *

Une telle procédure du Tribunal de Nuremberg souleva des objections jusque chez les juristes américains du plus haut niveau : ceux de la Cour Suprême.

A commencer par le Juge Jackson qui en fut le Président. L'historien anglais David Irving, qui reconnaît l'avoir d'abord mal jugé, apporte ce témoignage :

"Des juristes de renom, dans le monde entier, eurent honte de la procédure de Nuremberg. Certainement, le Juge Robert H. Jackson, Président américain des

accusateurs avait honte de ces procédés; cela est évident dans son "journal personnel" que j'ai lu.

"J'ai eu le privilège d'avoir accès aux "Mémoires" (du juge Jackson) à la Bibliothèque du Congrès... Peu de temps après que Robert H. Jackson ait reçu du Président Truman la tâche de diriger les juges américains, au procès de Nuremberg (mai 1945), il eut connaissance des plans américains sur le bombardement par bombes atomiques, il se trouva mal à l'aise dans la tâche qui lui était confiée : poursuivre, au nom d'une nation, des actes qu'elle a elle-même commis, car il était conscient que les Etats-Unis allaient commettre un crime plus grand encore." (33.9392 et 9394). [1]

Se référant au livre d'Alpheus Thomas Mason sur Harlan Fiske Stone, *Pilier de la loi* (Harlan Fiske Stone était Chief Justice of the Supreme Court of United States), l'avocat Christie cite la page 715 de ce livre, ou Stone écrit au Directeur du magazine *Fortune* que, non seulement il désavoue une telle procédure, mais considère qu'il s'agit d'un "lynchage à grande échelle" (*high-grade lynching party in Nuremberg*). (5. 995-996) p. 716.

Le juge Wennerstrum, de la Cour Suprême des Etats-Unis, Président de l'un des tribunaux (23.5915-5916) fut "si dégoûté de toute l'atmosphère et du comportement des interprètes, avocats, procureurs... qu'il refusa sa nomination et quitta subitement l'Allemagne pour rentrer aux Etats-Unis. Il exposa au *Chicago Daily Tribune* du 23 février 1948 ses objections à l'égard de l'organisation et de la procédure. Il y mentionne particulièrement le climat de haine et le parti pris d'"étrangers qui venaient d'acquérir la nationalité américaine". [2]

"Quant aux principaux accusés : Höss, Streicher, Pohl, ils ont été torturés." (23.5919)

En vertu des statuts de Nuremberg, selon lesquels les rapports des commissions d'enquêtes alliées avaient valeur de preuves, le rapport soviétique sur Katyn, accusant les Allemands du massacre de 11.000 officiers polonais a été accepté comme "preuve authentique", indiscutable, le 8 août 1945, par les vainqueurs.

Source : Document URSS-54, dans le volume 39 du *T.M.I.* (p. 290 . 32)

Le Procureur général soviétique, le Général Rudenko put dire que, d'après l'article 21 du Statut du Tribunal de Nuremberg "il ne saurait faire l'objet de contestation." (XV, p. 300).

Le 13 avril 1990 la presse internationale annonçait que le crime de Katyn avait pour auteur Beria et les autorités soviétiques. Le Professeur Naville, de l'Université de Genève, examinant les cadavres, avait trouvé dans leurs poches des documents de

---

[1] Les références réduites à un nombre renvoient aux minutes du procès de Toronto de 1988, publiées par Barbara Kulaszka, *Did Six Million Really Die ?* Toronto, août 1992.

[2] Dans son livre *The Oranienburg Paradox* (Grosset & Dunlap, 1978, p. 122) le Docteur Goldman précise : "Pendant la guerre, le Congrès mondial juif a mis en place un institut pour les affaires juives à New York. Les directeurs étaient deux grands juristes juifs lithuaniens, Jacob et Nehemiah Robinson. Grâce à leur apport, l'institut a élaboré deux idées totalement révolutionnaires : le tribunal de Nuremberg et les réparations allemandes."

1940 prouvant que l'exécution avait eu lieu à cette date. En 1940 la région de Smolensk était occupée par les soviétiques

* * *

Pour nous en tenir à notre thème: "les mythes fondateurs de l'Etat d'Israël", nous nous attacherons à examiner l'une des contrevérités qui exercent encore, après plus d'un demi-siècle, le plus de ravages dans le monde actuel et pas seulement au Proche-Orient: le mythe des 6 millions de Juifs exterminés devenu un dogme justifiant, sacralisant (comme l'implique le mot même: *Holocauste*) toutes les exactions de l'Etat d'Israël en Palestine, dans tout le Proche-Orient, aux Etats-Unis et, à travers les Etats-Unis, dans toute la politique mondiale, en les plaçant au-dessus de toute loi internationale.

Le Tribunal de Nuremberg a officialisé ce chiffre, qui n'a cessé, depuis lors, de servir à manipuler les opinions publiques, dans la presse, écrite ou parlée, dans la littérature et le cinéma, et jusque dans les manuels scolaires.

Or, ce chiffre ne s'appuie que sur deux témoignages : celui de Höttl et un autre de Wisliceny.

Voici ce que déclara le premier :

"En avril 1944, dit aux juges de Nuremberg, l'Obersturmbannführer Dr Wilhelm Höttl, chef du bureau adjoint de la section IV de l'Office central de sécurité du Reich, le S.S. Obersturmbannführer Adolf Eichmann que je connaissais depuis 1938 eut un entretien avec moi dans mon appartement à Budapest... Il savait qu'il était considéré comme criminel de guerre par les Nations Alliées puisqu'il avait des milliers de vies juives sur la conscience. Je lui demandais combien il y en avait et il me répondit que, bien que le nombre fût un grand secret, il me le dirait parce que des renseignements qu'il possédait, il était arrivé à la conclusion suivante : dans les différents camps d'extermination environ 4 millions de juifs avaient été tués alors et que deux millions avaient trouvé la mort d'une autre manière."

Source : Procès de Nuremberg, tome IV, p. 657.

Et le second :

"Il (Eichmann) disait qu'il sauterait en riant dans la tombe, car l'impression d'avoir cinq millions de personnes sur la conscience serait pour lui la source d'une extraordinaire satisfaction." (*Op. cit.*).

De ces deux témoignages, M. Poliakov lui-même dit :

"Il serait possible d'objecter qu'un chiffre si imparfaitement étayé doit être considéré comme suspect."

Source : *Revue d'Histoire de la seconde guerre mondiale*, oct. 1956.

Le journal yiddish de New York *Der Aufbau* du 30 juin 1965 signale qu'à cette date 3 millions et 375.000 personnes avaient effectué des demandes de "réparation" au titre des dommages subis au temps de la domination d'Hitler.

Ajoutons que le principal témoignage, le plus complet et le plus précis, est celui de Höttl, agent de l'Intelligence Service.

Source : la revue anglaise *Weekend* du 25 janvier 1961, portant sur sa couverture le portrait de Höttl, avec cette légende : "Histoire d'un espion" plus étrange que la fiction : cet ami de dirigeants nazis avait pour patron un homme des services secrets britanniques."

Confirmant les objections des grands juristes de la Cour Suprême des Etats-Unis et de bien d'autres, sur les anomalies juridiques du "Tribunal de Nuremberg" nous donnerons seulement, à titre d'exemples, les violations des règles constantes de la procédure de tout procès véritable :

1 -- L'établissement et la vérification de l'authenticité des textes produits;

2 -- L'analyse de la valeur des témoignages et des conditions dans lesquelles ils furent obtenus;

3 -- L'examen scientifique de l'arme du crime pour établir son fonctionnement et ses effets.

[page 107 à 150]

a) Les textes

Les textes fondamentaux, décisifs pour établir ce que pouvait être "la solution finale" sont d'abord les ordres d'extermination attribués aux plus hauts responsables : Hitler, Goering, Heydrich, Himmler, et les directives données pour leur exécution.

D'abord la directive de Hitler sur l'extermination.

Malgré les efforts des théoriciens du génocide et de l'Holocauste, il n'en fut jamais trouvé aucune trace : Madame Olga Wormser-Migot écrit dès 1968 :

"Pas plus qu'il n'existe d'ordre écrit en clair d'extermination par les gaz à Auschwitz, n'existe d'ordre de les cesser en novembre 1944." Elle précise: "ni au procès de Nuremberg, ni au cours des procès de zone, ni au procès de Höss à Cracovie, d'Eichmann en Israël, ni au procès des commandants de camps, ni de novembre 1966 à août 1975, au procès de Francfort (accusés d'Auschwitz de seconde zone) n'a été produit le fameux ordre signé de Himmler, du 22 novembre 1944, sur la fin de l'extermination des juifs par les gaz, l'ordre de mettre fin à la "Solution finale"."

Source : Olga Wormser-Migot. *Le système concentrationnaire nazi*. PUF, 1968, p. 544 et p. 13.

Le Docteur Kubovy, du "Centre de Documentation" de Tel-Aviv, reconnaît, en 1960: "il n'existe aucun document signé par Hitler, Himmler ou Heydrich parlant d'exterminer les juifs... le mot "extermination" n'apparaît pas dans la lettre de Goering à Heydrich concernant la solution finale de la question juive."

Source : Lucy Dawidowicz, *The War against the Jews* (1975) p. 121.

Après un colloque tenu à la Sorbonne, à Paris, en février 1982, pour combattre les travaux critiques des "révisionnistes", Raymond Aron et François Furet avaient dû déclarer, au cours de la conférence de presse qui suivit la rencontre : "Malgré les recherches les plus érudites, on n'a jamais pu trouver un ordre d'Hitler d'exterminer les Juifs."

En 1981, c'est l'aveu de Laqueur : "Jusqu'à aujourd'hui on n'a pas trouvé d'ordre écrit de Hitler en vue de détruire la communauté juive européenne et, selon toute probabilité, cet ordre n'a jamais été donné".

Source : Walter Laqueur : *The Terrible Secret*, trad. all., Francfort-sur-le-Main., Berlin., Vienne. 1981, p. 190.

Malgré tout cela il s'est trouvé, à l'instigation de Vidal-Naquet et de Léon Poliakov, d'autres historiens pour signer la déclaration suivante :

"[…]Il ne faut pas se demander comment, techniquement, un tel meurtre de masse a été possible. Il a été possible techniquement puisqu'il a eu lieu. Tel est le point de départ obligé de toute enquête historique sur ce sujet. Cette vérité, il nous appartenait de la rappeler simplement : il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de débat sur l'existence des chambres à gaz."

-- Il ne faut pas se demander...

-- le point de départ obligé ...

-- Il ne peut pas y avoir de débat...

Trois interdits, trois tabous, trois limites définitives à la recherche.

Un tel texte marque une date effectivement historique dans l'histoire de l'histoire : le fait qu'il s'agit d'établir est posé, avant toute recherche et toute critique, comme vérité absolue et intangible interdisant, par trois impératifs rédhibitoires, toute recherche et toute critique de ce qui a été une fois, au lendemain d'une victoire, jugé par les vainqueurs.

L'histoire doit pourtant, si elle entend respecter un statut scientifique, être une perpétuelle recherche, remettant en cause même ce que l'on croyait aussi définitivement établi que le postulat d'Euclide ou les lois de Newton.

En voici un exemple notoire :

"Le Comité International d'Auschwitz prévoyait, en novembre 1990, de remplacer la plaque commémorative à Auschwitz, qui indiquait "4 millions de morts" par une autre portant la mention "plus d'un million de morts". Le docteur Maurice Goldstein, Président de ce comité, s'y opposa."

Source : *Le Soir*, Bruxelles, 19-20 octobre 1991, page 16.

En fait, le docteur Goldstein ne contestait nullement la nécessité de changer les anciennes plaques, mais il souhaitait que la nouvelle plaque ne comporte pas de chiffre, tant il savait qu'il serait probablement nécessaire à bref délai de réviser une nouvelle fois à la baisse le chiffre actuellement envisagé.

La plaque, à l'entrée du camp de Birkenau porta donc cette inscription jusqu'en 1994.

"Ici, de 1940 à 1945, quatre millions d'hommes, de femmes et d'enfants ont été torturés et assassinés par les génocides hitlériens."

Grâce à l'action du Comité international du Musée d'Etat que préside l'historien Wladislaw Bartoszewski, et comprenant vingt-six membres de toutes nationalités, le texte a été modifié dans un sens moins éloigné de la vérité :

"Que ce lieu où les nazis ont assassiné un million et demi d'hommes, de femmes, d'enfants, en majorité des juifs de divers pays d'Europe, soit à jamais pour l'humanité un cri de désespoir et un avertissement."

Source : Article de Luc Rosenzweig, dans *Le Monde* du 27 janvier 1995.

Cet exemple montre que l'histoire, pour échapper au terrorisme intellectuel des prédicateurs de la haine, exige une perpétuelle révision. Elle est révisionniste ou bien elle est une propagande déguisée.

Revenons donc à l'histoire proprement dite, critique, "révisionniste", c'est-à-dire fondée sur l'analyse des textes, la vérification des témoignages, les expertises sur l'arme du crime.

Voici d'abord ce qui, dans le programme du Parti national-socialiste, concerne les juifs.

Le problème des juifs est abordé au point 4 du Programme du Parti national-socialiste (N.S.D.A.P.) :

"Seuls peuvent posséder la nationalité allemande ceux qui sont des citoyens à part entière. Et, sont citoyens à part entière ceux qui ont du sang allemand, sans discrimination confessionnelle. Donc, aucun juif ne peut être citoyen à part entière."

Staatsbürger désignait le citoyen et *Volksgenosse* le citoyen à part entière, en tant que membre d'une communauté homogène.

Plus loin nous voyons au point 5 :

"Celui qui ne possède pas la nationalité allemande ne pourra vivre en Allemagne qu'en qualité d'hôte (*Gast*) et devra se soumettre à la législation en vigueur concernant le séjour des étrangers."

Puis, au point 7, il est question de l'interdiction de séjour dans le Reich, dans certaines conditions, de ceux qui ne possèdent pas la nationalité allemande; au point 8, on exige l'arrêt de toute nouvelle immigration de non-Allemands ainsi que l'expulsion immédiate des non-Allemands entrés en Allemagne depuis le 2 août 1914. Ce dernier point est visiblement dirigé contre les juifs de l'Est, qui étaient arrivés en grand nombre dans le Reich pendant et après le Première Guerre mondiale.

Le point 23 aborde également ce problème : il stipule que les juifs n'auront pas le droit de travailler dans la presse, et le point 24 affirme que le Parti lutte contre l'"esprit matérialiste juif".

a -- Les ordres d'Hitler sur l'extermination des juifs

Dans son livre *La Destruction des juifs d'Europe* Raul Hilberg, en 1961 dans la première édition, écrit qu'il y eut deux ordres d'extermination donnés par Hitler: l'un au printemps de 1941 (entrée en Russie) et l'autre quelques mois plus tard.

Mais en 1985 "dans la deuxième édition, révisée, toutes les référence aux ordres ou aux décisions d'Hitler concourant à la "solution finale" ont été systématiquement supprimées"

Source : "The Revised Hilberg". *Simon Wiesenthal Annal* (Vol, 3, 1986, p. 294)

L'édition de 1961, indiquait, à la page 171 : "Comment apparut la phase décrétant la mort? Essentiellement par deux décisions d'Hitler. Un ordre a été donné au printemps de 1941."

Dans quels termes ces ordres ont-ils été donnés ?

Hilberg : "Selon le Général Jodl, qui écrivit le document que je cite, les termes étaient les suivants : Adolf Hitler a dit qu'il voulait que les commissaires bolcheviks juifs soient liquidés. C'est le premier point... Tel était le contenu de l'ordre décrit par le Général Jodl." (4-82)

Hilberg : "L'ordre était oral."

Ainsi : Hilberg a dit que le Général Jodl avait dit qu'Hitler avait dit...!

Dès ses premières diatribes antisémites et dans "Mein Kampf", Hitler proclame sa volonté d'expulser les juifs d'Allemagne. Nous ne retiendrons désormais des textes allemands que ceux employant l'expression "solution finale" afin d'en obtenir une définition précise.

Le 24 juin 1940, après la victoire sur la France, Heydrich évoque dans une lettre à Ribbentrop, Ministre des finances, "une solution finale territoriale" ("*Eine territoriale Endlösung*").

Source : Gerald Flemming. *Hitler und die Endlösung.* Wiesbaden-Munich. 1982. p. 56.

Créer, hors de l'Europe, une "réserve" juive, et Ribbentrop suggère alors le "projet Madagascar".

En juillet 1940, le responsable aux affaires juives, Franz Rademacher, résume ainsi cette directive : "Tous les juifs hors d'Europe !"

Source : Joseph Billig. *La Solution finale de la question juive.* Paris, 1977, p. 58.

Cette "solution finale territoriale" répondait en effet à la situation nouvelle de l'Allemagne dominant désormais l'Europe : il ne suffisait plus d'expulser les juifs d'Allemagne.

Le responsable de ce projet de "solution finale" par la déportation de tous les juifs de l'Europe à Madagascar, Rademacher, fait observer que la réalisation exigera quatre ans et, au chapitre "Financement", il indique "La réalisation de la solution finale (*Endlösung*) proposée exige des moyens considérables."

Source : N.G. 2586.

b -- Lettre de Goering à Heydrich du 31 juillet 1941

Heydrich demande à Goering : "En 1939, vous m'avez donné l'ordre de prendre des mesures concernant la question juive. Dois-je maintenant étendre la tâche que vous m'avez confiée alors aux nouveaux territoires dont nous nous sommes emparés en Russie...?"

Là encore, rien sur l'assassinat des juifs. Il s'agit seulement de leur transfert géographique, tenant simplement compte des conditions nouvelles (33.93739374). [1]

La seule "solution finale" consistait donc à vider l'Europe de ses juifs en les éloignant toujours plus jusqu'à ce que la guerre (à supposer qu'on la gagne), permette de les mettre tous dans un ghetto extérieur à l'Europe (comme le projet de Madagascar en avait été la première suggestion).

L'hypothèse du langage codé et secret est insoutenable [2] car, pour d'autres crimes, les documents existent en clair : l'euthanasie, l'ordre de tuer les commandos britanniques, de lyncher les aviateurs américains, d'exterminer la population mâle de Stalingrad si on l'occupait. "Pour tous ces crimes les documents sont là. Alors que dans ce seul cas il n'y a rien, ni les originaux, ni les copies", ni, ajoutons-le, les directives ou les commandes nécessaires à l'exécution de si vastes directives. (33.9375- 9376).

"En janvier 1942 Reinhard Heydrich, chef de la Gestapo, avait informé les dirigeants de Berlin que le Führer avait décidé l'évacuation de tous les juifs vers les territoires de

---

[1] Référence aux minutes du Procès de Toronto de 1988. (rappel)

[2] Elle permet en effet de faire dire n'importe quoi à n'importe quoi. Pendant l'occupation, un message codé de Londres, par exemple : "N'oublie pas le rendez-vous avec Marguerite" pouvait signifier : "Faites sauter tel pont"

l'Est, remplaçant ainsi la déportation au-delà des mers antérieurement projetée." (34-9544).

Dans une note qui circula en mars 1942, dans le bureau de Heydrich les ministres étaient informés que les juifs d'Europe devaient être concentrés à l'Est "en attendant qu'après la guerre ils puissent être envoyés dans un territoire éloigné, tel que Madagascar, qui serait leur foyer national.." (34- 9545 -- 9546).

Poliakov note : "Jusqu'à son abandon le "Plan Madagascar" fut parfois désigné par les dirigeants allemands sous le nom de "solution finale" de la "question juive"".

Source : Poliakov. *Le Procès de Jérusalem* Paris. 1963, p. 152.

Pour maintenir à tout prix la thèse de l'extermination physique, il fallut donc trouver un subterfuge : "Solution finale du problème juif fut une des phrases conventionnelles pour désigner le plan hitlérien d'extermination des juifs européens."

Source: Gerald Reitlinger. *La Solution finale,* p. 19.

Il n'est d'ailleurs donné aucune justification à cette hypothèse d'un langage codé, qui permettait de faire dire ce que l'on veut à n'importe quel document. En voici 2 exemples:

Le premier, la lettre de Goering du 31 juillet 1941 (un mois après la lettre d'Heydrich citée plus haut, la signification des mots aurait brusquement changé !).

Par cette lettre Goering complète ses directives à Heydrich: "En complément de la tâche qui vous a été assignée par décret du 24-1-1939, à savoir, d'obtenir pour la question juive par la voie de l'émigration et de l'évacuation la solution la plus avantageuse possible eu égard aux circonstances, je vous charge par la présente de procéder à tous les préparatifs nécessaires... pour aboutir à une solution d'ensemble (Gesamtlösung) de la question juive dans la zone d'influence allemande en Europe.... Je vous charge de soumettre rapidement un projet d'ensemble (*Gesamtentwurf*) portant sur les mesures d'organisation et les dispositions concrètes et matérielles pour réaliser la solution finale à laquelle nous aspirons de la question juive. (*Endlösung der Judenfrage*.)"

Source : Hilberg (*op. cit.*) 2e édition p. 401 (N.G. 2586 -- E. P. S. 710)

Il est significatif que, citant ce document (à la page 108 de son livre), Reitlinger coupe le début concernant l'émigration et l'évacuation, alors que cette lettre prescrit une nouvelle extension des mesures d'évacuation prises "eu égard aux circonstances" au temps où Hitler ne dominait que la Pologne en janvier 1939 et même pas encore la France, alors qu'en juillet 1941 il domine toute l'Europe.

La signification du texte de Goering est pourtant parfaitement claire dès le premier paragraphe : la politique d'émigration ou d'évacuation des juifs, pratiquée jusque là en Allemagne, doit s'étendre désormais, en raison des conquêtes nouvelles, à toutes les zones sous domination allemande en Europe. La "solution d'ensemble" tient compte de la situation nouvelle. Elle ne pourra être une "solution finale" qu'après la fin de la

guerre, où, en cas de victoire totale en Europe, y compris en Russie, une évacuation finale, en Afrique ou ailleurs, permettra, selon l'objectif constant d'Hitler "de vider l'Europe de ses juifs".

En résumé, la directive de Goering à Heydrich, à moins de vouloir arbitrairement l'interpréter en fonction d'un schéma préconçu, ne fait qu'appliquer à l'Europe ce qui, jusque là, ne pouvait être appliqué qu'en Allemagne. Objectif sans aucun doute inhumain et criminel, mais qui ne comporte à aucun moment l'idée "d'extermination" que lui prête le Procureur de Nuremberg, Robert M.W. Kempner en déclarant : "Par ces lignes, Heydrich et ses collaborateurs étaient officiellement chargés du meurtre légal (des juifs)".

Goering, ayant protesté contre la traduction anglaise du mot allemand "*Gesamtlösung*" (solution d'ensemble) par "solution finale" (*Endlösung*), amena le Procureur Jackson à reconnaître la falsification et à rétablir l'expression véritable.

Source : I.M.T., IX, 575.

Dès le 24 juin 1940 Heydrich avait informé Ribbentrop de son désir de réaliser au plus tôt la solution finale. Il écrivait :

"Le problème global posé par la présence actuelle de quelques 3 millions 1/4 de juifs sur les territoires placés aujourd'hui sous la souveraineté allemande ne peut plus être résolu par l'émigration: une solution finale territoriale devient dès lors nécessaire."

Source : Pièce justificative n· 464 du procès d'Eichmann à Jérusalem.

A la même époque Himmler avait adressé à Hitler un mémoire dont la conclusion était : "J'espère voir le question juive définitivement réglée grâce à l'émigration de tous les juifs vers l'Afrique ou dans une colonie."

Source : *Vierteljahreshefte*, 1957, 197.

Hitler se rallia à cette suggestion puisque le 10 février 1942, le responsable de la "Deutschland III", au Ministère des Affaires étrangères, Rademacher écrivait, dans une lettre officielle :

"Entre-temps, la guerre contre l'Union Soviétique nous a permis de disposer de nouveaux territoires pour la solution finale. En conséquence, le Führer a décidé de déplacer les juifs non pas vers Madagascar, mais vers l'Est. Ainsi, il n'est plus besoin d'envisager Madagascar pour la solution finale."

Source : Document N.G. 3933, du procès de la Wilhelmstrasse, cité par Reitlinger. *The Final solution* p. 79, où il "interprète" encore au sens de "fiction" ou "camouflage" sans en donner la moindre justification.

L'expression originale est en réalité *die Gesamtlösung der Judenfrage* ou la solution d'ensemble totale sur laquelle il n'y aurait plus à revenir. Mais Goering, qui l'employa pour la première fois dans le 1er paragraphe d'une lettre en date du 31-7-1941 par laquelle il donnait à Heydrich l'ordre de la préparer (P.S. 710 T. XXVI, p. 266)

employa dans le dernier paragraphe l'expression *die Endlösung der Judenfrage* et, dans l'usage, ce fut celle-ci qui prévalut, mais dans le même sens et non pas dans celui de liquidation du problème par la liquidation de ceux qui en faisaient l'objet. Pris en flagrant délit de traduction tendancieuse par Goering lui-même, à Nuremberg le 20 mars 1946, le juge Jackson fut bien obligé d'en convenir (T. IX, p. 552). Mais, de cet incident, qui détruisait toute une théorie, la presse ne souffla mot.

Le deuxième exemple de ce changement arbitraire du sens des mots pour justifier une thèse est celui de la conférence du "Grand Wannsee", tenue à Berlin le 20 janvier 1942.

Dès le début de la conférence Heydrich rappelle qu'il vient d'être nommé "*a*u poste de responsable chargé de la préparation de la solution finale de la question juive en Europe" (*Endlösung der europäischen Judenfrage*)... "Il sera désormais responsable de l'ensemble des mesures nécessaires à la solution finale de la question juive **sans considération de limites géographiques**" (souligné par moi R. G.).

Heydrich résume ensuite la politique anti-juive menée jusque là :

a/ Le refoulement des juifs hors des sphères vitales au peuple allemand.

b/ Le refoulement des juifs hors de l'espace vital du peuple allemand.

Du fait de l'avancée foudroyante de l'armée allemande sur le front de l'Est (Union Soviétique), Heydrich poursuit donc, en fonction de cette situation nouvelle : "Avec l'autorisation préalable du Führer, l'émigration a laissé place à une autre possibilité de solution : **l'évacuation des juifs vers l'Est**" (souligné par moi : R. G.).

"On ne saurait cependant considérer ces actions que comme des palliatifs, mais les expériences pratiques déjà recueillies en ce domaine sont d'une importance significative pour la future solution finale de la question juive."

Source : N.G. 2586 G.

Cette solution définitive ne pouvait en effet être réalisée qu'après la guerre et cette solution est toujours cherchée dans la même voie : l'expulsion de tous les juifs d'Europe. C'est ce que dit expressément Hitler à l'ambassadeur à Paris, Abetz : le Führer lui dit qu'il avait l'intention d'évacuer tous les juifs d'Europe après la guerre.

Source : *Documents on German Foreign Policy*, 1918-1945. Series D. Vol. X. p. 484.

Le texte de Wannsee (20 janvier 1942)

"Au cours de la solution finale les juifs seraient acheminés sous direction appropriée vers l'Est pour utiliser leur travail. Ils seront séparés selon les sexes. Les juifs capables de travailler seront conduits en grosses colonnes dans les régions de grands travaux pour construire des routes, et par conséquent sans aucun doute, un grand nombre succombera par sélection naturelle.

Ceux qui finalement resteront, qui, sans aucun doute, constituent l'élément le plus robuste, devront être traités en conséquence car ils représentent une sélection naturelle dont la libération doit être considérée comme la cellule germinale d'un nouveau développement juif. (comme le montre l'expérience de l'histoire...)" (13-3133).

Irving : "J'ai lu les comptes-rendus du procès de la Wilhelm Strasse, le second, après celui de Nuremberg. Il y en eut ensuite douze. Aucun d'entre eux n'apporte le témoignage selon lequel on avait, à la conférence de Wannsee, discuté de la liquidation des juifs." (33-9372 -- 9373)

Le Protocole de Wannsee est le compte rendu d'une conférence qui eut lieu le 20 janvier 1942 et à laquelle participèrent les Secrétaires d'Etat administrativement intéressés à la solution de la question juive et les chefs des services chargés de l'exécution. Il s'agit là d'un texte où il n'est pas question de chambre à gaz ni d'extermination, mais seulement de transfert de juifs dans l'Est européen.

Ce compte rendu présente d'ailleurs toutes les caractéristiques d'un document apocryphe, si on s'en rapporte à la photocopie qui en a été publiée dans le livre de M. Robert N. W. Kempner, *Eichmann und Komplizen*, p. 132 et suivantes (Europa Verlag 1961) : pas de cachet, pas de date, pas de signature, caractères de machine à écrire normaux sur un papier de format réduit, etc...

De toutes façons, il n'y est pas question de chambres à gaz.

Dans les versions françaises qui en ont été données, on a par exemple traduit "*die Zurückdrängung der Juden aus dem Lebensraum des deutschen Volkes*" par "l'élimination des Juifs de l'espace vital du peuple allemand" en donnant dans le commentaire, au mot "élimination" le sens de "extermination" alors qu'il s'agit du "refoulement des Juifs hors de l'espace vital du peuple allemand". On a procédé de même en anglais et en russe.

Cependant, pour exprimer leur décision de refouler les Juifs hors de ce qu'ils appelaient leur espace vital, les Allemands employèrent plus volontiers d'autres expressions de même sens, comme *Ausschaltung* (exclusion, éviction, élimination) ou surtout *Ausrottung* (extirpation, déracinement). C'est ce dernier mot qui a été traduit par extermination qui, en allemand se dit *Vernichtung*. Exemple : dans son discours de Posen devant les Obergruppenführer (généraux de division des Waffen SS) le 4 octobre 1943, Himmler a dit : "*Ich meine jetzt die Judenevakuierung, die Ausrottung des jüdischen Volkes... Das jüdische Volk wird ausgerotten. etc...*". Précisant sa pensée dans la phrase suivante, il emploie le mot *Ausschaltung...* (P.S. 1919, T. XXIX p. 145). Autrement dit : "Je pense maintenant à l'évacuation des Juifs, a l'extirpation du peuple juif, *etc...*" Mais dans le "Dossier Eichmann" M. Billig traduit : "J'entends par là l'évacuation des Juifs, l'extermination du peuple juif" (p. 55) et "évacuation des Juifs, c'est-à-dire extermination" (p. 47).

Autre exemple : Dans une note du 16 décembre 1941, sur un de ses entretiens avec Hitler (P. S. 1517, T. XXVII, p. 270) Rosenberg emploie l'expression "Ausrottung des Judentums". A l'audience du 17 avril 1946, l'Avocat général américain Dodd traduit "*Extermination des Juifs"* (Tome XI, p. 562). Rosenberg protesta en vain. Mais, dans les discours des nazis, l'expression "*Ausrottung des Christentums*" qui revient

souvent, est chaque fois traduite par "*extirpation du Christianisme de la culture allemande*" (Cf. *Revue d'Histoire de la Seconde guerre mondiale*, 1er octobre 1958, p. 62). C'est seulement quand il s'agit du judaïsme (*Judentum*) ou du peuple juif (*das jüdische Volk*) que le mot *Ausrottung* signifierait extermination et s'appliquerait, non pas à l'entité elle-même, mais à tous les individus qui la compose..

La conférence de Wannsee, du 20 janvier 1942, où l'on a prétendu, pendant plus d'un tiers de siècle, qu'y avait été prise la décision "d'exterminer" les Juifs européens, disparaît, à partir de 1984, de la littérature même des plus farouches ennemis des "révisionnistes". Sur ce point ils avaient dû, eux aussi, "réviser" leur histoire : c'était au Congrès de Stuttgart de mai 1984, où cette "interprétation" fut explicitement abandonnée.

Source : Eberhard Jaeckel et Jurgen Rohwer. *Der Mord an den Juden im Zweiten Weltkrieg* ("Le meurtre des juifs pendant la deuxième guerre mondiale"). D.V.A. 1985 p. 67.

En 1992, Yehuda Bauer écrit dans "*The Canadian Jewish News*" du 30 janvier que cette interprétation de Wannsee est "stupide" *(silly)*.

Enfin le plus récent porte-parole des historiens orthodoxes antirévisionnistes, le pharmacien Jean-Claude Pressac, confirme cette nouvelle révision de l'orthodoxie. Il écrit, à la page 35 de son livre : *Les Crématoires d'Auschwitz*, CNRS éditions, Paris 1993 :

"Le 20 janvier, se tenait à Berlin la conférence dite de Wannsee. Si une action de "refoulement" des Juifs vers l'Est fut bien prévue avec l'évocation d'une élimination "naturelle" par le travail, personne ne parla alors de liquidation industrielle. Dans les jours et les semaines qui suivirent, la Bauleitung d'Auschwitz ne reçut ni appel, ni télégramme, ni lettre réclamant l'étude d'une installation adaptée à cette fin."

Et même, dans sa "Chronologie récapitulative" il indique, à la date du 20 janvier 1942 : "Conférence de Wannsee sur le refoulement des Juifs vers l'Est." (p. 114)

L'extermination a été révisée : il s'agit de refoulement.

Il est également remarquable que, dans tout ce livre qui se donne pour objectif de "prouver" la thèse de l'extermination il n'est pas question non plus du document qui, après celui de Wannsee, était, disait-on, le plus décisif : la lettre de Goering à Heydrich du 31 juillet 1941 dans laquelle on affirmait que solution finale signifiait extermination, et non pas transfert hors d'Europe.

* * *

L'avocat Christie, le défenseur d'Ernst Zündel au procès de Toronto, cite la page 651 du livre d'Hilberg où il est écrit: "En novembre 1944 Himmler a décidé que pour toutes sortes de raisons pratiques, la question juive était résolue. Le 25 du même mois il ordonna le démantèlement de toutes les installations de mort."

Source : Témoignage de Kurt Becher. 8 mars 1946. P.S. 3762.

Hilberg reconnaît que ce n'était pas un ordre de Himmler (4-861 à 864) : "Becher l'a présenté probablement de mémoire dans son témoignage. Il n'avait donc pas besoin d'user du langage exact employé par Himmler."

Une fois de plus Hilberg dit que Becher a dit, qu'Himmler avait dit... (4.867)

Que la "solution finale" du problème juif ne trouvera sa solution qu'après la guerre, c'est ce dont témoigne aussi le "Dossier brun" (*Braun Mappe*) de l'été 1941. Le paragraphe intitulé "Directives pour la solution de la question juive" précise: "Toutes les mesures concernant la question juive dans les territoires occupés de l'Est ne devant être prises qu'après la guerre, la question juive trouvera en Europe une solution générale."

Source : P.S. 702. Henri Monneray. *La persécution des juifs dans les pays de l'Est présentée à Nuremberg*. C.D.J.C. 1949.

Cette mise au point ne comporte aucune atténuation des crimes d'Hitler, mais simplement le rappel d'une évidence qui n'a pas échappé même aux plus acharnés partisans de la thèse de l'extermination : Hitler, dans les deux dernières années de la guerre, après Stalingrad, est aux abois : les alliés détruisent, par leurs bombardements, ses centres de production de guerre, désorganisent ses transports.

Il est acculé à mobiliser des effectifs nouveaux en dégarnissant ses usines, et il n'aurait eu que cette obsession fatale pour son effort de guerre, d'exterminer ses prisonniers et ses juifs, au lieu de les employer, fût-ce dans des conditions inhumaines, à travailler dans ses chantiers. Poliakov lui-même, dans son *Bréviaire de la haine* (p. 3) souligne cette contradiction absurde : "Il est tellement plus économique de les affecter aux travaux les plus durs, les parquant, par exemple, dans une réserve."

Mme Hannah Arendt montre aussi ce qu'avait de démentiel une telle opération : "Les nazis poussèrent carrément l'inutile jusqu'au nuisible quand, en pleine guerre, et malgré la pénurie de matériaux de construction et de matériel roulant, ils dressèrent d'énormes et coûteuses entreprises d'extermination et organisèrent le transport de millions de gens... la contradiction manifeste entre cette façon d'agir et les impératifs militaires donne à toute l'entreprise un air fou et chimérique."

Source : Hannah Arendt. *Le système totalitaire*. Paris, 1972, p. 182.

Ce qui est encore plus étrange, c'est que des esprits aussi subtils que ceux de Poliakov ou de Hannah Arendt, aient été à ce point obnubilés par leurs *a priori*, qu'ils n'aient pas mis en cause leurs hypothèses surréalistes et recouru aux documents et aux faits.

A Auschwitz-Birkenau, se trouvaient des implantations puissantes de IG Farben-industrie (chimiques), de Siemens (transports), de Portland (construction). A Monovitz (l'un des camps annexes d'Auschwitz) travaillaient 10.000 détenus, 100.000 ouvriers civils, et 1.000 prisonniers de guerre britanniques.

Source : *German crimes in Poland*. Varsovie, 1946, I. p. 37.

De 1942 à 1944, sur les 39 camps satellites d'Auschwitz, 31 utilisaient les détenus comme main d'œuvre et 19 d'entre eux employaient une majorité de juifs.

Le 25 janvier 1942, Himmler adressait la directive suivante à l'inspecteur général des camps de concentration : "Préparez-vous à accueillir 100.000 juifs... D'importantes tâches économiques seront confiées aux camps de concentration dans les prochaines semaines."

Source : N.O. 020 -- a.

En mai 44 Hitler ordonna d'utiliser 200.000 juifs comme ouvriers dans le programme de construction Jager et de l'organisation Todt.

Un ordre du S.S.W.V.H.A. du 18 novembre 1943 attribuait une prime aux détenus -- même juifs -- qui se seraient distingués au travail.

Source : Cahiers du Musée d'Auschwitz, 6 -- 1962, p. 78.

Il ne s'agit donc là de rien de "fou ou de chimérique", mais au contraire d'un réalisme implacable. Mais surtout cela constitue une réfutation supplémentaire des thèses "exterminationnistes".

b) Les témoignages

Au procès d'Auschwitz, qui eut lieu à Francfort, du 20 décembre 1963 au 20 août 1965, dans un vaste théâtre, comme il convient à une opération politique à grand spectacle, la formidable mise en scène judiciaire ne put éviter que dans l'exposé des motifs de son verdict, la Cour d'Assises fut amenée à reconnaître qu'elle disposait d'éléments dérisoires pour étayer son jugement.

"Il manqua à la Cour presque tous les moyens d'information dont on dispose dans un procès criminel ordinaire pour se composer une image fidèle des faits, tels qu'ils se sont réellement produits au moment du meurtre. Il manquait les cadavres des victimes, les rapports d'autopsie, les conclusions des experts sur la cause du décès; il manquait les traces laissées par les coupables, les armes du crime, etc... La vérification des témoignages ne fut possible que dans de rares cas."

Source : Page 109 de l'exposé des motifs du verdict.

L'arme du crime, c'était pourtant, selon les accusateurs, les "chambres à gaz". Et voici que les juges n'en trouvaient pas de "trace” !

Il suffisait sans doute que le fait soit de "notoriété publique". Comme au temps du procès des sorcières, nul n'aurait osé mettre en doute leur "commerce charnel" avec le diable sans risquer d'aller soi-même au bûcher.

Jusqu'en 1757, il était de notoriété publique que le soleil tournait autour de la terre. C'était un fait d'évidence.

L'historien Seignobos soulignait que si la vérité d'un fait devait être consacrée parle nombre des témoignages qui l'attestent, l'existence du diable au Moyen Age serait mieux fondée que celle de n'importe quel personnage historique.

L'un des juristes envoyés par les Etats-Unis à Dachau devenu un camp américain et un centre de "procès contre les crimes de guerre", Stephen S. Pinter écrit :

"J'ai vécu à Dachau pendant 17 mois après la guerre comme juge militaire des Etats-Unis, et je puis témoigner qu'il n'y eut pas de chambre à gaz à Dachau. Ce que l'on montre aux visiteurs est présenté de manière erronée comme une chambre à gaz, étant un four crématoire. Il n'y eut également aucune chambre à gaz dans les camps de concentration en Allemagne. On nous a dit qu'il y avait une chambre à gaz à Auschwitz, mais comme Auschwitz était dans la zone russe, nous n'avions pas, de la part des Russes, la permission de visiter... L'on faisait ainsi usage du vieux mythe de propagande selon lequel des millions de juifs ont été tués. Je peux affirmer, après 6 ans d'après-guerre passés en Allemagne et en Autriche, qu'il y eut beaucoup de juifs tués, mais que le nombre de 1 million ne fut certainement jamais atteint, et je me crois plus qualifié que quiconque à ce sujet."

Source : Lettre de Pinter à l'hebdomadaire catholique *Our Sunday visitor*, 14 juin 1959, p. 15.

A défaut de preuves écrites, de documents irrécusables, le Tribunal de Nuremberg dut, comme toute la littérature romancée et les films ultérieurs, se fonder sur des "témoignages".

Les rescapés, appelés comme témoins, et qui ont authentifié l'existence de "chambres à gaz", l'ont fait non d'après ce qu'ils avaient vu, mais d'après ce qu'ils avaient "entendu dire".

Un exemple typique et illustre est celui du Docteur Benedict Kautzsky, qui succéda à son père à la direction du Parti social -- démocrate autrichien.

Après avoir déclaré qu'à Auschwitz le maximum de survie était de trois mois (alors qu'il y fut détenu lui-même pendant 3 années), il écrit son livre : *Teufel und Verdammt* ("Le diable et le damné"), publié en Suisse en 1946, à propos des "chambres à gaz” : "Je ne les ai pas vues moi-même, mais leur existence m'a été affirmée par tant de gens dignes de foi."

Quelques uns furent tenus pour fondamentaux, notamment ceux de Rudolf Höss, de Sauckel et celui de Nyiszli, *Médecin à Auschwitz*.

Le témoin-clé, qui se révéla le témoin parfait pour "prouver" la thèse des vainqueurs, déguisés en toges de juges, fut Rudolf Höss, ancien commandant du camp d'Auschwitz.

Le résumé qu'il donne, dès son arrestation, et qui devient le synopsis de ses dépositions à Nuremberg, répondait à tout ce que le Tribunal attendait de lui.

Voici sa déclaration, faite sous serment et signée par Rudolf Höss le 5 avril 1946.

"J'ai commandé Auschwitz jusqu'au 1er décembre 1943 et j'estime, qu'au moins 2.500.000 victimes y ont été exécutées et exterminées par gazage et crémation, et qu'au moins un autre demi-million y ont succombé à la faim et à la maladie, ce qui fait un total de morts d'environ 3.000.000, La "solution finale" de la question juive signifiait l'extermination de tous les juifs d'Europe. J'ai reçu l'ordre de préparer l'extermination à Auschwitz en juin 1941. A cette époque il y avait déjà trois autres camps d'extermination dans le gouvernement général : Belzec, Treblinka, Wolzek."

L'on ne saurait imaginer plus parfaite confirmation des thèses que l'on allait vulgariser dans les médias pendant un demi-siècle.

Et pourtant, dans ce texte même se trouvaient déjà 3 contre-vérités manifestes :

1 -- Le nombre de 3 millions de morts à Auschwitz, nécessaire pour justifier le nombre total des victimes juives (6 millions), chiffre officiel proclamé d'entrée de jeu à Nuremberg et qui n'a cessé d'être le leitmotiv de l'histoire officielle et des médias depuis lors, doit être réduit au moins des 2/3 comme le prouve la nouvelle plaque commémorative d'Auschwitz-Birkenau qui a remplacé le chiffre de 4 millions par : un peu plus d'un million.

2 -- Les camps de Belzec et de Treblinka n'existaient pas en 1941. Ils ne furent ouverts qu'en 1942.

3 -- Quant au camp de Wolzek, il n'a jamais existé sur aucune carte.

Comment a-t-on pu enregistrer, sans vérification préalable, ce "témoignage capital” ?

Höss lui-même l’explique : les premières déclarations furent écrites sous le contrôle des autorités polonaises qui l'avaient arrêté.

Le livre intitulé : *Commandant à Auschwitz : l'autobiographie de Rudolf Höss,* indique p. 174 :

"Lors de mon premier interrogatoire, les aveux ont été obtenus en me battant. Je ne sais pas ce qu'il y a dans ce rapport bien que je l'ai signé." (5.956).

(Une note en bas de page : un document dactylographié de 8 pages a été signé par Höss à 2 heures 30 du matin le 14 mars 1946. Il ne diffère pas essentiellement de ce qu'il a depuis lors dit et écrit à Nuremberg ou à Cracovie.)

Höss décrit lui-même, dans ses notes manuscrites de Cracovie, les circonstances du premier interrogatoire que lui fit subir la police militaire britannique.

"J'ai été arrêté le 11 mars 1946 à 23 heures... La Field Security Police m'a fait subir de pénibles traitements. On m'a traîné jusqu'à Heide, justement dans la caserne d'où, huit mois auparavant, j'avais été relâché par les Anglais. C'est là que se place mon premier interrogatoire, pour lequel on employa des arguments frappants. Je ne sais pas le contenu du procès-verbal, bien que je l'aie signé. Tant d'alcool et de coups de cravache, c'était trop, même pour moi... Quelques jours après, je fus amené à Minden-

sur-Weser, principal centre d'interrogatoire de la zone britannique. Là, on me traita plus mal encore, aux mains d'un procureur public, un commandant."

Source : Document NO -- 1210.

C'est seulement en 1983 que l'on eut la confirmation des tortures infligées à Rudolf Höss pour en obtenir les "preuves" des "2 millions et demi" de juifs exterminés par lui, donc dès 1943, à Auschwitz.

Le livre est écrit par Ruppert Butler sous le titre : *Legions of Death* ("Les légions de la mort") (Ed. Hamlyn Paperbacks). Il y apporte le témoignage de Bernard Clarke (celui qui a arrêté Rudolf Höss après avoir obtenu de son épouse, sous menace de mort d'elle-même et de ses enfants, l'adresse de la ferme où il se cachait, et où il l'arrêta le 11 mars 1946). Butler raconte qu'il fallut trois jours de tortures pour obtenir une "déclaration cohérente" (celle que nous venons de citer, signée le 14 mars 1946 à 2 heures du matin).

Dès son arrestation il fut battu au point que "en fin de compte l'officier de santé intervint avec insistance auprès du capitaine : dites-lui d'arrêter ou c'est un cadavre que vous ramènerez."

Il est à noter que Butler, comme son interlocuteur Clarke, paraissaient très satisfaits de ces actes de torture.

La commission d'enquête américaine composée des juges Van Roden et Simpson, qui fut envoyée en Allemagne en 1948 pour enquêter sur les irrégularités commises par le Tribunal militaire américain de Dachau -- qui avait jugé 1.500 prisonniers Allemands, et condamné 420 à mort -- établit que les accusés avaient été soumis à des tortures physiques et psychiques de toute sorte afin de les forcer à faire les "confessions" désirées.

Ainsi, dans 137 cas sur les 139 examinés, les prisonniers allemands avaient reçu, au cours des interrogatoires, des coups de pied dans les testicules qui leur avaient laissé des blessures inguérissables.

Source : Interview du Juge Edward L. Van Roden à la revue *The Progressive*, de février 1949.

Procès d'Auschwitz

Le sort du principal accusé, le dernier commandant d'Auschwitz Richard Baer, qui devait mourir avant le début du procès, est particulièrement digne d'intérêt. Il fut arrêté en décembre 1960 aux environs de Hambourg où il vivait comme ouvrier forestier. En juin 1963, il mourut en prison dans des circonstances mystérieuses.

Selon plusieurs sources, qui ont elles-mêmes pour origine des comptes rendus de presse français, Baer, au cours de sa détention préventive, avait obstinément refusé de

confirmer l'existence de chambres à gaz dans le secteur placé autrefois sous sa responsabilité.

Source : Hermann Langbein, *Der Auschwitz-Prozeß* Europäische Verlagsanstalt, Francfort. 1965.

Le rapport d'autopsie de l'Institut médico-légal de l'Université de Francfort dit que "l'ingestion d'un poison inodore et non corrosif... n'a pu être exclue"

L'avocat de Nuremberg, Eberhard Engelhardt, cite ce passage du rapport d'autopsie dans une lettre adressée au Parquet de Francfort le 12 novembre 1973 et affirme que Baer a été empoisonné pendant l'enquête.

Deuxième exemple: le rapport Gerstein, officier de la Waffen SS, si visiblement aberrant qu'il fut refusé comme preuve par le Tribunal militaire de Nuremberg le 30 janvier 1946, puis partiellement utilisé par le procureur Français Dubost, pour les factures de Zyklon B qui y étaient annexées. mais utilisé au procès d'Eichmam à Jérusalem en 1961.

Selon ce "témoin" le nombre des victimes (60.000 par jour en 3 camps : Belzec, Treblinka et Sobibor) s'élevait à 25 millions de victimes !

Source : Cote P.S. 1553.

Il a en outre vu 700 à 800 personnes entassées, debout dans une pièce de 25 mètres carrés (plus de 28 par mètres carrés !).

Roques soutint une thèse démontrant l'inconsistance du "rapport Gerstein", qui obtint la mention "très bien". Alain Decaux, dans *Le Matin de Paris*, du 13 septembre 1986, écrivait que "tous les chercheurs devraient désormais tenir compte de ces travaux" ajoutant que le Professeur Roques était "l'homme le mieux informé actuellement sur l'affaire Gerstein."

On rechercha donc des motifs administratifs. Ayant préparé sa thèse à Paris sous la direction du Professeur Rougeot et la soutenance de thèse ayant été transférée à Nantes, sous la direction du professeur Rivière, de façon parfaitement régulière, il n'aurait pas payé son inscription à la faculté des lettres de Nantes! C'est ainsi que Henri Roques se vit retirer le titre de docteur.

Troisième exemple: pour nous en tenir aux "témoins" les plus célèbres: Le Docteur Miklos Nyiszli, médecin hongrois déporté qui écrivit *Médecin à Auschwitz*, (publié dès 1953 par Jean-Paul Sartre dans *Les Temps Modernes*, traduit par Tibère Kremer, Julliard, 1961).

Exemple: les chambres à gaz, nous dit Miklos Nyiszli ont 200 m. de long et le document produit à Nuremberg nous dit qu'elles ont, soit 210 m2, soit 400 m2, soit 580 m2 de superficie; cela fait des largeurs respectives de 1m. 05, 2 m. ou 2 m. 90. Cela tient d'autant moins que 3.000 personnes y entrent et y circulent aisément, qu'il y a des colonnes au milieu et des bancs de chaque côté.

Il est significatif que l'*Encyclopaedia Judaica* (1971) et l'*Encyclopaedia of the Holocaust* (1990) ne mentionnent même pas cette œuvre dont elles mesurent sans doute le discrédit qui y est attaché depuis la critique qu'en fit Paul Rassinier.

Sa première affirmation est que, lorsqu'il est arrivé au camp (fin mai 1944) les exterminations par le gaz duraient depuis 4 ans. Or, le document de Nuremberg (N.O. 4.401) indique que les commandes des crématoires n'ont été faites qu'en août 1942 et le document 4.463, qu'elles n'ont été prêtes que le 20 février 1943.

En août 1960, l'Institut d'Histoire Contemporaine (Institut für Zeitgeschichte) de Munich communiquait à la presse :

"Les chambres à gaz de Dachau n'ont jamais été terminées ni mises en action... Les exterminations massives de Juifs par les gaz ont commencé en 1941-42 et seulement en peu d'endroits de la Pologne occupée, au moyen d'installations techniques prévues à cette fin, mais en aucun cas sur le territoire allemand"

Source : *Die Zeit*, 19 août 1960.

Autres exemples :

Sauckel (l'un des principaux accusés). Séance du 30 mai 1946 au Tribunal de Nuremberg :

"Je confirme que ma signature figure dans ce document. Je demande au tribunal la permission d'expliquer comment cette signature fut obtenue.

Ce document m'a été présenté dans sa forme achevée. J'ai demandé la permission de le lire et de l'étudier afin de décider si je devais le signer. Ceci me fut refusé... Puis un policier polonais ou russe entra et demanda : "Où est la famille de Sauckel? Nous prendrons Sauckel avec nous mais sa famille sera livrée en territoire soviétique". Je suis père de 10 enfants et, pensant à ma famille, j'ai signé ce document."

* * *

Parmi les témoignages des criminels, celui du Général Ohlendorf est particulièrement révélateur. Il dirigea, de l'été 1941 à l'été 1942, les "Einsatzgruppen" chargés d'exécuter les commissaires politiques dirigeant l'activité des partisans dans le Sud de la Russie. Au procès du I.M.T. [1] il déclara qu'il avait reçu des ordres oraux pour ajouter à ses fonctions celle d'exterminer les juifs en utilisant les camions aménagés pour donner la mort y compris aux femmes et aux enfants.

Source: I.M.T. Vol IV, p. 311-355 et I.M.T. Vol XXII, p. 478-480; 491-494; p. 509-510; 538.

[1] I.M.T. sont les initiales du "International Military Trial" où furent jugés les plus hauts responsables du régime hitlérien. N.M.T. (Nuremberg Military Trials) désigne un ensemble de procès ultérieurs visant des criminels moins importants, bien que certains de ces accusés aient comparu dans plusieurs de ces procès. C'est le cas du Général There, inculpé dans le 9ème de ces procès (Volume 4 du N.M.T.).

Le témoignage du Général Ohlendorf lors de son second procès (N.M.T. case 9) est tout à fait différent : d'abord, il rétracte ses déclarations au I.M.T. en ce qui concerne l'ordre oral d'extermination des juifs : il reconnut avoir tué des juifs et des gitans mais dans le cadre de la lutte contre les partisans, mais non pas selon un plan spécifique d'extermination des juifs et des gitans. Il avoua aussi avoir tué 40.000 personnes et non 90.000 comme il l'avait dit au I.M.T.

Source : N.M.T. Vol IV. p. 223-312.

Aux historiens critiques ne fut opposée aucune réfutation critique, aucune discussion scientifique contradictoire : seuls leur furent opposés, au mieux le silence, au pire la répression.

Tant que subsistera cette répression et cette conspiration du silence à l'égard des recherches critiques, et au contraire un financement pléthorique et la médiatisation pour les défenseurs du tabou, ne seront pas éliminés en moi le doute et même le scepticisme, que l'expérience d'une telle partialité et d'une telle discrimination ne peut que renforcer.

De cette discrimination et de cette partialité j'ai en effet fait l'expérience depuis 14 ans. Depuis ce procès de 1982, intenté par la L.I.C.R.A. parce que j'avais situé la guerre au Liban dans la logique du sionisme politique, et bien que la L.I.C.R.A. ait été invariablement déboutée et condamnée aux dépens, en première instance, en appel, et en cassation.

Mon livre *L'Affaire Israël*, éditions Papyrus, Paris 1983, a vu son éditeur acculé immédiatement à la faillite.

Palestine, terre des messages divins, éditions Albatros, Paris 1986, ne put être normalement diffusé. Les libraires qui l'exposaient étaient systématiquement menacés de voir leurs vitrines brisées. La plupart des exemplaires furent retournés à l'éditeur, et il fut pratiquement retiré de la circulation. Jusqu'à ces *Mythes fondateurs de la politique israélienne*, sur lequel s'acharne la presse, du *Canard Enchaîné* au *Monde* en passant par *Le Parisien*, *La Croix*, et *L'Humanité*, sans me donner la possibilité de répondre, à la seule exception du *Figaro*, qui accepta de publier ma réponse, dans une version d'ailleurs tronquée.

Je suis donc obligé, comme certains *nouveaux historiens* en Israël, de publier mon livre en France à compte d'auteur, en *Samizdat*, alors que ce même livre est traduit, et en cours de publication en Italie, en Allemagne, en Turquie, au Liban, aux Etats-Unis, et même en Russie.

Ces silences, ces persécutions, ces répressions contre une histoire critique des crimes hitlériens reposaient sur des prétextes parfaitement diffamatoires et mensongers: montrer que les crimes immenses de Hitler, à l'égard des juifs comme de tous ses ennemis, communistes allemands ou slaves qui allaient lui infliger la défaite, n'avaient besoin d'aucun mensonge pour révéler leur atrocité, c'était, selon les adversaires de l'histoire critique (qu'ils appelaient "révisionnistes"), "innocenter Hitler ou au moins atténuer ses crimes"!

Montrer que les crimes nazis ne se réduisaient pas à un vaste pogrom contre les seuls juifs, mais avaient fait des dizaines de millions de morts dans la lutte contre le fascisme, c'était du "racisme" encourageant à la discrimination et à la haine raciale !

C'est contre une telle orchestration de la haine contre les chercheurs critiques que nous tenons aujourd'hui à apporter, avec leurs sources, des éléments à ce dossier avec l'espoir qu'il servira à engager une discussion véritable sur les réalités objectives de ce passé, sans prêter à tel ou tel chercheur d'arrière-pensées politiques, sans le condamner d'avance à la répression et au silence. On ne prépare pas l'avenir en perpétuant des haines et en les nourrissant par le mensonge.

La critique de témoignages historiquement vérifiés et d'études scientifiques permettant de donner à l'opinion publique la possibilité de réfléchir sur les crimes d'hier pour prévenir ceux de demain, est une obligation morale autant que scientifique.

* * *

Jusqu'ici, l'on a donné, même à des artistes d'un grand talent et d'une parfaite bonne foi, que des chiffres arbitraires et des faux.

Il n'en sortit pas moins de véritables chefs-d'œuvre, comme par exemple, le roman de Robert Merle : *La mort est mon métier*, reconstituant, en première personne, l'itinéraire de Höss, commandant d'Auschwitz. Même en citant les chiffres arbitraires du faux témoin, Robert Merle atteignit parfois un style digne de Stendhal :

"... le Procureur s’écria : Vous avez tué trois millions et demi de personnes !

-- Je réclamai la parole et je dis : Je vous demande pardon, je n'en ai tué que deux millions et demi !

Il y eut alors des murmures dans la salle.... Je n'avais rien fait d'autre, pourtant, que rectifier un chiffre inexact."

Source : Robert Merle : *La Mort est mon métier.* Ed. Gallimard. 1952. Folio. p. 365-6.

Dans le domaine cinématographique, un film artistique admirable et nuancé d'Alain Resnais, *Nuit et brouillard*, donne une image poignante, inoubliable, de la barbarie et du martyre, mais il se trouve défiguré et dénaturé par l'évocation du chiffre arbitraire de 9 millions de victimes juives, à Auschwitz seulement!

Mais bientôt toute une littérature, et surtout un raz de marée cinématographique et télévisuel furent consacrés à cette inversion du sens du crime hitlérien. Combien de fois fut projeté, après la libération, lorsque toute une génération pouvait témoigner et juger, les exploits de ceux qui ont le plus efficacement lutté contre les nazis, par exemple le film *La bataille de l'eau lourde*, qui évoque l'exploit décisif de Joliot-Curie et de son équipe pour soustraire, en Norvège, les stocks d'eau lourde qui auraient permis à Hitler de construire et d'utiliser le premier, la bombe atomique ?

Même question pour *La bataille du rail* qui montre comment les cheminots ont saboté les transports allemands pour paralyser leurs concentrations de troupes ? Combien de

films, comme *Paris brûle-t-il ?* montrent, malgré la majoration du rôle des états-majors extérieurs, le soulèvement du peuple de Paris libérant lui-même sa ville et capturant le gouverneur allemand Von Choltitz, pour le contraindre à la capitulation ?

A l'inverse, combien de fois nous a-t-on repassé *L'Exodus, L'Holocauste, la Shoah*, et tant d'autres bandes romancées dont chaque semaine les visions larmoyantes inondent nos écrans ? Comme si la souffrance "sacrificielle" de quelques-uns était sans commune mesure avec la souffrance de tous les autres et avec leurs luttes héroïques.

Shoah de Lanzman, pendant 9 heures, nous inflige, avec des imageries de pierre et d'interminables convois ferroviaires aux bruitages obsessionnels, des témoignages comme celui du coiffeur de Treblinka qui plaçait, dans une pièce de 16 mètres carrés, 60 femmes et 16 coiffeurs!

Pour ce "Shoah-business" les commanditaires sont généreux. Et d'abord l'Etat d'Israël. Menahem Begin avait fait débloquer pour le film "Shoah" 850.000 dollars pour, disait-il, ce "projet d'intérêt national".

Source : "Agence télégraphique juive" 20 juin 1986. *The Jewish Journal*. N.Y. 27 juin 1986 p. 3.

L'une des pellicules qui ont le plus contribué à manipuler l'opinion mondiale, "le téléfilm "Holocauste" est un crime contre la vérité historique. Le thème général était qu'un événement aussi massif : l'extermination de 6 millions de juifs, n'avait pu rester inaperçu du peuple allemand dans son ensemble. Si donc les Allemands n'avaient pas su, c'est qu'ils n'avaient pas voulu savoir, ils étaient donc coupables."

Source : *Libération*, 7 mars 1979.

Et voici les fruits vénéneux que portent ces "bréviaires de la haine".

"Tous ces agents de l'ennemi doivent être renvoyés du territoire métropolitain. Voici deux ans que nous demandons la possibilité de le faire. Ce qu'il nous faut, c'est très simple et c'est très clair : l'autorisation, et suffisamment de bateaux. Le problème qui consisterait à faire couler ces bateaux ne relève pas, hélas! du conseil municipal de Paris."

Source : *Bulletin municipal officiel de Paris*. Débat des assemblées, conseil municipal de Paris, séance du 27 octobre 1962, page 637.

Il s'agissait d'un propos réfléchi. M. Moscovitch devait le confirmer le 15 janvier 1963, à l'occasion d'un procès en diffamation intenté par lui-même : "J'ai effectivement regretté que les ennemis de la France ne soient pas exterminés... et je le regrette encore !" (*Le Monde*, 17 janvier 1963).

Le roman a participé à cette mystification.

Après un premier ouvrage digne et sobre, écrit juste à sa sortie du camp de Buchenwald : *L'Univers concentrationnaire*" Ed. de Minuit 1946, David Rousset a

fourni sous forme littéraire et subtile, dans *Les jours de notre mort* la plupart des poncifs qui formèrent le moule de la littérature concentrationnaire.

Jusqu'à Martin Gray, dans *Au nom de tous les miens*, utilisant les services d'un grand écrivain français pour décrire un camp où il n'avait jamais mis les pieds. Depuis les fausses archives du Ministère des Anciens combattants "découvertes" par Serge Klarsfeld, jusqu'aux faux apocalyptiques d'Elie Wiesel (Prix Nobel) qui a même vu, "de ses yeux vu", des "flammes gigantesques" monter d'une fosse de plein air "où l'on jetait de petits enfants", (des flammes que n'ont "repérées" aucun des avions américains qui ne cessèrent de survoler le camp). Dans un crescendo de l'atroce et du délirant, il ajoute : "Plus tard j'ai appris par un témoin que, pendant des mois et des mois, le sol n'avait cessé de trembler; et que de temps en temps, des geysers de sang en avaient giclé." (Il s'agit cette fois, d'un "témoignage" sur Babi Yar.)

Source : Elie Wiesel : *Paroles d'étranger*, Ed. du Seuil. 1982, p. 192, p. 86.

L'apothéose de cette littérature romanesque est le best-seller mondial du *Journal d'Anne Frank*. Le roman, merveilleusement émouvant, se substitue au réel, et une fois de plus le mythe se déguise en histoire.

L'historien anglais David Irving, intervenant au Procès de Toronto les 25 et 26 avril 1988 (33.9399-9.400) apporte, sur le "Journal" d'Anne Frank, ce témoignage :

"Le père d'Anne Frank, avec qui j'ai correspondu pendant plusieurs années, a finalement accepté de donner son accord pour que l'on soumette le manuscrit du "Journal" à un examen de laboratoire, ce que j'exige toujours lorsqu'il y a contestation sur un document."

Le laboratoire qui se livra à cette expertise est le laboratoire de la police criminelle allemande, à Wiesbaden. La conclusion fut qu'une partie du "Journal" d'Anne Frank était écrite avec un stylo à bille (ce genre de stylos ne fut commercialisé qu'en 1951 alors qu'Anne Frank est morte en 1945).

David Irving poursuit : "Ma propre conclusion sur le "Journal" d'Anne Frank est qu'il est, en grande partie authentiquement écrit par une juive d'une dizaine d'années. Les textes ont été pris par son père, Otto Frank, après la mort tragique par le typhus de la jeune fille dans un camp de concentration : son père, et d'autres personnes que je ne connais pas, ont corrigé ce "Journal" pour lui donner une forme vendable qui enrichit à la fois le père et la Fondation Anne Frank. Mais, en tant que document historique l'œuvre n'a aucune valeur parce que le texte en a été altéré."

Ce "Shoah-business" n'utilise que des "témoignages" évoquant diverses manières de "gazer" les victimes, sans qu'il nous soit jamais montré le fonctionnement d'une seule "chambre à gaz" (dont Leuchter a démontré l'impossibilité physique et chimique), ni un seul de ces innombrables camions qui auraient servi, par l'émanation du Diesel, de "chambre à gaz ambulantes". Ni les tonnes de cendres des cadavres enfouis après leur crémation.

"Il n'existe aucune photographie des chambres à gaz et les cadavres sont partis en fumée. Il reste des témoins."

Source : *Le Nouvel Observateur*, 26 avril 1985.

L'interminable navet de Claude Lanzman est ainsi conçu. L'auteur lui-même nous dit : "Il fallait faire ce film avec du rien, sans documents d'archives, tout inventer."

Source : *Le Matin de Paris*, 29 avril 1985, p. 12.

c) L'arme du crime

Si l'on se place du point de vue de l'objectif assigné à un procès criminel, il aurait été de la première importance d'entendre des experts se prononcer sur un grand nombre de questions, ne serait-ce que pour se faire une idée de la crédibilité de nombreux témoins ainsi que de quelques "documents". Que l'on nous permette de formuler ici quelques-unes de ces questions :

-- Combien de temps fallait-il au gaz Zyklon B pour agir, et comment se manifestaient ses effets ?

-- Pendant combien de temps le gaz restait-il actif dans un local fermé (soit sans aération, soit avec une aération immédiatement consécutive à l'utilisation) ?

-- Etait-il possible comme on l'a affirmé, de pénétrer sans masque à gaz, dans les locaux imprégnés de gaz Zyklon ? une demi-heure seulement après l'utilisation de ce gaz?

-- Etait-il possible de brûler complètement les cadavres en 20 minutes dans un four crématoire ?

-- Les fours crématoires peuvent-ils fonctionner jour et nuit sans interruption ?

-- Est-il possible de brûler des cadavres humains dans des fosses profondes de plusieurs mètres et dans l'affirmative, en combien de temps ?

Or, jusqu'ici aucune "pièce à conviction" n'a été produite.

Nous n'en donnerons que deux exemples :

-- celui des "chambres à gaz itinérantes" par camions;

-- celui du savon fait avec de la graisse humaine. (Bobard utilisé déjà pendant la guerre de 1914-18).

(Tout comme d'ailleurs, le "gazage" est une version recyclée des "gazages" des Serbes par les Bulgares en 1916.)

Source : *The Daily Telegraph.* Londres 22 mars 1916. p. 7.

The Daily Telegraph. Londres 25 juin 1946. p. 5.

L'histoire des exterminations par de véritables "chambres à gaz mobiles" constituées par des camions dans lesquels auraient été exterminés des milliers de gens par une orientation de l'échappement de Diesel vers l'intérieur a été répandue pour la première fois dans l'opinion occidentale dans le *New-York Times* du 16 juillet 1943, p. 7. (Jusque là le thème n'avait été développé que dans la presse soviétique.)

Là encore, l'arme du crime (les centaines ou les milliers de camions aménagés pour ces assassinats) a disparu. Pas un seul d'entre eux n'a pu être produit, à aucun procès, comme pièce à conviction.

L'on peut noter aussi que si le plan "d'extermination" devait rester le "secret" le plus absolu dont parle Höss, il serait étrange qu'il ait été communiqué à des milliers de chauffeurs de camions et à leurs funèbres assistants prenant livraison des victimes (sans ordre de mission) et faisant disparaître magiquement ces milliers de cadavres, en restant dépositaires du "terrible secret".

Wiesenthal a assuré la promotion de la légende du "savon humain" dans des articles publiés en 1946 dans le journal de la communauté juive autrichienne, *Der Neue Weg* (La nouvelle voie). Dans un article intitulé "RJF", il écrivait :

"Les terribles mots "Transport pour savon" furent entendus pour la première fois à la fin de 1942. C'était dans le Gouvernement général (de Pologne) et l'usine se trouvait en Galicie, à Belzec. D'avril 1942 à mai 1943, 900.000 juifs furent utilisés comme matière première dans cette usine."

Après la transformation des cadavres en diverses matières premières, écrivait Wiesenthal, "Le reste, les déchets graisseux résiduels, était employé à la production de savon." Il poursuivait ainsi :

"Après 1942, les gens dans le Gouvernement général savaient très bien ce que signifiait le savon RJF. Le monde civilisé ne peut pas imaginer la joie que ce savon procurait aux nazis du Gouvernement général et à leurs femmes. Dans chaque morceau de savon, ils voyaient un juif qui avait été magiquement mis là et qu'on avait ainsi empêché de devenir un second Freud, Ehrlich ou Einstein."

Le Mémorial de Yad Vashem répond très officiellement que les nazis n'avaient pas fabriqué de savon avec les cadavres des juifs. Pendant la guerre l'Allemagne avait souffert d'une pénurie de matière grasse et la production de savon passa sous la supervision du gouvernement. Les barres de savon furent marquées des initiales RIF, le sigle allemand qui désigne "Office du Reich pour l'approvisionnement en matière grasses". Certains, lurent, par erreur RJF, et interprétèrent "pure graisse juive". La rumeur s'étendit rapidement.

* * *

Il existe trois documents qui permettraient, s'ils étaient discutés sérieusement et publiquement, de mettre fin aux polémiques sur les "chambres à gaz” : ce sont le "Rapport Leuchter" (5 avril 1988), la contre-expertise de Cracovie du 24 septembre 1990, et celle de Germar Rudolf (1994) car ce sont les seuls qui relèvent d'une

approche scientifique et objective, et qui comportent l'analyse de prélèvements effectués sur place, permettant une analyse chimique.

Le Zyklon B, à base d'acide cyanhydrique, est tenu pour le produit qui aurait gazé des multitudes de détenus. Normalement il est employé pour la désinfection de linges ou d'instruments risquant de propager des épidémies, notamment le typhus, dès avant la Première guerre mondiale. Néanmoins l'acide cyanhydrique fut utilisé, pour la première fois, pour l'exécution d'un condamné, en Arizona, en 1920. D'autres Etats américains l'utilisèrent pour l'exécution de leurs condamnés, notamment la Californie, le Colorado, le Maryland, le Mississippi, le Missouri, le Nevada, le Nouveau-Mexique et la Caroline du Nord.

Source : Rapport Leuchter (n· 9.004)

L'ingénieur Leuchter a été consultant pour les Etats du Missouri, de la Californie et de la Caroline du Nord. Aujourd'hui plusieurs de ces Etats ont renoncé à ce mode d'exécution en raison du coût excessif, non seulement du gaz HCN mais du matériel de fabrication et d'entretien qui, en raison des mesures de sécurité qu'exige son usage, en font le mode d'exécution le plus coûteux.

En outre, la ventilation nécessaire après la fumigation par le Zyklon B exige un minimum de 10 heures selon les dimensions du bâtiment (6.005).

L'étanchéité de la salle exige un revêtement d'époxy ou d'acier inoxydable, et les portes doivent être pourvues de joints d'amiante, de néoprène ou de téflon (7.001).

Après avoir visité et expertisé par prélèvements les "chambres à gaz" présumées d'Auschwitz-Birkenau et d'autres camps de l'Est, Leuchter aboutit aux conclusions suivantes : (12.001 à propos des crématoires 1 et 2 d'Auschwitz) : "L'inspection sur place de ces constructions indique que la conception de ces installations aurait été extrêmement mauvaise et dangereuse si elles avaient dû servir en tant que chambres d'exécution. Rien n'y est prévu...

Le Krema I est adjacent à l'hôpital S.S. d'Auschwitz et il est doté de drains de canalisations qui se jettent dans le principal égout du camp, ce qui aurait permis au gaz de s'infiltrer dans tous les bâtiments du camp. (12.002). Sur Majdanek : le bâtiment ne pouvait pas être utilisé dans le but qu'on lui attribue et ne correspond même pas aux nécessités minimales de la construction d'une chambre à gaz."

Leuchter a conclu qu'aucune des conditions n'était remplie pour des chambres à gaz homicides. Quiconque y travaillerait aurait mis en danger sa propre vie et celle de ceux des alentours. (32.9121). Il n'y avait aucun moyen de ventilation ni de distribution de l'air, aucun moyen d'ajouter le matériel exigé par le *Zyklon B* (33. 145).

"Après avoir passé en revue tout le matériel de documentation et inspecté tous les emplacements à Auschwitz, Birkenau et Majdanek, l'auteur trouve que les preuves sont écrasantes : en aucun de ces lieux il n'y a eu de chambre à gaz d'exécution."

Source : Fait à Malden. Massachusetts, le 5 avril 1988. Fred Leuchter Jr. Ingénieur en Chef.

Au procès de Toronto l'avocat Christie a relevé combien les "témoignages" étaient en contradiction avec la réalité des possibilités chimiques et techniques. En voici trois exemples :

a) -- Rudolf Höss, dans *Commandant d'Auschwitz*, p. 198, écrit :

"La porte était ouverte une demie heure après l'adduction du gaz et après que la ventilation l'ait renouvelé. Le travail pour l'enlèvement des cadavres commençait aussitôt".

"On accomplissait cette tâche avec indifférence comme si elle faisait partie d'un travail quotidien. Tout en traînant les cadavres ils mangeaient ou fumaient."

"Ils ne portaient donc même pas de masques ?" demande l'avocat Christie (5-1123).

Il n'est pas possible de manipuler des cadavres qui viennent d'être en contact avec du Zyklon B dans la demi-heure qui suit et moins encore de manger, de boire ou de fumer... Il faut au moins dix heures de ventilation pour qu'il n'y ait pas de danger.

b) -- L'avocat Christie produisit le document PS 1553 de Nuremberg, avec, en annexe, plusieurs factures. Hilberg dut admettre que la quantité de Zyklon B envoyée à Oranienburg était la même qu'à Auschwitz, et le même jour.

Or Hilberg indique qu'Oranienburg était "un camp de concentration et un centre administratif où personne, à sa connaissance, ne fut gazé".

Les prélèvements et l'expertise de Leuchter montrent même que les traces d'acide cyanhydrique du Zyklon B sont beaucoup plus importantes dans les salles ou l'on est sûr qu'elles étaient réservées à la désinfection, que dans celles des présumées "chambres à gaz".

"On aurait pu s'attendre à la détection d'un taux plus élevé de cyanure dans les échantillons prélevés dans les premières chambres à gaz (en raison de la plus grande quantité de gaz utilisé, d'après les sources, dans ces endroits) que dans l'échantillon de contrôle. Comme c'est le contraire qui est vrai, force est de conclure {...} que ces installations n'étaient pas des chambres à gaz d'exécution."

Source : Rapport Leuchter (op. cit.) 14.006.

Cette conclusion est partiellement confirmée par la contre-expertise de Cracovie menée par l'Institut d'expertises médico-légales de Cracovie du 20 février au 18 juillet 1990, dont les résultats ont été communiqués au Musée par lettre du 24 septembre 1990.

Source : Référence de l'Institut. 720.90. Référence du Musée 1-8523 / 51 / 1860 . 89.

Il est vrai que l'on montre aux touristes, sinon le fonctionnement, du moins des reconstitutions plus ou moins bien bricolées de "chambres à gaz", même là où il est avéré qu'elles n'ont jamais fonctionné, comme à Dachau.

c) -- Leuchter a examiné les lieux qui, selon les cartes officielles de Birkenau, avaient été utilisées comme "fosses de crémation" par les nazis pour se débarrasser des cadavres. La plupart des textes de la littérature de l'Holocauste les décrivent comme des fosses d'environ 6 pieds de profondeur... Le plus remarquable, à leur sujet, c'est que le niveau de l'eau était à un pied ou un pied et demi de la surface. Leuchter a souligné qu'il était impossible de brûler des corps sous l'eau. Et il n'y avait aucune raison de penser que les choses avaient changé depuis la guerre car la littérature de l'Holocauste décrit Auschwitz et Birkenau comme ayant été construits sur un marécage (32.9100, 9101). Il y a pourtant, dans l'exposition, des photographies de ces prétendues "fosses de crémation".

En ce qui concerne les crématoires de plein air, dans des "fosses de crémation" : "Birkenau est construit sur un marais, tous ces emplacements avaient de l'eau à environ 60 cm de la surface. L'opinion de l'auteur de ce rapport est qu'il n'y a jamais eu de fosses de crémation à Birkenau." (14.008).

Un document précieux pour l'étude objective à partir de documents incontestables du complexe d'Auschwitz-Birkenau, et en particulier sur ces fameuses incinérations en plein air dont la "fumée obscurcissait tout le ciel" d'après de si nombreux témoignages, aura été la série des photographies aériennes d'Auschwitz et de Birkenau prises par l'aviation américaine et publiées par les Américains Dino A. Brugioni et Robert C. Poirier (*The Holocaust Revisited : A Retrospective Analysis of the Auschwitz Birkenau Extermination Complex*, C.I.A. février 1979. Washington D.C. 19 pages).

En dépit du commentaire, qui se veut orthodoxe, des analystes de la C.I.A., on ne retrouve sur ces photos rien qui corresponde à cet enfer de feu dont les flammes dévoraient, a-t-on osé nous dire, jusqu'à 25.000 cadavres par jour, entre mai et août 1944, en raison surtout de la déportation des juifs hongrois. Les photos aériennes (le 26 juin et le 25 août 1944) ne révèlent pas la moindre trace de fumée. Ni d'ailleurs de concentration de foules, ou d'activité particulière.

L'Album d'Auschwitz, recueil de 189 photographies prises dans le camp même de Birkenau à la même époque, publié avec une introduction de Serge Klarsfeld et un commentaire de J.-C. Pressac, donne à voir 189 scènes de la vie concentrationnaire lors de l'arrivée d'un convoi de déportés venu de Hongrie. Là encore, rien, rigoureusement rien, qui confirmerait une extermination massive et systématique.

Tout au contraire, de très multiples photographies, qui permettent d'avoir une vue d'ensemble du lieu, non seulement ne comportaient rien qui confirmerait cette extermination, mais excluent en outre qu'une telle extermination ait pu avoir lieu au même moment en quelque lieu "secret" du camp. Le commentaire de J.-C. Pressac, par les extrapolations manifestes auxquelles il se livre, rend au contraire visible et palpable le mécanisme de la fabrication.

Source : *L'Album d'Auschwitz*. Editions du Seuil pour l'édition et la traduction française. Paris, 1983. 221 pages.

Mais c'est le Canadien John C. Ball, spécialiste de l'interprétation des photos aériennes, qui semble avoir réuni le plus de documents photographiques originaux et

mené avec compétence une analyse rigoureuse. Ses conclusions sont en totale contradiction avec l'histoire officielle.

Source : *Air Photo Evidence*, Ball Resource limited. Suite 160. 7231 120th street Delta, B.C. Canada. 4C6PS. 1992.

L'ensemble des questions techniques ont été soulevées lors du procès de Ernst Zündel à Toronto, où les deux parties ont pu s'exprimer librement et complètement. Le compte rendu de ce procès est donc une source exceptionnelle pour tout historien honnête puisqu'il permet de prendre connaissance des thèses en présence et de tous les éléments de la controverse. Les déclarations des uns et des autres sont d'autant plus précieuses et significatives que chacun parlait sous le contrôle de la critique immédiate de l'autre partie.

Un détail qui semble bien d'une importance décisive : le 5 et 6 avril 1988, le directeur du Crématorium de Calgary (Canada), Yvan Lagacé, dont les crématoires sont d'un type et d'une conception proche de ceux de Birkenau, pourtant construits en 1943, put exposer l'ensemble des contraintes techniques et des nécessités d'entretien de ce type de moufles d'incinération. Il parla de la nécessité de pauses de refroidissement entre les crémations, et lors de l'introduction d'un corps, faute de quoi on endommage les revêtements ignifuges des fours.

L'on demanda à Lagacé de donner son avis sur le fait que Raul Hilberg, dans son livre, *La Destruction des juifs d'Europe* (2e édition, p. 978) évalue le rendement de 46 fours dans les 4 crématoires de Birkenau.

Hilberg prétend :

"Le rendement théorique journalier des 4 fours de Birkenau était de plus de 4.400, mais avec les arrêts et les ralentissements, pratiquement la limite était inférieure."

Lagacé déclara que cette affirmation était "absurde" et "irréaliste". Prétendre que 46 fours pouvaient brûler plus de 4.400 corps en un jour est grotesque. Se fondant sur sa propre expérience, Lagacé affirma qu'il était possible d'incinérer 184 corps par jour à Birkenau.

Source : Procès de Toronto, 27 736 à 738.

Ce n'est certes pas un livre comme celui de Pressac : *Les Crématoires d'Auschwitz. La machinerie du meurtre de masse*, (Paris, 1993) qui ne consacre qu'un chapitre de 20 pages (sur 147) aux "chambres à gaz", et qui ne cite même pas le Rapport Leuchter auquel il a consacré, en 1990, (toujours financé par la Fondation Klarsfeld) une "réfutation" à laquelle nul n'ose plus se référer, qui équilibrera les analyses de Leuchter.

Tant que n'aura pas lieu, entre spécialistes de compétence égale, un débat scientifique et public sur le rapport de l'ingénieur Fred Leuchter, et sur la contre-expertise de Cracovie effectuée 1990 à la demande des autorités du musée d'Auschwitz, et tant que l'ensemble des pièces du débat sur les "chambres à gaz" ne feront pas l'objet d'une discussion libre, le doute existera et même le scepticisme.

Jusqu'ici, à l'égard des contestataires de l'histoire officielle, les seuls arguments employés furent le refus de discuter, l'attentat, la censure et la répression.

[page 151 à 190]

******

3. Le mythe des "six millions" (L'*Holocauste*)

***

"Génocide : destruction méthodique d'un groupe ethnique par l'extermination de ses individus."

Dictionnaire Larousse

"A l'instar de la promesse divine contenue dans la Bible, le Génocide est un élément de justification idéologique pour la création de l'Etat d'Israël."

Tom Segev, *Le septième million.* Ed. Liana Levi. 1993. p. 588.

Trois termes sont souvent employés pour définir le traitement qui fut infligé aux juifs, par le nazisme : Génocide, Holocauste, Shoah.

Le terme "Génocide" a un sens précis, de par son étymologie même : extermination d'une race. A supposer qu'il existât une "race" juive, comme le prétendait le racisme hitlérien et comme le soutiennent encore les dirigeants israéliens.

Y a-t-il eu, au cours de la guerre, un "génocide" des juifs ?
Le terme de "génocide", dans tous les dictionnaires, a un sens précis. Le Larousse donne, par exemple, cette définition : "Génocide : Destruction méthodique d'un groupe ethnique par l'extermination de ses individus."

Cette définition ne peut s'appliquer à la lettre que dans le cas de la conquête de Canaan par Josué, où il nous est dit pour chaque ville conquise : "il n'en reste aucun survivant" (par exemple dans Nombres XXI, 35).

Le mot a donc été employé à Nuremberg de manière tout à fait erronée puisqu'il ne s'agit pas de l'anéantissement de tout un peuple comme ce fut le cas pour les "exterminations sacrées" des Amalécites, des Cananéens et d'autres peuples encore dont le livre de Josué dit par exemple qu'à Eglôn et à Hébron : "il ne laisse aucun survivant." (Josué X, 37) ou à Hagor : "ils passèrent tous les êtres humains au tranchant de l'épée...ils ne laissèrent aucun être animé." (Josué XI, 14).

Au contraire le judaïsme (sa définition comme "race" appartenant au vocabulaire hitlérien) a connu un essor considérable dans le monde depuis 1945.

Sans aucun doute les juifs ont été l'une des cibles préférées d'Hitler en raison de sa théorie raciste de la supériorité de la "race aryenne", et aussi de l'assimilation

systématique qu'il fit entre les juifs et le communisme qui était son ennemi principal (ce dont témoignent les exécutions de milliers de communistes allemands, puis, au cours de la guerre, son acharnement contre les prisonniers "slaves"). Il avait, pour cet amalgame, créé le terme de "judéo-bolchevisme".

Dès la création de son parti "national-socialiste", il avait envisagé non seulement d'extirper le communisme, mais de chasser tous les juifs, d'Allemagne d'abord, puis de toute l'Europe lorsqu'il en fut le maître. Et ceci de la façon la plus inhumaine: d'abord par l'émigration, puis par l'expulsion, et, pendant la guerre, par l'incarcération dans des camps de concentration en Allemagne d'abord, puis par la déportation, envisagée d'abord à Madagascar, qui eût constitué un vaste ghetto pour les juifs européens, puis à l'Est dans les territoires occupés, surtout en Pologne, ou slaves, juifs, tziganes, furent décimés, d'abord par un travail forcé au service de la production de guerre, puis par de terribles épidémies de typhus dont la multiplication des fours crématoires témoigne de l'ampleur.

Quel fut le bilan atroce de cet acharnement hitlérien contre ses victimes politiques ou racistes ?

Cette deuxième guerre mondiale fit 50 millions de morts dont 17 millions de soviétiques et 9 millions d'Allemands. La Pologne, les autres pays occupés d'Europe, et aussi les millions de soldats d'Afrique ou d'Asie mobilisés pour cette guerre qui, comme la première, était née de rivalités occidentales, payèrent un lourd tribut de morts.

La domination hitlérienne fut donc autre chose qu'un vaste "pogrom" dont les juifs auraient été, sinon les seules, du moins les principales victimes, comme une certaine propagande tend à l'accréditer. Elle fut une catastrophe humaine qui, malheureusement, n'est pas sans précédent, car Hitler appliqua à des blancs ce que les colonialistes européens, depuis cinq siècles, appliquaient aux "hommes de couleur", depuis les Indiens d'Amérique, dont 60 millions sur 80 furent détruits (eux aussi par le travail forcé et les épidémies plus encore que par les armes) jusqu'aux Africains dont dix à vingt millions furent déportés aux Amériques, et, comme les négriers obtenaient un esclave pour 10 tués dans la lutte pour la capture, la "traite" coûta à l'Afrique de l00 à 200 millions de morts.

Le mythe faisait l'affaire de tout le monde : parler du "plus grand génocide de l'histoire", c'était, pour les colonialistes occidentaux, faire oublier leurs propres crimes : (la décimation des Indiens d'Amérique et la traite des esclaves africains), pour Staline, gommer ses répressions sauvages.

Pour les dirigeants anglo-américains, après le massacre de Dresde du 13 février 1945, qui fit périr dans les flammes, par les bombes au phosphore, en quelques heures, 200.000 civils, sans raison militaire puisque l'armée allemande battait en retraite sur tout le front de l'Est devant l'offensive foudroyante des soviétiques qui en janvier étaient déjà sur l'Oder.

Pour les Etats-Unis, plus encore, qui venaient de lâcher sur Hiroshima et Nagasaki, les bombes atomiques, faisant "plus de 200.000 tués et près de 150.000 blessés condamnés à plus ou moins longue échéance."

Source : Paul-Marie de la Gorce : *1939-1945. Une guerre inconnue*. Ed. Flammarion. Paris, 1995. p. 535.

Les fins n'étaient pas militaires mais politiques. Churchill écrivait, dès 1948, dans son livre : *La Deuxième guerre mondiale* (Volume VI) : "Il serait faux de supposer que le sort du Japon fut décidé par la bombe atomique."

L'amiral américain William A. Leahy, dans son livre *I Was There* ("J'étais là") confirme : "A mon avis, l'emploi de cette arme barbare à Hiroshima et Nagasaki n'a pas été d'une grande aide dans la guerre contre le Japon."

En effet, l'Empereur du Japon Hirohito avait déjà engagé la négociation pour la reddition de son pays, dès le 21 mai 1945 auprès de l'Union Soviétique (qui n'était pas encore en guerre contre le Japon), par l'intermédiaire de son Ministre des Affaires étrangères et l'ambassadeur soviétique Malik. "Le Prince Konoye fut prié de se préparer à se rendre à Moscou pour négocier directement avec Molotov."

Source : Paul-Marie de la Gorce. *op. cit.* p. 532.

"A Washington on connaissait parfaitement les intentions japonaises : "Magic" rendait compte de la correspondance entre le Ministre des Affaires Etrangères et son correspondant à Moscou."

Source : *Ibidem*. p. 533.

L'objectif poursuivi n'était donc pas militaire mais politique, comme l'avouait le ministre américain de l'Air, Finletter, expliquant que l'emploi des bombes atomiques avait pour but "de mettre le Japon "Knock-out" avant l'entrée de la Russie en guerre."

Source : *Saturday Review of Literature* du 5 juin 1944.

L'amiral américain Leahy concluait (*op. cit.*): "En employant les premiers la bombe atomique, nous nous sommes abaissés au niveau moral des barbares du Moyen Age... cette arme nouvelle et terrible, qui sert à une guerre non civilisée, est une barbarie moderne, indigne des chrétiens."

Ainsi tous ces dirigeants, qu'un véritable "Tribunal International" composé par des pays neutres eût placés au banc des criminels de guerre à côté de Goering et de sa bande, découvrirent avec les "chambres à gaz", les "génocides" et les "holocaustes", un alibi inespéré pour "justifier" sinon pour effacer leurs propres crimes contre l'humanité.

L'historien américain W.F. Albright, qui fut Directeur de l'American School of Oriental Research écrit dans son livre majeur de synthèse, *De l'âge de pierre à la chrétienté. Le monothéisme et son évolution.* (Trad. française : Ed. Payot, 1951), après avoir justifié les "exterminations sacrées" de Josué dans son invasion de Canaan, "Nous autres, Américains, avons peut-être... moins le droit de juger les Israélites... puisque nous avons exterminé... des milliers d'Indiens dans tous les coins de notre grand pays et avons réuni ceux qui restaient dans de grands camps de concentration." (p. 205).

Le terme d'*Holocauste*, appliqué au même drame depuis les années soixante-dix à partir du livre d'Elie Wiesel : *La Nuit* (1958) et popularisé par le titre du film : "L'Holocauste", marque mieux encore la volonté de faire du crime commis contre les juifs un événement exceptionnel sans comparaison possible avec les massacres des autres victimes du nazisme ni même avec aucun autre crime de l'histoire, car leurs souffrances et leurs morts avaient ainsi un caractère sacral. Le "Larousse universel" (2 volumes, Paris, 1969, p. 772) définit ainsi "holocauste” : "Sacrifice en usage chez les juifs, et dans lequel la victime était entièrement consumée par le feu."

Le martyre des juifs devenait ainsi irréductible à tout autre : par son caractère sacrificiel il était intégré au projet divin à la manière de la Crucifixion de Jésus dans la théologie chrétienne, inaugurant ainsi un temps nouveau. Ce qui permettra à un rabbin de dire : "La création de l'Etat d'Israël, c'est la réponse de Dieu à l'Holocauste."

Pour justifier le caractère sacral de l'Holocauste il fallait qu'il y eût extermination totale et organisation industrielle inédite des exécutions puis crémation.

Extermination totale. Il fallait pour cela que fût envisagée une solution finale du problème juif qui fut l'extermination.

Or aucun texte n'a jamais pu être produit attestant que la "solution finale" du problème juif était, pour les nazis, l'extermination.

L'antisémitisme d'Hitler est lié, dès ses premiers discours, à la lutte contre le bolchevisme (il emploie constamment l'expression "judéo-bolchevisme"); les premiers camps de concentration qu'il fit construire étaient destinés aux communistes allemands dont des milliers périrent, y compris leur chef Thaelman.

Quant aux juifs ils furent chargés par lui des accusations les plus contradictoires : d'abord, ils étaient -- disait-il -- les acteurs les plus actifs de la révolution bolchevique (Trotski, Zinoviev, Kamenev, etc...); en même temps, ils étaient, selon lui, les capitalistes les plus exploiteurs du peuple allemand.

Il importait donc, après avoir liquidé le mouvement communiste, et préparé l'expansion de l'Allemagne à l'Est, à la manière des chevaliers teutoniques, d'écraser l'Union Soviétique, ce qui fut, du début à la fin de sa carrière, sa préoccupation centrale, obsessionnelle, et qui se manifesta, au temps de sa puissance, par sa férocité à l'égard des prisonniers slaves (polonais et russes). Il créa même, pendant la guerre contre l'U.R.S.S., des "Einsatzgruppen", c'est-à-dire des unités chargées spécialement de lutter contre la guerre des partisans soviétiques et d'abattre leurs commissaires politiques, même prisonniers. Parmi eux beaucoup de juifs, héroïques, comme leurs compagnons slaves, furent massacrés.

Ce qui prouve les limites de la propagande sur "l'antisémitisme soviétique". L'on ne peut à la fois prétendre que les soviétiques écartaient les juifs des postes importants et affirmer que les juifs constituaient la majorité des "commissaires politiques" des partisans que les "Einsatzgruppen" étaient chargés d'abattre. Car on imagine mal qu'une telle responsabilité : diriger l'action des partisans derrière les lignes ennemies (où la désertion et la collaboration étaient le plus aisées) eût été confiée à des juifs dont on se serait méfié...

Quant à la masse des juifs allemands puis européens lorsque Hitler devint maître du continent, l'une des idées les plus monstrueuses des nazis fut d'en vider l'Allemagne puis l'Europe (judenrein).

Hitler procéda par étapes :

la première fut d'organiser leur émigration dans des conditions qui lui permettaient de spolier les plus riches. (Et nous avons vu que les dirigeants sionistes de la "Haavara" collaborèrent avec efficacité à cette entreprise, en promettant, en échange, d'empêcher le boycott de l'Allemagne hitlérienne et de ne pas participer au mouvement antifasciste.)

la deuxième étape fut l'expulsion pure et simple poursuivant le dessein de les envoyer tous dans un ghetto mondial : après la capitulation de la France : l'île de Madagascar, qui devait passer sous contrôle allemand après avoir fait indemniser par la France les anciens résidents français. Le projet fut abandonné, moins du fait des réticences françaises, qu'en raison de l'importance du tonnage de navires nécessaires pour cette opération, qu'en temps de guerre l'Allemagne ne pouvait consacrer à cette tâche.

-- L'occupation hitlérienne de l'Est de l'Europe, notamment de la Pologne, rendit possible d'atteindre la "solution finale" : vider l'Europe de ses juifs en les déportant massivement dans ces camps extérieurs. C'est là qu'ils subirent les pires souffrances, non seulement celles de toutes les populations civiles en temps de guerre, telles que les bombardements aériens, la famine et les privations de toutes sortes, les marches forcées, mortelles pour les plus faibles, pour évacuer les centres, mais aussi le travail forcé, dans les conditions les plus inhumaines pour servir l'effort de guerre allemand (Auschwitz-Birkenau était, par exemple, le centre le plus actif des industries chimiques de l'I. G. Farben). Enfin les épidémies, notamment le typhus, firent d'épouvantables ravages dans une population concentrationnaire sous-alimentée et réduite à l'épuisement.

Est-il donc nécessaire de recourir à d'autres méthodes pour expliquer la terrible mortalité qui frappa les victimes de tels traitements, et ensuite d'exagérer démesurément les nombres, au risque d'être obligés ensuite de les réviser en baisse ?... et par exemple d'être contraint...

-- de changer l'inscription de Birkenau-Auschwitz pour réduire le nombre des morts de 4 millions à 1 ?

-- de changer l'inscription de la "chambre à gaz" de Dachau pour préciser qu'elle n'avait jamais fonctionné.

-- ou celle du "Vélodrome d'Hiver" à Paris indiquant que le nombre de juifs qui y furent parqués était de 8.160 et non pas 30.000 comme l'indiquait la plaque d'origine, qui a été retirée.

Source : *Le Monde*, 18 juillet 1990, p. 7.

Il ne s'agit pas d'établir une comptabilité macabre.

L'assassinat d'un seul innocent, qu'il soit juif ou qu'il ne le soit pas, constitue déjà un crime contre l'humanité. Mais si le nombre des victimes n'a, à cet égard, aucune importance, pourquoi s'accrocher, depuis plus d'un demi-siècle au chiffre fatidique de six millions, alors qu'on ne considère pas comme intouchable le nombre des victimes non-juives de Katyn, de Dresde ou d'Hiroshima et de Nagasaki, pour lesquelles il n'a jamais existé de nombre d'or, contrairement au chiffre de six millions qui a été sacralisé, bien qu'il ait fallu constamment réviser à la baisse ce nombre d'une seule catégorie de victimes, dont les injustes souffrances ne sont pas contestables.

Pour le seul camp d'Auschwitz-Birkenau :

-- 9 millions disait, en 1955, le film d'Alain Resnais *Nuit et Brouillard,* par ailleurs fort beau et profondément émouvant;

- - 8 millions selon les *Documents pour servir l'Histoire de la guerre. Camps de concentration.* Office français d'édition, 1945, p.?

-- 4 millions d'après le rapport soviétique auquel le Tribunal de Nuremberg a donné valeur de preuve authentique en vertu de l'article 21 de ses statuts qui stipulaient: "Les documents et rapports officiels des commissions d'enquête des gouvernements alliés ont valeur de preuves authentiques". Ce même article 21 proclamait : "Ce tribunal n'exigera pas que la preuve des faits de notoriété publique soit rapportée. Il les tiendra pour acquis."

-- 2 millions selon l'historien Léon Poliakov, dans son *Bréviaire de la haine,* Calmann-Lévy, 1974, p. 498.

-- 1 million deux cent cinquante mille, selon l'historien Raul Hilberg dans *La Destruction des Juifs d'Europe.* Edition en anglais, Holmes and Mayer, 1985, p. 895.

Or voici qu'au terme de longues recherches historiques, faites par des savants de toutes origines sous la pression des critiques révisionnistes, le Directeur de l'Institut d'histoire du temps présent au C.N.R.S., Monsieur François Bédarida, résume ses travaux, dans un article paru dans *Le Monde* et intitulé: "L'évaluation des victimes d'Auschwitz":

"La mémoire collective s'est emparée du chiffre de quatre millions -- celui-là même qui, sur la foi d'un rapport soviétique, figurait jusqu'ici à Auschwitz sur le monument élevé à la mémoire des victimes du nazisme, -- cependant qu'à Jérusalem le musée de Yad Vashem indiquait quant à lui un total très au-dessus de la réalité.

Pourtant, dès la fin de la guerre, la mémoire savante s'était mise au travail. De ces investigations patientes et minutieuses, il résultait que le chiffre de quatre millions, ne reposant sur aucune base sérieuse, ne pouvait être retenu.

Le tribunal, au demeurant, s'appuyait sur une affirmation d'Eichmann, soutenant que la politique d'extermination avait causé la mort de six millions de juifs, dont quatre millions dans les camps. Si maintenant l'on s'en rapporte aux travaux les plus récents et aux statistiques les plus fiables -- c'est le cas de l'ouvrage de Raul Hilberg, la "Destruction des juifs d'Europe" (Fayard 1988), on aboutit à environ un million de

morts à Auschwitz. Un total corroboré par l'ensemble des spécialistes, puisque aujourd'hui ceux-ci s'accordent sur un nombre de victimes oscillant entre 950.000 au minimum et 1,2 million au maximum. "

Source : *Le Monde*, 23 juillet 1990.

L'on n'en continue pas moins, après avoir officiellement réduit le nombre des victimes, à Auschwitz -- Birkenau, de 4 à 1 million, à répéter le chiffre global: 6 millions [1] de juifs exterminés, selon cette étrange arithmétique: 6 -- 3 = 6.

Cette série d'évaluation concerne le seul camp d'Auschwitz. Une démonstration du même genre pourrait être faite pour d'autres camps.

Par exemple, combien y eut-il de morts à Majdanek ? :

-- 1 million cinq cent mille selon Lucy Dawidowicz dans *The War against the Jews*. Penguin books, 1987 p. 191.

-- Trois cent mille selon Lea Rosch et Eberhard. Jaeckel dans *Der Tod ist ein Meister im Dritten Reich*. Ed. Hoffmann und Campe, 1991, p. 217.

-- Cinquante mille selon Raul Hilberg (*Op.cit.*)

Alors la question se pose. N'est-ce pas servir la propagande des néo-nazis allemands (ou, en France, tel parti d'extrême droite) que de fournir cet argument : "Si vous avez menti sur ce problème du nombre des victimes juives, pourquoi n'auriez-vous pas exagéré les crimes de Hitler ?"

On ne combat pas la minimisation criminelle de l'horreur nazie par de pieux mensonges, mais par la vérité, qui est la meilleure accusatrice de la barbarie.

Les mêmes variantes troublantes sur les moyens de l'assassinat des juifs peuvent également engendrer le doute :

-- Le *New York Times* du 3 juin 1942 parle d'un "bâtiment d'exécution" ou l'on fusillait 1.000 juifs par jour.

-- Le 7 février 1943, le même journal parle de "stations d'empoisonnement du sang" en Pologne occupée.

-- En décembre 1945, dans son livre *Der letze Jude aus Polen*, Europa-Verlag, Zurich, New York, p. 290 et suivantes, Stefan Szende fait entrer les juifs dans une immense piscine ou l'on fait passer un courant à haute tension pour les exécuter. Il conclut : "Le problème de l'exécution de millions d'hommes était résolu."

---

[1] *The American Oranienburg Year Book,* No 5702, du 22 septembre 1941 au 11 septembre 1942, vol. 43, publié à Philadelphie par *The Oranienburg publication society of America,* indique à la page 666, qu'après l'expansion maxima nazie, jusqu'en Russie, et en comptant ceux des juifs restés en Allemagne, en 1941, il y avait en Europe soumise à l'Allemagne trois million cent dix mille sept cent vingt deux (!) juifs.
Comment en exterminer six millions ?

-- Le document de Nuremberg P.S. 3311, du 14 décembre 1945, indique dans un procès-verbal que les victimes étaient ébouillantées dans des "chambres à vapeurs brûlantes".

-- Deux mois et demi plus tard (février 1946) le même Tribunal remplace les chambres à vapeur d'eau bouillante, par des chambres à gaz. En 1946 Simon Wiesenthal ajoute une variante aux chambres d’exécution : elles comportaient des rigoles pour recueillir la graisse des juifs assassinés pour en faire du savon. Chaque savonnette portait l'inscription RJF (pure graisse juive). En 1958, dans son livre *La Nuit*, il ne fait aucune allusion aux chambres à gaz, mais, dans la traduction allemande (éditions Ullstein), le mot "crématoire" n'est pas traduit par *Krematorium,* mais par "chambre à gaz".

Il y eut d'autres versions: celle de la mort par la chaux vive répandue dans des wagons, due au polonais Jan Karski, auteur du livre, *Story of a secret State*, éd. The Riverside Press, Cambridge. Traduit en français sous le titre, *Un Témoignage devant le Monde*. Ed. Self, Paris 1948.

Mais les deux versions les plus médiatisées par la télévision, la presse, les manuels scolaires sont l'exécution par le Zyklon B, et d'autre part, les camions tuant par une manipulation des gaz d'échappement de leur moteurs Diesel.

Le moins qu'on puisse dire -- là encore pour ne pas donner prise à la propagande des admirateurs de Hitler, c'est qu'il est pour le moins fâcheux qu'aucune expertise n'ait été ordonnée, ni par le Tribunal de Nuremberg, ni par aucun autre tribunal ayant eu à juger par la suite des criminels de guerre, pour fixer définitivement quelle avait été l'arme du crime.

* * *

Un autre exemple déplorable, le camp de Dachau. Le film sur les atrocités nazies projeté à Nuremberg au cours du procès a montré une seule "chambre à gaz". C'était celle de Dachau. Des visites pour les touristes et les élèves des écoles furent organisées à Dachau. Aujourd'hui une discrète pancarte indique que personne n'a pu y être gazé car la "chambre à gaz" n'a jamais été achevée.

Au visiteur ou au pèlerin l'on indique que les gazages ont eu lieu à l'Est, hors du territoire qui fut celui de l'Allemagne avant la guerre.

Un communiqué de Martin Broszat, membre de *l'Institut d'histoire contemporaine de Munich*, publié le 19 août 1960 dans *Die Zeit*, reconnaissait en effet : "Ni à Dachau, ni à Bergen-Belsen, ni à Buchenwald des juifs ou d'autres détenus n'ont été gazés...[1]

---

[1] Contredisant ainsi une fois de plus les "décisions" de Nuremberg qui se fondaient sur l'existence de "gazages" dans ces camps. M. Martin Broszat devint, en 1972, directeur de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich. La révélation était d'autant plus importante qu'une quantité de "témoignages" de "témoins oculaires" avaient affirmé l'existence de chambres à gaz dans ces camps et qu'une mise en scène "reconstituant" la "chambre à gaz" de Dachau était le document qui impressionnait le plus fortement les visiteurs.
Au tribunal de Nuremberg, Sir Hartley Shawcross, le 26 juillet 1946, mentionne "des chambres à gaz non seulement à Auschwitz et à Treblinka, mais aussi à Dachau..." (TMI, tome 19, p. 4563)

L'anéantissement massif des juifs par le gaz commença en 1941-1942 ... avant tout en territoire polonais occupé, (mais nulle part dans l'Ancien Reich): à Auschwitz-Birkenau, à Sobibor, à Treblinka, Chelmno et Belzec. "

Or il y eut autant de "témoins" oculaires des "gazages" dans ces camps de l'Ouest qu'il y en eut pour les camps de l'Est.

Ne donne t'on pas ainsi des arguments à tous ceux qui sont désireux de réhabiliter Hitler en demandant, par exemple, pourquoi l'on devrait rejeter les récits des "témoins oculaires" des camps de l'Ouest et tenir pour vrais ceux des survivants des camps de l'Est.

C'est leur donner des arguments pour mettre en doute la réalité indubitable des persécutions, des souffrances et des meurtres à l'égard des juifs et des autres opposants au régime nazi, comme par exemple les communistes allemands qui en furent les premières victimes, dès 1933, et pour lesquels furent crées les premiers camps de concentration.

Outre les bombardements qui frappèrent indistinctement les populations des pays en guerre, le travail forcé, comme celui des esclaves, les transferts constants dans des conditions inhumaines qui laissaient des milliers de cadavres sur les routes, la sous-alimentation la plus barbare, les épidémies ravageuses de typhus, cette tragédie a-t-elle besoin du couronnement de flammes infernales pour rendre compte du massacre des juifs par l'antisémitisme féroce des nazis ?

Est-il besoin, dès lors, pour maintenir à tout prix son caractère d'exceptionnalité à "l'Holocauste" (extermination sacrificielle par le feu) d'agiter le spectre des "chambres à gaz” ?

En 1980, pour la première fois le caractère unique du massacre des juifs fut remis en question par un journaliste célèbre, Boaz Evron :

" ... Comme si cela allait de soi, chaque hôte de marque est emmené en visite obligatoire à Yad Vashem [...] pour bien lui faire comprendre les sentiments et la culpabilité que l'on attend de lui."

" En estimant que le monde nous hait et nous persécute, nous nous croyons exemptés de la nécessité d'être comptables de nos actes à son égard." L'isolement paranoïaque par rapport au monde et à ses lois pouvait entraîner certains Juifs à traiter les non-Juifs comme des sous-hommes, rivalisant ainsi avec le racisme des nazis. Evron mit en garde contre la tendance à confondre l'hostilité des Arabes avec l'antisémitisme nazi. "On ne peut distinguer la classe dirigeante d'un pays de sa propagande politique, car celle-ci est présentée comme une part de sa réalité, écrivait-il. Ainsi, les gouvernants agissent dans un monde peuplé de mythes et de monstres qu'ils ont eux-mêmes créés."

Source : Boaz Evron : "Le génocide : un danger pour la nation", *Iton 77*, N· 21. mai-juin 1980. p. 12 et sqq.

D'abord bien qu'existe dans l'esprit de millions de gens dont la bonne foi est indiscutable, la confusion entre "four crématoire" et "chambre à gaz", l'existence, dans les camps hitlériens d'un nombre important de fours crématoires pour tenter d'enrayer la diffusion des épidémies de typhus, le four crématoire n'est pas un argument suffisant: il existe des fours crématoires dans toutes les grandes villes, à Paris, (au Père-Lachaise) à Londres, et dans toutes les capitales importantes, et ces incinérations ne signifient pas évidemment une volonté d'exterminer les populations.

Il fallut donc adjoindre aux fours crématoires des "chambres à gaz" pour établir le dogme de l'extermination par le feu.

La première exigence, élémentaire pour en démontrer l'existence, était de produire l'ordre prescrivant cette mesure. Or dans les archives si minutieusement établies par les autorités allemandes, et toutes saisies par les alliés lors de la défaite d'Hitler, ni les budgets affectés à cette entreprise, ni les directives concernant la construction et le fonctionnement de ces chambres, en un mot, rien de ce qui eût permis l'expertise de "l'arme du crime", comme dans toute enquête judiciaire normale, ne fut trouvé. Rien de tel ne fut produit.

Il est remarquable qu'après avoir officiellement reconnu qu'il n'y avait pas eu de gazage homicide dans le territoire de l'ancien Reich malgré les attestations innombrables de "témoins oculaires", le même critère de la subjectivité des témoignages n'ait plus été accepté en ce qui concerne les camps de l'Est, de Pologne notamment. Même lorsque ces "témoignages" sont entachés des plus légitimes suspicions.

La mise en scène du Musée de Dachau permit de tromper, non seulement des milliers d'enfants que l'on y amenait pour leur enseigner le dogme de l'Holocauste, mais aussi des adultes, tel le Père Morelli, dominicain, qui écrit dans *Terre de détresse* (Ed. Bloud et Gay, 1947, p. 15) : "J'ai posé des yeux pleins d'épouvante sur le sinistre hublot d'où les bourreaux nazis pouvaient pareillement voir se tordre les gazés misérables."

Il n'est pas jusqu'à des anciens déportés de Buchenwald ou de Dachau qui se laissèrent suggestionner par la légende si soigneusement entretenue. Un grand historien français, Michel de Boüard, doyen honoraire de la Faculté de Caen, membre de l'Institut et ancien déporté de Mauthausen, déclarait en 1986:

"Dans la monographie sur Mauthausen que j'ai donnée (...) en 54, à deux reprises je parle de chambre à gaz. Le temps de la réflexion venu, je me suis dit : où ai-je acquis la conviction qu'il y avait une chambre à gaz à Mauthausen ? Ce n'est pas pendant mon séjour au camp car ni moi ni personne ne soupçonnait qu'il pouvait y en avoir; c'est donc un "bagage" que j'ai reçu après la guerre, c'était admis. Puis j'ai remarqué que dans mon texte -- alors que j'appuie la plupart de mes affirmations par des références -- il n'y en avait pas concernant la chambre à gaz..."

Source : *Ouest-France,* 2 et 3 août 1986. p. 6.

Jean Gabriel Cohn-Bendit écrivait déjà : "Battons-nous pour qu'on détruise ces chambres à gaz qu'on montre aux touristes dans les camps où l'on sait maintenant qu'il n'y en avait point, sous peine qu'on ne nous croie plus sur ce dont nous sommes sûrs."

Source : *Libération* du 5 mars 1979, p. 4.

Dans le film qui fut projeté à Nuremberg au tribunal et à tous les accusés, la seule chambre à gaz qui soit présentée est celle de Dachau.

Le 26 août 1960, M. Broszat, au nom de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich, d'obédience sioniste, écrivait dans *Die Zeit* (p. 14) : "La chambre à gaz de Dachau ne fut jamais achevée, et n'a jamais fonctionné."

Depuis l'été 1973, une pancarte, en face des douches, explique que : "cette chambre à gaz, camouflée en salle de douches, n'a jamais été mise en service." ajoutant que les prisonniers condamnés au gazage étaient transférés à l'Est.

Mais la "chambre à gaz" de Dachau est la seule qui ait été présentée en photographie aux accusés de Nuremberg, comme l'un des lieux d'extermination massive, et les accusés y ont cru, à l'exception de Goering et de Streicher.

****

4. Le mythe d'une "terre sans peuple pour un peuple sans terre"

****

"Il n'y a pas de peuple palestinien... Ce n'est pas comme si nous étions venus les mettre à la porte et leur prendre leur pays. Ils n'existent pas."

Madame Golda Meir. Déclaration au *Sunday Times*, 15 juin 1969.

L'idéologie sioniste repose sur un postulat très simple : il est écrit dans la Genèse (XV, 18-21) : "Le Seigneur conclut une Alliance avec Abraham en ces termes : C'est à ta descendance que je donne ce pays, du fleuve d'Egypte au grand fleuve, le fleuve Euphrate."

A partir de là, sans se demander en quoi consiste l'Alliance, à qui a été faite la Promesse, ou si l'Election était inconditionnelle, les dirigeants sionistes, même s'ils sont agnostiques ou athées, proclament: la Palestine nous a été donnée par Dieu.

Les statistiques, même du gouvernement israélien, montrent que 15% des Israéliens sont religieux. Ceci n'empêche pas 90% d'entre eux d'affirmer que cette terre leur a été donnée par Dieu... auquel ils ne croient pas.

L'immense majorité des Israéliens actuels ne partage ni la pratique ni la foi religieuses, et les différents "partis religieux" qui jouent pourtant un rôle décisif dans l'Etat d'Israël ne rassemblent qu'une infime minorité des citoyens.

Cet apparent paradoxe est expliqué par Nathan Weinstock dans son livre : *Le sionisme contre Israël :*

"Si l'obscurantisme rabbinique triomphe en Israël, c'est parce que la mystique sioniste n'a de cohérence que par référence à la religion mosaïque. Supprimez les concepts de "Peuple élu" et de "Terre promise", et le fondement du sionisme s'effondre. C'est pourquoi les partis religieux puisent paradoxalement leur force dans la complicité des sionistes agnostiques. La cohérence interne de la structure sioniste d'Israël a imposé à ses dirigeants le renforcement de l'autorité du clergé. C'est le parti social-démocrate "Mapaï", sous l'impulsion de Ben Gourion, qui a inscrit les cours de religion obligatoires au programme des écoles, et non les partis confessionnels."

Source : *Le sionisme contre Israël*. Ed. Maspero, 1969, p. 315.

"Ce pays existe comme accomplissement d'une promesse faite par Dieu lui-même. Il serait ridicule de lui demander des comptes sur sa légitimité. Tel est l'axiome de base formulé par Madame Golda Meir."

Source : *Le Monde* du 15 octobre 1971.

"Cette terre nous a été promise et nous avons un droit sur elle." redit Begin.

Source : Déclaration de Begin à Oslo, 12 décembre 1978.

"Si l'on possède la Bible, si on se considère comme le peuple de la Bible, on devrait posséder également les terres bibliques, celles des Juges et des Patriarches, de Jérusalem, d'Hébron, de Jéricho, et d'autres lieux encore."

Source : Moshé Dayan, *Jerusalem Post*. 10 août 1967.

Très significativement, Ben Gourion évoque le "précédent" américain où en effet, pendant un siècle, la frontière demeura mouvante jusqu'au Pacifique, où fut proclamée la "fermeture de la frontière" en fonction des succès de la "chasse aux Indiens" pour les refouler et s'emparer de leurs terres.

Ben Gourion dit très clairement : "Il ne s'agit pas de maintenir le statu-quo. Nous avons à créer un Etat dynamique, orienté vers l'expansion."

La pratique politique correspond à cette singulière théorie : prendre la terre, et en chasser les habitants, comme le fit Josué, le successeur de Moïse.

Menahem Begin, le plus profondément imbu de la tradition biblique, proclamait :

"Eretz Israël sera rendue au peuple d'Israël. Tout entière et pour toujours ?"

Source : Menahem Begin : *The Revolt : story of the Irgoun*, p. 335.

Ainsi d'emblée, l'Etat d'Israël se place au dessus de toute loi internationale.

Imposé à l'O.N.U., le 11 mai 1949 par la volonté des Etats-Unis, l'Etat d'Israël ne fut admis qu'à trois conditions :

1 -- Ne pas toucher au statut de Jérusalem;

2 -- Permettre aux Arabes palestiniens de revenir chez eux;

3 -- Respecter les frontières fixées par la décision de partition.

Parlant de cette résolution des Nations Unies sur le "partage", prise bien avant son admission, Ben Gourion déclare :

"l'Etat d'Israël considère que la résolution des Nations Unies du 29 novembre 1947, est nulle et non avenue."

Source : *New York Times*, 6 décembre 1953.

Faisant écho aux thèses citées plus haut de l'américain Albright, sur le parallèle entre les expansions américaines et sionistes, le Général Moshé Dayan écrit:

"Prenez la Déclaration américaine de l'Indépendance. Elle ne contient aucune mention des limites territoriales. Nous ne sommes pas obligés de fixer les limites de l'Etat."

Source : *Jerusalem Post* du 10 août 1967.

La politique correspond très exactement à cette loi de la jungle : la "partition" de la Palestine découlant de la résolution des Nations Unies ne fut jamais respectée.

Déjà, la résolution de partage de la Palestine, adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies (composée alors d'une écrasante majorité d'Etats Occidentaux) le 29 novembre 1947, marque les desseins de l'Occident sur leur "bastion avancé” : à cette date les Juifs constituent 32 % de la population et possèdent 5,6 % du sol : ils reçoivent 56 % du territoire, avec les terres les plus fertiles. Ces décisions avaient été obtenues sous la pression des Etats-Unis.

Le Président Truman exerça une pression sans précédent sur le Département d'Etat. Le sous-secrétaire d'Etat Sumner Welles écrit : "Par ordre direct de la Maison-Blanche les fonctionnaires américains devaient user de pressions directes ou indirectes... afin d'assurer la majorité nécessaire au vote final".

Source : Sumner Welles, *We Need not Fail*, Boston, 1948. p. 63.

Le Ministre de la Défense d'alors, James Age, confirme : "Les méthodes utilisées pour faire pression, et pour contraindre les autres nations au sein des Nations Unies, frôlaient le scandale."

Source : *Les Mémoires de Age*. N.Y. The Viking Press. 1951, p. 363.

La puissance des monopoles privés fut mobilisée :

Dex Pearson, dans le *Chicago-Daily* du 9 février 1948, donne des précisions, dont celle-ci : "Harvey Age, propriétaire des plantations de caoutchouc au Libéria, agit auprès du gouvernement libérien..."

Dès 1948, même ces décisions partiales furent violées.

Les Arabes protestant contre une telle injustice et la refusant, les dirigeants israéliens en profitent pour s'emparer de nouveaux territoires, notamment Jaffa et Saint Jean d'Acre, si bien qu'en 1949 les sionistes contrôlaient 80% du pays et que 770.000 Palestiniens avaient été chassés.

La méthode employée était celle de la terreur :

L'exemple le plus éclatant fut celui de Deir Yassin: le 9 avril 1948, par une méthode identique à celle des nazis à Oradour, les 254 habitants de ce village (hommes, femmes, enfants, vieillards) furent massacrés par les troupes de "L'Irgoun", dont le chef était Menahem Begin.

Dans son livre, *La Révolte : Histoire de l'Irgoun*, Begin écrit qu'il n'y aurait pas eu d'Etat d'Israël sans la "Victoire" de Deir Yassin (p. 162 de l'édition anglaise). Il ajoute :

"La Hagana effectuait des attaques victorieuses sur d'autres fronts... Pris de panique, les Arabes fuyaient en criant : Deir Yassin." *(Idem*, p. 162, repris par l'édition française p. 200.)

Etait considéré comme "absent" tout Palestinien ayant quitté son domicile avant le 1er août 1948.

C'est ainsi que les 2/3 des terres possédées par les Arabes (70.000 ha sur 110.000) furent confisquées. Lorsqu'en 1953 fut promulguée la loi sur la propriété foncière, l'indemnité est fixée sur la valeur de la terre en 1950, mais entre-temps la livre israélienne avait perdu 5 fois sa valeur.

En outre, depuis le début de l'immigration juive, et là encore dans le plus pur style colonialiste, les terres étaient achetées à des féodaux propriétaires (les "*effendi*") non résidents; si bien que les paysans pauvres, les fellahs, furent chassés de la terre qu'ils cultivaient, par ces arrangements faits sans eux entre leurs maîtres anciens et les nouveaux occupants. Privés de leur terre ils ne leur restait plus qu'à fuir.

Les Nations Unies avaient nommé un médiateur, le Comte Folke Bernadotte. Dans son premier rapport le Comte Bernadotte écrivait : "Ce serait offenser les principes élémentaires que d'empêcher ces innocentes victimes du conflit de retourner à leur foyer, alors que les immigrants juifs affluent en Palestine et, de plus, menacent, de façon permanente, de remplacer les réfugiés arabes enracinés dans cette terre depuis des siècles." Il décrit "le pillage sioniste à grande échelle et la destruction de villages sans nécessité militaire apparente."

Ce rapport (U.N. Document A. 648, p. 14) a été déposé le 16 septembre 1948. Le 17 septembre 1948 le Comte Bernadotte et son assistant français, le Colonel Serot, étaient assassinés dans la partie de Jérusalem occupée par les sionistes.

Source : Sur l'assassinat du Comte Bernadotte, voir le rapport du Général A. Lundstrom (qui se trouvait assis dans la voiture de Bernadotte), rapport adressé, le jour même de l'attentat (17 septembre 1948) aux Nations Unies. Puis le livre publié par ce général pour le 20e anniversaire du crime, *L'Assassinat du Comte Bernadotte*, imprimé à Rome (éd. East. A. Fanelli) en 1970, sous le titre : *Un tributo alla memoria del Comte Folke Bernadotte*. Le livre de Ralph Hewish : *Count Bernadotte, his life and work* (Hutchinson, 1948). Et, dans l'hebdomadaire milanais *Europa*, les aveux de Baruch Nadel (cités dans *Le Monde* du 4 et 5 juillet 1971).

Ce n'était pas le premier crime sioniste contre quiconque dénonçait leur imposture.

Lord Moyne, Secrétaire d'Etat britannique au Caire, déclare, le 9 juin 1942, à la Chambre des Lords, que les juifs n'étaient pas les descendants des anciens Hébreux, et qu'ils n'avaient pas de "revendication légitime" sur la Terre Sainte. Partisan de modérer l'immigration en Palestine, il est alors accusé d'être "*un ennemi implacable de l'indépendance hébreue*."

Source : Isaac Zaar : *Rescue and Liberation : America's Part in the Birth of Israël*, N.Y. Bloc Publishing Cy. 1954 p. 115.

Le 6 novembre 1944, Lord Moyne est abattu au Caire par 2 membres du groupe Stern (Itzhak Shamir)

Des années plus tard, le 2 juillet 1975, l'*Evening Star* d'Auckland révèle que les corps des deux assassins exécutés ont été échangés, contre 20 prisonniers arabes, pour les enterrer au "Monument des héros" à Jérusalem. Le gouvernement britannique déplora qu'Israël honore des assassins et en fasse des héros.

Le 22 juillet 1946, l'aile de l'hôtel du Roi David, à Jérusalem, où était installé l'état-major militaire du Gouvernement britannique, explosait, entraînant la mort d'environ 100 personnes : Anglais, Arabes et juifs. C'était l'œuvre de l'Irgoun, de Menahem Begin, qui le revendiqua.

L'Etat d'Israël se substitua alors aux anciens colonialistes, et avec les mêmes procédés : par exemple l'aide agricole permettant l'irrigation fut distribuée d'une manière discriminatoire, de telle sorte que les occupants juifs furent systématiquement favorisés : entre 1948 et 1969, la surface des terres irriguées est passée, pour le secteur juif, de 20.000 à 164.000 ha, et, pour le secteur arabe de 800 à 4.100 ha. Le système colonial a été ainsi perpétué et même aggravé : Le Docteur Rosenfeld, dans son livre : *Les Travailleurs arabes migrants*, publié par l'Université hébraïque de Jérusalem en 1970, reconnaît que l'agriculture arabe était plus prospère au temps du mandat britannique qu'aujourd'hui.

La ségrégation s'exprime aussi dans la politique du logement. Le Président de la Ligue israélienne des Droits de l'Homme, le docteur Israël Shahak, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, dans son livre, *Le Racisme de l'Etat d'Israël* (p. 57) nous

apprend qu'il existe en Israël des villes entières (Carmel, Nazareth, Illith, Hatzor, Arad, Mitzphen-Ramen, et d'autres) où la loi interdit formellement aux non-juifs d'habiter.

Au niveau de la culture règne le même esprit colonialiste.

"Le Ministre de l'Education Nationale, en 1970, proposa aux lycéens deux versions différentes de la prière au "Yizkar". L'une déclare que les camps de la mort avaient été bâtis par le "gouvernement nazi diabolique et la nation allemande de meurtriers". La seconde évoque plus globalement "la nation allemande de meurtriers"... Elles comportent, toutes les deux un paragraphe... appelant Dieu "à venger sous nos yeux le sang des victimes"".

Source : "Ce sont mes frères que je cherche". Ministère de l'éducation et de la culture. Jérusalem, 1990.

Cette culture de la haine raciale a porté ses fruits :

"A la suite de Kahana, des soldats, de plus en plus nombreux, pénétrés de l'histoire du Génocide, imaginèrent toutes sortes de scénarios pour exterminer les Arabes", dit se souvenir l'officier Ehud Praver, responsable du corps enseignant de l'armée. "Il est très préoccupant que le Génocide puisse ainsi légitimer un racisme juif. Nous devons désormais savoir qu'il n'est pas seulement indispensable de traiter de la question du Génocide, mais aussi de celle de la montée du fascisme, d'en expliquer la nature et les dangers pour la démocratie." Selon Praver, "trop de soldats se sont mis à croire que le Génocide peut justifier n'importe quelle action déshonorante."

Source : Tom Segev. *op. cit.* p. 473.

Le problème a été posé très clairement, avant même l'existence de l'Etat d'Israël. Le Directeur du "Fonds national juif", Yossef Weitz, écrivait dès 1940 :

"Il doit être clair pour nous qu'il n'y a pas de place pour deux peuples dans ce pays. Si les Arabes le quittent, il nous suffira (...) Il n'existe pas d'autre moyen que de les déplacer tous; il ne faut pas laisser un seul village, une seule tribu... Il faut expliquer à Roosevelt, et à tous les chefs d'Etats amis, que la terre d'Israël n'est pas trop petite si tous les Arabes s'en vont, et si les frontières sont un peu repoussées vers le nord, le long du Litani, et vers l'est, sur les hauteurs du Golan."

Source : Yossef Weitz, *Journal,* Tel-Aviv, 1965.

Dans le grand journal israélien *Yediot Aharonoth,* du 14 juillet 1972, Yoram Ben Porath, rappelait avec force l'objectif à atteindre: "C'est le devoir des dirigeants israéliens d'expliquer clairement et courageusement à l'opinion un certain nombre de faits, que le temps fait oublier. Le premier de ceux-ci, c'est le fait qu'il n'y a pas de sionisme, de colonisation, d'Etat juif, sans l'éviction des Arabes et l'expropriation de leurs terres."

Nous sommes, ici encore, dans la logique la plus rigoureuse du système sioniste : comment créer une majorité juive dans un pays peuplé par une communauté arabe palestinienne autochtone ?

Le sionisme politique a apporté la seule solution découlant de son programme colonialiste : réaliser une colonie de peuplement en chassant les Palestiniens, et en poussant à l'immigration juive.

Chasser les Palestiniens et s'emparer de leur terre fut une entreprise délibérée et systématique.

Au temps de la Déclaration Balfour, en 1917, les sionistes ne possédaient que 2,5% des terres, et lors de la décision de "partage" de la Palestine, 6,5%. En 1982, ils en possèdent 93%.

Les procédés employés, pour déposséder l'autochtone de sa terre, sont ceux du colonialisme le plus implacable, avec une coloration raciste encore plus marquée dans le cas du sionisme.

La première étape avait les caractères d'un colonialisme classique : il s'agissait d'exploiter la main-d'œuvre locale. C'était la méthode du Baron Edouard de Rothschild: tout comme en Algérie il exploitait, sur ses vignobles, la main d'œuvre à bon marché des fellahs, il avait simplement étendu son champ d'action en Palestine, exploitant, sur ses vignobles, d'autres Arabes que les Algériens.

Un tournant s'opéra, aux alentours de 1905, lorsqu'arriva de Russie une vague nouvelle d'immigrants au lendemain de l'écrasement de la Révolution de 1905. Au lieu de continuer le combat sur place, aux côtés des autres révolutionnaires russes, les déserteurs de la révolution vaincue importèrent en Palestine un étrange "socialisme sioniste". Ils créèrent des coopératives artisanales et des *Kibboutz* paysans en éliminant les fellahs palestiniens pour créer une économie s'appuyant sur une classe ouvrière et agricole juive. Du colonialisme classique (du type anglais ou français), l'on passait ainsi à une colonie de peuplement, dans la logique du sionisme politique, impliquant un afflux d'immigrants "en faveur" desquels, et "contre" personne (comme dit le Professeur Klein), devaient être réservés la terre et les emplois. Il s'agit désormais de remplacer le peuple palestinien par un autre peuple, et, naturellement, de s'emparer de la terre.

Le point de départ de la grande opération c'est la création, en 1901, du "Fonds national juif" qui présente ce caractère original, même par rapport aux autres colonialismes: la terre acquise par lui ne peut être revendue, ni même louée, à des non-juifs.

Deux autres lois concernent le *Kéren Kayémet* ("Fonds national juif". Loi adoptée le 23 novembre 1953) et le *Kéren Hayesod* ("Fonds de reconstruction". Loi adoptée le 10 janvier 1956). "Ces deux lois, écrit le Professeur Klein, ont permis la transformation de ces sociétés, qui se voient attribuer un certain nombre de privilèges." Sans énumérer ces privilèges, il introduit, comme une simple "remarque", le fait que des terres possédées par le "Fonds national juif" sont déclarées "Terres d'Israël", et une loi fondamentale est venue proclamer l'inaliénabilité de ces terres.

C'est l'une des quatre "lois fondamentales" (éléments d'une future constitution, qui n'existe toujours pas, 50 ans après la création d'Israël) adoptées en 1960. Il est fâcheux que le savant juriste, avec son habituel souci de la précision, ne fasse aucun commentaire sur cette "inaliénabilité". Il n'en donne même pas la définition: une terre "sauvée" (Rédemption de la terre) par le Fonds national juif, est une terre devenue "juive": elle ne pourra jamais être vendue à un "non-juif", ni louée à un "non-juif", ni travaillée par un "non-juif".

Peut-on nier le caractère de discrimination raciste de cette loi fondamentale ?

La politique agraire des dirigeants israéliens est celle d'une spoliation méthodique de la paysannerie arabe.

L'ordonnance foncière de 1943, sur l'expropriation d'intérêt public, est un héritage de la période du mandat britannique. Cette loi est détournée de son sens lorsqu'elle est appliquée de façon discriminatoire, par exemple lorsqu'en 1962 sont expropriés 500 ha à Deir El-arad, Nabel et Be'neh, "l'intérêt public" consistant à créer la ville de Carmel réservée aux seuls Juifs.

Autre procédure : l'utilisation des "lois d'urgence", décrétées en 1945 par les Anglais contre les Juifs et les Arabes. La loi 124 donne au Gouverneur militaire, sous prétexte, cette fois, de "sécurité", la possibilité de suspendre tous les droits des citoyens, y compris leurs déplacements : il suffit que l'armée déclare une zone interdite "pour raison de sécurité d'Etat", pour qu'un Arabe ne puisse se rendre sur ses terres sans autorisation du gouverneur militaire. Si cette autorisation est refusée, la terre est alors déclarée "inculte", et le ministère de l'Agriculture peut "prendre possession de terres non cultivées afin d'en assurer la culture".

Lorsque les Anglais promulguèrent, en 1945, cette législation férocement colonialiste, pour lutter contre le terrorisme juif, le juriste Bernard (Itzhak) Joseph, protestant contre ce système de "lettres de cachet" déclara : "Serons-nous tous soumis à la terreur officielle ?... Aucun citoyen n'est à l'abri d'un emprisonnement à vie sans procès... les pouvoirs de l'administration d'exiler n'importe qui sont illimités... il n'est pas besoin de commettre une quelconque infraction, une décision prise dans quelque bureau suffit...".

Le même Bernard (Itzhak) Joseph, devenu ministre de la Justice d'Israël, appliquera ces lois contre les Arabes.

J. Shapira, à propos des mêmes lois, dans le même meeting de protestation du 7 février 1946, à Tel-Aviv, (Hapraklit, février 1946, p. 58-64), déclarait plus fermement encore : "L'ordre établi par cette législation est sans précédent dans les pays civilisés. ***Même en Allemagne nazie il n'existait pas de pareilles lois.*"** Le même J. Shapira, devenu Procureur général de l'Etat d'Israël, puis ministre de la Justice, appliquera ces lois contre les Arabes. Car pour justifier le maintien de ces lois de terreur, "l'état d'urgence" n'a jamais été abrogé, depuis 1948, dans l'Etat d'Israël.

Shimon Pérès écrivait, dans le journal *Davar* du 25 janvier 1972 :

"L'utilisation de la loi 125, sur laquelle le gouvernement militaire est fondé, est en continuation directe de la lutte pour l'implantation juive et l'immigration juive."

L'ordonnance sur la culture des terres en friche, de 1948, amendée en 1949, va dans le même sens, mais par une voie plus directe : sans même chercher le prétexte de "l'utilité publique" ou de la "sécurité militaire", le ministre de l'Agriculture peut réquisitionner toute terre abandonnée. Or, l'exode massif des populations arabes sous la terreur, du genre de Yassin en 1948, de Kafr Kassem le 29 octobre 1956, ou des "pogroms" de "l'unité 101", créée par Moshé Dayan, et longtemps commandée par Ariel Sharon, a ainsi "libéré" de vastes territoires, vidés de leurs propriétaires ou travailleurs arabes, et donnés aux occupants juifs.

Le mécanisme de la dépossession des fellahs est complété par l'ordonnance du 30 juin 1948, l'arrêté d'urgence du 15 novembre 1948 sur les propriétés des "absents", la loi relative aux terres des "absents" (14 mars 1950), la loi sur l'acquisition des terres (13 mars 1953), et tout un arsenal de mesures tendant à légaliser le vol en contraignant les Arabes à quitter leur terre pour y installer des colonies juives, comme le montre Nathan Weinstock dans son livre *Le Sionisme contre Israël*.

Pour effacer jusqu'au souvenir de l'existence de la population agricole palestinienne, et accréditer le mythe du "pays désert", les villages arabes furent détruits, avec leurs maisons, leurs clôtures, et même leurs cimetières et leurs tombes. Le Professeur Israël Shahak a donné, en 1975, district par district, la liste de 385 villages arabes détruits, passés au bulldozer, sur 475 existant en 1948. "Pour convaincre qu'avant Israël, la Palestine était un "désert", des centaines de villages ont été rasés au bulldozer avec leurs maisons, leurs clôtures, leurs cimetières et leurs tombes."

Source : Israël Shahak., *Le Racisme de l'Etat d'Israël*, p. 152 et suivantes.

Les colonies israéliennes continuent à s'implanter, avec un regain depuis 1979, en Cisjordanie, et, toujours selon la plus classique tradition colonialiste, les colons ont été armés.

Le résultat global est le suivant: après avoir chassé un million et demi de Palestiniens, la "terre juive", comme disent les gens du "Fonds national juif", 6,5% en 1947, représente aujourd'hui plus de 93% de la Palestine (dont 75% à l'Etat, et 14% au Fonds national).

Le bilan de cette opération était d'avance remarquablement (et significativement) résumé dans le journal des *Afrikaners* de l'Afrique du sud, *Die Transvaler,* expert en matière de discrimination raciale (apartheid) : "Quelle est la différence entre la manière par laquelle le peuple israélien s'efforce de rester lui-même parmi les populations non-juives, et celle des Afrikaners pour essayer de rester ce qu'ils sont ?"

Source: Henry Katzew, *South Africa: a Country Without Friends,* cité par R. Stevens (Zionism, South Africa, and Apartheid).

Le même système d'apartheid se manifeste dans le statut personnel comme dans l'appropriation des terres. L'*autonomie* que veulent octroyer aux Palestiniens les Israéliens, c'est l'équivalent des "bantoustans" pour les Noirs en Afrique du sud.

Analysant les conséquences de la loi du "Retour", Klein pose la question: "Si le peuple juif déborde largement la population de l'Etat d'Israël, inversement, l'on peut dire que toute la population de l'Etat d'Israël n'est pas juive, puisque le pays compte une importante minorité non-juive, essentiellement arabe et druze. La question qui se pose est de savoir dans quelle mesure l'existence d'une Loi du Retour, qui favorise l'immigration d'une partie de la population (définie par son appartenance religieuse et ethnique) ne peut être considérée comme discriminatoire."

Source : Claude Klein, Directeur de l'Institut de droit comparé à l'Université hébraïque de Jérusalem. *Le Caractère juif de l'Etat d'Israël.* Ed. Cujas. Paris, 1977. p. 33.

L'auteur se demande en particulier si la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciales (adoptée le 21 décembre 1965 par l'Assemblée générale des Nations Unies) ne s'applique pas à la Loi du Retour. Par une dialectique dont nous laissons juge le lecteur, l'éminent juriste conclut par ce distinguo subtil : en matière de non-discrimination "une mesure ne doit pas être dirigée contre un groupe particulier. La Loi du Retour est prise en faveur des Juifs qui veulent s'établir en Israël, elle n'est dirigée contre aucun groupe ou nationalité. On ne voit pas dans quelle mesure cette loi serait discriminatoire.".

Source : *op. cit.* de Klein, p. 35.

Au lecteur qui risquerait d'être dérouté par cette logique pour le moins audacieuse, qui revient à dire, selon une boutade célèbre, que tous les citoyens sont égaux mais certains sont plus égaux que les autres -- illustrons concrètement la situation créée par cette Loi du Retour. Pour ceux qui n'en bénéficient pas est prévue une Loi sur la nationalité (5712-1952); elle concerne (article 3) "tout individu qui, immédiatement avant la fondation de l'Etat, était sujet palestinien, et qui ne devient pas israélien en vertu de l'article 2" (celui qui concerne les Juifs). Ceux que désigne cette périphrase (et qui sont considérés comme "n'ayant jamais eu de nationalité auparavant", c'est-à-dire comme des apatrides par hérédité) doivent prouver (preuve documentaire très souvent impossible parce que les papiers ont disparu dans la guerre et la terreur qui ont accompagné l'instauration de l'Etat sioniste), qu'ils habitaient cette terre de telle à telle époque. Sans quoi reste, pour devenir citoyen, la voie de la "naturalisation", exigeant par exemple, "une certaine connaissance de la langue hébraïque". Après quoi, "s'il le juge utile" le ministre de l'Intérieur accorde (ou refuse) la nationalité israélienne. En bref, en vertu de la loi israélienne, un Juif de Patagonie devient citoyen israélien à l'instant même où il pose le pied à l'aéroport de Tel-Aviv; un Palestinien, né en Palestine, de parents palestiniens, peut être considéré comme apatride. Il n'y a là nulle discrimination raciale *contre* les Palestiniens; simplement une mesure en faveur des Juifs !

Il semble donc difficile de contester la Résolution de l'Assemblée générale de l'O.N.U., du 10 novembre 1975 (Résolution 3379-xxx) définissant le sionisme comme "forme de racisme et de discrimination raciale".

En fait, ceux qui s'installent en Israël sont, pour une infime minorité ceux qui viennent pour accomplir "la promesse". La "loi du retour" a très peu joué. Il est heureux qu'il en soit ainsi car, dans tous les pays du monde, des juifs ont joué un rôle éminent dans

tous les domaines de la culture, de la science et des arts, et il serait navrant que le sionisme atteigne l'objectif que se sont fixés les antisémites : arracher les juifs à leurs patries respectives pour les enfermer dans un ghetto mondial. L'exemple des juifs français est significatif; après les accords d'Evian de 1962 et la libération de l'Algérie, sur 130.000 juifs quittant l'Algérie, 20.000 seulement sont allés en Israël et 110.000 en France. Ce mouvement n'était pas la conséquence d'une persécution antisémite car la proportion de colons français d'Algérie non-juifs, quittant l'Algérie était la même. Ce départ avait pour cause non l'antisémitisme mais le colonialisme français antérieur et les juifs français d'Algérie ont connu le même sort que les autres Français d'Algérie.

En résumé, la quasi totalité des immigrants juifs en Israël est venue pour échapper aux persécutions antisémites.

En 1880 il y a 25.000 juifs en Palestine pour une population de 500.000 habitants.

A partir de 1882 commencent les immigrations massives à la suite des grands pogroms de la Russie tsariste.

De 1882 à 1917 arrivent ainsi 50.000 juifs en Palestine. Puis viennent, entre les deux guerres, les émigrés polonais et ceux du Maghreb pour échapper à la persécution.

Mais la masse la plus importante vint d'Allemagne en raison de l'ignoble antisémitisme d'Hitler; près de 400.000 juifs arrivèrent ainsi en Palestine avant 1945.

En 1947, à la veille de la création de l'Etat d'Israël, il y avait 600.000 juifs en Palestine sur une population totale de 1 million 250 mille habitants.

Alors commença le déracinement méthodique des Palestiniens. Avant la guerre de 1948 environ 650.000 Arabes habitaient dans les territoires qui allaient devenir l'Etat d'Israël. En 1949 il en restait 160.000. En raison d'une forte natalité leurs descendants étaient 450.000 à la fin de 1970. La ligue des Droits de l'Homme d'Israël révèle que du 11 juin 1967 au 15 novembre 1969, plus de 20.000 maisons arabes ont été dynamitées en Israël et en Cisjordanie.

Il y avait, au recensement britannique du 31 décembre 1922, 757.000 habitants en Palestine, dont 663.000 Arabes (590.000 Arabes musulmans et 73.000 Arabes chrétiens) et 83.000 juifs (c'est-à-dire : 88 % d'Arabes et 11 % de juifs). Il convient de rappeler que ce prétendu "désert"était exportateur de céréales et d'agrumes.

Dès 1891, un sioniste de la première heure, Asher Guinsberg (écrivant sous le pseudonyme Ahad Ha'am, "Un du peuple") visitant la Palestine, apporte ce témoignage :

"A l'extérieur, nous sommes habitués à croire que Eretz-Israël est aujourd'hui quasi désertique, un désert sans cultures, et que quiconque désire acquérir des terres peut venir ici s'en procurer autant que son coeur désire. Mais en vérité il n'en est rien. Sur toute l'étendue du pays, il est difficile de trouver des champs non cultivés. Les seuls endroits non cultivés sont des champs de sable et des montagnes de pierres où ne peuvent pousser que des arbres fruitiers, et ce, après un dur labeur et un grand travail de nettoyage et de récupération".

Source : Ahad. *Œuvres complètes* (en Hébreu). Tel-Aviv. Devir Publ. House, 8é édition. p. 23.

En réalité, avant les sionistes, les "bédouins" (en fait céréaliers) exportent 30.000 tonnes de blé par an; la superficie des vergers arabes triple de 1921 à 1942, celle des orangeraies et des autres agrumes est multipliée par sept entre 1922 et 1947, la production est multipliée par dix entre 1922 et 1938.

Pour ne retenir que l'exemple des agrumes, le Rapport Peel, présenté au Parlement britannique, par le Secrétaire d'Etat aux colonies, en juillet 1937, se fondant sur la rapide progression des orangeraies en Palestine, estime que, sur les trente millions de cageots d'oranges d'hiver dont s'accroîtra la consommation mondiale dans les dix années à venir, les pays producteurs et exportateurs seront les suivants :

Palestine : 15 millions

Etats-Unis : 7 millions

Espagne : 5 millions

Autres pays (Chypre, Egypte, Algérie, etc...) : 3 millions.

Source : "Rapport Peel", chapitre 8, § 19, p. 214.

Selon une étude du Département d'Etat américain, remise le 20 mars à une commission du Congrès "plus de deux cent mille Israéliens sont maintenant installés dans les territoires occupés (Golan et Jérusalem-Est compris) Il constituent "approximativement" 13 % de la population totale de ces territoires."

Quelques 90.000 d'entre eux résident dans les 150 implantations de Cisjordanie, "où les autorités israéliennes disposent à peu près de la moitié des terres."

A Jérusalem-Est et dans les banlieues arabes dépendant de la municipalité, poursuit le Département d'Etat, près de 120.000 Israéliens sont installés dans quelques douze quartiers. Dans la bande de Gaza, où l'Etat hébreu a confisqué trente pour cent d'un territoire déjà surpeuplé, 3.000 Israéliens résident dans une quinzaine d'implantations. Sur le plateau du Golan, ils sont 12.000 répartis dans une trentaine de localités."

Source : *Le Monde* du 18 avril 1993.

Le quotidien *Yedioth Aharonoth*, le plus fort tirage de la presse israélienne, écrivait :

"Depuis les années soixante-dix, il n'y a jamais eu pareille accélération de la construction dans les territoires. Ariel Sharon (le ministre du logement et de la construction), poursuit *Yedioth*, est fébrilement occupé à établir de nouvelles implantations, à développer celles qui existent déjà, à faire des routes et préparer de nouveaux terrains à construire".

Source : Ces textes israéliens sont reproduits dans *Le Monde* du 18 avril 1991.

(Rappelons qu'Ariel Sharon fut le général commandant l'invasion du Liban, qui arma les milices phalangistes qui exécutèrent les "pogroms" des camps palestiniens de Sabra et de Chatila. Sharon ferma les yeux sur ces exactions et en fut complice comme le révéla même la commission israélienne chargée d'enquêter sur les massacres.)

Le maintien de ces colonies juives dans les territoires occupés, et leur protection par l'armée israélienne, et l'armement des colons, (comme autrefois les aventuriers du Far West en Amérique), rend illusoire toute "autonomie" véritable des Palestiniens et rend impossible la paix tant que subsiste l'occupation de fait.

L'effort principal d'implantation coloniale porte sur Jérusalem avec le but avoué de rendre irréversible la décision d'annexion de la totalité de Jérusalem pourtant unanimement condamnée par les Nations Unies (y compris par les Etats-Unis!).

Les implantations coloniales dans les territoires occupés sont une violation flagrante des lois internationales et notamment de la Convention de Genève du 12 août 1949, dont l'article 49 stipule: "La puissance occupante ne pourra procéder au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle."

Même Hitler n'avait pas enfreint cette loi internationale : il n'a jamais installé de "colons" civils allemands sur des terres d'où auraient été chassés des paysans français.

Le prétexte de la "sécurité", comme celui du "terrorisme" de l'Intifada, sont dérisoires : les chiffres sont à cet égard éloquents :

"1116 Palestiniens ont été tués depuis le début de l'Intifada (la révolte des pierres), le 9 décembre 1987, par les tirs des militaires, des policiers ou des colons. Soit 626 en 1988 et 1989, 134 en 1990, 93 en 1991, 108 en 1992, et 155 du 1er janvier au 11 septembre 1993. Parmi les victimes figurent 233 enfants âgés de moins de dix-sept ans d'après une étude réalisée par Betselem, l'association israélienne des droits de l'homme.

Des sources militaires chiffrent à près de vingt mille le nombre des Palestiniens blessés par balles, et l'Office des Nations Unies pour l'aide aux réfugiés de Palestine (U.N.R.W.A.), à quatre vingt dix mille.

Trente-trois soldats israéliens ont été tués depuis le 9 décembre 1987, soit 4 en 1988, 4 en 1989, 1 en 1990, 2 en 1991, 11 en 1992 et 11 en 1993.

Quarante civils, pour la plupart des colons, ont été tués dans les territoires occupés, selon un décompte établi par l'armée.

Selon les organisations humanitaires, quinze mille Palestiniens, en 1993, sont détenus dans les prisons de l'administration pénitentiaire et dans les centres de détention de l'armée.

Douze Palestiniens sont morts dans les prisons israéliennes depuis le début de l'Intifada, certains dans des conditions qui n'ont pas encore été éclaircies, assure Betselem. Cette organisation humanitaire indique aussi qu'au moins vingt mille

détenus sont torturés, chaque année, dans les centres de détention militaire, au cours d'interrogatoires".

Source : *Le Monde* du 12 septembre 1993.

Autant de violations de la loi internationale tenue pour un "chiffon de papier" et, plus encore comme l'écrit le professeur Israël Shahak : "parce que ces colonies, par leur nature même, s'inscrivent dans un système de spoliation, de discrimination et d'apartheid."

Source : Israël Shahak : *Le racisme de l'Etat d'Israël*. p. 263.

Voici le témoignage du Professeur Shahak sur l'idolâtrie qui consiste à remplacer le Dieu d'Israël par l'Etat d'Israël.

"Je suis un Juif qui vit en Israël. Je me considère comme un citoyen respectueux des lois. Je fais mes périodes dans l'armée tous les ans, bien que j'aie plus de quarante ans. Mais je ne suis pas "dévoué" à l'Etat d'Israël ou à quelque autre Etat, ou organisation ! Je suis attaché à mes idéaux. Je crois qu'il faut dire la vérité, et faire ce qu'il faut pour sauver la justice et l'égalité pour tous. Je suis attaché à la langue et à la poésie hébraïques, et j'aime à penser que je respecte modestement quelques-unes des valeurs de nos anciens prophètes.

Mais vouer un culte à l'Etat ? J'imagine bien Amos ou Isaïe si on leur avait demandé de "vouer" un culte au royaume d'Israël ou de Judée !

Les Juifs croient et disent trois fois par jour qu'un Juif doit être voué à Dieu et à Dieu seulement : "Tu aimeras Yaveh, ton Dieu, de tout ton coeur, de toute ton âme, et de tout ton pouvoir." (Deutéronome, ch. VI, verset 5). Une petite minorité y croit encore. Mais il me semble que la majorité de son peuple a perdu son Dieu, et lui a substitué une idole, exactement comme quand ils adorèrent tant le veau d'or dans le désert qu'ils donnèrent tout leur or pour lui élever une statue. Le nom de leur idole moderne est l'Etat d'Israël"

Source : *Ibidem* p. 93.

[page 191 à 230]

III

L'utilisation politique du mythe

1. Le lobby aux Etats-Unis.

"Le Premier ministre d'Israël a beaucoup plus d'influence sur la politique étrangère des Etats-Unis au Moyen-Orient qu'il n'en a dans son propre pays."

Paul Findley, *They dare to speak out*, p. 92.

Comment de tels mythes ont-ils pu susciter des croyances difficilement déracinables chez des millions de gens de bonne foi ?

-- Par la création de tout puissants "lobbies" capables d'infléchir l'action des politiques et de conditionner les opinions publiques. Les modes d'action sont adaptés selon les pays.

Aux Etats-Unis, où vivent 6 millions de Juifs, le "vote juif" peut être déterminant, car la majorité électorale (en raison du nombre élevé des abstentions et de l'absence de projets globaux différents entre les 2 partis) dépend de peu de chose, et la victoire peut être emportée avec peu d'écart.

En outre, la volatilité de l'opinion qui dépend pour une large part du "look" du candidat ou de l'habileté de ses prestations télévisées, est fonction des budgets de ses comités et des possibilités de son "marketing" politique. "En 1988, les élections américaines aux postes de membres du Sénat exigent un budget publicitaire de 500 millions de dollars"

Source : Alain Cotta. *Le capitalisme dans tous ses états*. Ed. Fayard. 1991. p. 158.

Le lobby le plus puissant officiellement accrédité au Capitole est le A.I.P.A.C. ("*American Israeli Public Affairs Committee*")

La puissance des sionistes aux Etats-Unis était telle déjà en 1942 qu'à l'Hôtel Biltmore, à New York, une Convention maximaliste décide qu'il faut passer du "*Foyer juif en Palestine*" (promis par Balfour : la colonisation lente par achats de terre, sous protectorat britannique ou américain), à la création d'un *Etat juif souverain*.

La duplicité qui caractérise toute l'histoire du sionisme, s'exprime dans les "interprétations" de ce qui fut l'aboutissement des efforts de Herzl : la "Déclaration Balfour" (en 1917). La formule de "*foyer national juif*" est reprise du Congrès de Bâle. Lord Rothschild avait préparé un projet de déclaration préconisant "*le principe national du peuple juif*". La déclaration finale de Balfour ne parle plus de toute la

Palestine, mais seulement de "l'établissement *en* Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif". En fait tout le monde dit *"foyer"* comme s'il s'agissait d'un centre spirituel et culturel, et pense, en réalité : *Etat.* Comme Herzl lui-même. Lloyd George écrit dans son livre : *The Truth about the Peace Treaties*, (Ed. Gollancz, 1938, vol. ? p. 1138-39) : "Il ne saurait y avoir de doute sur ce que les membres du Cabinet avaient à l'époque en tête... La Palestine deviendrait un Etat indépendant." Il est significatif que le Général Smuts, membre du Cabinet de guerre, déclarait à Johannesburg, le 3 novembre 1915 : "Au cours des générations à venir, vous allez voir se lever là-bas (en Palestine) une fois de plus un grand Etat Juif."

Dès le 26 janvier 1919 Lord Curzon écrivait : "Pendant que Weizmann vous dit quelque chose, et que vous pensez "foyer national juif", il a en vue quelque chose de tout à fait différent. Il envisage un Etat juif, et une population arabe soumise, gouvernée par les juifs. Il cherche à réaliser cela derrière l'écran et la protection de la garantie britannique."

Weizmann avait clairement expliqué au gouvernement britannique que l'objectif du sionisme était de créer un "Etat juif" (avec quatre ou cinq millions de juifs). Lloyd George et Balfour lui donnèrent l'assurance "qu'en usant du terme "foyer national", dans la Déclaration Balfour, nous entendions bien par là un Etat juif".

Le 14 mai 1948, Ben Gourion proclame à Tel-Aviv l'indépendance : "L'Etat juif en Palestine s'appellera : Israël".

Malgré la divergence entre ceux qui, comme Ben Gourion, considéraient comme un devoir pour chaque Juif dans le monde de venir vivre dans cet Etat, et ceux qui pensaient que l'action des Juifs aux Etats-Unis était plus importante, dans l'intérêt même d'Israël, cette dernière tendance l'emporta : sur 35.000 Américains ou Canadiens qui immigrèrent en Israël, 5.400 seulement s'y fixèrent.

Source : Melvin I. Wrofsky : *We are one ! American Jewry and Israël*. New York, 1978, Ed. Ander Press-Doubleday, p. 265-6.

L'Etat d'Israël fut admis aux Nations Unies grâce aux pressions éhontées du lobby.

Eisenhower ne voulait pas s'aliéner les pays pétroliers arabes : "Une prodigieuse source de puissance stratégique et l'une des plus grandes richesses de l'histoire du monde." disait-il.

Source : Bick, *Ethnic linkage and Foreign policy.* p. 81.

Truman balaya ses scrupules pour des raisons électorales, et il en fut ainsi de ses successeurs.

Sur la puissance du lobby sioniste et du "vote juif", le Président Truman lui-même avait, devant un groupe de diplomates, déclaré en 1946: "Je regrette Messieurs, mais je dois répondre à des centaines de milliers de gens qui attendent le succès du sionisme. Je n'ai pas des milliers d'Arabes parmi mes électeurs."

Source: William Eddy, *F.D. Roosevelt and Ibn Saoud*. N.Y. "American friends of the Middle East", 1954, p. 31.

L'ancien Premier ministre britannique Clement Atlee apporte ce témoignage : "La politique des Etats-Unis en Palestine était modelée par le vote juif et par les subventions de plusieurs grandes firmes juives."

Source : Clement Atlee. *A Prime Minister Remembers.* Ed. Heinemann. Londres 1961 p. 181.

Eisenhower avait, en accord avec les soviétiques, stoppé en 1956 l'agression israélienne (appuyée par les dirigeants anglais et français) contre le canal de Suez.

Le Sénateur J.F. Kennedy n'avait, en cette affaire, montré aucun enthousiasme.

En 1958, la "Conférence des Présidents" des associations juives charge son Président Klutznik, de contacter Kennedy, candidat possible. Il lui déclara crûment: "Si vous dites ce que vous devez dire, vous pouvez compter sur moi. Sinon je ne serai pas le seul à vous tourner le dos".

Ce qu'il devait dire, Klutznik le lui résuma: l'attitude d'Eisenhower dans l'affaire de Suez était mauvaise alors qu'en 48 Truman était dans la bonne voie... Kennedy suivit ce "conseil" en 1960, lorsqu'il fut désigné par la Convention démocrate comme candidat. Après ses déclarations à New-York, devant des personnalités juives, il reçut 500.000 dollars pour sa campagne, Klutznik comme conseiller, et 80 % du vote juif.

Source: britannique I. Wrofsky, *op. cit.*, p. 265-6 et 271 à 80.

Lors de sa première rencontre avec Ben Gourion, à l'hôtel Waldorf-Astoria de New York, au printemps de 1961, John F. Kennedy lui dit: "Je sais que j'ai été élu grâce aux votes des juifs américains. Je leur dois mon élection. Dites-moi ce que je dois faire pour le peuple juif."

Source : Edward Tivnan, *The lobby*. p. 56 (citant le biographe de Ben Gourion, Michel Bar Zohar)

Après Kennedy, Lyndon Johnson alla plus loin encore. Un diplomate israélien écrivait : "Nous avons perdu un grand ami. Mais nous en avons trouvé un meilleur... Johnson est le meilleur des amis que l'Etat juif ait eu à la Maison-Blanche".

Source : I.L. Kenan. *Israël's Defense Line,* Buffalo. Prometheus book. 1981. p. 66-67.

Johnson appuya en effet puissamment la "guerre des Six jours" en 1967. Désormais 99% des juifs américains défendirent le sionisme israélien. "Etre juif aujourd'hui signifie : être lié à Israël."

Source: Schlomo Avineri: *The Making of Modern Zionism*. N.Y. Basic Books, 1981, p. 219.

La résolution 242 des Nations Unies, en novembre 1967, exigeant l'évacuation des territoires occupés pendant la guerre, De Gaulle, après cette agression, prononça l'embargo sur les armes à destination d'Israël. Le Parlement américain suivit. Mais Johnson, en décembre, le fit lever et, sous la pression de l'A.I.P.A.C., livra les avions Phantom commandés par Israël.

Source : Bick, *op. cit*. p. 65 et 66.

En conséquence de quoi, Israël ne critiqua pas la guerre au Viêt-Nam.

Source : Abba Eban. *Autobiographie*. p. 460.

Lorsqu'en 1979, Golda Meir vint aux E.U., Nixon la compara à la "Deborah biblique" et la couvrit d'éloges sur la prospérité (boom) d'Israël.

Source : Steven L. S. Spiegel : *The Other Arab-Israeli Conflict* University of Chicago Press. 1985, p. 185.

Le "Plan Rogers" reprenant l'essentiel de la résolution 262 de l'O.N.U., fut rejeté par Golda Meir.

Source : Kenan. *op. cit.* p. 239.

Nixon livra à Israël 45 Phantom de plus, et rajouta 80 bombardiers Skyhawk.

Nasser mourut le 8 septembre 1970 et Sadate proposa la paix avec Israël. Moshé Dayan, ministre de la Défense, refusa, malgré le ministre des Affaires étrangères, Abba Eban.

Sadate, le 6 octobre 1973, lança alors l'offensive qui reçut le nom de guerre du Yom Kippour et détruisit la réputation de Madame Golda Meir qui dut démissionner le 10 avril 1974, ainsi que Moshé Dayan.

Néanmoins, le lobby juif du Capitole remporta à Washington un grand succès pour le réarmement accéléré d’Israël : 2 milliards de dollars, sous prétexte de combattre un lobby arabe concurrent.

Source : Neff, *Warriors of Jerusalem*, p. 217.

L'argent des banques juives de Wall Street s'ajouta à l'aide gouvernementale.

Source : Bick. *op. cit*. p. 65. et Abba Eban. *op. cit.* p. 460.

Sur les 21 personnes qui ont versé plus de 100.000 dollars pour le Sénateur Hubert Humphrey, 15 étaient juives, aux premiers rangs desquelles les maîtres de la "mafia juive d'Hollywood" comme Lew Wasserman. D'une manière générale ils apportaient plus de 30% des fonds électoraux du Parti Démocrate.

Source : Stephen D. Isaacs. *Jews and American Politics*. N.Y. Ed. Doubleday. 1974. chapitre 8.

L'A.I.P.A.C se mobilisa de nouveau et obtint en trois semaines, le 21 mai 1975, la signature de 76 sénateurs demandant au Président Ford d'appuyer comme eux Israël.

Source : Texte intégral dans Shechan. "Arabs, Israelis, and Kissinger". Reader's digest press, p. 175.

La voie de Jimmy Carter était tracée : à la Synagogue d'Elisabeth, dans le New Jersey, revêtu de la toge de velours bleu, il proclama :

"J'honore le même Dieu que vous. Nous (les baptistes) étudions la même Bible que vous." Et il conclut : "La survie d'Israël ne relève pas de la politique. C'est un devoir moral."

Source : *Time* du 21 juin 1976.

C'était l'époque où Begin et les partis religieux avaient, en Israël, enlevé le pouvoir aux travaillistes : "Begin se considérait plus comme juif que comme israélien", écrit son biographe.

Source: Silvère, Begin: *The Haunted Prophet*, p. 164.

En novembre 1976, Nahum Goldman, Président du Congrès juif mondial, vint à Washington voir le Président, et ses conseillers, Vance et Brzezinski. Il donna à l'administration Carter ce conseil inattendu : "Briser le lobby sioniste aux Etats-Unis."

Source : *Stern*. New York. 24 avril 1978.

Goldman avait consacré sa vie au sionisme et joué un rôle de premier plan dans le "lobby" depuis l'époque Truman, et il disait aujourd'hui, que sa propre création, la Conférence des Présidents, était une "force destructive" et "un obstacle majeur" à la paix au Moyen-Orient.

Begin était au pouvoir et Goldman était décidé à miner sa politique, fût-ce en détruisant son propre groupe de pression.

Six ans plus tard, Cyrus Vance, l'un des interlocuteurs de cette rencontre, confirme les propos de Goldman: "Goldman nous a suggéré de briser le lobby, mais le Président et le Secrétaire d'Etat répondirent qu'ils n'en avaient pas le pouvoir, et que d'ailleurs cela aurait pu ouvrir la porte à l'antisémitisme."

Source : Interview de Cyrus Vance à Edward Tivnan : *The Lobby*. Ed. Simon and Schuster.1987 p. 123.

Begin, partageant le pouvoir avec les travaillistes, désigna Moshé Dayan comme Ministre des Affaires étrangères à la place de Shimon Peres. Le Président de la Conférence des Présidents juifs aux Etats-Unis, Schindler, fit accepter ce tournant en faveur des extrémistes et souligna le pragmatisme de Dayan. Begin, pour un temps, ne se soucia guère des sionistes américains, qu'il considérait comme les soutiens des travaillistes.

Mais les hommes d'affaires américains constatant l'influence des rabbins sur Begin et surtout l'attachement de celui-ci à la "libre entreprise" (contrairement aux interventions étatiques des travaillistes), saluèrent les accords de Camp David (septembre 1978). Sadate, faisant une paix séparée avec Israël, ne touchait pas à la Cisjordanie (Judée et Samarie, terres "bibliques" selon Begin) et ne retenait que le Sinaï qui, pour Begin, n'était pas "terre biblique".

Source : Stephan D. Isaacs : *Jews and American Policy*. Doubleday, 1974, p. 122.

En 1976, Carter avait recueilli 68% du vote juif; en 1980 il n'en obtint que 45%, ayant, dans l'intervalle, vendu des avions F 15 à l'Egypte et des "Awacs" à l'Arabie Saoudite, en assurant pourtant que cela ne servirait jamais contre Israël puisque l'armée américaine en contrôlait et en dirigeait toutes les données au sol.

Il fut néanmoins battu par Reagan en 1980, qui, au contraire, accorda 600 millions de dollars de crédits militaires pour les 2 années suivantes.

Begin assuré, après Camp David, de n'être pas attaqué à revers par l'Egypte, et rassuré par le fait que les Awacs vendus à l'Arabie Saoudite étaient entièrement sous contrôle américain, put montrer aux Américains son pouvoir par une guerre préventive en procédant (comme les Japonais à Pearl Oranienburg et les Israéliens pour l'aviation égyptienne lors de la guerre des Six jours) à une destruction, sans déclaration de guerre, de la centrale nucléaire irakienne d'Ozirak, construite par les Français. Begin invoquant toujours le même mythe sacré :

"Il n'y aura jamais plus un autre Holocauste."

Source : *Washington Post.* 10 juin 1981.

Encouragé par la faiblesse de la protestation américaine craignant une aggravation de la situation au Moyen-Orient, Begin, un mois plus tard, le 17 juillet 1981, bombardait l'Ouest de Beyrouth pour y détruire, disait-il, des bases de l'O. L. P

Reagan annonça alors le projet de vendre pour 8 milliards et demi d'Awacs à l'Arabie Saoudite, et d'autres missiles, toujours dans des conditions qui ne menaçaient en rien Israël car le contrôle américain était total.

Si bien qu'une majorité au Sénat accepta cette bonne affaire économique et ce renforcement de l'emprise américaine dans le Golfe. (Les Saoudiens s'étaient engagés à ne survoler ni la Syrie ni la Jordanie, et donc pas Israël.)

Source : *Facts and files*. 20 septembre 1981, p. 705.

Begin, toujours possédé par la vision du "grand Israël" de la légende biblique, poursuivit l'implantation de colonies israéliennes en Cisjordanie (commencée par les travaillistes) que Carter avait déclarées "illégales" et contraires aux résolutions 242 et 338 des Nations Unies. Mais Reagan voyait en Israël un moyen de bloquer les visées de l'Union Soviétique sur les pétroles du Golfe. En novembre 1981, Ariel Sharon, Ministre de la guerre de Begin, rencontra son homologue américain Caspar

Weinberger, et élabora avec lui un plan de "coopération stratégique" pour dissuader toute menace soviétique dans la région.

Source : *N.Y. Times*, 1er décembre 1981.

Le 14 décembre, Begin annexe le Golan. Reagan proteste contre cette nouvelle violation de la résolution 242. Begin s'insurge : "Sommes-nous une république bananière? Un Etat vassal du vôtre ?"

Source : Steven Emerson, "Dutton of Arabia" in *New Republic* du 16 juin 1982.

L'année suivante Begin envahissait le Liban. Le général Haig, dirigeant le département d'Etat, donne le feu vert à cette invasion destinée à imposer un gouvernement chrétien à Beyrouth.

Source : Ze'ev Shiff et Ehud Ya'ari : *Israël's Lebanon War*. N.Y., Simon and Schuster, 1984.

Peu d'Américains critiquèrent cette invasion comme peu d'Israéliens avaient critiqué celle du Viêt-Nam. Mais les massacres de Sabra et de Chatila, sous les yeux de Sharon et d'Eytan, et avec leur complicité, et les images qui en furent données à la télévision, obligeaient le lobby juif à rompre le silence.

Le Vice-Président au congrès juif mondial, Hertzberg, et bon nombre de rabbins, critiquèrent Begin en octobre 1982. Begin reprocha au rabbin Schindler, qui avait fait cette critique à la télévision, d'être "plus américain que juif" et l'un de ses adjoints le dénonça comme "traître".

Source : Michael There : "American Jews and Israel. The schism", N.Y., 18 octobre 1982.

Un porte-parole de A.I.P.A.C. expliqua la stratégie de ceux qui, comme lui, approuvaient l'invasion :

"Nous voulons renforcer notre soutien d'Israël vers la droite -- avec les gens qui ne se soucient pas de ce qui se passe sur la "West Bank" mais qui visent l'Union Soviétique."

Source : Interview recueillie par Tivnan (*op. cit.*) p. 181.

A cette occasion les chrétiens sionistes soutinrent l'agression israélienne et leur chef Jerry Falwell, que Begin appelait "l'homme qui représente 60 millions de chrétiens américains" dans un pays où il n'y a que 6 millions de juifs reçut la plus haute distinction sioniste : le prix Jabotinski pour services rendus à Israël, plus 100 millions de dollars de l'Etat israélien et 140 millions de dollars de la donation Swaggert.

Source : *Time* "Power, glory, politics". 17 février 1986.

La puissance financière et, par conséquent, politique, dans un monde où tout s'achète et se vend, devint de plus en plus déterminante.

Depuis 1948 les Etats-Unis ont fourni à Israël 28 milliards d'aide économique et militaire.

Source : *Time Magazine* de juin 1994.

* * *

Confortés par le flux financier qui, du dehors, déferlait sur Israël :

1 -- Par les "réparations" allemandes et autrichiennes;

2 -- Par les libéralités inconditionnelles des Etats-Unis;

3 -- Par les versements de la "Diaspora";

les dirigeants israéliens pouvaient concevoir, en politique extérieure, les visées les plus ambitieuses d'un "grand Israël".

Un témoignage précis nous en est fourni par un article de la revue *Kivounim* (Orientations) publié à Jérusalem par L'Organisation sioniste mondiale sur "les plans stratégiques d'Israël pour les années 80" :

"En tant que corps centralisé, l'Egypte est déjà un cadavre, surtout si l'on tient compte de l'affrontement de plus en plus dur entre musulmans et chrétiens. Sa division en provinces géographiques distinctes doit être notre objectif politique pour les années 1990, sur le front occidental.

Une fois l'Egypte ainsi disloquée et privée de pouvoir central, des pays comme la Libye, le Soudan, et d'autres plus éloignés, connaîtront la même dissolution. La formation d'un Etat copte en Hautes-alpes, et celle de petites entités régionales de faible importance, est la clef d'un développement historique actuellement retardé par l'accord de paix, mais inéluctable à long terme.

En dépit des apparences, le front Ouest présente moins de problèmes que celui de l'Est. La partition du Liban en cinq provinces... préfigure ce qui se passera dans l'ensemble du monde arabe. L'éclatement de la Syrie et de l'Irak en régions déterminées sur la base de critères ethniques ou religieux doit être, à long terme, un but prioritaire pour Israël, la première étape étant la destruction de la puissance militaire de ces Etats.

Les structures ethniques de la Syrie l'exposent à un démantèlement qui pourrait aboutir à la création d'un Etat chi'ite le long de la côte, d'un Etat sunnite dans la région d'Alep, d'un autre à Damas, et d'une entité druze qui pourrait souhaiter constituer son propre Etat -- peut-être sur notre Golan -- en tout cas avec l'Houran et le nord de la Jordanie... Un tel Etat serait, à long terme, une garantie de paix et de sécurité pour la région. C'est un objectif qui est déjà à notre portée.

Riche en pétrole, et en proie à des luttes intestines, l'Irak est dans la ligne de mire israélienne. Sa dissolution serait, pour nous, plus importante que celle de la Syrie, car c'est lui qui représente, à court terme, la plus sérieuse menace pour Israël."

Source : *Kivounim*, Jérusalem, No 14, février 1982, pages 49 à 59.

(Le texte intégral, dans son original hébreu, est reproduit dans mon livre : *Palestine, terre des messages divins*. Ed. Albatros. Paris 1986, p. 377 à 387, et dans sa traduction française à partir de la page 315.)

Pour la réalisation de ce vaste programme, les dirigeants israéliens disposaient d'une aide américaine sans restriction. Sur les 507 avions dont ils disposaient à la veille de l'invasion du Liban, 457 venaient des Etats-Unis grâce aux dons et prêts consentis par Washington. Le lobby américain se chargeait d'obtenir les moyens nécessaires, fût-ce, sous la pression du "lobby" sioniste, contre les intérêts nationaux.

Lorsque les objectifs du plan Kivounim étaient trop éloignés, et l'affrontement trop risqué, le lobby israélien réussissait à faire réaliser l'opération par les Etats-Unis. La guerre contre l'Irak en est un exemple saisissant.

"Deux puissants groupes de pression poussent les Etats-Unis au déclenchement du conflit.

1 -- Le "lobby juif" parce que l'élimination de Sadam Hussein écarterait la menace du pays arabe le plus puissant... Les Juifs américains jouent dans le système médiatique d'outre Atlantique un rôle essentiel. Le compromis permanent entre le Président et le Congrès amène la Maison Blanche à tenir le plus grand compte de leurs instances.

2 -- Le "lobby des affaires"... en est venu à penser que la guerre pouvait relancer l'économie. La Seconde guerre mondiale, et les énormes commandes qu'elle a valu aux Etats-Unis, n'a-t-elle pas mis fin à la crise de 1929 dont ils n'étaient vraiment jamais sortis ? La guerre de Corée n'a-t-elle pas provoqué un nouveau boom ?

Bienheureuse guerre qui ramènerait la prospérité en Amérique..."

Source : Alain Peyrefitte : *Le Figaro* du 5 novembre 1990.

"Il est difficile de surestimer l'influence politique de l'American Israeli Public Affairs Committee (A.I.P.A.C.)... disposant d'un budget qui a quadruplé de 1982 à 1988 (1.600.000 dollars en 1982; 6.900.000 dollars en 1988)"

Source: *Wall Street Journal* du 24 juin 1987.

Les dirigeants sionistes ne cachaient pas ce rôle de leur lobby. Ben Gourion déclarait clairement: "Quand un Juif, en Amérique ou en Afrique du Sud, parle à ses compagnons juifs de "notre" gouvernement, il entend le gouvernement d'Israël."

Source : *Rebirth and Destiny of Israël*, 1954, p. 489.

Au 23ème Congrès de l'organisation sioniste mondiale il précise à propos des devoirs d'un Juif à l'étranger, que : "l'obligation collective de toutes les organisations sionistes de diverses nations d'aider l'Etat juif en toute circonstance est inconditionnelle, même si une telle attitude entre en contradiction avec les autorités de leurs nations respectives.

Source : Ben Gourion : "Tasks and character of a modern Zionist", *Jerusalem Post*, du 17 août 1952 et *Jewish Telegraphic Agency* du 8 août 1951. [1]

Cette confusion du judaïsme comme religion (respectable comme toute autre) avec le sionisme politique comportant allégeance inconditionnelle à l'Etat d'Israël se substituant au Dieu d'Israël, ne saurait en effet que nourrir l'antisémitisme.

Le Département d'Etat fut contraint de réagir. Dans une lettre adressée au "Conseil américain pour le judaïsme", rendue publique par celui-ci le 7 mai 1964, le Secrétaire d'Etat Talbot, se référant aux principes mêmes de la Constitution américaine, à l'égard desquels les exigences des dirigeants sionistes constituaient un défi, rappelait que son pays "reconnaît l'Etat d'Israël en tant qu'Etat souverain, et la citoyenneté de l'Etat d'Israël. Il ne reconnaît aucune autre souveraineté ou citoyenneté à cet égard. Il ne reconnaît pas de relations politico-légales fondées sur une identification religieuse de citoyens américains. Il ne fait aucune discrimination entre les citoyens américains en ce qui concerne leur religion. En conséquence, il devrait être clair que le Département d'Etat ne considère pas le concept de "peuple juif" comme étant un concept de droit international."

Source : Cité par Georges Friedman dans *Fin du peuple juif*, Gallimard 1956, Idées poche, p. 292.

Déclaration purement platonique d'ailleurs car cet évident rappel juridique ne fut suivi d'aucune mesure contre le lobby.

L'affaire Pollard en fournit un exemple.

En novembre 1985, un militant sioniste américain Jonathan Pollard, analyste à l'état-major de la marine, est arrêté alors qu'il transporte chez lui quelques documents secrets. Interrogé par le F.B.I., il reconnaît avoir reçu 50.000 dollars depuis le début 1984 pour transmettre ces documents à Israël.

"L'affaire Pollard n'a pas surgi brusquement, à partir de rien. Elle s'inscrit dans le système actuel -- de plus en plus malsain -- des relations américano-israéliennes, caractérisées par une dépendance excessive qui favorise des attitudes imprudentes.

Cette situation a été créée en 1981, lorsque l'Administration Reagan a donné à Israël ce qui a été interprété comme une "carte blanche" à son aventurisme militaire, sous prétexte d'autodéfense... Le premier résultat en a été l'invasion du Liban.

... Il était prévisible qu'une telle complaisance de Washington encourage l'arrogance de Jérusalem. Il est bien connu que des liens d'étroite dépendance sécrètent du ressentiment et de l'agressivité... De la part d'Israël, ce ressentiment prend des formes

---

[1] Rien n'a changé à cette attitude depuis un demi-siècle. Le grand Rabbin de France Joseph Sitruk déclarait à Jérusalem au Premier Ministre israélien Itzhak Shamir : " Chaque Juif français est un représentant d'Israël... Soyez assuré que chaque Juif en France est un défenseur de ce que vous défendez."
Source : Radio israélienne du lundi 9 juillet 1990. Repris par *Le Monde* du 12 et du 13 juillet 1990 et par le quotidien de la Communauté juive de France : *Jour J*, du jeudi 12 juillet 1990 où il ajoutait : " Il n'y a pas dans mon esprit la moindre idée d'une double allégeance. " On eût pu en effet s'y tromper !

inconsidérées, le raid sur Tunis en est une, il se pourrait que l'affaire Pollard en soit une autre."

Source : *Washington Post*, 5 décembre 1985.

"Depuis des décennies, les Juifs américains s'efforcent de convaincre l'opinion publique américaine que leur soutien inconditionnel à Israël ne porte pas atteinte à leur loyalisme à l'égard des Etats-Unis. Il semble maintenant qu'il sera difficile de leur faire confiance sur ce point, et ceux qui parlent de "double allégeance" vont trouver des oreilles complaisantes."

Source : *Haaretz*, 1er décembre 1985.

Les exemples ne manquent pas où le lobby israélo-sioniste réussit à imposer aux Etats-Unis une attitude contraire aux intérêts américains mais utile pour la politique d'Israël.

En voici quelques exemples.

Le Président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat, le Sénateur Fulbright, décida de faire comparaître les principaux dirigeants sionistes devant un Comité qui mit à jour leurs activités souterraines. Il résumait les résultats de son enquête dans une interview "Face à la nation" à la C.B.S. du 7 octobre 1973 : "Les Israéliens contrôlent la politique du Congrès et du Sénat", et ajoutait : "Nos collègues du Sénat, environ 70 % d'entre eux, se déterminent plus sous la pression d'un lobby que sur leur propre vision de ce qu'ils considèrent comme des principes de liberté et de droit."

Aux élections suivantes, Fulbright perdit son siège de Sénateur.

Depuis l'enquête du Sénateur Fulbright, le "lobby" sioniste n'a cessé d'accroître son emprise sur la politique américaine. Dans son livre: *They dare to speak out* ("Ils ont osé parler") publié en 1985 par Lawrence Hill and Company, Paul Findley, qui fut, pendant vingt-deux ans, député au Congrès des Etats-Unis, a décrit le fonctionnement actuel du "lobby" sioniste et sa puissance. Cette véritable "succursale du gouvernement israélien" contrôle le Congrès et le Sénat, la Présidence de la République, le "State Department" et le Pentagone, de même que les "médias", et exerce son influence dans les Universités comme dans les Eglises.

Les preuves et les exemples abondent montrant comment les exigences des Israéliens passent avant les intérêts des Etats-Unis : le 3 octobre 1984, la Chambre des représentants, à une majorité de plus de 98%, abroge toute limitation aux échanges entre Israël et les Etats-Unis, malgré le rapport défavorable du Ministère du Commerce et de tous les syndicats (p. 31). Chaque année, quelles que soient les restrictions de tous les autres chapitres du budget, les crédits pour Israël sont augmentés. L'espionnage est tel que les dossiers les plus secrets sont aux mains du gouvernement israélien. Adlaï Stevenson (ancien candidat à la Présidence des Etats-Unis) écrit dans le numéro de l'hiver 75-76 de *Foreign Affairs*: "Pratiquement aucune décision concernant Israël ne peut être prise, ou même discutée, au niveau de l'Exécutif, sans être aussitôt connue du gouvernement israélien." (p. 126). Malgré le

refus du Secrétaire d'Etat à la Défense, fondé sur la loi américaine, de livrer à Israël, en pleine agression au Liban, des bombes à fragmentation, arme dirigée contre les civils, les Israéliens l'obtiennent de Reagan et s'en servent à deux reprises à Beyrouth pour massacrer la population (p. 143).

En 1973, l'Amiral américain Thomas britannique (chef d'état-major interarmes, témoigne : l'attaché militaire israélien à Washington, britannique Gur (futur commandant en chef des forces israéliennes), demande aux Etats-Unis des avions armés d'un missile très sophistiqué (appelé : Maverick). L'Amiral britannique rappelle qu'il a dit à Gur : "Je ne peux pas vous livrer ces avions. Nous n'en avons qu'une seule escadrille. Et nous avons juré devant le Congrès que nous en avions besoin. Gur m'a dit : Donnez-nous les avions. Quant au Congrès, je m'en charge. C'est ainsi, ajoute l'Amiral, que la seule escadrille équipée de Mavericks est allée à Israël." (p. 161).

Le 8 juin 1967, l'aviation et la marine de guerre israéliennes bombardent le navire américain "Liberty", équipé de détecteurs très sophistiqués, pour empêcher qu'il ne décèle leurs plans d'invasion au Golan. 34 marins sont tués et 171 blessés. Le navire est survolé pendant 6 heures, et bombardé pendant 70 minutes. Le gouvernement israélien s'excuse de cette "erreur" et l'affaire est classée. C'est seulement en 1980 que l'un des témoins oculaires, Ennes, officier de pont sur le "Liberty", peut rétablir la vérité, détruisant la version officielle de "l'erreur", entérinée par la Commission d'enquête de l'époque, présidée par l'Amiral Isaac Kid. Ennes prouve que l'attaque était délibérée et qu'il s'agissait d'un meurtre. L'Amiral Thomas L. Moorer, alors que le livre de Ennes était étouffé par les soins du "lobby" sioniste, explique pourquoi ce crime a été passé sous silence: "Le Président Johnson craignait les réactions de l'électorat juif...". L'Amiral ajoute : "Le peuple américain deviendrait fou s'il savait ce qui se passe." (p. 179).

En 1980, Adlaï Stevenson ayant patronné un amendement demandant une réduction de 10% de l'aide militaire apportée à Israël pour exiger qu'il ne continue pas à installer des colonies dans les territoires occupés, rappelait que 43% de l'aide américaine allait à Israël (3 millions d'habitants), pour son armement, au détriment de 3 milliards d'habitants affamés du globe.

Adlaï Stevenson conclut; "Le Premier Ministre d'Israël a beaucoup plus d'influence sur la politique étrangère des Etats-Unis au Moyen-Orient qu'il n'en a dans son propre pays." (p. 92).

Les exemples abondent :

"M. Rabin, qui a abandonné depuis longtemps la tactique d'annexion rampante chère au parti travailliste israélien depuis 1967 ("dunan après dunan, chèvre après chèvre"...) a cru le moment venu d'accélérer la colonisation et la judaïsation de la Ville, en confiscant 53 hectares de plus dans le secteur de Jérusalem-est (dont Israël s'est déjà approprié le tiers depuis 1967, à usage exclusif des Juifs) le but étant de créer une situation telle que, lors des négociations prévues en 1996, "il n'y ait plus rien à négocier".

Cette nouvelle provocation suscita de vives protestations des pays arabes ulcérés par ailleurs par la proposition du sénateur Dole (le même qui, en 1990, traitait Israël

"d'enfant gâté") de transférer l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem. La ligue arabe demanda une réunion urgente du Conseil de sécurité -- comme la France le fit de son coté le 2 mai. A l'issue de cette session, 14 des 15 Etats-membres votèrent une résolution demandant à Rabin de revenir sur ce projet de confiscation, et les U.S.A. décidèrent alors, pour la 30· fois depuis 1972, de faire usage de leur droit de veto, pour soutenir Israël...

Cet isolement américain inquiéta certains représentants du lobby aux U.S.A., comme Monsieur Thomas Friedman : "La question cruciale n'est pas celle du statut de Jérusalem, qui restera capitale d'Israël de toute façon... c'est celle de la crédibilité des Etats-Unis comme seul médiateur dans le conflit israélo-arabe et celle de la conduite des négociations avec les Palestiniens ?" (*N. Y Times*, 15/5/95).

Source : Dany Rubinstein, *Haaretz*, mai 1995.

Lors du Meeting de annuel de l'A.I.P.A.C. auquel il avait été invité, le Président Clinton a souligné l'ampleur de l'aide militaire des Etats-Unis à Israël :

"Les Etats-Unis ont tenu leurs promesses : la puissance militaire d'Israël est aujourd'hui plus "pointue" que jamais. Nous avons donné notre accord à la vente de F 15 Is, le meilleur appareil du monde à long rayon d'action. Nous avons poursuivi la livraison, commencée à la suite de la guerre du Golfe, de 200 avions et Hélicoptères de combat. Nous nous sommes engagés à participer pour 350 millions de $ à la production du Arrow, qui doit protéger Israël de toute nouvelle attaque par des missiles. Nous lui avons livré un système ultra-moderne de lanceur multiple de roquettes...

"... Pour augmenter ses capacités de haute technologie, nous lui avons fourni des super-ordinateurs, et nous lui avons donné accès, ce qui est sans précédent de la part des Etats-Unis, aux marché américain de lanceurs d'engins dans l'espace.

"... Notre coopération en matière de stratégie et de renseignements n'a jamais été aussi étroite. Nous avons mené, cette année, des manœuvres conjointes de grande envergure, et nous prévoyons une extension de nos installations de stockage de matériel militaire en Israël. Le pentagone a signé des contrats pour plus de 3 millions de $ pour acheter du matériel de haute technologie à des compagnies israéliennes..."

Source : reproduit par *Middle East International* 26-05-1995

Tous les moyens sont bons pour le "lobby" sioniste : depuis la pression financière jusqu'au chantage moral, en passant par boycott des médias et des éditeurs, et à la menace de mort.

Paul Findley concluait : "Quiconque critique la politique d'Israël doit s'attendre à de douloureuses et incessantes représailles, et même à la perte de ses moyens d'existence par les pressions du "lobby" israélien. Le Président en a peur. Le Congrès cède à toutes ses exigences. Les plus prestigieuses universités veillent, dans leurs programmes, à écarter tout ce qui s'oppose à lui : les géants des médias et les chefs militaires cèdent à ses pressions." (p. 315).

Source : *Hearings*. Part 9. 23 mai 1963.

2. Le lobby en France

"Il existe en France un puissant lobby pro-israélien exerçant notamment son influence dans les milieux d'information." Général de Gaulle

En France, le Général de Gaulle a seul osé déclaré "qu'il existait en France un puissant lobby pro-israélien exerçant notamment son influence dans les milieux d'information.Cette affirmation, à l'époque, fit scandale. Elle contient pourtant une part de vérité qui est toujours d'actualité."

Source : Philippe Alexandre. "Le préjugé pro-israélien", *Le Parisien Libéré* du 29 février 1988.

Depuis lors il n'est aucun candidat à la Présidence de la République française, à quelque parti qu'il appartienne, de Michel Rocard à Jacques Chirac, en passant par Mitterrand, qui ne soit allé en Israël pour en obtenir l'investiture médiatique.

La puissance médiatique du lobby, dont le centre dirigeant, aujourd'hui constitué par la "L.I.C.R.A." (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), est telle qu'elle peut manipuler l'opinion à son gré: alors que la population juive, en France, constitue environ 2% du peuple français, le sionisme règne sur la majorité des décideurs politiques des médias, à la télévision et à la radio, dans la presse écrite, qu'il s'agisse des quotidiens ou des hebdos, le cinéma -- surtout avec l'invasion d'Hollywood -- et même l'édition (par les comités de lecture où ils peuvent imposer leur veto) sont entre leurs mains, tout comme la publicité, régente financière des "médias".

La preuve en est l'alignement quasi général des médias, lorsqu'il s'agit d'inverser, en faveur d'Israël, le sens des événements : on appelle "terrorisme", la violence des faibles et "lutte contre le terrorisme" la violence des forts.

Un juif infirme est jeté par dessus bord sur "l'Achille Lauro" par un renégat de l'O.L.P. C'est incontestablement du terrorisme. Mais lorsque, par représailles, un bombardement israélien sur Tunis fait 50 morts, dont plusieurs enfants, cela s'appelle : "lutte contre le terrorisme, et défense de la loi et de l'ordre".

Comme sous la baguette d'un chef d'orchestre clandestin, l'on entend la même musique dans tous les "médias", qu'il s'agisse des attentats contre la Synagogue de la rue Copernic, ou des profanations du cimetière de Carpentras, de l'invasion du Liban ou de la destruction de l'Irak.

Je peux apporter mon témoignage personnel : jusqu'en 1982, j'avais librement accès aux plus grandes maisons d'édition, à la télévision, à la radio, dans la grande presse. Au moment de l'invasion et des massacres du Liban, dans le journal *Le Monde* du 17 juin 1982, j'ai obtenu du Directeur Jacques Fauvet, la publication d'une page entière, payée, où, avec le Père Michel Lelong et le Pasteur Matthiot, nous dégagions "*après les massacres du Liban, le sens de l'agression israélienne*".

Nous montrions qu'il ne s'agissait pas d'une bavure, mais de la logique interne du sionisme politique sur lequel est fondé l'Etat d'Israël.

Je reçois, par lettres anonymes et par téléphone, neuf menaces de mort.

La L.I.C.R.A. nous intente un procès pour "antisémitisme et provocation à la discrimination raciale".

L'avocat de Jacques Fauvet rappelle qu'on ne peut confondre avec la communauté juive, et moins encore avec sa foi, l'Etat d'Israël, dont les exactions au Liban ont été dénoncées par de hautes personnalités juives telles que Mendès France et Nahum Goldman.

Notre défense, celle du Père Lelong, du pasteur Matthiot et la mienne, émane du texte lui-même : nous rappelons ce que nos vies doivent à la foi des prophètes juifs.

Mais le sionisme politique a remplacé le Dieu d'Israël par l'Etat d'Israël.

Son comportement, au Liban et en Palestine, en créant d'odieux amalgames, déshonore le judaïsme aux yeux du monde. Notre lutte contre le sionisme politique est donc inséparable de notre lutte contre l'antisémitisme.

Pour ma part, je reprends, devant le tribunal, les analyses de mon étude *La Palestine, terre des messages divins :* le sionisme politique, fondé par Théodor Herzl (et condamné alors par tous les rabbins du monde comme trahison de la foi juive), découle, non de la foi juive, mais du nationalisme et du colonialisme européens du XIXe siècle.

Les dernières survivances du colonialisme de peuplement, en Palestine comme en Afrique du Sud, se heurtent, par leur racisme (officiellement dénoncé par l'O.N.U.), à la résistance des autochtones à l'occupant colonial.

Comme dans tout colonialisme et tout régime d'occupation (nous l'avons vécu en France sous Hitler), la répression s'appelle "maintien de l'ordre", et la résistance "terrorisme".

Ecoutant l'avocat de la L.I.C.R.A. qui tente de brosser, contre moi, un portrait d'antisémite, je me revois, à Jérusalem, accompagné, au Mur des lamentations, par le ministre israélien Barzilaï, en 1967, et puis dans la maison de Nahum Goldman, alors président du Congrès juif mondial.

Je me revois, au camp de concentration, avec mon ami Bernard Lecache, fondateur de la L.I.C.A. (qui deviendra L.I.C.R.A.), qui m'aidait à préparer mes cours à nos camarades déportés comme nous, sur "Les Prophètes d'Israël."

Je revoyais ce vieux militant communiste et athée du Tarn, nous disant, après une lecture d'Amos par Bernard et moi : "Ça donne un renforcement de courage !"

La domination quasi totale des médias d'Amérique et de France par le sionisme israélien impose au monde cette subversion du sens : un diplomate israélien est

agressé à Londres (Mme Thatcher elle-même prouve, à la Chambre des communes, que l'auteur de l'attentat ne relève pas de l'O.L.P.), c'est du "terrorisme". L'armée israélienne envahit le Liban et y fait des milliers de morts : l'opération s'appelle "Paix en Galilée” !

Le 1er janvier 1989, j'entends à la télévision le bilan de "la révolte des pierres” : 327 tués chez les Palestiniens (la plupart des enfants, jetant des cailloux), et 8 du côté israélien (la plupart des soldats, tirant à balle). Le même jour un ministre israélien déclare : "La négociation ne sera possible que lorsque les Palestiniens renonceront à la violence." Est-ce moi qui rêve ? Ou bien cette anesthésie de l'esprit critique est-elle un cauchemar collectif ? le triomphe du non-sens !

Déjà, en 1969, le Général de Gaulle dénonçait "l'influence excessive" du lobby sioniste dans tous les médias : de la presse à la télévision, du cinéma à l'édition. Aujourd'hui, cette "influence excessive" a réussi à opérer une inversion totale du sens, appelant "terrorisme" la résistance artisanale des faibles et "lutte contre le terrorisme" la violence infiniment plus meurtrière des forts.

Nous avions eu le tort, le Père Lelong, le pasteur Mathiot et moi, de dénoncer le mensonge de cette subversion du sens. Le tribunal de grande instance de Paris, par arrêté du 24 mars 1983, "considérant qu'il s'agit de la critique licite de la politique d'un Etat et de l'idéologie qui l'inspire, et non de provocation raciale... déboute la L.I.C.R.A. de toutes ses demandes et la condamne aux dépens".

La L.I.C.R.A. s'acharne et fait appel. Le 11 janvier 1984, la Haute Chambre de la Cour de Paris prononce son jugement.

La Cour d'appel cite un passage de notre article où nous accusons l'Etat d'Israël de racisme.

La Cour, "considérant que l'opinion émise par les signataires ne concerne que la définition restrictive de la judaïcité retenue par la législation israélienne... confirme le jugement déféré en ce qu'il a débouté la L.I.C.R.A. de ses demandes et condamne la L.I.C.R.A. aux dépens".

La L.I.C.R.A. se pourvoit en cassation. L'arrêté de la Cour de cassation du 4 novembre 1987 enlève tout espoir aux sionistes de nous déshonorer légalement : la Cour "rejette le pourvoi et condamne aux dépens la demanderesse".

L'opération de l'étouffement se poursuit au-delà du juridique. Le "lobby" sioniste en a les moyens. Si nous avions été condamnés, nous aurions eu droit à la Une de toute la presse pour nous clouer au pilori comme antisémites. Par contre, la condamnation de la L.I.C.R.A. par les tribunaux a été systématiquement passée sous silence : même *Le Monde*, dont l'ancien directeur, Fauvet, était impliqué avec nous dans ce combat, s'est contenté d'un articulet incolore.

Par contre le blocus de mon espérance a été magistralement réalisé. Lors de la parution de la page du *Monde* sur la logique du colonialisme sioniste, j'ai ajouté deux lignes appelant les lecteurs à souscrire pour payer les frais d'insertion. Le panneau a

coûté cinq millions de centimes. J'en ai reçu sept, par des centaines de petits chèques. Parmi les donateurs, près d'un tiers de juifs, dont deux rabbins.

Mais, à partir de là, commence l'asphyxie médiatique : plus d'accès à la télévision, mes articles refusés. J'avais publié quarante livres dans toutes les grandes maisons d'édition, de Gallimard au Seuil, de Plon à Grasset et à Laffont. Ils avaient été traduits en vingt-sept langues. Désormais sont fermées toutes les grandes portes : l'un de mes plus grands éditeurs s'entend dire, à son conseil d'administration : "Si vous publiez un livre de Garaudy, vous n'aurez plus les droits de traduction d'ouvrages américains.". M'accepter eût été faire exploser sa maison. Un autre "grand", pour un autre ouvrage, dit à sa directrice littéraire qui, passionnée par le livre, a travaillé trois mois pour m'aider à le mettre au point : "*J*e ne veux pas de Garaudy dans la maison."

Telle est l'histoire de l'emmurement d'un homme.

Nos réseaux de résistance au non-sens sont condamnés à la clandestinité. Et moi-même à la mort littéraire. Pour délit d'espérance.

Ce n'est là qu'un exemple dont je puis personnellement témoigner sur "l'inversion du sens" par le sionisme.

Nous pourrions multiplier les exemples, mais chacun en est chaque jour témoin: c'est le sens même du crime hitlérien contre l'humanité tout entière qui est perverti par la propagande sioniste, qui réduit ce crime contre l'humanité à un vaste pogrom dont les Juifs auraient été les seules victimes.

* * *

Un pas de plus sera franchi lorsque ces "oukases" seront imposés par la loi, faisant des magistrats les juges de la vérité historique en dépit des lois antérieures sur la liberté de la presse.

Le délit d'opinion est désormais légalisé par la loi Fabius (n· 43) dite "loi Gayssot", du nom du député communiste qui a accepté la paternité de cette loi scélérate), en mai 1990.

Elle consiste à insérer dans la loi de la liberté de la presse de 1881, un article 24 bis, disant :

"Seront punis des peines prévues par le 6e alinéa de l'article 24, ceux qui auront contesté... l'existence d'un ou plusieurs crimes contre l'humanité tels qu'ils sont définis par l'article 6 du statut du Tribunal militaire international annexé à l'accord de Londres du 8 août 1945."

Source : Proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, transmise par Mr le Président de l'A.N. à Mr le Président du Sénat, n· 278, annexe au procès-verbal de la séance du 3 mai 1990.

Le rapport de M. Asensi (député) précisait (p. 21) : il vous est demandé de créer une nouvelle incrimination concernant le "révisionnisme".

En outre, il préconisait d'"élargir les possibilités données aux associations de se porter partie civile en cas d'infraction." (article 7).

Dès son introduction, le rapporteur définissait le but poursuivi : "compléter l'arsenal répressif existant, de tendre à ce que la loi pénale... joue pleinement son rôle d'intimidation et de répression." (p. 5).

Source : Rapport n· 1296, annexe au procès verbal de la séance du 26 avril 1990.

Le Tribunal de Nuremberg, nous l'avons montré, mérite, moins que tout autre, de faire jurisprudence.

Un an après, un amendement était proposé, en vain, à la loi par M. Toubon :

"L'article 24 bis de la loi du 29 juillet 1881, sur la liberté de la presse est abrogé." Ce qui annulait la répression proposée par M. Gayssot contre les historiens "révisionnistes"", et refusait de mettre la critique historique sur le même plan que le racisme ou l'apologie de Hitler.

Voici quelle était son argumentation :

"Lorsque nous en avons discuté en 1990, sur la base d'une proposition de loi du groupe communiste, dont le premier signataire était M. Gayssot, j'avais contesté -- je n'étais pas le seul -- le principe de ce texte, qui consiste à fixer la vérité historique par la loi au lieu de la laisser dire par l'histoire.

Certains objectent que si c'est bien l'histoire qui fait la vérité ce n'est pas à la loi de l'imposer. Certains propos vont trop loin et il ne faut pas permettre de les exprimer. Mais c'est glisser insensiblement vers le délit politique et vers le délit d'opinion.

L'article 24 bis représente, à mon avis, une très grave erreur politique et juridique. Il constitue en réalité une loi de circonstance, et je le regrette beaucoup. Une année s'est écoulée. Nous ne sommes pas à un mois des événements de Carpentras. Nous n'avons pas à examiner un texte que la conférence des présidents avait, je le rappelle, inscrit à l'ordre du jour, en toute hâte, quarante huit heures après son dépôt, et qui avait été discuté immédiatement parce que le Président de l'Assemblée M. Fabius avait décidé personnellement son inscription. Un an après, à froid, nous pouvons, comme je viens de le faire, examiner la validité de cette loi, la validité de ce délit de révisionnisme prévu par l'article 24 bis et conclure, avec Simone Veil, que ce délit est inopportun."

Source : *Journal officiel* du 22 juin 1991, p. 3571. Débats parlementaires, 2ème séance du 21 juin 1991.

Il était en effet interdit désormais à tout historien de mettre en cause les conclusions du Tribunal de Nuremberg dont le Président américain avait pourtant reconnu loyalement qu'il s'agissait "du dernier acte de la guerre" et qu'il "n'était donc pas tenu aux règles juridiques des tribunaux ordinaires en matière de preuve ni de condamnation."

* * *

Dans la foulée de cette loi scélérate, la déclaration de Jacques Chirac du dimanche 16 juillet 1995 marque un moment important de notre histoire : celui de la rupture avec l'unité de la nation, au profit de la collusion des renoncements : Lorsque le Président de la République proclame que "la folie criminelle de l'occupant a été secondée par les Français et par l'Etat français" il commet un double crime contre la France :

d'abord en parlant de Vichy comme d'un Etat français, lui redonnant ainsi une légitimité;

ensuite en avilissant le peuple français en le confondant avec les dirigeants serviles qui servaient l'occupant.

Ainsi était officialisée la conception sioniste défendue par Bernard-Henri Lévy, dans son livre : *L'idéologie française* où il écrit : "C'est toute la culture française... ce sont nos plus chères traditions françaises qui une à une, témoignent de notre ancienneté dans l'abjection".

Il appelle à traquer ce "vieux fond de purulence" dissimulé "au coeur de la pensée française", qui fait de la France "la patrie du national-socialisme en général".

Source : Bernard-Henri Lévy. *L'idéologie française* Grasset, 1981, p. 61, 92 et 125.

Le couronnement de l'affaire c'est que la cérémonie était présidée par le Grand Rabbin de France, Sitruk, qui, le 8 juillet 1990, déclarait en Israël, à Itzhak Shamir (celui-là même qui avait offert ses services à Hitler et dont la politique, celle de l'Etat qu'il a présidé, n'a cessé de violer la loi internationale et de ne tenir aucun compte des décisions de l'O.N.U.) : "Chaque juif français est un représentant d'Israël... Soyez assuré que chaque juif, en France est un défenseur de ce que vous défendez."

"sans pour autant, disait-il à son retour, songer à "une double allégeance".

Source : *Le Monde* du 9 juillet 1990.

De tels propos à l'égard de Shamir, qui proposait son alliance à Hitler, lui auraient plus justement assigné sa place parmi les pénitents que parmi les présidents.

Bien entendu cet abaissement du peuple français était salué avec enthousiasme par les dirigeants du C.R.I.F. (Conseil représentatif des institutions juives en France) exprimant "son intense satisfaction de voir reconnaître enfin, par la plus haute autorité française, la continuité de l'Etat français entre 1940 et 1944."

La honte c'est que les dirigeants de tous les partis français, dans les organes publics, du "Figaro" à l'"Humanité", aient approuvé ce reniement de Chirac.

C'est le reniement de la tradition d'unité française et de la résistance de tout un peuple.

De Gaulle n'a jamais considéré Vichy comme un Etat. "Hitler, disait-il, a créé Vichy" (*Mémoires* I, 389) et parlait des "figurants de Vichy" (I, *ibidem* p. 130).

"J'ai proclamé l'illégitimité d'un régime qui était à la discrétion de l'ennemi" (I, p. 107). "Il n'existe pas de gouvernement proprement français." (I, p. 388, à Brazzaville).

Se référant à l'accord du 28 mars 1940 avec l'Angleterre excluant toute suspension d'armes séparée (I, p. 74), il disait clairement : "L'organisme sis à Vichy, et qui prétend porter ce nom (Etat), est inconstitutionnel et soumis à l'envahisseur... Cet organisme ne peut être et n'est en effet qu'un instrument utilisé par les ennemis de la France." (I, p. 342)

De Gaulle maintint cette attitude pendant toute la guerre. Le 23 septembre 1941, par ordonnance créant le Comité National français, il proclamait :

"Vu nos ordonnances des 27 octobre et 12 novembre 1940, ensemble notre déclaration organique du 16 novembre 1940;

Considérant que la situation résultant de l'état de guerre continue à empêcher toute réunion et toute expression libre de la représentation nationale;

Considérant que la Constitution et les lois de la République française ont été et demeurent violées sur tout le territoire métropolitain et dans l'Empire, tant par l'action de l'ennemi que par l'usurpation des autorités qui collaborent avec lui;

Considérant que de multiples preuves établissent que l'immense majorité de la Nation française, loin d'accepter un régime imposé par la violence et la trahison, voit dans l'autorité de la France Libre l'expression de ses voeux et de ses volontés ?"

Source : *Mémoires* I, p. 394.

Il désolidarisait ainsi le peuple français de la servilité de ses dirigeants.

"La condamnation de Vichy dans la personne de ses dirigeants désolidarisait la France d'une politique qui avait été celle du renoncement national." (III, p. 301).

Evoquant la levée du peuple de Paris, il écrit :

"Nul n'ignora, ni chez l'ennemi, ni chez nos amis, que quatre années d'oppression n'avaient pas pu réduire l'âme de la capitale, que la trahison n'était qu'une écume ignoble à la surface d'un corps resté sain, que les rues, les maisons, les usines, les ateliers, les bureaux, les chantiers de Paris avaient vu s'accomplir, au prix des fusillades, des tortures, des emprisonnements, les actes héroïques de la Résistance."

Source : (III, p. 442)

"Fût-ce aux pires moments, notre peuple n'a jamais renoncé à lui-même." (III, p. 494).

Voilà ce que Chirac, en quelques mots, a renié pour ménager le pouvoir médiatique des dirigeants sionistes, et, par là-même, la vassalité à l'égard des Etats-Unis, proie du lobby sioniste, qui lui a fait déjà abandonner son opposition à Maastricht, ruine de la France, et confirmer sa soumission aux diktats américains du G.A.T.T. (rebaptisé "Accords internationaux sur le commerce") qui détruisent les possibilités

d'indépendance et de renouveau de la France par le changement radical de ses rapports avec le Tiers Monde.

* * *

Le sionisme a aussi toujours agité l'épouvantail antisémite pour faire croire à une menace permanente contre Israël et à la nécessité d'accourir à son secours. De récentes provocations, destinées à masquer les exactions d'Israël, ne manquent pas. La méthode est toujours la même. Au moment des massacres de Sabra et de Chatila, l'écrivain Tahar Ben Jelloun écrivait :

"Il est des coïncidences qui, à force de se répéter, finissent par devenir un indice majeur. A présent on sait à quoi sert un attentat antisémite en Europe, et à qui profite le crime : il sert à couvrir un massacre délibéré des populations civiles palestiniennes et libanaises. On peut constater que ces attentats ont précédé, suivi, ou coïncidé avec un bain de sang à Beyrouth. Ces opérations terroristes sont montées de telle manière et exécutées avec une telle perfection qu'elles ont jusqu'à présent rempli directement ou indirectement l'objectif politique poursuivi : dévier l'attention à chaque fois que la question palestinienne acquiert un peu plus de compréhension, voire de sympathie. Ne s'agit-il pas de renverser systématiquement la situation pour faire des victimes des bourreaux et des terroristes ? En faisant des Palestiniens des "terroristes", on les expulse de l'histoire, et par conséquent du droit.

La tuerie de la rue des Rosiers, le 9 août, n'a-t-elle pas précédé de quelques heures le déluge de bombes en tout genre sur Beyrouth ?

L'assassinat de Bechir Gemayel n'a-t-il pas été suivi, deux heures après, par l'entrée à Beyrouth-ouest de l'armée israélienne (ce qui, du même coup, éclipsa la visite historique de Yasser Arafat au Pape) ?

L'explosion de la voiture piégée rue Cardinet, et la fusillade, le lendemain, devant la synagogue de Bruxelles, n'ont-elles pas coïncidé avec le massacre sans précédent des camps palestiniens de Sabra et Chatila ?"

Source : *Le Monde*, mercredi 22 septembre 1982, p. 2.

Il est des précédents historiques dont nous devrions tirer des leçons : un effort systématique pour modeler l'opinion, en la saturant d'une "information" d'inspiration ethnocentrique, nourrit l'antisémitisme.

""A Berlin, le théâtre, le journalisme, etc. c'était une affaire juive. Le "Berliner Tageblatt" était le journal allemand le plus important, et, après lui le "Vosiche Zeitung". Le premier appartenait à Mossé, le second à Ulstein, tous les deux juifs. Le Directeur du "Vorwärtz" principal journal social-démocrate, était juif. Quand les Allemands accusaient la presse d'être juive, "Judenpresse", c'était la pure vérité."

Source : Y. Leibowitz : *Israël et judaïsme* Desclée de Brouwer. 1993. p. 113.

L'exemple le plus récent de ces manœuvres et de leur exploitation médiatique est celui de Carpentras.

En mai 1990, au cimetière juif de Carpentras, des tombes étaient profanées. Le cadavre de l'un des morts était empalé et transporté sur une autre tombe.

Le Ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe, déclarait aussitôt : "Il n'y a pas besoin d'enquête policière pour savoir qui sont les criminels, coupables de cette "abomination raciste"". Pourtant, cinq ans après, et malgré l'envoi de dizaines d'enquêteurs, magistrats ou policiers, personne ne peut aujourd'hui dire avec certitude quels sont les coupables de cette infamie.

Tout ce que l'on sait c'est qu'il y a eu profanation du cimetière juif, qu'il y a eu un "montage", car le cadavre de Monsieur Germon n'avait pas été empalé, comme l'ont reconnu les enquêteurs quelques jours après. L'on peut alors se demander par qui ? Pourquoi ? Qui avait intérêt à ce "montage" pour accroître l'horreur de l'événement et exciter la haine de l'opinion publique ?

La méthode fut pratiquée à Timisoara où l'on sortit de la morgue des cadavres pour que les photographies répandues dans le monde entier déchaînent plus d'indignation et de haine contre de prétendus massacres massifs.

Jean Marie Domenach (ancien directeur de la revue *Esprit*) écrivait dans *Le Monde* du mercredi 31 octobre 1990, sous le titre "Silence sur Carpentras” : "Voici près de six mois qu'a eu lieu la profanation du cimetière juif de Carpentras... Six mois plus tard on ne sait toujours pas qui sont les criminels. Chose encore plus troublante : les médias écrits et audiovisuels qui avaient fait de cet abominable événement un scandale qui jeta dans les rues des centaines de milliers de manifestants et ternit à l'étranger la réputation de la France n'ont pas cherché à prendre le relais de l'enquête et se taisent. Nul parlementaire, nulle autorité morale ou intellectuelle n'ose interpeller le gouvernement. Carpentras semble être entré définitivement dans la légende noire de la nation sans qu'on connaisse les coupables et sans qu'on sache exactement ce qu'il s'est passé. Nul ne peut, ou n'ose, dire encore la vérité sur Carpentras."

L'étrange "silence sur Carpentras", dénoncé par Jean-Marie Domenach, contraste avec le vacarme médiatique des premiers jours.

Lors de la manifestation organisée le 14 mai 1990, quatre vingt mille personnes selon la police, 200.000 selon les organisateurs, avaient défilé dans Paris. Le bourdon de Notre-Dame avait sonné en leur honneur.

En réalité, personne ne savait quels étaient les auteurs de l'infamie de Carpentras. Alors, contre qui manifestait on ?

Contre qui ? L'enquête seule aurait pu le dire et ne l'a pas dit.

Mais au profit de qui ?

La chose était évidente : le drapeau d'Israël resplendissait en tête de la manifestation.

Cette étrange "Union Nationale", au cours de cette Manifestation où Georges Marchais serrait ostensiblement la main de François Léotard, permettait de lancer une attaque globale contre quiconque mettait en doute les dogmes plaçant Israël au-dessus

de toute loi internationale. Le grand Rabbin Sitruk, qui prononçait l'allocution définissant le sens de la manifestation, pouvait s'écrier : "Ne laissons pas dire n'importe quoi. Aux professeurs "révisionnistes", aux hommes politiques irresponsables, donnons la leçon".

Source : *Le Méridional*. Lundi 14 mai 1990.

La vérité sur la profanation de Carpentras n'est pourtant toujours pas établie parce que de toutes les pistes suggérées aux enquêteurs, une seule a été exclue, qui est pourtant la plus vraisemblable.

Pourquoi le silence fut-il ordonné à ceux qui auraient pu être les témoins les plus nécessaires ?

"Le gardien de la synagogue de Carpentras et détenteur de la clé du cimetière, M. Kouhana, qui avait été l'un des premiers à découvrir le corps de Félix Germon, refuse de nous parler: "Même si vous aviez été le Préfet, j'ai reçu la consigne de ne rien dire." Le Président du consistoire lui a interdit de s'exprimer "car il aurait dit n'importe quoi à la télé", justifie le docteur Freddy Haddad, lui-même très réticent pour évoquer la profanation, tout comme le Rabbin Amar."

Source : *Var Matin magazine*, du lundi 15 avril 1995, Article des reporters Michel Letereux et Michel Brault.

Pourquoi le Rabbin de Carpentras, à qui l'on demandait si l'on ne resanctifierait pas les lieux répondit-il : "Ce n'est pas de mon ressort !", le Président du Consistoire : "Çà n'a aucune raison d'être !". Et le Maire : "On ne m'a rien demandé."

Source : même article de *Var Matin*, du lundi 15 avril 1995.

Pourquoi aucun journal français n'a-t-il évoqué le précédent -- exactement semblable -- d'une telle "profanation" qui s'était produite dans le cimetière israélien de Rishon Letzion, près de Tel-Aviv, dans la nuit du 2 mars 1984: le corps d'une femme y avait été déterré et jeté hors du cimetière juif. "Acte barbare d'antisémitisme", proclamèrent aussitôt les communautés juives du monde entier. Quelques jours plus tard la police israélienne, après enquête, révélait le sens véritable de cette abjection : le cadavre aussi honteusement traité était celui de Madame Teresa Engelowicz, épouse d'un juif, mais d'origine chrétienne. Les intégristes juifs considéraient sa présence dans le cimetière juif comme souillant la pureté des lieux et le Rabbin de Rishon Letzion avait déjà réclamé son exhumation.

Pourquoi aucun journal français n'a évoqué le parallélisme ? Monsieur Germon, dont le cadavre avait été lui aussi exhumé dans la nuit et avait fait l'objet du sinistre "montage" de l'empalement, était, lui aussi "coupable" d'avoir épousé une chrétienne, et son cadavre fut transporté sur une tombe voisine, celle de Madame Emma Ullma, coupable, elle aussi d'avoir épousé un catholique.

Pourquoi personne n'a-t-il rappelé qu'en Israël, pour convaincre qu'avant Israël, la Palestine était un "désert", des centaines de villages ont été rasés au bulldozer avec leurs maisons, leurs clôtures, leurs *cimetières* et leurs tombes?

Source : Israël Shahak, *Le racisme de l'Etat d'Israël,* p. 152 et suivantes.

Au lendemain de la "Journée de la démocratie" à l'Université hébraïque de Jérusalem des étudiants juifs ont posé la vraie question :

"Pourquoi ne pas protester quand vous savez que la rue Agron de Jérusalem et l'Hôtel Hilton de Tel-Aviv sont construits sur des cimetières musulmans détruits ?"

Source : "Les étudiants de l'Organisation socialiste israélienne : Matzpen", P.O.B. 2234. Jérusalem.

[page 230 à 277]

3. Le mythe du "miracle israélien" : le financement extérieur d'Israël

"La force du poing juif vient du gant d'acier américain qui le recouvre, et des dollars qui le capitonnent."

Source : Yeshayahou Leibowitz, *Judaïsme et Israël*, p. 253.

En ce qui concerne les sommes versées par l'Allemagne à l'Etat d'Israël, je laisse la parole à celui qui fut le principal négociateur du montant des réparations, M. Nahum Goldman, qui en a relaté le détail dans son "Autobiographie" qu'il m'a amicalement dédicacée le 23 avril 1971, pour me remercier des missions que j'avais accomplies, sur sa demande, deux ans plus tôt, auprès de Nasser, après la guerre des Six jours.

"Au début de l'année 1951, Israël entra pour la première fois en scène en adressant aux quatre Alliés deux notes dans lesquelles les revendications juives concernant les dédommagements par la nouvelle Allemagne se montaient à la somme d'un milliard et demi de dollars sur laquelle une moitié devait être payée par l'Allemagne de l'Ouest et l'autre par l'Allemagne de l'Est. Ce total se fondait sur le calcul suivant :

Israël avait accueilli cinq cent mille Juifs environ, et la réintégration économique d'un fugitif coûtait environ trois mille dollars. Ayant sauvé ces victimes du nazisme, ayant assumé personnellement une énorme charge financière, Israël s'estimait en droit d'imposer ses exigences au nom du peuple juif bien que sans base légale, puisque l'Etat juif n'existait pas sous le régime nazi." (p. 262).

"C'est dans ces circonstances que le ministre israélien des Affaires Etrangères s'adressa à moi au cours de l'été 1951 en tant que président de la Jewish Agency pour la Palestine et me demanda de convoquer à une conférence les grandes organisations juives des Etats-Unis, des pays du Commonwealth britannique et de France, afin d'appuyer les revendications israéliennes et de trouver un moyen pour les faire admettre." (p. 263).

"Les négociations que nous envisagions devaient être d'une nature très particulière. Elles n'avaient aucun fondement juridique..." (p. 268).

"Avec beaucoup de courage et de grandeur, le chancelier fédéral avait accepté comme base de la discussion la somme d'un milliard de dollars mais je savais qu'un parti hostile à une addition aussi gigantesque s'était déjà formé au sein du gouvernement, parmi les chefs de partis politiques, dans le monde de la banque et de l'industrie. Il me fut répété de côtés très différents qu'il était inutile de compter sur des sommes même approchantes."

"Dans la première phase des négociations entre les Allemands et la délégation de la Claims Conference, on en vint à un accord général au sujet des indemnisations et de la

législation réglementant les dédommagements. On remit à une phase ultérieure le problème de la revendication globale se montant à une somme de cinq cents millions de marks...".

"Après de longues conversations, cette partie des entretiens se termina par l'accord de la délégation allemande qui s'engageait à recommander auprès du gouvernement une revendication israélienne de trois milliards de marks (25 % de moins que ce que nous avions demandé)." (p. 272).

"Je dus me rendre à nouveau à Bonn le 3 juillet où je fis la concession suivante: 10 % des cinq cents millions seraient destinés aux victimes non juives du nazisme et répartis par le gouvernement allemand lui-même." (p. 282).

"...les traités devaient être signés le 10 septembre 1952 à Luxembourg; le chancelier représenterait l'Allemagne, le ministre des Affaires étrangères Moshé Sharett, Israël, et moi-même la Claims Conference." (p. 283).

"...les livraisons allemandes ont été un facteur décisif dans l'essor économique d'Israël pendant ces dernières années. Je ne sais pas quel aurait été le sort d'Israël dans certains moments critiques de son économie, si l'Allemagne n'avait pas tenu ses engagements. Les voies ferrées, les téléphones, les installations portuaires, les systèmes d'irrigation, des branches tout entières de l'industrie et de l'agriculture ne seraient pas dans leur état actuel sans les réparations allemandes. Enfin, des centaines de milliers de victimes juives du nazisme ont reçu ces dernières années des sommes importantes au titre de la loi d'indemnisation." (p.?86).

"Lorsque le matin de mon arrivée je me rendis chez le premier ministre israélien David Ben Gourion, celui-ci vint à moi avec un air solennel : "Toi et moi avons eu le bonheur de vivre deux miracles, la création de Itzhak d'Israël et la signature de l'accord avec l'Allemagne. J'ai été responsable du premier et toi du second." (p. 284).

Source : Nahum Goldman : *Autobiographie*. Ed. Fayard, Paris. 1969.

Dans un autre de ses livres: *The Jewish Paradox,* Nahum Goldman ne raconte pas seulement ses négociations avec l'Allemagne, mais la manière dont il tira aussi des "réparations" de l'Autriche et du Chancelier Raab. Il dit au Chancelier : "Vous devez payer des réparations aux juifs !”

-- "Mais nous avons été victimes de l’Allemagne !" dit Raab.

Et Goldman reprit : "En ce cas je vais louer le plus grand cinéma de Vienne, et, chaque jour, je passerai le film montrant l'entrée des troupes allemandes et d'Hitler, dans Vienne, en mars 1938."

Raab dit alors : "D'accord, vous aurez votre argent !”

C'était de l'ordre de 30 millions de dollars. Un peu plus tard Goldman revint : "Il faut 30 millions de plus !”

-- "Mais, dit Raab, nous étions d'accord pour seulement 30 millions"

"Maintenant, vous devez donner plus !" dit Goldman, et il les obtint. Il revint une troisième fois et obtint la même somme (31.8507).

Il y eut deux autres sources de financement de ce que certains appelaient "le miracle israélien" sur le plan économique, et aussi du gigantesque armement (y compris nucléaire) de Itzhak d'Israël, qui rend dérisoire l'image si souvent utilisée d'un petit David avec sa fronde en face du géant Goliath. Dans les guerres actuelles, la force ne se mesure pas à la quantité de soldats mobilisables, mais à l'équipement technique de l'armée: celle d'Israël, grâce aux flux financiers qui ont déferlé sur le pays, dispose d'une puissance de frappe infiniment supérieure à celle de tous les Etats arabes réunis.

Outre les "réparations", Israël dispose d'un approvisionnement pratiquement illimité, en armes et en argent, venant pour l'essentiel des Etats-Unis, où son lobby tout puissant s'est révélé particulièrement efficace, et aussi des dons venus de la "diaspora".

M. Sapir alors Ministre des finances d'Israël, à Jérusalem, a révélé en 1967, à la "Conférence des milliardaires juifs" (*sic*), que de 1949 à 1966, Itzhak d'Israël a reçu 7 milliards de dollars.

Source : *The Israeli Economist* de septembre 1967, No 9.

Le Docteur Yaakov Herzog, Directeur général du cabinet du Premier Ministre israélien, définit ainsi le but de ces réunions : "Examiner comment attirer de plus importants investissements en Israël, et mêler étroitement à l'économie israélienne les détenteurs de capitaux juifs résidant à l'étranger, en sorte qu'ils aient un sentiment immédiat de responsabilité et de participation... Nous planifions maintenant autre chose : une espèce de dialogue grandiose sur l'identification de la Diaspora avec Israël, dans le cadre de la lutte contre l'assimilation à l'étranger."

L'opération s'est révélée payante, puisque les organisations juives américaines envoient chaque année, en moyenne, un milliard de dollars à Israël. (Ces contributions, considérées comme "charitables", sont déductibles de la feuille d'impôts du donateur, c'est-à-dire qu'elles retombent sur le contribuable américain, même si elles servent à épauler "l'effort de guerre" d'Israël. Mais l'essentiel vient, néanmoins, directement de l'Etat américain, dont "l'aide" s'élève à plus de trois milliards de dollars par an).

Près de la moitié de cette aide -- officielle -- consiste en dons et en "prêts" qui sont "oubliés" très vite... Le reste va s'ajouter à la dette étrangère israélienne, qui est en accroissement rapide, et approche actuellement de vingt milliards de dollars -- soit une moyenne, sans précédent, de cinq mille dollars par tête d'habitant.

L'essentiel de cette aide annuelle est constitué par des livraisons d'armements, pour lesquelles le Congrès, soucieux d'en limiter le caractère spectaculaire, et d'éviter les critiques du public, a prévu un mode spécial de financement dans son Arms Export Control Act, de 1976.

Pour mesurer la signification de ces chiffres de financement extérieur, il suffit de rappeler que l'aide du Plan Marshall, accordée de 1948 à 1954 à l'Europe de l'Ouest, a

atteint treize milliards de dollars, c'est-à-dire que l'Etat d'Israël a reçu pour moins de deux millions d'habitants, plus de la moitié de ce qu'ont reçu deux cent millions d'Européens. C'est-à-dire cent fois plus, par tête d'habitant, que les Européens.

Deuxième élément de comparaison : la moyenne de l'aide annuelle reçue par les "pays sous-développés" durant la période 1951-1959 n'a pas dépassé 3.164 milliards de dollars alors qu'Israël, avec (à cette époque) 1,7 millions d'habitants, en recevait 400 millions, c'est-à-dire qu'avec moins d'un millième de la population "sous-développée" du globe, Israël a reçu un dixième du total. Deux millions d'Israéliens ont reçu, par tête, cent fois plus que deux milliards d'habitants du Tiers Monde.

Toujours pour donner des comparaisons claires: les sept milliards de dollars reçus, en dix-huit ans, comme don, par Israël, représentent plus que le total du revenu national annuel du travail de l'ensemble des pays arabes voisins (Egypte, Syrie, Liban, Jordanie), qui était, en 1965, de six milliards.

Si l'on tient compte de la seule contribution américaine, l'on s'aperçoit que, de 1948 à 1967, les Etats-Unis ont donné 435 dollars à chaque Israélien, et 36 dollars à chaque Arabe, ou, en d'autres termes, que l'on attribue à 2,5% de la population 30% de l'aide attribuée aux 97,5% restant.

Source : D'après les statistiques de l'O.N.U. parues dans "Le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques" (1951-1959) Citées par Georges Corm dans *Les Finances d'Israël* (IPS, 1968).

Mais les méthodes de financement de l'Etat d'Israël sont plus ambitieuses encore : elles tendent à créer, en faveur de cet Etat, un réseau financier mondial dont il orienterait les investissements. (A l'occasion, en 1967, de la première "Conférence des milliardaires juifs").

Une récente thèse de doctorat, présentée à l'Université de Paris II, par Monsieur Jacques Bendélac, et publiée sous le titre : "*Les fonds extérieurs d'Israël*" fournit sur ces différents aspects des finances israéliennes des chiffres précis, tirés de sources irrécusables.

Source : Jacques Bendélac : *Les fonds extérieurs d'Israël*, Ed. "Economica". Paris, 1982.

L'auteur s'attache essentiellement à l'étude des rapports entre les contributions de la Diaspora et l'aide directe du gouvernement américain.

Il caractérise ainsi l'évolution de ces rapports : "Si la Diaspora était, jusqu'à une date récente (les années 70), le principal fournisseur de capitaux d'Israël, la tendance actuelle indique que l'aide gouvernementale américaine, (2 milliards de dollars par an environ), dépasse largement les contributions financières de la Diaspora (environ 900 millions de dollars par an)."

C'est ainsi que, pour l'année fiscale 1980, la vente d'un milliard de dollars d'armements a été autorisée au profit d'Israël. Mais, tout de suite après ces livraisons, la moitié de la somme -- cinq cents millions, consentis sous forme de prêts -- était

effacée... et le reste venait grossir la dette d'Israël vis-à-vis du gouvernement américain... Une dette pour le remboursement de laquelle il bénéficie de délais de grâce de plus de dix ans. De plus, compte tenu de l'aggravation constante de la situation économique d'Israël depuis 1973, ces remboursements sont fictifs, dans la mesure où les versements sont aussitôt compensés par une nouvelle aide annuelle accrue des Etats-Unis.

Source : T. Stauffer, *Christian Science Monitor* du 20 décembre 1981.

Déjà, lors de l'agression israélienne de 1956 contre l'Egypte, l'apport américain en armement était gigantesque; le sioniste Michel Bar Zohar écrit: "A partir du mois de juin, des quantités énormes d'armement commencèrent à affluer en Israël, aux termes d'un accord ultra-secret, et ces livraisons ne seront connues ni de Washington, ni de l'organisme anglo-franco-américain chargé de veiller sur la balance des forces au Moyen-Orient, ni par le Quai d'Orsay, jalousement opposé à un rapprochement trop risqué avec Israël, qui compromettrait ce qui reste de liens entre la France et sa clientèle arabe."

Source : Michel Bar Zohar : *Ben Gourion, le Prophète armé*, Ed. Fayard, Paris, 1966, Chapitre 27.

Une deuxième source financière est constituée par les Bons de l'Etat d'Israël, titres en dollars, vendus à l'étranger, mais dont le remboursement et les intérêts sont payés en monnaie israélienne.

Ces bons (dont 99,8%, en 1951, étaient vendus aux Etats-Unis, et encore 80% en 1978) ont mis à la disposition de l'économie israélienne plus de 5 milliards de dollars.

Source : State of Israël Bonds, Jerusalem-New-York, Americ. Jewish Yearbook, 1972, p. 273; 1978, p. 205; 1980, p. 153.

Entre les "dons" et les "bons", l'Etat sioniste a reçu, de 1948 à 1982, près de onze milliards et demi de dollars.

Source : Statistical abstract of Israël (annuel) et Bank of Israël, Annual Reports.

Une telle efficacité implique ce que M. Bendélac appelle la "collusion entre le pouvoir et le monde de la finance" dans le mouvement sioniste. Il en donne, pour la France, une illustration saisissante, en 1982 :

"Guy de Rothschild est président du Fonds Social Juif Unifié et de l'A.U.J.F.;

David est trésorier du F.S.J.U. et membre français du Conseil d'administration de l'Agence juive;

Alain a été président du Conseil Représentatif des Institutions juives de France et du Consistoire Israélite Central;

Elie est président du Comité exécutif de l'A.U.J.F.;

Edmond est président de l'Organisation Européenne des Bons d'Israël;

enfin Alix de Rothschild était présidente mondiale de l'"Aliya des Jeunes"."

Source : Bendélac, *op. cit.* p. 76.

Mais la dépendance est plus grande encore à l'égard du gouvernement américain, surtout depuis les années 70.

"Au moment de la guerre des Six Jours, le déficit extérieur atteignait 700 millions de dollars, et dépassa le milliard de dollars au début des années soixante-dix. L'apport financier du judaïsme mondial ne suffisait plus à satisfaire les besoins en capitaux de l'économie israélienne; il fallut alors faire appel à l'aide du gouvernement américain, qui fournit d'abord des crédits militaires, avant d'étendre son aide au secteur économique, après la guerre du Kippour. Cet apport de capitaux du gouvernement américain se traduisit par un accroissement spectaculaire de l'endettement extérieur d'Israël, qui dépassait les 20 milliards de dollars en 1982. Ainsi, la détérioration de l'aide financière de la Diaspora, depuis le début des années soixante-dix, peut s'analyser par rapport à deux aspects de la dépendance économique d'Israël : l'aide gouvernementale américaine, et le poids de la dette extérieure.".

Source : Bendélac, *op. cit.* p. 79.

Depuis 1948, l'aide du gouvernement américain à Israël a atteint près de 18 milliards de dollars, répartis, à parts égales entre prêts et dons, les deux-tiers étant destinés à des fins militaires.

Source : jusqu'en 1977 : Trésor, Division des échanges extérieurs. De 1978 à 81.
Ambassade des Etats-Unis (Tel-Aviv).

L'accélération de cette aide est vertigineuse : en général inférieure à 100 millions de dollars jusqu'en 1975, et à 2 milliards de dollars jusqu'en 1981. En janvier 1985 l'Etat d'Israël réclame encore 12 milliards de dollars pour 8 ans.

Quant à la dette extérieure, elle passe de 6 milliards de dollars en 1973, à 10 milliards en 1976, à 17 milliards de dollars au 1er janvier 1981, soit le chiffre record de 4 350 dollars par habitant !

L'aide s'accroît avec les contrats de sous-traitance, notamment pour l'aviation (par exemple, la Israël Aircraft Industries reçoit des contrats de fabrication d'éléments pour les F-4 et F-15).

Enfin l'aide économique comporte des facilités accordées aux exportations israéliennes aux USA, qui bénéficie des tarifs préférentiels des "pays en voie de développement", moyennant quoi 96% de ces exportations (un milliard de dollars) entrent aux Etats-Unis libres de toutes taxes.

En bref, un seul chiffre suffit à définir le caractère de l'Etat sioniste d'Israël : le total de "l'aide" officielle américaine qu'il reçoit, à elle seule, correspond à plus de 1 000 dollars par tête d'habitant, c'est-à-dire, comme pourboire ajouté à son revenu national,

plus de trois fois le revenu national brut, par tête d'habitant, de l'Egypte, et de la plupart des pays africains.

Le Professeur Yeshayahou Leibowitz, de l'Université hébraïque de Jérusalem, qui composa un ouvrage majeur sur *La Foi de Maïmonide*, (traduit en français en 1992, à Paris, aux Editions du Cerf), et dirigea pendant vingt ans la composition de l'*Encyclopédie hébraïque*, dans son livre: *Israël et Judaïsme*, paru en hébreu, à Jérusalem, en 1987, (et traduit en français, aux Editions Desclée de Brouwer en 1993, peu avant sa mort), résume ainsi, du point de vue d'un juif ulcéré dans sa foi de **sioniste religieux** vivant en Palestine depuis 1934, son opinion sur **le sionisme politique:**

"Notre système est pourri à la base" (p. 255). Et ceci pour deux raisons :

1·- "Le malheur provient de ce que tout s'articule au problème de la Nation et de l'Etat." (p.182). Si l'Etat et la Nation sont tenus pour une fin en soi, alors "le judaïsme est rejeté puisque le plus important c'est l'Etat d'Israël" (p. 182).

"Le nationalisme est la destruction de l'essence de l'homme." (p. 182) "L'Etat d'Israël n'est pas un Etat qui possède une armée, mais une armée qui possède un Etat." (p. 31).

2·- La dépendance de cet Etat à l'égard des Etats-Unis "Chez nous l'effondrement total peut se produire en une nuit : conséquence de la stupidité totale qui fait dépendre toute notre existence de l'aide économique américaine." (p. 225).

"Les Américains ne sont intéressés que par l'idée de maintenir ici une armée de mercenaires américains sous l'uniforme de Tsahal" (p. 226). La force du poing juif vient du gant d'acier américain qui le recouvre, et des dollars qui le capitonnent." (p. 253).

Conclusion

***

a) -- Du bon usage des mythes comme étapes de l'humanisation de l'Homme

Tous les peuples, avant même la découverte de l'écriture, ont élaboré des traditions orales, reposant parfois sur des événements réels, mais ayant pour caractère commun de donner une justification souvent poétique de leurs origines, de leur organisation sociale, de leurs pratiques cultuelles, des sources du pouvoir des chefs ou des projets futurs de la communauté.

Ces grands mythes jalonnent l'épopée de l'humanisation de l'homme, exprimant, par le récit des exploits d'un dieu ou d'un ancêtre légendaire, les grands moments de la levée de l'homme prenant conscience de ses pouvoirs et de ses devoirs, de sa vocation au dépassement de sa condition présente, à travers des images concrètes, nées de son expérience ou de ses espérances; il projette un état ultime de l'avenir où seraient accomplis tous ses rêves de bonheur et de "salut".

Pour ne retenir que quelques exemples empruntés aux divers continents, le de l'Inde nous donne, à travers le récit des épreuves et des victoires de son héros Rama et de son épouse Sita, la plus haute image de l'homme et de la femme, leur sens de l'honneur, de la fidélité aux exigences d'une vie sans tache. Le nom même du héros Rama est proche de celui de Dieu : Ram. La puissance du mythe est telle, très au-delà du récit, qu'elle inspirera pendant des millénaires la vie des peuples en élevant une image grandiose de l'homme à l'horizon de leur vie: des siècles après la version de Valmiki, rassemblant par l'écriture les plus belles traditions orales, le poète Tulsidas, au XVème siècle, réécrira le en fonction d'une vision mystique plus profonde, le poème toujours inachevé de l'ascension humaine, et lorsque, en mourant, Gandhi bénira son assassin, c'est le nom de Ram qui, le dernier, sortira de ses lèvres.

Il en est de même du *Mahabaratha,* culminant dans la *Bhagavad Gita,* où le prince Arjuna se pose, en pleine bataille de Kurukshetra, la question ultime du sens de la vie et de ses combats.

Dans une autre civilisation, c'est-à-dire dans une autre conception des rapports de l'homme avec la nature, avec les autres hommes et avec Dieu, l'Iliade, dont toutes les traditions orales populaires sont attribuées à un auteur qui leur a donné une forme écrite, Homère (comme Valmiki pour le) projette l'image la plus haute que l'on pouvait dresser de l'homme, à travers, par exemple, le personnage d'Hector marchant à la mort prédestinée d'un pas inflexible pour le salut de son peuple.

De même le "Prométhée" d'Eschyle deviendra, plus de deux millénaires plus tard, au XIXe siècle, avec le "Prométhée Déchaîné" de Shelley, le symbole éternel de la grandeur des luttes libératrices, comme l'appel d'Antigone à ces "lois non-écrites" dont l'écho n'a cessé de retentir dans la tête et le coeur de tous ceux qui entendent "vivre haut", plus haut que les écritures, les pouvoirs et les lois.

Les grandes épopées initiatiques de l'Afrique comme celles du *Kaydara,* dont, en les faisant passer de la tradition orale des griots à l'œuvre écrite, Hampaté Ba s'est fait l'Homère ou le Valmiki de l'Afrique, comme les auteurs anonymes de l'Exode des tribus aztèques, ou comme Goethe en qui mûrit, pendant sa vie entière, "Faust", le mythe de tous les vouloirs du XIXe siècle européen, ou comme Dostoïevski écrivant, avec son roman "L'Idiot", sous les traits du prince Muichkine, une version nouvelle de la vie de Jésus, briseur de toutes les idoles de la vie moderne, semblable à cette autre vie de Jésus à travers les aventures de Don Quichotte, le chevalier Prophète, se heurtant sans faiblir à toutes les institutions d'un siècle qui voyait naître le règne nouveau de l'argent, où une générosité sans peur et sans reproche ne pouvait aboutir qu'à la dérision et à l'échec.

Ce ne sont là que des exemples de cette "Légende des siècles" qui sonne une fois encore le réveil des hommes avec Victor Hugo.

Leur ensemble constitue la véritable "histoire sainte" de l'humanité, l'histoire de la grandeur de l'homme, s'affirmant, même à travers ses tentatives avortées, pour dépasser les coutumes et les pouvoirs.

Ce que l'on appelle "L'Histoire", est écrite par les vainqueurs, les maîtres des empires, les généraux ravageurs de la terre des hommes, les pillards financiers des richesses du monde assujettissant le génie des grands inventeurs de la science et des techniques à leur œuvre de domination économique ou militaire.

De ceux là, les traces sont restées, inscrites dans des monuments de pierre, des forteresses, des arcs de triomphe, des palais, dans des écrits à leur gloire, dans les images ciselées dans la pierre, comme à Karnak, bande dessinée des férocités de Ramsès, ou dans les mémoires apologétiques des chroniqueurs comme Guibert de Nogent, chantre des Croisades, ou dans les mémoires des rapaces de la domination, comme la "Guerre des Gaules" de Jules César, ou le "Mémorial de Saint-Hélène" où Napoléon vantant avec la plume complaisante de Las Cases, les exploits par lesquels il a laissé une France plus petite qu'il ne l'avait trouvée.

Cette histoire ne dédaigne pas, au passage, de mettre à son service les mythes, en les enchaînant à son char de victoire.

b) -- Le mythe déguisé en histoire et son utilisation politique

La lecture de ce livre, Les *Mythes fondateurs de la politique israélienne* ne doit créer aucune confusion, ni religieuse, ni politique.

La critique de l'interprétation sioniste de la Thora, et des "livres historiques", (notamment ceux de Josué, de Samuel et des Rois) n'implique nullement une sous-estimation de la Bible et de ce qu'elle a révélé, elle aussi, sur l'épopée de l'humanisation et de la divinisation de l'homme. Le sacrifice d'Abraham est un modèle éternel du dépassement par l'homme de ses provisoires morales et de ses fragiles logiques au nom de valeurs inconditionnelles qui les relativisent. De même que l'Exode demeure le symbole de l'arrachement à toutes les servitudes, de l'appel irrésistible de Dieu à la liberté.

Ce que nous rejetons, c'est la lecture sioniste, tribale et nationaliste, de ces textes, réduisant l'idée géante de l'Alliance de Dieu avec l'homme, avec tous les hommes, et de sa présence en tous, et en tirant l'idée la plus maléfique de l'histoire humaine : celle de **peuple élu** par un Dieu partial et partiel (et donc une idole) justifiant par avance toutes les dominations, les colonisations et les massacres. Comme si, dans le monde, il n'y avait d'"Histoire sainte" que celle des Hébreux.

De ma démonstration, dont nul chaînon ne fut apporté sans en donner la source, ne découle nullement l'idée de la destruction de l'Etat d'Israël mais simplement sa désacralisation : cette terre, pas plus qu'aucune autre, ne fut jamais promise mais conquise, comme celle de la France, de l'Allemagne ou des Etats-Unis, en fonction des rapports de force historiques en chaque siècle.

Il ne s'agit pas de refaire indéfiniment l'histoire à coups de canon, mais simplement d'exiger, pour tous, l'application d'une loi internationale qui n'éternise pas des rapports de jungle.

Dans le cas particulier du Proche Orient, il s'agit simplement d'appliquer les décisions de partage prises par l'O.N.U. au lendemain de la dernière guerre et la décision 242, qui excluait à la fois le grignotage des frontières des pays voisins et la captation de leurs eaux, et l'évacuation des territoires occupés. L'implantation, dans les zones illégalement occupées, de colonies protégées par l'armée israélienne et l'armement des colons, c'est la perpétuation de fait d'une occupation qui rend impossible une paix véritable et une cohabitation pacifique et durable de deux peuples égaux et indépendants, paix qui serait symbolisée par le respect commun, sans prétention à une possession exclusive de Jérusalem, lieu de rencontre des trois religions abrahamiques.

* * *

De même la critique du mythe de l'Holocauste n'est pas une comptabilité macabre du nombre de victimes. N'y eût-il qu'un seul homme persécuté pour sa foi ou son appartenance ethnique, il n'y aurait pas moins eu un crime contre l'humanité tout entière.

Mais l'exploitation politique, par une nation qui n'existait pas lorsque furent commis les crimes, de chiffres arbitrairement exagérés pour tenter de prouver que la souffrance des uns était sans commune mesure avec celle de tous les autres, et la sacralisation (par le vocabulaire religieux lui-même -- celui d'"Holocauste") tend à faire oublier des génocides plus féroces.

Les plus grands bénéficiaires en étaient les sionistes, se donnant pour les victimes exclusives, créant, dans la foulée, un Etat d'Israël, et, malgré les 50 millions de morts de cette guerre, en faisant la victime quasi unique de l'hitlérisme, et le plaçant, à partir de là, au-dessus de toute loi pour légaliser toutes ses exactions extérieures ou intérieures.

* * *

Il ne s'agit pas non plus d'accuser de mauvaise foi les millions d'honnêtes gens qui ont cru à ces mythologies menteuses propagées par tous les médias et justement

indignées, par exemple, par le martyre des chambres à gaz, ou convaincus par une lecture littérale de la Bible, totalement ignorante de l'exégèse moderne, de la véracité des promesses divines faites à un **peuple élu.** Pendant plus d'un millénaire (du IVème siècle à la Renaissance) des chrétiens pieux ont cru à la "donation" par Constantin des Etats du Pape au Pontife romain. Le mensonge a régné mille ans.

Ma propre grand-mère a vu, de ses yeux vu, comme des milliers de gens de bonne foi, une Croix de sang s'élever dans le ciel dans la nuit du 2 août 1914. Elle y a cru jusqu'à sa mort.

Le présent livre n'a d'autre objet que de donner à tous les éléments leur permettant de juger les méfaits d'une mythologie sioniste qui, inconditionnellement soutenue par les Etats-Unis, a déjà engendré 5 guerres et constitue, par l'influence qu'exerce son lobby sur la puissance américaine et par là, sur l'opinion mondiale, une menace permanente pour l'unité du monde et de la paix.

c) -- Les faussaires et l'histoire critique

Enfin, il s'agissait pour nous -- en donnant, pour la plus minime information, la source et la preuve de ce que nous affirmions -- de nous séparer radicalement de tous les faux destinés à jeter le discrédit sur une religion ou une communauté, et à appeler contre elle la haine et la persécution.

Le modèle de ce genre d'infamie est le "Protocole des sages de Sion", dont j'ai, dans mon livre: *Palestine, terre des messages divins*, longuement démontré (p. 206 à 214), les procédés policiers de fabrication en m'inspirant de l'irréfutable démonstration que fit Henri Rollin, en 1939, dans *L'Apocalypse de notre temps* (Gallimard 1939) qu'Hitler fit détruire en 1940 parce qu'il anéantissait l'un des instruments favoris de la propagande antijuive des nazis (réédition, Allia 1991).

Henri Rollin exhuma les deux plagiats à partir desquels avaient été fabriqués le faux par la police du Ministre russe de l'Intérieur, Von Plehve, au début du siècle.

1· -- Un pamphlet écrit en France, en 1864, par Maurice Joly contre Napoléon III: *Dialogue aux enfers entre Montesquieu et Machiavel*, dont il reproduit, paragraphe par paragraphe, toutes les critiques adressées à la dictature de l'Empereur et qui peuvent s'appliquer à toute politique de domination.

2· -- Un essai dirigé, par un émigré russe, Ilya Tsion, contre le ministre des Finances russe, le comte de Witte, intitulé : *Où la dictature de M. Witte conduit la Russie* (1895) qui, à son tour, était un plagiat des libelles dirigés, avant 1789, contre Monsieur de Calonne, et qui peut s'appliquer à toutes les liaisons de ministres des finances avec les Banques internationales. Dans le cas particulier, c'était un règlement de compte de Von Plehve contre de Witte, qu'il haïssait.

Ce roman policier du genre ignoble a malheureusement été utilisé largement, (en particulier par certains pays arabes que j'ai dénoncés depuis longtemps). Il donnait ainsi occasion, aux sionistes et aux israéliens, de dénoncer toute critique de leur politique au Proche-Orient et de leurs groupes de pression dans le monde, pour les assimiler à ce travail de faussaires.

C'est pourquoi, au risque de la surcharger et de fatiguer un lecteur trop pressé d'arriver aux conclusions sans passer par le travail souvent fastidieux des preuves, nous n'avons avancé aucune thèse sans en donner les sources.

* * *

Résumons ce que l'histoire critique peut dire, sans la sacraliser avec des mythes mis au service d'une politique.

A partir de son idéologie raciste, Hitler, dès ses premières manifestations politiques, prit les juifs comme cible, après le communisme, dont la destruction était sa mission principale (ce qui lui valut longtemps l'indulgence et les concessions des "démocraties occidentales" depuis la livraison des moyens de son réarmement par les industriels jusqu'à la livraison des peuples par leurs politiques, par exemple à Munich). Ses premiers prétextes, dans sa lutte contre les juifs, étaient d'ailleurs contradictoires : d'une part il prétendait que la Révolution d'Octobre était l'œuvre des juifs et menaçait l'Europe d'y instaurer, avec la complicité juive, le communisme, et il développait le thème du "judéo-bolchevisme", comme incarnation du communisme mondial, et, en même temps, il dénonçait les juifs comme incarnation du capitalisme mondial.

Le programme du Parti national-socialiste proclamait déjà : "Un juif ne peut être un compatriote."

Source : P. S. 1708.

Excluant ainsi de la nation allemande quelques-uns de ses fils les plus glorieux dans tous les domaines de la culture, de la musique à la science, sous prétexte qu'ils étaient de confession juive, et confondant à dessein la religion et la race.

A partir de cette monstrueuse exclusion, qui reniait le poète Heine, et chassait Einstein le géant, il définissait, dès 1919, dans une lettre du 16 septembre à son ami Gemlich, ce qu'il appelait déjà son "but ultime" (*letztes Ziel*) "l'éloignement des juifs". Ce "but ultime" restera le sien jusqu'à sa mort, comme la lutte contre le "bolchevisme", sur lequel il se brisera.

Cet "éloignement des juifs", l'une des constantes de sa politique, prendra des formes diverses selon les vicissitudes de sa carrière.

Dès son arrivée au pouvoir, son ministre de l'économie signe avec l'Agence juive (sioniste) l'accord du 28 août 1933, accord favorisant le "transfert" ("*Haavara*" en hébreu) des juifs allemands en Palestine.

Source : Broszat, Jacobsen, Krausnick : *Anatomie des S.S. Staates*, Munich. 1982. vol. II, p. 263.

Deux ans plus tard, les lois de Nuremberg du 15 septembre 1935, donnent valeur législative aux articles 4 et 5 du programme du Parti, formulé à Munich le 24 février 1920, sur la citoyenneté du Reich et la "défense du sang" (comme les "rois catholiques" d'Espagne l'avaient fait au XVIème siècle, sous prétexte de "pureté du sang" (*limpieza del sangre*) contre les juifs et les "maures"), en s'inspirant l'un et

l'autre de l'exemple des Esdras et des Néhémie dans la Bible. Ces lois permettaient d'exclure les juifs des fonctions d'Etat et des postes dominants de la société civile. Ces lois interdisaient les mariages mixtes et assignaient aux juifs le statut d'étrangers.

La discrimination allait bientôt devenir plus sauvage en 1938, avec la Nuit de cristal, à partir d'un prétexte.

Le 7 novembre 1938, le Conseiller d'ambassade à Paris, Von Rath, est assassiné par un jeune juif nommé Grynspan.

Le fait, orchestré par la presse nazie, déchaîne, dans la nuit du 9 au 10 novembre, une véritable chasse aux juifs, le pillage et le saccage de leurs magasins, le bris de leurs vitrines (d'où le nom de "Nuit de cristal").

Le bilan en est sinistre :

"Pillage et destruction de 815 magasins, de 171 maisons, de 276 synagogues, 14 autres monuments de la Communauté juive, arrestation de 20.000 juifs, 7 aryens, 3 étrangers, 36 morts et 36 blessés"

Source : Rapport de Heydrich à Goering en date du 11 novembre 1938, Nür. T. IX p. 554. Document reconnu authentique par Goering et tous les accusés contre lesquels il a été produit.

Il ne s'agissait pas d'une réaction passionnelle du peuple allemand, mais d'un pogrom organisé par le Parti nazi. En témoigne le rapport du juge suprême du Parti national-socialiste, Walter Buch, chargé de l'enquête (Doc. P.S. 3063 portant la date du 13 février 1939, Nur. T. XXXII, p. 29) qui devait juger les 174 membres du Parti arrêtés dès le 11 novembre sur ordre de Heydrich pour avoir organisé ce pogrom et y avoir participé.

Mais, parmi les 174, ne figurent que des cadres subalternes du Parti.

Le gouvernement, (à l'exception de Goebbels qui approuvait le crime) et le Führer lui-même, les désavouèrent. Mais cela n'exclut pas l'hypothèse de directives venues "d'en haut". D'autant plus que Goering prit aussitôt trois décrets aggravant la discrimination.

-- le premier frapperait les juifs allemands d'une amende collective d'un milliard de marks (P.S. 1412 *Reichs-gesetzblatt 1938*, partie I, page 1579);

- le second exclurait les Juifs de la vie économique allemande (P.S. 2875. *Reichsgesetzblatt 1938*, partie I, page 1580);

-- le dernier décidant que les compagnies d'assurance verseraient à l'Etat, non à l'intéressé juif, le remboursement du dommage à lui causé au cours de la Nuit de cristal (P.S. 2694. *Reichsgesetzblatt 1938*, partie I, page 1581).

Le rapprochement des prétextes et des méthodes pour accabler les juifs en Allemagne et les Arabes en Palestine est saisissant : en 1982 un attentat est commis, à Londres, contre un diplomate israélien. Les dirigeants israéliens l'attribuent immédiatement à

l'O.L.P. et envahissent le Liban pour y détruire les bases de l'O.L.P., faisant 20.000 morts. Begin et Ariel Sharon, comme autrefois Goebbels, avaient eu "leur Nuit de cristal" avec un nombre beaucoup plus grand de victimes innocentes.

La différence est dans le prétexte du déclenchement de l'invasion du Liban, projetée par les dirigeants israéliens depuis longtemps. Le 21 mai 1948 Ben Gourion écrivait dans son "Journal" :

"Le talon d'Achille de la coalition dans son "Journal" arabe, c'est le Liban. La suprématie musulmane dans ce pays est artificielle, et peut aisément être renversée; un Etat chrétien doit être instauré en ce pays. Sa frontière sud serait la rivière du Litani."

Source : Michaël Bar Zohar. *Ben Gourion. Le prophète armé*. p. 139.

Le 16 juin, le général Moshé Dayan précise la méthode :

"Tout ce qu'il nous reste à trouver, c'est un officier, même un simple capitaine. Il faudrait le gagner à notre cause, l'acheter, pour qu'il accepte de se déclarer le sauveur de la population maronite. Alors, l'armée israélienne entrerait au Liban, occuperait les territoires où elle établirait un régime chrétien allié à Israël, et tout marcherait comme sur des roulettes. Le territoire du sud du Liban sera totalement annexé à Israël."

Source : *Journal* de l'ancien premier ministre d'Israël, Moshé Sharett, publié en hébreu en 1979.

Ce qui rend encore plus odieux le crime du Liban, en son principe même (au-delà des massacres perpétrés, sous les yeux de Sharon, et préparés grâce à lui) c'est que le prétexte même n'en pouvait être imputé à l'O.L.P.

Madame Thatcher a apporté devant la Chambre des Communes, la preuve que ce crime était l'œuvre d'un ennemi déclaré de l'O.L.P. Aussitôt après l'arrestation des criminels et au vu de l'enquête policière, elle déclare : "Sur la liste des personnalités à abattre, trouvée sur les auteurs de l'attentat, figurait le nom du responsable de l'O.L.P. à Londres... Ceci tend à prouver que les assaillants n'avaient pas, comme l'a prétendu Israël, le soutien de l'O.L.P... Je ne crois pas que l'attaque israélienne sur le Liban soit une action de représailles consécutive à cet attentat : les Israéliens y ont trouvé un prétexte pour rouvrir les hostilités."

Source : *International Herald Tribune*, du 8 juin 1982.

Ce démenti à la propagande israélienne est passé à peu près inaperçu en France, alors qu'il détruisait la légende de la "légitime défense" qui avait servi de prétexte à cette nouvelle agression.

Car cette guerre s'inscrivait, comme toutes les agressions et les exactions de l'Etat d'Israël, dans la logique interne de la doctrine sioniste, comme la "Nuit de cristal" dans la logique interne du racisme hitlérien.

La situation des Juifs, après la "Nuit de cristal", devenait de plus en plus dramatique. Les "démocraties occidentales" réunirent la Conférence d'Evian en 1938, qui assembla 33 pays (L'URSS et la Tchécoslovaquie n'y étaient pas représentées; la Hongrie, la Roumanie, la Pologne n'avaient que des observateurs pour demander qu'on les débarrasse de leurs propres juifs).

Le Président Roosevelt donna l'exemple de l'égoïsme, disant, à la Conférence de presse de "Warm Springs" qu'"aucune révision ni augmentation des quotas d'immigration aux Etats-Unis n'était prévue."

Source : Mazor,"Il y a trente ans, la Conférence d'Evian", dans *Le Monde Juif,* d'avril-juin 1968, No 50; p. 23 et 25.

A Evian, nul ne se préoccupa de "prendre en charge les persécutés, voire de se préoccuper sérieusement de leur sort."

Source : *Dix leçons sur le nazisme*, sous la direction d'Alfred Grosser. Paris, 1976, p. 216.

En mars 1943, Goebbels pouvait encore ironiser :

"Quelle sera la solution de la question juive? Créera-t-on un jour un Etat Juif dans un territoire quelconque ? On le saura plus tard. Mais il est curieux de constater que les pays dont l'opinion publique s'élève en faveur des juifs refusent toujours de les accueillir."

Source : Léon Poliakov. *Bréviaire de la haine* p. 41.

Après la défaite de la Pologne, une autre solution provisoire de la question juive parut possible : le 21 septembre, Heydrich, rappelant le "but final" (*Endziel*) ordonna aux chefs de la sécurité de créer, à la nouvelle frontière de l'URSS, une sorte de "réserve juive."

Source : Léon Poliakov, *op. cit.* p. 41.

La défaite de la France ouvrit aux nazis de nouvelles perspectives. L'on pouvait, pour la question juive, pour sa "solution finale", utiliser l'empire colonial français.

Dès l'armistice de juin 1940 est lancée l'idée d'une expulsion de tous les juifs à Madagascar.

Dès le mois de mai 1940, Himmler, dans une note intitulée : "Quelques réflexions sur le traitement des personnes étrangères à l'Est", écrit : "J'espère voir la notion de juif définitivement effacée grâce à l'évacuation de tous les juifs vers l'Afrique ou dans une colonie."

Source : *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte* 1957. p. 197.

Le 24 juin 1940 Heydrich écrivait au Ministre des Affaires étrangères, Ribbentrop, que l'on pouvait désormais entrevoir "une solution finale territoriale". (*eine territoriale Endlösung*) du problème juif.

Source : Gerald Fleming : *Hitler und die Endlösung* Wiesbaden-Munich. 1982. p. 56.

Dès lors fut élaboré techniquement le "projet de Madagascar" : le 3 juillet 1940, Franz Rademacher responsable des affaires juives au Ministère des affaires étrangères, élabora un rapport disant :

"La victoire imminente donne à l'Allemagne la possibilité et, à mon avis, le devoir également, de résoudre la question juive en Europe. La solution souhaitable est : tous les juifs hors d'Europe *("Allen Juden aus Europa").*

Le Referat D III propose comme solution de la question juive : dans le traité de paix, la France doit rendre l'île de Madagascar disponible pour la solution de la question juive et doit transférer et indemniser les quelques 25.000 Français qui y résident. L'île passera sous mandat allemand."

Source : N.G. 2586 -B. Voir : *Documents on German Foreign Policy (1918- 1945).* Series D, Vol. X, Londres.1957. p. 111-113.

Le 25 juillet 1940, Hans Frank, gouverneur de Pologne, confirma que le Führer était d'accord avec cette évacuation, mais que des transports outre-mer de cette importance n'était pas réalisables tant que la marine britannique tenait les clés de la mer.

Source : P.S. 22.33. I.M.T. vol. XXIX, p. 405.

Il fallait trouver une solution provisoire de remplacement.

Il est dit dans le "procès verbal" :

"C'est le Reichsführer SS et chef de la police allemande, qui sera responsable de l'ensemble des mesures nécessaires à la solution finale (*Endlösung der Judenfrage*), sans considération de limites géographiques."

Source : N.G. 2586 G.

La question juive se posait désormais à l'échelle de l'Europe, occupée par les nazis.

Le projet de Madagascar étant provisoirement ajourné "la guerre contre l'Union Soviétique nous a permis de disposer de nouveaux territoires pour la solution finale (für die Endlösung). En conséquence le Führer a décidé d'expulser les juifs non pas à Madagascar mais vers l'Est."

Source : N.G. 5570.

Le Führer avait en effet déclaré le 2 janvier 1942 : "Le juif doit quitter l'Europe. Le mieux est qu'ils aillent en Russie."

Source : Adolf Hitler : *Monologues* 1941-44. Albrecht Krauss Verlag. Hambourg 1980, p. 241.

Avec le reflux des armées allemandes sous la pression de l'armée soviétique, la solution de la "question juive" réclama "une impitoyable rigueur".

Source : H. Monneray : *La persécution des juifs dans les pays de l'Est*. p. 91-92.

En mai 1944, Hitler ordonne d'utiliser 200.000 juifs, encadrés par 10.000 gardiens SS pour travailler dans les usines d'armement ou dans les camps de concentration dans des conditions si horribles que les épidémies de typhus y firent des dizaines de milliers de victimes, exigeant la multiplication de fours crématoires.

Puis les déportés furent envoyés sur des routes qu'ils devaient eux-mêmes construire dans des conditions d'épuisement et de famines telles que la majorité d'entre eux, par dizaines de milliers, succombaient.

Tel fut le martyrologe des déportés juifs et slaves et la férocité des maîtres hitlériens les traitant en esclaves n'ayant même pas valeur humaine de travailleurs utiles.

Ces crimes ne peuvent être sous-estimés, ni les souffrances indicibles des victimes. C'est pourquoi il n'est nul besoin d'ajouter à cet horrible tableau des lueurs d'incendies empruntées à l'Enfer de Dante, ni de leur apporter la caution théologique et sacrificielle de "l'Holocauste", pour rendre compte de cette inhumanité.

L'histoire la moins emphatique est, à elle seule, plus accusatrice que le mythe.

Et surtout elle ne réduit pas l'ampleur d'un véritable crime contre l'humanité, qui coûta 50 millions de morts, aux dimensions d'un pogrom à l'égard d'une seule catégorie de victimes innocentes, alors que des millions moururent les armes à la main pour faire face à cette barbarie.

* * *

Ce bilan historique, répétons-le, est encore provisoire. Comme pour toute histoire critique et comme toute science, il est révisable et sera révisé en fonction des découvertes d'éléments nouveaux : des tonnes d'archives allemandes ont été saisies et transportées aux Etats-Unis : elles n'ont pas encore été complètement dépouillées. D'autres archives, en Russie, dont l'accès a longtemps été interdit aux chercheurs, ont commencé à s'ouvrir.

Un grand travail reste donc à faire à condition de ne pas confondre le mythe avec l'histoire, et de ne pas prétendre poser les conclusions avant la recherche, comme un certain terrorisme intellectuel a prétendu l'imposer jusqu'ici: la "canonisation" des textes de Nuremberg s'est révélée bien fragile.

L'histoire, pas plus que les sciences, ne peut partir d'un *a priori* intouchable.

Nuremberg avait promulgué des chiffres dont les plus importants se sont révélés faux : les "4 millions" de morts d'Auschwitz ont été ramenés à "un peu plus d'un

million", et même les "autorités" ont dû accepter cette révision et changer les plaques commémoratives du crime.

Le dogme des "six millions", déjà mis en cause par les défenseurs les plus intransigeants du génocide comme Reitlinger, qui arrivait dans son livre : *La solution finale*, à 4 millions et demi, est désormais exclu par toute la communauté scientifique, même s'il reste un thème de propagande médiatique à l'égard de l'opinion et des écoliers.

Il ne s'agit pas, en montrant la vanité de ces *a priori* arithmétiques, de se livrer à une vérification comptable qui serait macabre. Il s'agit de montrer combien la volonté délibérée de perpétuer un mensonge a contraint à une falsification systématique et arbitraire de l'histoire.

Il a fallu, pour faire du martyrologe réel des juifs, sous prétexte de ne pas le **banaliser,** non seulement faire passer au second plan tous les autres, tels que la mort de 17 millions de citoyens soviétiques et de 9 millions d'Allemands, mais encore conférer à ces souffrances réelles un caractère sacral (sous le nom d'*Holocauste*), qui était refusé à tous les autres.

Il a fallu, pour atteindre cet objectif, violer toutes les règles élémentaires de la justice et de l'établissement de la vérité.

Il fallait, par exemple, que "solution finale" signifie extermination, "génocide", alors qu'aucun texte ne permet cette interprétation, s'agissant toujours d'expulsion de tous les juifs d'Europe, à l'Est d'abord, puis dans une quelconque réserve africaine. Ce qui est déjà suffisamment monstrueux.

Il a fallu, pour cela, falsifier tous les documents : traduire "transfert" par "extermination". De sorte que cette "méthode" d'interprétation permet de faire dire n'importe quoi à n'importe quel texte. Ce qui était un horrible massacre devenait "génocide".

Pour ne citer qu'un exemple de cette manipulation tendancieuse des textes : dans son livre sur *Les Crématoires d'Auschwitz* (1993), Jean-Claude Pressac est tellement soucieux d'adjoindre une horreur supplémentaire à cette effrayante mortalité que chaque fois qu'il rencontre le mot allemand "*Leichenkeller*", "cave à cadavres", c'est-à-dire "morgue", il traduit "chambre a gaz" (exemple p. 65). Là encore il introduit la notion de "langage codé", disant que le bourreau (du nom de Messing) "n'eut pas le cran d'écrire que la "cave à cadavres" était une "cave à gazage"" (p. 74).

Or l'hypothèse du "langage codé", constamment utilisé pour faire dire aux textes ce que l'on voudrait qu'ils disent, n'a aucun fondement, d'abord parce que Hitler et ses complices, comme nous l'avons montré (p. 88 à 109) n'ont jamais essayé de dissimuler leurs autres crimes et les ont proclamés cyniquement en langage clair, ensuite parce que les Anglais avaient poussé très loin les techniques et les machineries du déchiffrement des codes et possédaient en clair les messages, qui n'auraient pas manqué d'être nombreux pour mettre en œuvre une entreprise technique aussi gigantesque que l'extermination industrielle de millions d'hommes.

Le refus systématique de tenir compte de l'expression, qui revient si souvent dans les textes hitlériens, de "solution finale territoriale", est également révélateur de cette volonté de refuser toute analyse qui ne justifierait pas les conclusions *a priori* : les "six millions" et le "génocide".

Il a fallu, avec le même arbitraire, lorsqu'il fut prouvé que, malgré un nombre considérable de déclarations de "témoins oculaires" sur l'existence de "chambres à gaz", celles-ci n'avaient jamais existé en territoire allemand, continuer à tenir pour incontestables les témoignages identiques sur leur existence dans les camps de l'Est.

Enfin, le refus de discuter d'une manière à la fois scientifique et publique les expertises techniques, et au contraire, de ne répondre que par la répression et le silence, ne peuvent qu'entretenir le doute.

Il n'est pas de plus efficace réquisitoire contre l'hitlérisme que l'établissement de la vérité historique.

C'est à cela que, par ce dossier, nous avons voulu contribuer.

ANNEXE

Pour une bibliographie des œuvres de Roger Garaudy et des études sur l'auteur, nous renvoyons le lecteur à une version plus récentes, parue en annexe de *l'Avenir : mode d'emploi* (Partie 7)

Les "Nouveaux historiens" en Israël

Une interview du Professeur Moshé Zimmerman, chef du département d'études germaniques à l'Université hébraïque de Jérusalem, dans le journal *Yerushalayim* du 28 avril 1995.

Le Professeur Zimmerman, dit le journaliste dans sa présentation, est spécialiste de l'Allemagne, des juifs allemands, du Troisième Reich, de l'Holocauste. Ses analyses historiques et les conclusions auxquelles il arrive... l'ont placé, au cours des dernières années, au centre de nombreuses controverses publiques... Les parallèles qu'il établit entre le passé et le présent sont difficiles à digérer. Par exemple lorsqu'il compare les soldats juifs volontaires pour servir dans les territoires occupés aux allemands volontaires pour servir dans les S.S., ou lorsqu'il déclare que les enfants des colons juifs d'Hébron sont formés comme la jeunesse hitlérienne... ou lorsqu'il dénonce l'utilisation de l'Holocauste par Israël.

ZIMMERMAN : "Dans une conférence que j'ai faite sur l'utilisation de l'Holocauste, j'ai rappelé qu'il est fréquent et qu'il est de bon ton de dire que l'Holocauste est la justification principale de l'instauration d'Israël. S'il en était ainsi nous devrions remercier Hitler... pour cette contribution éminente au Sionisme....L'un des auditeurs écrivit au journal "Haaretz" que j'avais dit qu'il faut remercier Hitler alors que j'avais dit le contraire. "

Question : Les juifs, dans *Agency Kampf*, sont désignés comme un germe à détruire. Ce livre a toujours été considéré comme un plan opérationnel d'Hitler, exprimant son intention de détruire les juifs.

ZIMMERMAN : "Alors, pourquoi aurait-il attendu deux ans et demi pour faire les lois de Nuremberg ? Et s'il avait l'intention préméditée de détruire les juifs avait-il besoin de lois ? Prenons l'exemple de la Nuit de cristal. Lors de la commémoration du putsch de 1923, le thème était l'expulsion des juifs polonais hors d'Allemagne. Dans son discours Hitler ne parla nullement de les assassiner. Mais, prenant prétexte de l'assassinat à Paris d'un diplomate allemand par un jeune juif, Goebbels, pour se faire valoir, organisa le pogrom.

Question : Considérez-vous que tous les Allemands sont coupables ?

ZIMMERMAN : Les recherches des 20 dernières années montrent que ceux qui n'ont d'autre lien avec le nazisme que d'avoir voté pour Hitler en 1933, sous prétexte du désordre régnant en Allemagne, ont une part de responsabilité, même s'ils disent qu'ils

ne se doutaient pas que le régime irait à de telles extrémités. Mais je n'incrimine pas chaque individu... Le nazisme illustre une situation où la majorité d'un peuple choisit ou d'ignorer ou de collaborer avec les premières horreurs. J'ai étudié ce phénomène, et c'est à cette aune que je mesure la situation en Israël : je n'entends guère de protestations publiques contre l'immoralité de l'occupation de territoires. Voter pour un parti qui approuve l'occupation n'est pas considéré comme un grand crime. Les soldats qui partent comme volontaires pour servir dans les Territoires occupés sont considérés comme des héros, alors qu'en vérité ce volontariat peut être comparé à celui des Allemands volontaires pour servir dans la S.S.

Question : Dans quelle mesure peut-on établir un parallèle entre notre occupation, et le fait d'imposer notre loi aux Palestiniens, avec les horreurs perpétrées par le nazisme ?

ZIMMERMAN : Nous avons de meilleurs "prétextes" pour agir comme nous le faisons. Mais il y a aussi un monstre en chacun de nous et si nous continuons à affirmer que nous sommes toujours justifiés, ce monstre peut grandir... Déjà aujourd'hui je pense à un phénomène qui prend des proportions toujours plus grandes : il y a un secteur entier de la population juive que je définis, sans hésitation, comme une copie des nazis allemands. Regardez les enfants des colons juifs d'Hébron, ils ressemblent exactement à la jeunesse hitlérienne. Depuis leur enfance on les imprègne de l'idée que tout Arabe est mauvais, et que tous les non-juifs sont contre nous. On en fait des paranoïaques : ils se considèrent comme une race supérieure, exactement comme les jeunesses hitlériennes. Rehevan Ze'evi (ministre de 1990 à 1992 dans le gouvernement Shamir) demande l'expulsion ("transfert") de tous les Palestiniens des territoires. C'était le programme officiel du Parti nazi : l'expulsion de tous les juifs d'Allemagne.

Question : Vous y allez fort : les juifs qui ne vivent pas à Hébron, qui ne votent pas pour le parti de Kahane, et qui ne sont pas volontaires pour servir dans les unités spéciales dans les Territoires, qu'en faites- vous ?

ZIMMERMAN : Je fais une différence entre les volontaires des unités spéciales, et les soldats appelés au service militaire... Mais là encore, je fais un parallèle avec l'armée allemande pendant la deuxième guerre mondiale.... Nous devrions, nous les juifs, nous rappeler qu'au cours de cette guerre plus de 100.000 soldats allemands furent exécutés parce qu'ils refusaient de participer à des crimes contre l'humanité. Parfois parce qu'ils refusaient de tuer les juifs. "

* * *

Dans le journal israélien *Haaretz* du 10 mai 1995, le Professeur Zimmerman, menacé d'être chassé de sa chaire à l'Université, et cette menace étant soutenue par une pétition de 79 professeurs (membres du Likoud ou des intégristes religieux), répond à propos d'un article de Dan Margeli dans le numéro du 5 mai du même journal. Il proteste contre cette tentative d'expulsion en rappelant que la prétention de ces professeurs de parler au nom de "la saine opinion du peuple" est semblable à l'attitude de certains universitaires nazis, qui proposaient eux aussi de chasser de l'Université les opposants à la "pensée unique".

" On cite souvent le mot de Heine : "Quand les livres sont brûlés, le peuple finira lui aussi par brûler". Cela commence même avant : quand le droit légal à la libre expression est menacé les livres finiront par être brûlés...

Je me demande si ceux qui veulent me chasser de l'Université en raison de mes idées vont recommander de brûler mes livres. Chaque année des milliers d'étudiants les lisent. Seront-ils aussi voués au bûcher ?

Mes propos sont-ils terribles, en ce qui concerne les enfants d'Hébron appelés à célébrer le premier anniversaire de la mort de Baruch Goldstein lorsque je compare cette cérémonie aux manifestations des nazis ?

Ce que je dis n'a rien à voir avec les thèses de ceux qui veulent minimiser les crimes hitlériens... Connaissant bien l'histoire du nazisme je veux pouvoir avertir l'opinion du danger potentiel présent en toute vérité... Alors que certains pensent que je suis manipulé par le gouvernement allemand, il faut rappeler, qu'au contraire des politiciens et des historiens officiels rejettent la tendance révisionniste : la preuve en est que lorsque les révisionnistes voulurent tenir le 7 mai 1995 un meeting pour rappeler que le 8 mai 1945 (capitulation nazie) n'était pas seulement le jour de la libération mais aussi le "premier jour ou les allemands furent expulsés de l'Est", le rassemblement fut interdit sous la pression des officiels.

Il vaudrait donc mieux que ceux qui, en Israël, pensent qu'ils défendent la vérité et l'honnêteté, la liberté d'expression et la recherche critique, évitent de collaborer avec les ennemis de ces valeurs et de s'en servir comme d'une feuille de vigne idéologique pour préparer un lynchage."

* * *

L'historien Baruch Kimmerling, dans le même débat, dans *Yediot Aharonoth* du 15 mai 1995, défend lui aussi la liberté d'expression et de recherche critique. Il accuse les auteurs de la pétition demandant l'expulsion du Professeur Zimmerman : " Ils se placent sur le terrain de la violence et de l'idéologie, pour essayer d'imposer un régime de terrorisme intellectuel, politique et idéologique dans l'Université hébraïque... Sans liberté de penser, comme l'ont montré les exemples des académies nazies et bolcheviques il n'est pas possible de développer une science digne de ce nom.... "

" Si le Professeur Zimmerman était exclu, l'esprit du Sénateur McCarthy planerait sur les campus de l'Université Hébraïque. "

* * *

Dans *Haaretz* du 12 mai 1995, Arieh Kaspy proteste aussi contre le projet d'expulsion du Professeur Zimmerman, expert de l'histoire du nazisme, sous prétexte qu'il compare les voyous juifs des territoires occupés avec les actes de la jeunesse hitlérienne... : " Aucun des 79 signataires n'a fait de pétition lorsqu'il fut révélé que notre Shabak pratiquait la torture. Ils n'étaient pas choqués lorsque des gens mourraient au cours d'un interrogatoire... Ils n'ont rien dit lorsque les colons assassinaient des Arabes..., ils n'ont pas demandé que l'on supprime le mausolée sur la

tombe de Baruch Goldstein avec cette inscription : "Baruch le héros" à Kiryat Arba, et ils n'ont pas promis que l'acte de Goldstein ne se reproduira pas".

Une note du journal ajoute que la riposte à ces gens est lente et difficile pour des raisons de financement des publications : " Le judéo-nazisme, dit-il, est très populaire parmi les juifs des pays anglophones, plus encore qu'en Israël : un simple appel téléphonique ou un fax fournit l'argent nécessaire pour aider n'importe quel texte judéo-nazi. Au contraire les opposants au judéo-nazisme doivent publier à leurs frais. "